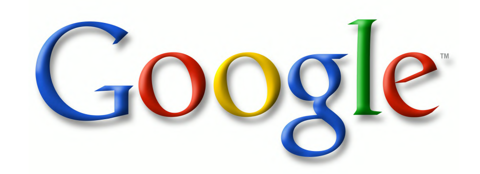
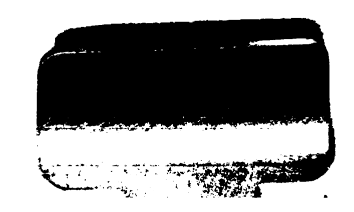












URBAIN GOHIER

LE PEUPLE DU XXE SIÈCLE

— CINQ MOIS AUX ÉTATS-UNIS —

DEUXIÈME MILLE

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1903

LE PEUPLE DU XXe SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR

L'Armée contre la Nation, avec les plaidoiries du procès en Cour d'assises (26e édition) . .	3 50
Les Prétoriens et la Congrégation (7e édition).	3 50
A bas la Caserne! (3e édition)	3 50
Le Ressort : Étude dramatique.	2 »

(E. FASQUELLE, éditeur, Bibliothèque CHARPENTIER).

L'Armée Nouvelle	2 »
L'Armée de Condé, mémorial de la trahison. .	1 »

(P.V. STOCK, éditeur.)

Histoire d'une Trahison (1899-1903)	3 50
Plaisir des Dieux. L'Absolu, nouvelles . . .	3 50

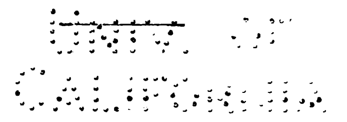
Des Idées : *Contre l'Argent. — Le Nouveau Pacte de Famine. — Sur la Guerre. — Lettre du Sultan Abd ul Hamid à M. Clémenceau sur les massacres d'Arménie. — Le Centenaire et la résurrection du Directoire, etc.*

(SOCIÉTÉ PARISIENNE d'Édition).

La Guerre de Chine, cent pages de documents.	0 25
Dix Milliards pour la Caisse des retraites des travailleurs : les Biens nationaux et les Congrégations.	0 15

URBAIN GOHIER

LE
PEUPLE DU XXE SIÈCLE
AUX ÉTATS-UNIS



PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1903

LE PEUPLE DU XXᵉ SIÈCLE

I

IMPRESSIONS

Il peut sembler téméraire de découvrir encore le Nouveau Monde après Améric Vespuce et M. Paul Bourget (de l'Académie Française). Cependant, le premier de ces explorateurs n'est plus *up to date* ; le second n'a guère vu que les « quatre cents » de New-Port, leur mobilier, leurs équipages, et les Stock yards de Chicago. Il y a réellement autre chose en Amérique.

La plupart des écrivains qui viennent aux États-Unis sont hébergés chez des millionnaires ou conduits par des Barnums qui leur montrent les spectacles convenus. Pique-assiettes académiques ou moralistes mercenaires, ils décrivent complaisamment ce qu'on a bien voulu leur laisser voir ; ils paient en admiration l'hospitalité qu'ils ont reçue ; ils disent de l'Europe aux Américains et de l'Amérique aux Européens ce qu'on les a priés d'en dire, ce qu'ils ont aperçu à la dérobée entre le *Pullmann car* et le grand caravansérail international.

C'est une autre affaire de parcourir librement les Etats-Unis sans *cicerone*, sans lien d'aucune

lorte, sans recevoir de salaire déguisé, de faire 11.000 milles en chemin de fer, à cheval ou en diligence entre l'Atlantique et le Pacifique, d'observer la vraie vie de la nation dans les fermes et dans ses Universités, dans les usines et dans les théâtres, de passer des salons aux *saloons*, des camps de mineurs aux tribunaux, de visiter les hôpitaux, les *settlements*, les prisons, les *slums*, d'assister aux meetings des ouvriers en grèves et d'entendre les sermons de toutes les sectes religieuses, perdu dans la foule et respirant son souffle.

Cinq mois de cette existence sont encore un terme bien court dans un aussi vaste pays.

Mais pour un homme qui sait voir, par aptitude naturelle et par exercice professionnel, l'expérience suffit à beaucoup d'égards.

D'abord, on doit se résigner à ne prendre du monde américain que des vues rapides. Il est impossible de faire une étude définitive de l'Amérique, parce que l'Amérique n'est pas elle-même définitive. Elle est en formation. Pendant les quelques années qu'il faudrait consacrer à l'œuvre, le sujet se serait complètement transformé. Au moment même de son apparition, l'œuvre serait déjà *out of date ;* elle n'aurait plus qu'une valeur historique.

En second lieu, telle est la puissance d'assimilation de ce monde américain, où viennent se fondre toutes les nationalités, que le voyageur se sent assimilé lui-même très promptement. Quand je débarquai à New-York, je n'avais jamais quitté l'Europe et jamais prononcé un mot d'anglais. Au bout de quelques semaines, je commençais à penser en anglais ; l'expression américaine me venait quelquefois plus vite que le mot français ; je n'étais plus étonné de déjeuner en dix minutes, perché

sur un haut champignon devant un comptoir, de commencer mes repas par les fruits et de les finir par le melon, de manger de l'avoine et du maïs comme les chevaux de Paris, en lisant sur les murs du restaurant :

Nombreux voleurs
Surveillez vos chapeaux et pardessus.

Comptez sur le Seigneur
Et il vous sauvera.

Dans l'ouest, non seulement je n'étais pas choqué de voir les jeunes filles et les femmes à califourchon sur leurs chevaux de selle comme de simples cowboys ; mais je trouvais cette mode aussi décente que naturelle et commode.

J'étais américanisé. Ce sont les Parisiens qui m'ont paru étranges au retour, à moi Parisien. C'est-à-dire que la période pendant laquelle on reçoit des impressions vives est très courte. Il faut se hâter de regarder parce que, bientôt, on cesse de voir.

Ensuite, on peut saisir un plus grand nombre de choses aux Etats-Unis que partout ailleurs, dans le même espace de temps, parce que la vie y est plus à découvert : aussi bien la vie privée que la vie publique. Les affaires de famille comme les affaires politiques et les affaires d'argent se traitent au grand jour ; les mariages, les fiançailles, les divorces, les querelles de ménage, les déplacements, les faillites, les testaments, les marchés honnêtes et les trafics véreux, sont annoncés, expliqués, commentés, devant l'opinion. Quand les journaux ne donnent pas assez de détails, les in-

téressés leur en fournissent. Rien de secret. Pas de respect humain, pas de fausse honte; et quelquefois, en vérité, pas assez de pudeur. Mais c'est bien commode pour l'observateur étranger.

Enfin on serait tenté, à première vue, d'ajouter qu'une description rapide des Etats-Unis est rendue plus facile par l'admirable unité du pays.

Les Américains qui n'ont pas voyagé sur le vieux continent ne se font pas une idée de la prodigieuse diversité du monde Européen. Chez nous, en quelques heures de chemin de fer, nous passons d'un pays dans un pays tout différent. Non seulement les grands Etats comme l'Autriche-Hongrie, mais les États moyens comme la France et l'Italie, mais les tout petits Etats comme la Belgique et la Suisse, offrent une extrême variété d'aspects. On parle deux langues en Belgique; on en parle trois en Suisse. En France, en Italie, en Espagne, en douze heures de chemin de fer, on traverse trois ou quatre provinces qui possèdent chacune un dialecte propre, une littérature et une histoire; les traditions, les croyances, les passions, les chants, les jeux, les mœurs, le costume, changent tous les deux cents kilomètres.

En Amérique, le même paysage dure douze ou vingt-quatre ou trente-six heures de chemin de fer. Rien ne ressemble à une ville des Etats-Unis comme une autre ville des Etats-Unis. Partout la même langue. Pour le voyageur, partout les mêmes hôtels, les mêmes gares, les mêmes transporteurs de bagages. Pour l'habitant, partout les mêmes *buildings* et *skyscrapers* dans le quartier des affaires, les mêmes maisonnettes dans les quartiers d'habitation, les mêmes tramways électriques au tarif uniforme de 5 cents, avec le même système de *transfers;* les mêmes rues et avenues

à angle droit, les avenues dans un sens, les rues dans l'autre, désignées par des numéros, ou par des noms identiques, Broadway, Market Str., Chesnut Str., Pine Str., Washington Str.

Partout les mêmes parcs pour la promenade et les jeux athlétiques, les mêmes clubs avec les mêmes gymnases, les mêmes *settlements*, les mêmes établissements de la Salvation Army et des Y. M. C. A., les mêmes associations d'Old Fellows et de chevaliers de Pythias. Partout le base-ball, joué de la même manière, avec les mêmes gestes du joueur qui lance la balle et du joueur qui la reçoit; partout le ping-pong, sur la plage de Cathalina island comme sur la plage d'Atlantic city, au fond du Yellowstone ou du Yosemite comme à Baltimore. Partout les mêmes modes pour le costume, les mêmes chapeaux sur la tête des hommes ou des femmes de mêmes classes.

Au milieu des déserts de l'Arizona, vous rencontrerez une petite fille ou une jeune femme, seule, à plusieurs milles de toute habitation, dans sa petite voiture à quatre roues; le costume de la femme et la voiture sont les mêmes que dans le Fairmount Park de Philadelphia. Partout le petit balai en chiendent tient lieu de brosse. Partout les boys et les girls « chiquent » les mêmes *gums*, boivent les mêmes sodas, mangent les mêmes *cracker-jacks* et distribuent les mêmes *pea nuts* aux écureuils pareillement familiers. On pourrait dire que, avec la langue, dans cette contrée de 3.700.000 square miles et de 77 millions d'habitants, l'unité nationale a pour liens le *chewing gum* et l'*ice cream soda*. Mais elle en a d'autres, dont les plus efficaces sont les chemins de fer et les Universités.

Toutes les villes se sont fondées et développées selon le même plan, à travers les mêmes péripé-

ties. D'où leur ressemblance. Chez nous, quand un quartier a longtemps souffert du manque de communications, il finit par obtenir une ligne de tramways ; quand une ville ou une région agricole a longtemps pâti de son isolement, elle finit par obtenir une ligne de chemin de fer. Aux Etats-Unis, c'est la ligne de tramways qui détermine la naissance du quartier ; c'est la ligne de chemin de fer qui détermine la formation de la ville. Chez nous, les maisons ont une cheminée à feu ouvert dans chaque pièce; le calorifère est un luxe des maisons riches. Aux Etats-Unis, toutes les maisons sont chauffées par un calorifère; les cheminées à feu ouvert ne sont qu'un ornement, une superfluité des gens opulents.

Partout mêmes Palais de Justice, mêmes églises, mêmes *saloons*, mêmes bibliothèques, même outillage agricole et même outillage industriel : le plus perfectionné.

Maintenant, le spectateur qui conclurait de ces apparences uniformes à une complète unité d'esprit et de mœurs dans la nation commettrait une erreur énorme. L'uniformité des apparences recouvre une infinie complexité de faits. Les lois et les besoins qui les ont engendrées, les intérêts et les passions qu'ils suscitent, varient d'un Etat à l'autre Etat. Les caractères de la population tiennent à la race d'où elle est sortie, au climat sous lequel elle vit : aux Etats-Unis, il y a tous les climats, il y a des hommes de toutes les races.

Des milliers de petites communautés se sont arrangé une existence conforme à leurs goûts sans souci de l'environnement; elles vivent dans l'ignorance presque absolue des exigences d'un Etat centralisé. Dans la législation civile, les effets de la décentralisation sont poussés jusqu'à l'extrême

anarchie. Dans les mœurs, non seulement le provincialisme et l'esprit particulariste se maintiennent, mais ils se développent avec la richesse économique.

La Nouvelle-Angleterre se plaît toujours à croire qu'elle est la véritable métropole de toute la confédération, qu'elle a seule colonisé l'Amérique du Nord, et qu'elle conserve une hégémonie morale sur le reste des Etats. Elle se vante de conserver le gouvernement national aux mains des purs yankees, qui forment une espèce d'aristocratie, et de n'abandonner aux « étrangers », aux nouveaux venus, que les prérogatives inférieures. Mais les étrangers, les nouveaux venus, sont un océan dans lequel la Nouvelle-Angleterre n'est qu'une goutte d'eau.

Pendant plus d'un siècle, il n'est pas venu d'immigrants en Amérique. Les descendants des premiers colons affectent de croire que le nouvel empire est leur domaine. Les immigrés du XIXe siècle rient bruyamment de cette prétention. Il faut entendre comme on parle à Boston des gens de Chicago ; mais il faut entendre aussi comme on parle à Chicago des gens de Boston ! En dépit de la langue uniforme, du *base-ball* et de l'*ice cream soda* nationaux, il n'y a rien de plus éloigné des Anglo-Saxons puritains de l'Est que les créoles espagnols et français du Sud ; il n'y a rien de plus éloigné des colonies allemandes de Milwaukee et Cincinnati que la vieille Santa-Fé mexicaine ; New-York est un monde à part ; la Californie est tout un empire à part. Où chercher le vrai peuple américain ? à l'Ouest des Montagnes-Rocheuses ? à l'Est des Alleghani ? dans la vallée Sud ou dans la vallée Nord du Mississipi ? Et chaque année, il débarque dans les ports de l'Atlantique de 500.000 à

750.000 Européens qui viennent modifier la composition de ce grand tout, selon les variations de leur propre origine.

Il y a quelques années, de 1881 à 1885, l'élément germanique semblait devoir submerger les Etats-Unis. Aujourd'hui les Latins et les Slaves reprennent l'avantage dans des proportions écrasantes. En 1901, l'Allemagne n'envoyait plus que 22.000 immigrants, contre 136.000 venus d'Italie. De juillet 1901 à juillet 1902, il est arrivé 730.798 immigrants, dont 470.300 venaient de Russie, d'Autriche-Hongrie et d'Italie.

Dans ce chaos d'humanité, où des hommes à peau noire, à peau jaune, à peau rouge, sont mêlés aux hommes de toutes les tribus à peau blanche, le mal et le bien se livrent leur éternelle bataille. Les sociétés humanitaires pullulent; les gens de cœur et de sacrifice dépensent une somme fabuleuse de bonne volonté ; les œuvres d'assistance ou d'éducation populaire sont innombrables. Le crime est plus audacieux et plus ingénieux que n'importe où. Il y a de la vertu autant qu'en aucun lieu du monde, et de l'hypocrisie presque autant qu'en Angleterre.

Dans la législation pénale et dans l'application des châtiments, pas plus de justice qu'en Europe. Les petits attentats à la propriété sont aussi durement réprimés, et les grandes pirateries aussi impunies que chez nous. L'adultère scandaleux est plus rare parce que le divorce est d'une excessive facilité; mais le revolver joue un rôle égal dans les tragi-comédies de l'amour. Le vice est moins hardi, mais beaucoup plus brutal. On ignore la polissonnerie, mais une partie de débauche a tout de suite l'air d'une bordée de matelots. On a pour la femme plus de respect extérieur et d'égards

affectés ; mais on préfère à sa compagnie les cocktails et le champagne. En France, la femme est coquette pour les hommes ; en Amérique, pour elle-même. En France, les deux sexes ennemis ne peuvent pas se passer l'un de l'autre ; en Amérique, ils ont chacun leurs clubs.

Dans les grandes villes des Etats-Unis, de temps en temps, on trouve une femme coupée en morceaux au fond d'une malle, ou bien un homme sans tête en train de cuire dans un four : c'est-à-dire que la sécurité règne comme à Paris ou à Londres. Mais la police américaine est plus vénale qu'aucune autre. Chez nous, le métier de policier est méprisé, et les policiers sont assez honnêtes. Aux Etats-Unis, leur profession n'entraîne aucun discrédit ; ils y réalisent, par l'exploitation des criminels, des fortunes scandaleuses. Dans l'Ouest, les citoyens font assez souvent leur police eux-mêmes, et ce système est infiniment plus redouté des malfaiteurs.

Il y a aux Etats-Unis comme en Suisse, en Scandinavie et en Angleterre, une espèce particulière de citoyens qu'on appelle *public spirited*. Ainsi des citoyens se forment en association pour poursuivre, à grands risques et à grands frais, un fonctionnaire prévaricateur ou un entrepreneur malhonnête : ils sont *public spirited*. Un M. Mc. Cormick est taxé sur une propriété de 250.000 dollars ; il retourne aux répartiteurs sa cote corrigée pour établir qu'il doit payer sur une valeur de 475.000 dollars : il est *public spirited*. On ne voit pas cela chez nous.

Mais on ne voit pas chez nous les trains arrêtés et dévalisés par des brigands masqués. On ne voit pas chez nous de lynchages. On ne voit pas chez nous des troupeaux de trois cents ou cinq

cents têtes de bétail égorgés par les voisins du propriétaire, pour punir l'escapade d'une chèvre ou d'un veau. Cela se voit aux Etats-Unis assez communément.

En dehors de cette catégorie d'exécutions, les bêtes ne sont pas traitées en Amérique avec la même cruauté qu'en Europe. Des sociétés vigilantes les protègent efficacement. Les villes américaines sont rarement souillées par les scènes de brutalité, de lâche férocité, qui nous font lever le cœur tous les jours dans les rues de Paris. En voyant les chevaux à l'abri du martyre, à New-York comme à Londres, on prévoit une bonne chance pour les Philippins et pour les petits enfants de la Caroline du Sud.

Les Américains ne boivent d'alcool que dans les bars; mais ils boivent de l'eau partout. On boit de l'eau glacée toute la journée, dans les magasins, dans les trains de chemins de fer; on fait circuler des verres d'eau dans les théâtres. Les fontaines qui offrent de l'eau fraîche aux passants ont une vasque élevée pour les chevaux, une autre plus basse pour les chiens. Il y a aussi, dans le Sud, des fontaines pour les nègres.

L'eau ne sert pas qu'à l'intérieur. On en fait un grand usage extérieur. Les maisons les plus modestes, les moindres appartements meublés, comprennent une petite salle de bains; l'eau chaude et l'eau froide y sont distribuées abondamment Dans les clubs, dans les gymnases, dans les lieux de réunion, la première attraction est la piscine, l'installation confortable des bains et douches. Tous les *settlements* donnent des bains à 5 sous, linge compris. Plusieurs villes entretiennent des bains publics gratuits. La propreté physique est un élément de propreté morale, un commencement de dignité.

Le soin du corps et le culte des qualités physiques atteignent d'ailleurs un degré exagéré chez les Américains. Le développement de l'ossature et du muscle les préoccupe à l'excès. Les exercices du gymnase ne sont pas très en honneur, quoique un gymnase soit annexé à tous les cercles d'hommes et de femmes, et qu'il existe une multitude d'écoles de culture physique pour les deux sexes. Mais les jeux athlétiques, les sports de plein air, ont une importance surprenante dans la vie nationale Les Universités sacrifient à cette mode avec enthousiasme; les étudiants et les étudiantes rivalisent d'ardeur, respectivement, dans le foot ball et le basket ball. Le jeune Américain veut « réussir » ; pour réussir, il faut « être fort ». Pour être fort, selon la conception de la vie primitive, il faut être grand, avec des muscles charnus et de gros poings.

En France, nous savons tous que le tambour-major, qui est le plus bel homme du régiment, est aussi le plus bête. Mais les bons Américains jugent les hommes au poids, comme on estime le bétail dans les stock yards. Les renseignements biographiques donnés par les journaux sur un homme en vue indiquent d'abord son poids en livres anglaises, et la circonférence de son thorax ou de son encolure. Le *reporter* qui vous prend une *interview* commence par renseigner le public sur votre stature et vos aptitudes athlétiques. Parmi les conférenciers français qui ont récemment visité les Etats-Unis, les plus qualifiés manquaient de stature et de poids ; un autre a mieux réussi, parce qu'il mesurait six pouces et pesait soixante livres de plus que les précédents. Il faut que la France engraisse un peu ses hommes de lettres avant de les exporter au-delà de l'océan.

Par une contradiction comique, les Américains ont voué le plus scandaleux des cultes à Napoléon Ier. On trouve des portraits et des bustes de ce personnage dans toutes les maisons, même dans les établissements d'éducation. L'admiration des Américains pour la force leur fait considérer comme un héros le plus grand bandit de l'histoire ; ils proposent à leurs enfants, pour modèle d'énergie, l'égorgeur de quatre millions d'hommes; pour modèle de moralité, l'adultère, l'inceste, l'assassin de cent honnêtes particuliers, le parjure systématique. Etrange aberration chez un peuple qui veut être honnête ! Mais plus étrange aberration chez un peuple qui veut d'abord qu'un grand homme soit un athlète. En ses plus beaux jours, Bonaparte était un gringalet. Le public américain aurait élu pour maître cette brute d'Augereau.

L'abus des sports athlétiques a plutôt l'air de propager la maladie. Nulle part au monde les médecins et les marchands de drogues ne fourmillent comme aux Etats-Unis ; on voit des *buildings* à quinze étages peuplés, les uns de médecins, les autres de droguistes, de la cave au grenier. L'infortuné malade qui lève les yeux sur ces édifices et se voit obligé de choisir entre vingt ou trente exécuteurs, éprouve une cruelle perplexité. Il ne faudrait plus que grouper au rez-de-chaussée les entrepreneurs de pompes funèbres (undertakers) et les marchands de cercueils, qui en exposent d'ailleurs, dans leurs devantures, de forts séduisants, avec sculptures, ornements d'argent et de bois précieux, doublures de satin et capitonnages.

Les journaux publient des colonnes entières ou même des pages entières de réclames médicales et pharmaceutiques qui sont payées fort cher. Le

commerce de ces deux professions est donc prospère, et c'est un mauvais signe de la santé publique. Maladies de reins, maladies de foie, maladies de cœur, neurasthénie, épuisement, myopie : on ne voit que cela dans les gazettes et sur les murailles. Voilà bien des organes malades chez un peuple si athlétique !

De l'énergie ! de l'énergie ! c'est le grand mot américain. Tous les politiciens et les écrivains d'Amérique vantent l'énergie américaine ; les éducateurs prêchent l'énergie ; les jeunes gens s'abrutissent en exercices sportifs et les hommes se droguent pour acquérir de l'énergie. En réalité l'énergie américaine est une légende.

Ou plutôt, il est probablement exact que le peuple américain possède de grandes réserves d'énergie : parce qu'il en dépense très peu.

Ceci n'est pas un paradoxe. Assurément, dans les quartiers d'affaires de New-York, de Chicago, de quelques autres villes, les chasseurs de dollars sont très agités à certaines heures de la journée. La foule est grande autour des maisons de commerce et des banques. La fièvre est ardente, plus ardente peut-être qu'à Londres ou à Paris. Mais cette agitation fiévreuse de quelques milliers de gens d'affaires n'est pas de l'énergie.

Les Américains ne peuvent pas savoir s'ils en ont, parce qu'ils n'ont jamais été mis à l'épreuve depuis leur grande guerre civile. Ils n'ont jamais rencontré d'obstacles. En Europe, nous connaissons les difficultés de la vie ; nous sommes trempés par la lutte, parce que nous luttons continuellement contre des obstacles accumulés, contre des ennemis sans nombre ; nous ne pouvons faire un acte, un geste, sans nous heurter à quelque chose ou à quelqu'un : tyrannie de la famille, tyrannie des préjugés so-

ciaux, tyrannie des législations séculaires et byzantines, tyrannie de l'Etat, tyrannie des castes privilégiées, tyrannie de la bureaucratie. On ne peut pas trouver, dans la vie de l'Européen, une circonstance qui ne soit l'occasion d'une bataille. Pour des salaires misérables, l'ouvrier, l'agriculteur, le fonctionnaire, le professeur, l'employé de commerce, accomplissent des tâches épuisantes. Les individus sont en guerre perpétuelle entre eux, à cause de l'encombrement et de la concurrence. Les nations, après des siècles de guerre, se croient toujours à la veille d'entrer encore en campagne.

En Amérique, pas d'ennemis, pas de mauvais voisins, pas d'obstacles. Liberté dans la famille, liberté dans la Société, liberté dans l'Etat. Pas de préjugés, pas de traditions, pas de lois gênantes, pas de bureaucratie. Devant vous, un pays *infini en étendue, infini en richesse*. Allez en paix, vivez comme vous l'entendez, travaillez à votre guise, prenez la peine de ramasser de la richesse. Voilà le programme.

Le génie du peuple américain consiste précisément à s'épargner toute dépense d'énergie. Rien de merveilleux comme l'habileté avec laquelle on a rendu dans ce pays l'effort inutile. Tout y est machiné comme dans un palais de fées. La mécanique et l'électricité font des prodiges pour que l'homme se repose. L'outillage industriel et l'outillage agricole sont admirables, et chaque jour y apporte un nouveau perfectionnement. L'homme d'affaires dans son bureau, le fermier sur sa moissonneuse, l'ingénieur sur sa machine, n'ont qu'à remuer le bout des doigts sur quelques claviers ; l'œuvre s'accomplit. C'est le triomphe du génie humain ; ce n'est pas de l'énergie.

Combien de fois, devant ces ascenseurs qui vous

font perdre l'usage des jambes, devant ces téléphones, ces machines à écrire, ces télégraphes, ces innombrables appareils où la nature est domestiquée, devant ces piazzas où toute l'Amérique se balance dans ses rocking-chairs — combien de fois j'ai pensé à l'effort qui se dépense dans nos villes, dans nos fermes, dans nos usines d'Europe ! En Amérique on travaille cinq jours par semaine ; le dimanche dure quarante-huit heures ; la durée du jour de travail diminue sans cesse. Fumant son cigare, les pieds sur sa table, parcourant son journal d'un œil nonchalant, l'Américain vous dit : « Vous savez, je suis si occupé ! » ; ou il fait répondre : « Je suis en affaire importante. » Il le croit sincèrement. Même les fameux cowboys, sur leurs selles-fauteuils, n'ont pas l'*énergie* d'endurer les réactions du trot : la moitié de leurs chevaux sont dressés à trotter l'amble ! Et j'entends encore le guide du Grand Cañon annoncer pathétiquement : « Nous allons faire une course horriblement dure ! » pour une promenade telle qu'on en fait tous les jours quand on passe ses vacances en Suisse.

Ah ! ces ouvriers gras et bien vêtus, bien lavés, bien reposés, avec des salaires de professeurs au Collège de France, à côté de nos prolétaires hagards !... ces fermiers qui n'ont à payer ni impôt ni engrais ni presque de fermage, et qui font deux récoltes par an, avec des machines merveilleuses, à côté de notre laboureur noir et triste, qui gratte chaque motte de terre sans s'accorder jamais de plaisir !... Le superflu de ceux d'Amérique, ce qu'ils gâchent, ce qu'ils jettent comme indigne de leur délicatesse, ferait le bien-être et presque la richesse des nôtres.

Les Américains sont accueillants, hospitaliers,

bons compagnons, soucieux de donner de leur pays une haute idée. Ils ont peur qu'on ne l'admire pas assez ; ils s'appliquent à soutenir l'admiration indécise ou trop réservée. « Avez-vous rien de pareil dans votre pays ? » est leur question favorite. On m'a demandé si nous connaissions, en Europe, l'eau de Seltz, la neige, les couchers de soleil... Ou si les Européens se figuraient que tous les Américains sont des sauvages. En attendant, beaucoup d'Américains s'imaginent que les Européens ne sont pas très civilisés.

Et puis ils nous reprochent trop souvent l'argent que certains d'entre eux viennent dépenser chez nous. Cependant, quand nous voyageons en Amérique, nous payons aussi notre écot ; nous payons même toutes choses deux ou trois fois plus cher que les Américains ne les paient en France. Il est exact que beaucoup d'Américaines donnent de l'argent pour les robes et les chapeaux qu'elles achètent à Paris ; mais nous donnons aussi de l'argent pour la viande et pour l'acier que nous achetons à Chicago ou à Pittsburg. C'est le prix de la viande qui sert à payer les chapeaux... Est-ce qu'on devrait parler de ces misérables questions-là entre amis?

On en parle en Amérique, sans mauvaise intention aucune, parce qu'on n'y regarde pas la question d'argent comme une question dégradante. L'argent y est tout ; l'art, affaire d'argent ; l'éducation, la religion, affaire d'argent ; la politique, affaire d'argent.

Les mots *business* et *dollar* sont les plus employés de la langue. Ils reviennent sans cesse dans la conversation, dans les journaux, dans les sermons, au théâtre. Tout s'évalue en chiffres. Les grands paysages : tant de pieds de haut sur tant

de large. Les affaires de cœur : tant de mille dollars. Un Palais de Justice, une bibliothèque, un tableau : tant de cent mille dollars. Un homme « vaut » tant d'argent. Toutes les figures de rhétorique qui ne viennent pas de la Bible viennent de l'argot des affaires. Les yeux des boys s'animent quand on leur parle du temps futur où ils pourront signer des chèques. Après tout, cela vaut encore mieux que de les voir s'exciter à la pensée « qu'ils deviendront grands pour tuer les Prussiens » ou « pour tuer les Anglais ».

Dans un meeting en faveur des Arméniens, j'ai entendu le président d'un Collège de la Nouvelle Angleterre déclarer : « Je suis ici, et je m'intéresse aux Arméniens parce qu'on les appelle les Yankees de l'Orient. On veut dire par là que les Arméniens sont adroits et roués, capables de jouer à la fois les Grecs et les Juifs. Cela est vraiment Yankee. Je suis fier d'être Yankee, et content de retrouver des Yankees dans les Arméniens. » Ainsi cet homme, dirigeant un grand établissement d'éducation, remplissant la mission la plus haute et la plus délicate, louait précisément les Arméniens de ce que leurs détracteurs leur reprochent en Europe. Et cet enseignement « moral » se donne aux environs d'Harvard College !

La chasse fiévreuse à l'argent n'est cependant pas répugnante ici comme elle l'est en certains autres pays. L'Américain n'est pas bassement cupide ; il est joueur ; il veut gagner une partie, pour en jouer une autre ; un plus gros capital représente pour lui une meilleure chance de succès. Quand il a entassé des millions, il est incapable d'en jouir dans la vie oisive, contemplative ; ceux qui le tentent sombrent tout de suite dans l'extravagance stupide. Un Américain qui a gagné beaucoup d'argent dans

de grandes affaires ne sait l'employer qu'à entreprendre plus d'affaires, et de plus grandes affaires : ainsi le capital travaille toujours. De là cette immense prospérité.

Avec tout leur désir d'être roués, les Américains sont un peuple très crédule, très candide. Leur pays est le pays d'élection de tous les charlatans et chevaliers d'industrie : charlatans de littérature, charlatans d'art, charlatans de religion, charlatans de médecine, de pharmacie, d'astrologie, de chiromancie, d'aristocratie.

Des fortunes imposantes s'édifient sur la crédulité infatigable du public américain. Les tireuses de cartes sont innombrables. A Coney-Island, à la porte de New-York, il y a un camp tout entier de chiromanciennes (palmists) ; les femmes et les girls font queue à la porte de chaque sorcière. Un graphologue offre le moyen de reconnaître, par l'examen de l'écriture, les maladies d'intestins et les maladies de cœur, le degré d'énergie et de *business ability* : les dollars pleuvent dans son chapeau. Nos somnambules donnent leurs consultations sur les affaires de cœur ; en Amérique, c'est presque uniquement sur des affaires d'argent. A Paris, on demande : « Est-ce qu'elle me trompe ? » A New-York : « Est-ce qu'il paiera ? »

Le patriotisme américain se manifeste comme le nôtre, au moyen de pétards, de feux d'artifice et de coups de revolver. Le 4 Juillet, qui équivaut à notre 14 Juillet, les personnes prudentes s'enferment dans leurs maisons. La rue appartient aux jeunes patriotes. Le bruit et le feu font la joie des civilisés comme des sauvages. Le bilan du dernier anniversaire de la Déclaration d'Indépendance était de trente et un morts et deux mille sept cent soixante-douze blessés, outre un nombre important

d'incendies. Le patriotisme se livre même à des démonstrations posthumes; sur des milliers de tombes, dans les cimetières, la pierre funéraire est remplacée par un drapeau national.

L'esprit américain est indulgent. A peine deux ou trois journaux satiriques commencent à pratiquer la raillerie mordante et cruelle. La masse du public en est encore aux plaisanteries inoffensives. On n'aurait même pas l'idée de bouffonner sur la Baie de l'Huître, où séjourne le Président; sur le Capitole, où les représentants du peuple jettent leurs cris d'alarme; sur la puissante Société des Elks, dont les membres portent à la boutonnière une ramure de cerf comme insigne. En France, on ne tarirait pas là-dessus.

L'indulgence de l'Américain le rend si parfaitement sociable qu'on est toujours surpris de l'entendre parler anglais. Le caractère américain est à peu près aux antipodes du caractère anglais. Il est dommage que cette indulgence n'ait pas de bornes pour les pirateries financières. Il y a tant de richesse dans le pays qu'on ne craint pas de voir la source tarir par les plus grosses filouteries; alors on pardonne aisément aux aigrefins.

Et puis, le désir de s'enrichir est si universel, si ardent, que bien peu de consciences sont assez sûres d'elles-mêmes pour s'interdire à l'avance les mauvaises voies. On ne veut condamner personne. On ne sait pas trop ce qu'on deviendrait soi-même devant la tentation. Les forbans de la finance, les politiciens et les administrateurs publics profitent sans mesure de cette disposition d'esprit. De loin en loin un magistrat inflexible exécute quelques malandrins, comme il est arrivé à Saint-Louis. Mais la corruption générale est effrayante.

On ne s'en inquiétera pas tant que la richesse

continuera de jaillir du sol sous toutes les formes. Et elle continuera longtemps encore. La population a beau augmenter avec une rapidité prodigieuse — (en 1820 il y avait 9.635.000 habitants ; en 1870 il y en avait 38.650.000 ; il y en a aujourd'hui 77 millions ; il y a 80 villes de plus de 50.000 habitants ; il y a 22 millions d'hommes au-dessus de vingt ans) — les ressources du pays paraissent inépuisables, infinies en quantité, infinies en variété.

Tout ce que l'homme moderne peut utiliser se trouve là ; tous les métaux, tous les bois, tous les combustibles, toutes les terres et toutes les conditions climatériques pour toutes les cultures et pour tous les élevages, des fleuves et des lacs prodigieux ; des ports admirables : le port de New-York, cette merveille, ouvert sur l'Europe ; la baie de San Francisco, cette autre merveille, ouverte sur l'Orient. Pour les millions d'hommes qui afflueront sans relâche à la poursuite du bien-être et de la liberté, des réserves sans limites, des déserts où il suffit d'amener un filet d'eau pour changer le sable en terre de Chanaan.

Le peuple qui possède ce continent dominera le monde au XX[e] siècle. Il ne peut y avoir de doute à cet égard.

L'Europe, ses gouvernants obtus et ses diplomates ridicules, paraissent avoir sur l'Amérique des informations assez vagues. Mais le peuple américain prend conscience de sa force actuelle, de son avenir certain.

Les Etats-Unis seront demain le centre économique du monde. Ils offrent dès aujourd'hui le problème le plus passionnant aux philosophes et aux prophètes.

Il y a là de la richesse suffisante pour accomplir

toutes les œuvres que la raison peut concevoir. A quelles œuvres l'emploiera le peuple américain?

Il y a là de la matière humaine pour toutes les combinaisons sociales que peut rêver le politicien. Qu'en sortira-t-il? oligarchie réactionnaire? collectivisme jacobin?... Dans l'East-side de New-York grouille une populace latine, sémite, slave, que les Yankees croient américanisée parce qu'ils l'obligent à parler anglais. Mais la langue changée ne change pas le sang, le crâne, l'hérédité. Ce sont de curieux éléments de démagogie. A côté du luxe romain des milliardaires, on voit une misère romaine ; on verra peut-être un césarisme romain.

Il est toujours délicat de parler avec une entière sincérité; il est surtout délicat de parler avec sincérité aux gens que la fortune accable de ses dons. La moindre réserve dans l'éloge leur semble une critique injurieuse. Et les Américains sont un peu les enfants gâtés de la fortune.

Au moment de faire une conférence dans une Université de l'Ouest, je fus présenté à l'auditoire en ces termes par un professeur de la maison : « Ladies et gentlemen, je ne sais pas ce que M. Un Tel va vous dire ; mais je suis certain d'avance qu'il va vous exprimer son admiration pour ce grand pays ; ma seule crainte est qu'il ne trouve pas des termes assez forts pour faire comprendre à quel point il admire et les hommes et les choses dans un pays où tout est admirable. »

Quand un public est habitué à de telles flagorneries, la sincérité lui devient insupportable. Néanmoins les Américains doivent croire que toute malveillance est étrangère aux quelques critiques ou plaisanteries qu'ils trouveront dans ces impressions de voyage. Nul n'est parfait. La nation américaine elle-même ne l'est pas. Elle a encore à

gagner quelque chose. Et, très ardemment, on souhaite que son développement s'achève dans la meilleure voie, sous les meilleurs auspices, pour la conduire à la réalisation de l'idéal humain.

On le souhaite, d'abord, parce que le peuple américain est actuellement le plus vigoureux, le plus sain, le plus vivant des peuples, et que sa belle confiance dans l'avenir appelle la sympathie.

On le souhaite, ensuite, parce que la prospérité des Etats-Unis est une grande leçon pour les autres nations. Les Etats-Unis sont prospères, d'un côté, parce que la nature prodigue a entassé sur et dans leur sol tous les éléments possibles de richesse. Mais ils sont prospères, d'autre part, parce que leurs institutions politiques, la vivacité de leur instinct républicain, leur pratique audacieuse de la liberté extrême, ont permis à l'activité humaine de se déployer magnifiquement.

Sur cette terre privilégiée, tout être humain, individu ou collectivité, a pu donner la mesure de sa force, de son intelligence, de sa volonté. Nulle entrave, nulle gêne. La prodigieuse puissance économique du pays tout entier est aujourd'hui la récompense d'une constitution libre, respectée dans son véritable esprit.

Les vieilles nations, comme les vieilles gens, se réforment rarement d'après l'exemple d'autrui. Cependant quand les peuples de l'Europe seront acculés à la décadence et à la ruine, quand ils compareront leur misère à l'opulence des Américains, leur souffrance au bonheur des Américains, ils seront obligés d'en reconnaître les causes. Ils verront que la liberté sous toutes les formes, l'initiative à tous les degrés, sont les deux facteurs nécessaires de la richesse et de la paix civile.

Si le Vieux-Monde est ou n'est pas capable d'en

profiter, c'est une autre question. Mais tous les amis de la liberté, tous les hommes qui ont lutté pour l'idéal républicain, applaudissent au succès des Américains. Ils espèrent trouver dans la démocratie américaine des appuis moraux et matériels pour la propagation de la vérité démocratique sur toute la terre. Ils se félicitent, en tous cas, que leur foi et leur prédication puissent invoquer une preuve aussi éclatante.

Si les nations du Vieux-Monde ne savent pas ou ne peuvent plus profiter de la leçon, elles périront. Mais les individus au moins bénéficieront de l'œuvre américaine.

Les impressions que fait naître une rapide exploration du monde américain se traduisent donc ainsi :

— Sensation d'immensité : immensité d'étendue, immensité de ressources. Les statistiques, les chiffres sur le papier parlent médiocrement à l'imagination Quand on a vu *de ses yeux*, on est écrasé.

— Sensation du triomphe de la liberté. C'est par la liberté, par la liberté sans frein, sans restriction, que de telles merveilles ont été possibles et qu'un tel avenir est assuré.

Enfin, le peuple américain, que certaines entreprises pourraient égarer dans la voie funeste du nationalisme, du particularisme, du jingoisme, est en fait un splendide exemple d'internationalisme. Il réalise l'idéal internationaliste.

La masse du peuple américain est aussi ignorante à l'égard de l'Europe que les peuples européens sont ignorants à l'égard de l'Amérique. Les nouvelles et les renseignements que donne la presse américaine sur les affaires d'Europe sont aussi absurdes que les nouvelles et les renseignements

publiés par la presse européenne sur les affaires d'Amérique. Mais les erreurs des Américains sont moins excusables que les erreurs des Européens. Les gens qui vivent en Europe ne sont jamais venus en Amérique ; les gens qui vivent aux Etats-Unis sont tous venus d'Europe, eux, leurs pères, ou leurs grands-pères.

Tantôt les Américains ont peur qu'on ne les regarde comme les fils des Peaux-Rouges, parce qu'ils ne veulent point passer pour des sauvages. Tantôt les Américains veulent se faire passer pour des fils de sauvages, afin de se glorifier d'une civilisation prodigieusement rapide. Ils disent : « Ce que les Européens font en mille ans, nous le faisons en cent ans. »

Mais non, les Américains ne sont pas des fils de sauvages ; ils sont des fils d'Européens ; ils sont nos cousins germains ; ils sont des Européens fixés en Amérique.

Les Puritains débarqués sur le Nouveau Continent au commencement du XVIIe siècle étaient au même degré de civilisation que les Puritains restés en Angleterre. Les petits-fils des colons de la *Mayflower* ont juste le même âge en civilisation que les petits-fils des Côtes de Fer demeurés autour de Hampden et de Cromwell.

Il est absurde, encore bien plus, que les millions d'Italiens, d'Allemands, d'Irlandais, arrivés hier ou avant-hier de la vieille Europe, disent d'eux-mêmes : « Nous sommes un peuple jeune ». Ils ne sont pas plus jeunes que leurs vieux frères restés dans la vieille patrie. La traversée de l'Atlantique n'a pas renouvelé toutes les cellules de leurs cerveaux, tous les globules de leur sang, toutes les particules de leur être.

C'est *le pays* qui est neuf ; ce n'est pas le peuple

qui est jeune. Voilà justement la rencontre heureuse. Les peuples d'Europe, en vieillissant, sont restés sur une terre qui vieillissait aussi. Les ressources de cette terre s'épuisaient à mesure que l'homme perfectionnait les moyens d'en tirer parti : de sorte que le produit net n'augmentait pas considérablement. Au contraire, les Européens qui se sont fixés en Amérique ont apporté toutes les ressources de la vieille civilisation, tout l'esprit de mille ans de progrès intellectuel, tout le pouvoir de la science moderne, à l'exploitation d'une terre vierge et de richesses intactes.

Quand ils parlent de l'Europe comme d'une terre étrangère, et des Européens comme d'une race étrangère, les Américains sont très sincères. Très sincèrement, ils ne pensent plus à leur origine. Et cette sincérité même est un argument bien fort contre l'idée de patrie, un argument bien fort pour l'internationalisme.

Voilà des millions d'hommes, dont les grands-pères étaient en Europe il y a cent ans ; ou dont les pères vivaient en Europe il y a cinquante ans ; ou qui vivaient eux-mêmes en Europe il y a vingt ans. Ils avaient une patrie européenne ; ils étaient des patriotes ; ils se seraient fait égorger ou ils auraient égorgé d'autres bonnes gens au nom de cette patrie. Maintenant ils ne la connaissent plus, ils ne s'en souviennent plus, ils la renient. Ils sont Américains.

Voilà un Italien et un Croate, dont les pères se sont entretués à Solférino ; voilà un Prussien et un Autrichien dont les pères se sont entretués à Kœniggrdetz ; voilà un Russe et un Polonais dont les frères se haïssent ; un Norvégien et un Suédois dont les frères se considèrent d'un œil hostile. Parce qu'ils ont passé l'Atlantique — huit jours de

bateau ! — ils ne connaissent plus leur patrie ; ils sont déracinés d'Europe, replantés en Amérique, purement Américains, résolument Américains, fanatiquement Américains.

Ils sont solidaires les uns des autres. Et tous s'uniront au besoin contre la patrie de la veille, contre les frères de la veille. L'Europe ? ils n'ont jamais eu rien de commun avec ça ; ils ne savent pas ce que c'est que ça. Quand un Européen, un frère de la veille, vient les voir, ils lui disent : « Etranger, how do you like America ? it is a big country, sir, a great big country. Have you anything like that in your country ? » Et ils lui demandent froidement si l'on connaît le savon et les tramways électriques en Europe.

Alors, qu'est-ce que la patrie, qu'est-ce que le patriotisme, s'il suffit d'une traversée de huit jours pour produire de telles métamorphoses ?

Aux Etats-Unis, toutes les races se fondent et s'amalgament pour former une race nouvelle. Cette race nouvelle emprunte aux autres leurs meilleurs éléments. Les premiers immigrants qui abandonnèrent leurs foyers et leurs biens, pour sauver la liberté de leur conscience, étaient une *élite morale*. Les immigrants du XIXe siècle ont été une *élite physique :* des gaillards déterminés, hardis, aventureux, confiants dans leur santé robuste, bientôt endurcis par les privations et les fatigues. Les travailleurs manuels qu'on importe aujourd'hui par cargaisons sont tous jeunes, bien portants. Ils ont une suffisante vigueur de caractère, puisqu'ils se sont arrachés au milieu familial pour affronter une existence nouvelle dans un monde inconnu.

C'est-à-dire que toute la nation américaine est le produit d'une sélection, jadis d'une sélection morale, maintenant d'une sélection physique.

L'Est a été colonisé par des « révoltés », venus d'Europe ; l'Ouest a été colonisé par des « révoltés », sortis des Etats de l'Est. On appelle « révoltés », dans la langue politique, tous les êtres trop vivants pour se plier à l'injustice et à l'oppression. Les « révoltés » sont l'élite humaine ; la nation américaine est fille de plusieurs générations de « révoltés ».

Avec l'excès de richesse et de bien-être, elle prendra naturellement en haine les idées et les caractères qui ont fondé sa grandeur ; mais, pour le moment, sa grandeur est certaine.

Or, cette fusion des races européennes en Amérique justifie toutes les doctrines internationalistes, que condamnent les gouvernants menteurs et que raillent les savants stupides. La nation américaine est la réalisation vivante du rêve internationaliste.

Durant des siècles, les petites provinces d'Europe se sont déchirées ; elles sont maintenant fondues dans les grands Etats. Les petits peuples allemands se sont mutuellement décimés par le fer et par le feu ; ils sont maintenant unis dans le grand empire germanique. En France, les Bretons, les Normands, les Angevins, les Bourguignons, les Picards, les Flamands, les Gascons, les gens de la Provence et du Dauphiné, les Français de l'Ile de France, se sont haïs, combattus, massacrés ; les personnages politiques, les diplomates, les savants distingués du xve siècle traitaient évidemment de rêveurs ou d'anarchistes les hommes qui souhaitaient l'unité française ; maintenant l'unité française est indestructible.

Aux Etats-Unis, de la Floride à l'Alaska, du Texas au Massachusetts il y a autant de différences de climat, de diversité de caractères, d'oppositions

d'intérêts qu'entre la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, l'Espagne et le Danemark. Cependant l'idée d'une nouvelle guerre entre les États de l'Union paraîtrait inepte, impie, monstrueuse, à tout citoyen américain.

Pourquoi les races européennes, qui se fondent si facilement aux Etats-Unis, ne pourraient-elles pas au moins s'associer en Europe?

Pourquoi la guerre qui serait regardée comme fratricide aux États-Unis est-elle encore possible, entre les mêmes gens, sur le continent européen?

La terre est le domaine commun de tous les hommes. Au lieu de s'en disputer l'empire égoïste, ils doivent s'unir pour en assurer la meilleure exploitation: chaque race apportant au fonds commun ses dons et ses facultés propres.

Puisque cette association est réalisée aux Etats-Unis, pourquoi ne serait-elle pas possible, naturelle, nécessaire en Europe?

Et puisque les gens des Etats-Unis sont des Européens, fils et frères d'Européens, comment oserait-on concevoir l'hypothèse d'une lutte entre eux et nous?

Nous voulons la paix et l'union étroite entre les Européens d'Europe; nous voulons aussi la paix et l'union étroite entre les Européens d'Europe et les Européens des Etats-Unis. C'est là le premier article de l'internationalisme.

Les Etats-Unis seront demain le plus riche et le plus puissant pays de la terre. Le peuple des Etats-Unis mérite ces grandes destinées, parce qu'il est une admirable réalisation de la doctrine libertaire et de la doctrine internationaliste.

Puisse-t-il le rester!

II

LES FEMMES

AMOUR. — MARIAGE. — DIVORCE.

LE FÉMINISME.

Ce qui cause le plus d'étonnement, et le plus agréable étonnement au Français voyageant pour la première fois en Amérique, c'est la femme américaine. Dans les rues de New-York, on rencontre autant de jolies femmes qu'à Paris — ce n'est pas un mince éloge sous la plume d'un Parisien ! — et plus de belles femmes qu'en aucun lieu du monde.

C'est un émerveillement continuel. On l'éprouve ensuite dans le reste du pays, à Chicago comme à San-Francisco, quoique la femme de New-York, la femme de Californie et la créole du Sud l'emportent par des grâces particulières.

L'Américaine est vive, hardie, spontanée, d'une coquetterie effrénée. Elle ne se refuse rien, pas plus un chiffon qu'un bonbon, un bijou qu'un livre. Les marchands le savent bien. Les Parisiennes qui ont des difficultés avec leurs maris au sujet des notes de couturière ou de modiste devraient bien envoyer ces messsieurs faire un tour dans les magasins de New-York, de Chicago, de San-Francisco, de Los Angeles, de Baltimore, de Philadelphie ou de Boston. Tout y est savamment combiné pour la

tentation et nulle ne résiste. La gourmandise et la coquetterie se satisfont à la fois, et les falbalas grossissent le prix des *ice cream sodas*.

L'Américaine aime le luxe des étoffes, des rubans, du linge froufroutant; quand elle ne s'emprisonne pas les pieds dans de forts souliers plats, elle se chausse avec une recherche où le puritanisme n'a rien à voir. Elle fait alterner les talons plats, qui lui donnent une allure sportive et solide, avec les talons démesurément hauts qui l'obligent à des ondulations fort pittoresques. Et les bas à jour, les manches à jour, les corsages à jour sont sa parure très légère, aussi longtemps que la température le permet. Même un peu plus.

L'Américaine est provocante, l'Américaine est toujours sous les armes; l'Américaine a du *chic*, qu'on ne s'attendait plus à trouver en sortant de Paris. L'Américaine est la plus grande merveille de l'Amérique — et elle le sait bien.

Il manque encore quelque chose à sa perfection : un soupçon de mesure dans son luxe, un soupçon de goût dans son élégance, un soupçon de charme dans son allure. Assez tôt, le temps mettra ses touches dernières au chef-d'œuvre. Les légères imperfections de l'Américaine sont du même ordre que les défauts du peuple américain : elles viennent d'une belle vitalité, d'une belle confiance en soi. Comme sa nation, la femme américaine est sûre d'elle-même, et le fait voir... Heureuse jeunesse! on l'envie trop pour la critiquer sincèrement.

Aux Etats-Unis, d'ailleurs, la beauté est même fréquente chez les hommes, dans leur jeunesse. Le *typical american young man* du dessinateur Gibson est aussi fréquent dans la réalité que sa *typical girl*. Mais il n'a pas le même attrait. Sur ces épaules larges et cette charpente d'athlète, on n'aime

pas à voir cette figure rasée, aux yeux profonds, énigmatiques. Un homme trop beau a l'air équivoque. Heureusement, quand les Américains vieillissent, ceux qui étaient trop beaux se rattrapent. Leur figure rasée, qui les faisait ressembler à des Apollons, les fait ressembler à de vieux curés. Dans quelques villes, la barbe est si inconnue que les moustaches d'un étranger font pouffer de rire les petites filles. On a trouvé moyen de raser même feu Abraham Lincoln, le héros vénéré, le *typical Américan*. La tradition le montre avec la barbiche du yankee ; maintenant on publie des portraits de Lincoln sans un poil de barbe.

Il faut admirer l'extravagance des articles écrits par tant de voyageurs sur « la femme américaine ». Il n'y a pas *une* femme américaine. Au delà des chapeaux, des robes, des bonbons et des *chewing gums* qui sont les mêmes simultanément dans tout le pays, il y a autant de caractères de femmes que de races et de climats. La femme de San Francisco et celle de Milwaukee, la créole de la Nouvelle-Orléans et la dame de Butte-Montana, la *girl* de l'Ouest qui galope dans la prairie ou dans la montagne, les cheveux flottants, à califourchon sur une selle de cowboy, et la *girl* de Boston qui dévore des livres de philosophie ou qui écrit des romans religieux, ne se ressemblent pas plus que la nuit et le jour.

Ces dames ont même entre elles des polémiques ; la femme du Nord reproche à la créole son affabilité, son indolence, son bavardage, sa promptitude aux amitiés éphémères. Et la femme du Sud répond du tac au tac :

Dans la femme du Nord typique, la femme du Sud trouve comme trait caractéristique ce que j'appellerai la surten-

sion, et cela, en toute matière. La femme du Nord est montée à un diapason trop élevé pour comprendre le bienfait de la détente, ou la grâce de l'adaptation. Son *Shibbolett* est le « perfectionnement de soi-même ». Elle a un sens sévère et mathématique du progrès proportionnel que chaque jour doit réaliser vers ce but : ce qui aboutit à faire de sa vie une continuelle supputation de la valeur encaissée.

Ce calcul entre dans sa conception des agréments et du côté social de l'existence ; il lui inspire la crainte de consacrer son temps ou ses forces à des gens ou à des occupations qui ne lui rapporteraient rien de palpable en vue de son but sacré Elle est prête à regarder comme une coupable perte de temps toute fonction sociale qui ne cadre pas avec son horaire officiel ; et les petites politesses qui font le charme de la vie sont à ses yeux « un tas de modes usées, bonnes à reléguer au cabinet de débarras ».

L'exigence inflexible du perfectionnement assigné pour chaque jour, en quantité déterminée, la rend impatiente de toute interruption. Et cette impatience fixe son attitude mentale comme son attitude sociale : quiconque est assez malheureux pour s'y heurter ne tarde pas à comprendre qu'il aurait mieux fait de s'attacher une meule au cou.

Un nombre excessif de jeunes filles et de femmes portent un binocle. Presque toutes ont une quantité d'or dans les dents ; c'est un indice satisfaisant pour les chasseurs de dot venus d'Europe ; c'est un bon signe de la richesse du pays ; mais ce n'est vraiment pas un ornement de la beauté féminine. Dans le sourire de la femme on n'aime à voir que les perles, et pas la monture. L'usage est cependant si universel que les râteliers artificiels exposés à la vitrine des dentistes comptent toujours une ou deux dents dorées : une mâchoire toute blanche n'aurait plus l'air naturel !

La pratique des sports donne à la jeune fille américaine une allure souple, leste, vigoureuse, que beaucoup de femmes gardent dans un âge avancé. Le teint est frais, les cheveux souvent très beaux. Mais la gourmandise toujours en éveil a de

mauvais effets sur l'estomac. Les boutiques de pâtissiers, de confiseurs et les comptoirs des droguistes — qui servent de cafés aux dames — sont assiégés sans relâche.

La femme américaine est la vraie souveraine de la grande République. Dans le milieu primitif des colons, parmi les settlers, les trappeurs, les mineurs, une femme était un objet rare, infiniment précieux. La convoitise générale la protégeait contre les attentats particuliers. Les hommes pratiquaient à son égard la politique des puissances européennes à l'égard de Constantinople : la politique du chien du jardinier. Cela constituait en quelque sorte des mœurs chevaleresques. Aujourd'hui la femme n'est pas précisément rare en Amérique ; mais la tradition subsiste qu'elle est un objet précieux. Elle en profite terriblement.

Chez les Indiens et les Arabes, la femme travaille, soigne les bêtes, porte les fardeaux, pendant que le maître fume majestueusement sa pipe. Aux Etats-Unis, les rôles sont intervertis : l'homme se donne beaucoup de mal pour supporter le ménage, et la femme se livre à des divertissements beaucoup plus coûteux que de fumer le calumet. C'est étrange comme on arrive difficilement à établir l'égalité ; qu'il s'agisse de deux castes ou de deux sexes, on ne détruit jamais la tyrannie de l'un que pour fonder la tyrannie de l'autre. L'oppression change de côté.

Les jeunes gens parlent de leur « *best girl* », pour faire croire, par ce superlatif, qu'ils en ont plusieurs à leur merci. Mais les jeunes filles et les jeunes femmes parlent avec beaucoup plus de raisons, et du ton le plus naturel, du cercle de leurs « admirateurs ».

La femme américaine, quoi qu'il arrive, est

assurée d'avoir toujours raison, raison devant l'opinion, raison devant la justice. Alors, tous les abus de pouvoir qu'elle veut bien ne pas commettre, c'est pure générosité de sa part, et beaucoup de reconnaissance lui en est due. Les femmes d'Europe trouvent les Américaines très braves, parce qu'elles voyagent seules, traversent seules les mers et les continents, sans gêne, sans inquiétude. La bravoure des Américaines vient de ce qu'elles n'ont jamais rien à craindre ; tout est à leurs ordres ; elles n'ont qu'à commander.

Cette situation, fort agréable, leur donne un petit air impérieux qui plaît beaucoup chez les jolies femmes et qui déplaît un peu chez les autres. L'Européenne excelle à se donner le charme de la douceur et de la fausse soumission. (Je dis : *fausse ;* ne nous berçons pas d'illusions !) Elle veut plaire ; elle ensorcelle sa victime. L'Américaine est d'avance sûre de son droit ; elle veut dompter, asservir. Cette politique n'est peut-être pas la meilleure : l'Américaine a beau être infiniment séduisante, l'Américain vit beaucoup dans les clubs.

La vie des deux sexes est moins étroitement unie que chez nous. La personnalité de l'individu est plus forte ; le lien de famille est plus lâche. Chez nous, on vit davantage pour *l'autre ;* en Amérique, chacun vit davantage pour *soi.*

La femme, aux Etats-Unis, n'est pas blessée dans sa pudeur par des plaisanteries graveleuses, par des chansons indécentes, par des dessins ou des inscriptions obscènes sur les murailles, par des journaux pornographiques. Les quelques tentatives de grivoiserie qui se produisent de temps en temps sont gauches, timides, vite réprimées. En ce sens, la vie américaine paraît très pure à première vue.

Mais, en d'autres circonstances, c'est l'Européen qui est choqué. Les jeux athlétiques donnent lieu à des exhibitions plus que décolletées ; les femmes et les jeunes filles examinent et jugent à haute voix les formes des hommes à peu près nus, s'arrêtent aux vitrines devant leurs photographies. Dans les gymnases et dans les clubs athlétiques, les hommes se montrent nus avec aussi peu d'embarras que les vieux Romains. Sur les plages du Pacifique et de l'Atlantique, à Cathalina Island comme sur l'immense grenouillère d'Atlantic city, des milliers, des dizaines de mille hommes et femmes passent la plus grande partie de la journée en costume de bain. Dans un grand bain de Chicago, près de Midway, j'ai vu des troupes de jeunes filles entourer la piscine réservée aux jeunes gens, dont l'état d'esprit se manifestait d'une façon précise. Les éclats de rire n'avaient rien d'édifiant. On pouvait se croire au Japon.

Sous prétexte de soutenir la faiblesse féminine, au moment de monter en wagon, en voiture, ou de franchir un simple degré, les hommes ont une manière très particulière de leur palper le bras du coude à l'aisselle ; les conducteurs de tramways et les nègres des sleeping cars s'en donnent à cœur joie ; les policemen des villes, surtout de New-York, passent leur journée à faire traverser les rues aux femmes qui leur paraissent agréables, en leur tripotant le gras du bras avec insistance : pas une Parisienne, assurément, ne souffrirait un contact de cette espèce. L'art de lever la jambe est pratiqué avec infiniment plus d'ardeur dans le music hall américain que dans les lieux similaires d'Europe.

En somme, il n'y a ni plus ni moins de décence chez les Américains que chez nous. Seulement, il leur arrive de mettre de la pudeur où nous n'en

mettons pas, et de n'en pas mettre où nous en mettons. La consommation totale est équivalente.

A Evanston, siège de la Northwestern University, le comité de la Bibliothèque publique a proscrit comme immoraux les chefs-d'œuvre de Thomas Hardy, *Jude l'Obscur* et l'admirable *Tess d'Urberville*. En même temps, une partie des étudiants et des étudiantes ont fondé une *Anti-Kissing-League*, pour proscrire le baiser « qui provoque le dégoût et propage les maladies ».

Quelques politiciens aussi se font louer de leur austérité. Le prospectus d'un candidat du Kansas porte, par exemple :

« Le succès de W.-J. Barley, comme politicien et comme fermier, est dû en grande partie au fait que, dans sa jeunesse, en pleine vigueur, il n'a pas gâché les plus précieuses années de sa vie à se pendre après les barrières pour voir une fille. »

Mais d'autres s'en chargent à sa place. La liberté des jeunes gens et des jeunes filles est extrême.

A New-York, le *Herald* publie en abondance le même genre d'annonces « matrimoniales » que le *Journal* de Paris. Toutes les « veuves raffinées » et les « attrayantes jeunes dames » qui cherchent un commanditaire, tous les jeunes gentlemen pratiques qui voudraient faire le bonheur d'une « riche veuve d'âge moyen », tous les vieux messieurs riches qui souhaitent la compagnie d'une « brillante demoiselle de magasin », y font publiquement leurs propositions.

Les conséquences se peuvent conjecturer d'après une autre catégorie d'annonces, également abondantes :

Dr Mary Arthur... Retraite avant et pendant la période d'isolement. Séjour élégant. *Adoption d'enfants*.

Toute jeune fille ayant besoin d'amis et d'aide ou de soins pendant la période d'isolement peut les trouver au Refuge de la Salvation Army...

Dr Dennis... Séjour particulier pour dames pendant la période de retraite. Isolement et secret assurés parfaitement. *Adoption d'enfants.* Les dames en peine n'ont qu'à venir ou à écrire.

Mme Dr Murphy... Reçoit avant le moment de la retraite. Soins médicaux excellents. *On trouve à placer les enfants* sans frais.

M. Hotson... Séjour privé durant la période de retraite. Installation élégante. Isolement absolu ; sécurité complète ; soins maternels. *On adopte les enfants.*

Evidemment ce système est préférable à l'avortement et à l'infanticide. Mais l'un n'exclut pas l'autre. C'est comme en Europe.

La plus grande publicité règne en matière de sentiment. Les journaux ont des rédactrices spéciales pour servir de directrices de conscience aux amoureux, et leurs consultations encombrent les colonnes. Par exemple, une jeune fille explique que le jeune homme auquel elle est engagée lui fait des scènes parce qu'elle va se promener seule en voiture avec un autre ; que penser ? La conseillère répond prudemment : « N'épousez pas un garçon d'humeur jalouse ». Ou bien :

Chère Madame,

Je suis une jeune fille de dix-sept ans. J'ai un grand nombre d'admirateurs dont je ne me soucie pas, mais j'ai perdu celui que j'aimais le mieux. Il est devenu si jaloux qu'il ne voulait plus me parler quand nous nous rencontrions, et j'en suis bien désolée. J'espère que vous me donnerez un bon conseil pour regagner son amour.

Cœur brisé.

Rép. — Vous n'avez rien à faire qu'à être agréable et

plaisante. Vous êtes très jeune ; il ne faut pas vous contrarier de ça. S'il est d'humeur jalouse, il vous rendra très malheureuse.

Chère Madame,

Je voudrais avoir un conseil dans vos colonnes sur le cas suivant. Je suis un jeune homme de vingt-quatre ans, et j'ai tenu compagnie exclusivement pendant un an avec une jeune dame de vingt et un ans. Je l'aime de tout mon cœur et je le lui ai redit souvent. Elle ne veut pas me dire si elle m'aime ou non ; quelquefois elle me traite bien, et quelquefois elle est froide. Poursuivrai-je l'affaire encore un peu plus loin ou la laisserai-je tomber ? Veuillez m'indiquer le meilleur parti.

Perplexe.

Rép. — Je pense que *la jeune dame attend* (et elle a raison) une proposition de mariage avec votre déclaration d'amour. Essayez-en.

Chère Madame,

Je suis une jeune dame de vingt et un ans. J'ai eu un bon nombre d'amis (gentlemen) depuis mon enfance. Je vais encore avec quelques-uns d'entre eux. Maintenant, Madame, je crois en votre théorie — qui est de jouir de la vie pendant qu'on est jeune.

Mais ma mère fait des objections et dit que je ne devrais aller qu'avec un seul monsieur.

J'ai une bonne situation, et je ne me soucie pas de m'établir avant quatre ans. La question que je voudrais voirdécider est celle-ci : Faudrait-il m'astreindre à ne sortir qu'avec une seule personne, et perdre tout le plaisir que je me donne ? ou continuer de sortir avec tous et jouir de moi-même ? Il me semble qu'une fois mariée ce sera pour assez longtemps. Celui avec qui je vais de préférence dit qu'il ne s'inquiète pas de me voir m'amuser avec d'autres, aussi longtemps que je l'attendrai. Je suis perplexe et je voudrais une réponse aussitôt que possible.

Lectrice perplexe.

Rép. — Certainement ; amusez-vous pendant que vous êtes jeune. Saisissez toute occasion d'avoir du bon temps. Et si vous et votre amoureux avez une confiance mutuelle

aujourd'hui, vous en serez d'autant plus heureux après le mariage.

Chère Madame,

Ma fille a un ami auquel elle est pour ainsi dire engagée. Il a une belle position dans une maison de bonbons, et toutes les fois qu'il lui apporte quelque chose, c'est des bonbons. Ne pensez-vous pas que, pour lui montrer son amour, il devrait lui apporter de petites choses qu'il ne se procurerait pas si aisément, mais que ma fille pourrait apprécier davantage ?

D'autre part, il ne la fait pas sortir trop souvent.

Maintenant, chère Madame, voulez-vous avoir la bonté de dire, dans votre réponse, comment un jeune homme qui fait grand cas d'une jeune dame, devrait agir avec elle ?

Je pense que vous donnerez ainsi un bon conseil à beaucoup de jeunes gens.

Une mère.

RÉP. — Cela dépend largement de la situation financière du jeune homme et de son caractère. S'il a beaucoup d'argent et qu'il soit généreux, il se plaît aux attentions qui coûtent cher. S'il est dans une position modeste, ou d'une tournure d'esprit économe, il manifeste son intérêt pour la jeune fille par de fréquentes visites. Il n'y a pas de règle générale à formuler.

Les péripéties des liaisons, des fiançailles, des mariages, des divorces, sont annoncées en gros caractères dans la presse :

Miss Van Allen rattrape ses lettres d'amour !... Ses billets adressés à Remington échangés contre les billets qu'il lui adressa ! (Newport, 21 sept.).

Fameuse beauté sur le point d'épouser un richard !... (Lexington Ky. 21 sept.). Miss Lillie Robinson, une beauté bien connue de cette ville, est sur le point d'épouser Henry Olliver de Pittsburg. Miss Robinson vient d'une famille de belles femmes. Les sœurs de son père, le sportman connu, général James F. Robinson, ont régné en qualité de *belles* sur la société de Lexington pendant des années.

Le vice-consul italien prend une jeune épouse !...

Elle offre d'épouser l'homme qui paiera son amende de 10 dollars ! (Chicago, 13 sept.). Beulah Corlay, jolie mais sans le sou, a offert en plein tribunal d'épouser l'homme, quel qu'il fût, qui paierait l'amende de 10 dollars à laquelle elle a été condamnée pour ivresse.

Elle épouse un élève qu'elle a gardé après l'école !... (Rochester, 21 sept.). Un élève récalcitrant persuade une institutrice de Rochester de devenir son épouse !...

Elle s'embarque pour la Chine pour épouser un constructeur de chemins de fer !... Un roman de deux continents aura bientôt son chapitre culminant à Yokohama (Japon), lorsque, etc...

Le roman avait commencé à bord d'un steamer du Pacific faisant route vers l'Extrême-Orient.

Dîner de noces très joyeux sans le marié (Syracuse, 18 sept.). Le marié a fait défaut au moment psychologique. La mariée a déclaré que le repas de noces aurait lieu tout de même, et l'on s'est beaucoup amusé jusqu'au matin.

L'office arrêté pour qu'on les marie ! L'assemblée des fidèles surprise lorsque la mariée et le marié ont marché à l'autel (Flemington N. J., 21 sept.). (Les mariés n'ayant prévenu personne, se font bénir *impromptu* au milieu de l'office).

Il lui a fait la cour en Perse ; *il l'épouse en Amérique* !... Le roman de deux missionnaires unit leurs cœurs et leurs œuvres (Media, Pensylv., 4 oct.).

Il l'a enlevée et ils invitent la police au mariage !... (Un employé de commerce a enlevé la fille de son riche patron ; il l'épouse, le soir, à l'église voisine, et deux policemen en uniforme servent de témoins).

Vraiment pas très soumises ! Institutrices mariées en dépit de la proclamation du superintendant ! (Macon, Missou., 21 août). Quand il fut annoncé que l'Institut des Maîtres d'école de Macon county siégerait cette année à Callao, le superintendant E.-L. Thompson donna à entendre que ce serait une des réunions d'affaires les plus sérieuses que les instituteurs eussent jamais tenues dans ce pays, et que les

occasions habituelles de flirt, — telles que parties de clair-de-lune, goûters de crême à la glace, chevauchées dans le foin et autres diversions dangereuses — seraient extrêmement rares.

Ce n'est probablement pas par manière de protestation contre la proclamation du superintendant que deux mariages ont eu lieu entre instituteurs au cours de la réunion, et que des licences ont été délivrées cette semaine pour un autre couple. Mais voilà la situation.

L'homme le plus sûr que le superintendant croyait avoir parmi ses collaborateurs était le professeur Henry King, superintendant des écoles publiques de La Plata. Cependant, l'Institut n'était pas depuis trois jours en session, que l'invulnérable pédagogue conduisait à l'autel Miss Maggie Gross, une jeune professeur de musique de Macon.

Miss Rosa Kush, une jeune institutrice de Callao, semblait être une des assistantes les plus appliquées de l'Institut, et elle montrait beaucoup d'anxiété au sujet de l'examen qui devait décider de son diplôme. Mais, avant l'arrivée du jour redoutable, M. Ranson D. Wood arriva tout droit du Kentucky et obtint que Miss Rush vînt embellir sa demeure, au lieu d'une salle de classe dans le district.

Puis Willard England, un jeune fermier à son aise, offrit aux visiteurs une « chevauchée de foin » autour de son domaine, par une belle nuit de lune, et leur donna au retour une pleine voiture de pastèques. Le premier résultat connu de cette affaire fut une paire de licences de mariage, délivrées aujourd'hui à Lena Opel Wright et O.-L. Cross, tous deux instituteurs. Le superintendant Thompson attend la suite avec anxiété.

Les journaux américains tiennent même leur public au courant des affaires de cœur en Europe. Le *New-York Journal* a consacré une page entière aux amours d'Emma Calvé et de Henri Caïn, avec des titres « sensationnels ».

Brillant coup de maître de stratégie qui a gagné le cœur de Mme Calvé! Le jeu d'amour ingénieusement joué par M. Henri Caïn, le distingué poète et artiste, qui a compris les caprices d'un cœur de femme mieux que Mme Calvé elle-même!

De belles illustrations donnent les portraits de tous les acteurs : Lui, Elle, et Mlle Nathalie Duflon, « le jouet sans défiance dont M. Caïn s'est servi pour jouer son jeu de cœurs avec Mme Calvé ».

On voit aussi M. Caïn, majestueusement assis dans un fauteuil, pendant que Mme Calvé se traîne à ses pieds en sanglotant, et l'implore... (Copyrighted).

Mais n'oublions pas le *business*. Il y a, dans l'amour américain, un côté financier tout à fait original. Quelques traits entre mille autres : ils sont, en cette matière comme en toute, plus éloquents que les commentaires.

A Chicago, Mme Lillie Davis, institutrice dans les écoles publiques, poursuit M. Towsend Smith (juillet 1902) devant la Superior Court. Mme Davis allègue que, « étant dans le bureau de ce monsieur, il a tenté de lui donner un baiser ». Elle dit que « la secousse l'a rendue malade et lui a causé une grande souffrance morale »; elle réclame 250.000 francs de dommages. M. E. Smith aurait mieux fait d'adhérer à *l'Anti-Kissing League*.

A Salem (juillet 1902) Martha Wilson, institutrice, intente une action contre David B. Smith, notable commerçant de Stayton, pour rupture de promesse. En décembre 1901, Smith avait promis le mariage pour fin 1902, et il refuse d'exécuter. Or Miss Wilson peut gagner 40 dollars par mois dans l'enseignement; mais, comptant sur le mariage, elle n'a pas fait de contrat pour la nouvelle année scolaire. En outre, l'infidélité de son prétendu amoureux lui a causé une grande angoisse mentale, qui a provoqué une maladie. Miss Wilson demande 33.750 fr. (6.750 dollars), savoir : 4.000 dollars, dommages généraux, 2.000 dollars, dommages ré-

pressifs, 750 dollars pour perte de salaire, soins médicaux, etc...

A Huntingdon (Pa.) 5 sept.), Miss Cora Keime réclame 25.000 dollars du professeur Harvey Brumbaugh, président de Juniata Collège, pour rupture de promesse. Elle obtient 9.250 dollars (46.250 fr.).

A Brooklyn, Miss Ellen O' Toole obtient 10.000 dollars (50.000 fr.) pour le même motif de son fiancé récalcitrant.

A Fall River (octobre) Miss Mary M. C. Donald réclame 50.000 dollars pour rupture de promesse de Patrick Kieran, superintendant du service des eaux. La plaignante est une jeune femme; le défendeur a plus de 60 ans; le flirt a duré plus de 17 ans. Au bout de cette période de galanterie, le vénérable Patrick Kieran accorde quelque attention à une autre dame de la localité. L'intéressante Mary Mc Donald se fâche, et la *Superior Court* lui accorde 20.000 dollars de consolation (100.000 fr. Avis aux vieux messieurs.

Pour les jeunes, c'est la même chose. La demoiselle de Fall River voulait épouser son sexagénaire: voici Mathilda Wood, de New-York, âgée de trente-deux ans, qui poursuit Michael Beck, âgé de dix-neuf ans, pour rupture de promesse. Leur flirt durait depuis quatre ans, c'est-à-dire que l'amoureux avait alors quinze ans. Comme il n'épouse pas, la sage demoiselle lui réclame 10.000 dollars; et comme il n'a pas le premier sou pour fournir 2.000 dollars de caution, il est en prison.

John Spreng, ayant fait la cour à Nelly Burke, en épouse une autre. Alors Nelly Burke présente à la Superior Court la note suivante de dommages :

Compensation pour mortification et affection blessées. 125.000

Compensation pour préjudice dans les projets d'avenir, pour affliction et perte dans la position sociale.	125.000
Compensation pour changement de la situation sociale.	125.000
Pour dépenses faites et dépenses engagées en préparatifs de mariage.	125.000
Francs. . .	500.000

Les maris font de même. John Eck, commissionnaire à Chicago, séduit sa sténographe, Mme Brehme. La sténographe a un mari. Pensez-vous que le mari va faire un drame? Non. Bonne occasion d'affaires : il demande au patron de sa femme 25.000 dollars « pour aliénation d'affections ».

Ceci est encore plus singulier. Miss Laura Mc Intyre a fui la maison de ses parents pour épouser George B. Rafferty. Après cinq mois de lune de miel, un ami du mari, John H. Hayden, trouble l'harmonie du ménage. Mme Rafferty l'accuse « de lui aliéner, par son influence, l'affection de M. Rafferty ». Et elle réclame 25.000 dollars de dommages. Et John H. Hayden est arrêté.

Un ex-Français qui fait profession de décrier la France en Angleterre, Australie, Amérique, dans d'innombrables articles et conférences, M. Max O' Rell, écrit dans une des feuilles les plus répandues :

« En amour les Français sont tristes. Aussitôt qu'un homme et une femme sont convenus de s'appartenir l'un à l'autre, en France, ils veulent périr tout de suite : étrange contraste avec d'autres pays où ils veulent vivre. »

Ce vénérable auteur a dû avoir de sinistres amours au Quartier latin dans sa jeunesse, du temps de la *Vie de Bohême*. Il en a conservé de fâcheux souvenirs. Il insinue par comparaison que l'amour est beaucoup plus gai en Amérique.

Le revolver et le poison y jouent le même rôle que chez nous. Et les drames sanglants ne sont pas les plus cruels. En septembre 1902, New-York a vu l'aventure du ménage Bruce Crane. Il y a dix-sept ans, cet artiste avait épousé une charmante jeune veuve qui avait une petite fille de cinq ans. Peintre de paysage, il avait beaucoup de succès. Il vient de se sauver avec la fille de sa femme. Les journaux de New-York, qui sont très moraux, ont publié de beaux sermons là-dessus, avec les photographies de la mère, de la fille et du mari commun.

Chaque jour allonge la liste des suicides et des meurtres « passionnels ». Les uns absorbent du vitriol en présence de l'infidèle, ou se jettent par la fenêtre, ou se brûlent la cervelle. Les autres brûlent la cervelle à l'infidèle, ou la jettent par la fenêtre, ou l'arrosent de vitriol. Il y a, comme chez nous, les deux écoles.

Ce n'est pas plus gai qu'en France : c'est pareil. Les titres à sensation se répètent plusieurs fois dans chaque édition des journaux (et les éditions se succèdent sans relâche au cours de la journée) :

Amoureux repoussé tue la fille !

Amant bafoué se tue en présence de celle qu'il aime !

Il la tue comme elle entrait chez elle et met fin ensuite à ses propres jours !

Elle adopte une horrible méthode de vengeance ! Trouvant son mari en visite chez une autre femme, Mme Rosenberg lui vide le contenu d'une bouteille de vitriol sur la figure...

Poursuivant bafoué tue la femme et lui-même !

Mari jaloux ! La femme le tue et se tue !

Il a tué la fille qu'il avait forcée de l'épouser à la pointe de son revolver ! *Puis, il s'est tué lui-même* !

Il tue la femme qui a cessé de l'aimer !

Il a tué la femme qui ne voulait pas l'épouser !

Enragé parce que sa femme a obtenu le divorce, il lui donne cinq coups de couteau !

Les amants crus fugitifs morts dans une forêt ! Chacun tué par des balles. Deux *counties* de Virginia en émoi par les preuves du meurtre et du suicide.

Acteur jaloux tue sa femme, déclarant qu'elle était déloyale ! Elle vivait dans le luxe bien au delà de ses moyens. Elle avait des chevaux, des voitures et des diamants, et des titres et des chèques (en gagnant 200 francs par mois).

Mis à mort la femme qu'il aimait !

Jeune femme tuée d'un coup de feu chez un ami ! Le meurtrier s'est à son tour tiré un coup mortel.

On le voit, les journalistes sont ingénieux à varier la formule. Mais le fond est toujours le même, plusieurs fois par jour. C'est ce que M. Max O' Rell appelle l'amour joyeux. Les particularités sont les mêmes que chez nous. Par exemple, le cas du mari généreux qui tue d'abord sa femme et lui pardonne ensuite noblement :

Georges Huber, homme d'affaires de Harlem, dit comment il a suivi sa femme pour la tuer !... « La plus belle femme que j'aie jamais vue »... *Il lui a tout pardonné lorsqu'elle gisait mourante* !

D'autres sont de meilleure composition. William W. Hately, marchand de nouveautés à Omaha, se supprime pour que sa femme puisse vivre heureuse avec un millionnaire :

Il a renoncé au bonheur et à la vie pour sa famille !... Un marchand d'Omaha a permis à sa femme d'obtenir le divorce pour qu'elle pût épouser un millionnaire !... Il l'aimait plus que la vie !... Il ne pouvait plus lui fournir autant d'argent qu'autrefois... Il lui a permis de prendre les enfants avec elle, et puis il s'est tué.

Ce héros n'était pas un gueux. Il a laissé 50.000 francs à sa femme, 50.000 francs à chacun de ses enfants. Quand les femmes élèveront-elles un monument au martyr ?

Les drames ne découragent personne. Dans un même numéro de journal, la liste des suicides et meurtres passionnels est suivie d'une autre liste qui promet :

Lui a fait la cour par téléphone !... Se sont rencontrés pour la première fois le jour de leur mariage !

Cupidon se sauve avec trois cœurs bien épris !

Un capitaine de notre armée conquiert une épouse dans la capitale nationale !

Médecin conquiert la promesse de mariage d'une jeune fille de New-York !

Quarante institutrices vont à l'école chez le professeur Cupidon !

Si les maris assassins et les femmes vitrioleuses sont exécrables, c'est principalement aux Etats-Unis, où le divorce leur permet de se libérer avec une extraordinaire facilité.

J'ai entendu applaudir à Saint-Louis ces maximes de théâtre : « La plus mauvaise plaisanterie qu'une femme puisse faire à un homme est de l'épouser ! » « Tout homme peut rendre une femme heureuse au moins pour la vie : tout ce qu'il a à faire est de rester garçon ! » Pour ceux qui ont commis l'im-

prudence en question, la réparation ne comporte pas beaucoup de formalités. On se marie sans embarras ; dans un port du lac Michigan, en quatre mois d'été de 1902, douze cents mariages ont été célébrés pour la commodité de 2400 personnes qui venaient d'Illinois dans l'Etat de Michigan chercher une législation plus complaisante. On se démarie de même, grâce aux combinaisons des lois sur le divorce qui varient d'un Etat à l'autre.

Un habitant de Chicago peut partir le matin dans l'Indiana ou le Wisconsin, y élire un domicile fictif, grâce à la complaisance rémunérée d'un avocat, et rentrer le soir chez lui avec un bon décret de divorce contre sa femme. Un citoyen de New-York peut se procurer un divorce dans l'Orégon, à l'autre bout de la République. De trois hommes qui travaillent dans le même bureau de New-York, l'un peut avoir son domicile sur place, le second dans le New-Jersey, le troisième dans le Connecticut, aux portes de la métropole ; ils vivent presque ensemble, ils sont voisins, et soumis à trois législations civiles différentes. On devine à quels résultats peuvent arriver les gens de chicane.

Tantôt on divorce pour de sérieuses raisons : ainsi M. Van Uzzel, dont la femme et le frère prennent ensemble la clef des champs. Ou parce qu'on a assez de sa belle-mère. Ou parce que le mari ne fournit pas assez d'argent à la femme coquette et qu'un autre promet davantage. Ou parce qu'on s'est épousé « sans réflexion » : ainsi Miss Constance Delmar, une jeune et jolie institutrice de New-York, a épousé Eddie Hammer par gageure ; une amie lui a dit : « Chiche ! » elle s'est mariée ; maintenant, ça l'ennuie ; elle explique au Superintendant de l'Instruction publique qu'elle n'a jamais regardé la cérémonie nuptiale autrement que comme une plai-

santerie ; elle demande à rentrer dans une école municipale aussitôt son divorce obtenu.

On divorce à tout âge. Mrs. Mary A. Maxon (Oswego, N. Y.) intente une action en divorce pour cruauté contre son mari, âgé de 81 ans, après avoir vécu heureuse avec lui pendant 60 ans. Et quand on est libéré, on en fait part aux connaissances par lettre :

M. et Mme Charles F. Williams annoncent respectueusement à leurs amis la séparation de leur fille, Emilie, d'avec George Whiteside.

Ou par annonce dans les journaux :

Prenez note que ma femme, Emilie R. Whiteside, a quitté mon lit et ma table, et que je ne serai responsable d'aucune de ses factures.

George-D. WHITESIDE, Orange (N. J.)

Les Américains puritains se scandalisent de nos ménages illégitimes. En effet, leurs ménages à eux sont toujours légitimes. Ils changent de femmes légitimes plus souvent et plus facilement que nous ne changeons de maîtresses.

Mais il arrive quelquefois des complications. Ainsi Wolff Mandelberg, en Missouri, a été abandonné par sa femme ; il a obtenu un décret de divorce contre elle, par défaut ; il s'est remarié et il a des enfants des deux lits. Un beau jour, la première femme revient, fait opposition au divorce prononcé par défaut, en obtient l'annulation. Voilà Mandelberg bigame. Bien vite, il fait annuler son second mariage et reprend sa première femme. Mais la seconde femme obtient de la Suprême Cour l'annulation de l'annulation du second mariage qui redevient valide. Voilà de nouveau Mandelberg

nanti de deux femmes légitimes. La magistrature de Saint-Louis continue d'étudier le cas.

Quand on s'est quitté on peut se reprendre, se requitter, se rereprendre, etc. A Chicago (oct. 1902) Mrs Grace Suell épouse Frank Nixon Coffin pour la quatrième fois en dix-sept ans. Elle est entrée dans la carrière à seize ans. Au bout de dix ans, elle a obtenu le divorce contre Coffin pour incompatibilité d'humeurs, et elle a épousé Wolker, caissier d'hôtel, après lui avoir fait apprendre la musique. Mais Wolker ne sut pas goûter les romans qu'elle composait ; il en jetait les manuscrits au feu. Mrs Suell obtint le divorce contre lui pour « excessive cruauté ». Elle épousa de nouveau Coffin, divorça, épouse une dernière (?) fois Coffin. Elle n'a que trente-trois ans : la série n'est pas close.

Quand les journalistes américains sont las de conter les malheurs conjugaux d'autrui, ils racontent les leurs. Ainsi M. Clingman, rédacteur en chef du *Journal de Montrose* (Ia.), publie l'article suivant :

Ma femme a demandé le divorce et elle l'obtiendra. Or, du moins, cette action de sa part signifie que nous deux, qui devinmes mari et femme le 5 août 1890 « pour le mieux et le pire », nous allons nous dégager pour toujours des sacrés liens du mariage. Il faudra que nous vivions séparés et sous des abris différents. Nous n'avons jamais vécu comme un seul être : mais ce fut par sa faute à elle. Je n'ai pas l'intention de publier ses fautes. Mais je ne crois pas qu'il y ait dans tout l'Etat d'Iowa un seul homme, avec un esprit et un corps, qui pourrait vivre heureux avec une femme de son caractère. Elle a toujours fait sa volonté et ne m'a jamais donné une bonne chance.

Elle voulait toujours prendre pour elle le dindon, et me faire prendre la buse — ou pour moi la buse et pour elle le dindon — et il fallait en finir par là. Ce fut généralement la conclusion. Elle prenait pour devise : « Par la tête je gagne !

par la queue vous perdez ! » et jamais elle n'en a dévié.
Elle ne souriait jamais, elle ne m'applaudissait jamais ; toujours elle tirait dans la direction contraire...

... Elle s'en va donc par la vie, l'âme brûlante de vengeance et de dépit, qui s'éteindront quand elle arrivera au point où les sentiers se rencontrent. Alors elle réfléchira promptement. Elle se rappellera toutes les heures que j'ai passées à lui frotter son mal de tête, ou à lui enduire le dos de baume, essayant de déplacer les douleurs qu'elle avait en héritage. Le fantôme du « Regret » se dressera soudain devant elle, et elle ne pourra divorcer d'avec lui par la faveur d'aucun tribunal de ce côté des cieux !

Madame Clingman a rompu ses attaches avec le *Journal*, et il est douteux que jamais œuvre de sa plume retrouve place dans nos colonnes. Quant à moi, je continuerai l'œuvre, et j'emploirai tous mes efforts à faire du *Journal* la meilleure gazette locale dans la vallée du Mississipi. J'ai justement reçu une photographie de Madame Clingman, prise il y a quelques semaines. Elle est souriante et n'a jamais paru plus belle.

Si elle avait seulement souri à son mari *une fois* en douze ans de vie conjugale comme elle l'a fait à l'objectif — il n'y a pas de juge au monde qui pût lui accorder le divorce pour de bonnes et suffisantes raisons.

Dans nos pays soumis à l'influence du droit romain, le mariage exige l'autorisation des parents, outre l'avis officieux de toute la famille. Un homme de cinquante ans reste un petit garçon devant son papa. Aux Etats-Unis, on se passe d'autorisation et même de conseils. On se marie parce qu'on le juge à propos. Ensuite, on en informe la famille.

Ainsi Mme Charles Claw, de Meriden (Connecticut), trouve sa fille trop jeune pour épouser Wilfried Phoenix. Les deux jeunes gens vont à New-York, se marient et envoient un petit mot d'avis à la bonne dame avant de partir en voyage de noces.

Mme Carrie A. Mahoney, de Saint-Louis, enferme sa fille Goldie pour lui faire épouser un riche industriel de la ville. Mais Goldie prétend épouser Bierman qu'elle a rencontré en visite à Chicago ;

elle se sauve, se marie et prévient sa mère qu'elle va la traduire en justice pour avoir intercepté les lettres et les chèques expédiés par l'amoureux.

La famille Stone étant aux bains de mer d'Atlantic city, M. Stone se rend à New-York pour affaires et Mme Stone va faire un tour aux magasins de Philadelphie. Quand ils rentrent pour dîner, ils trouvent un billet de leur fille (17 ans) laissée seule à la maison Elle s'est mariée l'après-midi et elle est partie en voyage de noces.

Mme Kieley va prendre l'air avec sa fille un beau samedi, sur le Mississipi. Il y a toujours un orchestre sur les steamboats ; on organise une sauterie ; miss Kieley danse avec un jeune étranger. Le lendemain dimanche, le jeune étranger vient prendre miss Kieley « pour une autre excursion ». Le lundi Mme Kieley, un peu inquiète, reçoit un télégramme de Cairo (Illinois) : sa fille vient d'épouser le jeune étranger, et le ménage s'établit à Chicago.

Les parents de Martha Carpenter, âgée de 16 ans, à Mt Olivet (Kentucky), ne veulent pas de son mariage avec John Crow, âgé de 60 ans. Elle passe l'Ohio et épouse le sexagénaire.

Mabel A. Fuller, de Middletown (N. Y.), âgée de treize ans, manque à l'école. Le « Truant officer » la découvre et veut l'envoyer chez l'institutrice ; elle produit un certificat de mariage. En effet, elle vient d'épouser Lud Fuller, âgé de 23 ans, à l'insu de leurs parents à tous deux. Le clergyman de Middletown avait refusé de célébrer le mariage à cause de l'âge de la fiancée. Le couple avait pris le train pour Port Jervis où le Rev. W.-A. Chadwick, méthodiste, les avait unis sans observation.

Pendant que leurs familles dorment paisiblement à Salisburg, Corbin Fur et Virginia Hammond se rendent à Armstrong (Mo) et sont mariés à deux

heures du matin par le Rev. Halls Glanville, dans un salon d'hôtel.

Miss Nancy Currier est en villégiature avec sa famille à Alton, ainsi que la famille Ward. Le jeune Ward et la jeune Currier se rendent, séparément, à New-York, se retrouvent à deux heures à Waldorf Astoria, et sont mariés à trois heures. Ils rentrent en informer leurs parents.

Frank Freeman; avocat et rédacteur en chef du *Willows Transcript*, va voir sa fiancée, Miss Edna West, le 18 août. Leur mariage devait avoir lieu l'hiver suivant, M. West, médecin, était à ses visites.

A dix heures Freeman s'écria : « Marions-nous donc tout de suite ! » « Tope ! » répondit la *girl.* Elle mit son chapeau, ils réveillèrent le secrétaire de l'Hôtel de Ville, obtinrent une licence, trouvèrent un pasteur, furent mariés et revinrent à temps pour recevoir la bénédiction du père étonné, et pour attraper le train de minuit, partant pour une courte lune de miel. Ils vont s'établir à Willows.

On peut faire connaissance avec une jeune fille au bal, en partie de campagne, sur un bateau, la mener au buffet, dîner avec elle, lui rendre visite, la conduire à la promenade ou au théâtre sans se préoccuper des parents. On se fiance, on s'épouse, cela ne regarde que le mari et la femme.

Les parents d'Europe sont fort choqués de ces façons. Et les Américains qui liront ceci d'un œil méfiant s'attendront à trouver une conclusion malveillante.

Pas du tout. S'il y a des excès de liberté et d'initiative aux Etats-Unis, ils sont beaucoup moins funestes que les excès d'autoritarisme du Vieux-Monde. Les sottises que peuvent faire les individus

ne nuisent qu'à eux-mêmes. Le principe de liberté, l'esprit de liberté, profitent à toute la nation. La sagesse des parents européens, qui ne vise qu'à réaliser l'ignoble mariage d'argent, est beaucoup plus immorale que la jeune audace des enfants américains.

En Amérique, on épouse la fille, rien que la fille. En France, où la famille forme un bloc, on épouse le bloc : la belle-mère acariâtre, la tante grincheuse, le grand frère vaurien, la petite sœur idiote, l'oncle mal famé. En Amérique on peut ignorer l'existence de tous ces accessoires.

J'ai vu un jour un drame populaire, *La Fille du Joueur*, très significatif. Avec toute la naïveté et la maladresse du drame américain, c'est un plaidoyer véhément pour le droit de l'amour contre l'égoïsme arbitraire des parents. Un père veut sacrifier sa fille pour sauver sa propre fortune ; la fille se sauve, ruine son père à la Bourse, lui gagne aux cartes le reste de son argent, le brise, le dompte. Et toute la salle applaudit aux tirades de l'enfant que nos matrones appelleraient « dénaturée ». C'est les Américains qui ont raison ; c'est le sentiment américain qui est moral.

L'enfant américain, garçon ou fille, vit sa propre vie dès qu'il se tient sur les jambes, dès qu'il parle. Il est une personne ; il a son libre arbitre, prend des décisions, en supporte les conséquences, émet une opinion, la soutient. Jamais on n'appliquerait à ces jeunes citoyens une correction manuelle. On leur donne des avis, mais rien ne les oblige à s'y conformer. J'ai vu les fils d'un Président d'Université qui s'amusaient à vendre des journaux en courant après les cars ; ils étaient enchantés d'avoir gagné quelques dollars, et le père n'y trouvait rien à redire. Voyez-vous, en France, l'héritier d'un

bonze universitaire, criant des journaux sur le boulevard ? Quel scandale !

En Amérique, ils font ce qu'ils veulent et apprennent la vie en la vivant. Ils ont des clubs, des associations propres, fondent des œuvres, organisent entre eux des voyages. Les parents n'interviennent qu'avec beaucoup de prudence et pas très sûrs de leur droit.

En France les parents thésaurisent et se privent de tout, pour laisser un peu plus d'argent à leurs enfants. Mais, en échange, ils confisquent l'existence de ces enfants, ils l'absorbent dans la leur. Chez nous, l'enfant n'a pas de personnalité, il est une annexe de personnalités étrangères. Toute la sollicitude des parents ne tend qu'à tuer le caractère personnel des enfants, à condamner leur libre arbitre, à étouffer leur volonté propre. Et toute la famille est solidaire. Quand un enfant est un chenapan, toute la famille en souffre, se croit déshonorée, se sacrifie. Quand un enfant est laborieux, courageux, entiché de ses devoirs, toute la famille l'exploite.

En Amérique, chacun se détermine seul, agit pour soi, recueille seul le profit ou le châtiment de ses actes. Les parents américains ne se croient pas du tout obligés de léguer intégralement leur fortune à leurs enfants. Mais ils leur ont donné quelque chose de mieux : la liberté de vivre. Les parents français nous font payer trop cher leur tyrannique affection et leur maigre héritage en nous volant notre vie.

En allant au fond des choses, on peut ramener toutes les qualités de la race américaine et tout le succès dont elle se vante justement à ce fait : l'*éducation des enfants en pleine liberté, la suppression de la tyrannie familiale.*

L'individualité se développe et le caractère se forme en même temps que les organes physiques.

Dans tout système il y a du bon et du mauvais. Le mauvais l'emporte de beaucoup chez nous ; le bon l'emporte de beaucoup en Amérique. Il peut être fâcheux qu'une fille de quinze ans se marie à l'insu ou contre le gré de ses parents. Mais l'éducation qui engendre ce petit accident engendre aussi la puissance et la grandeur de toute la nation.

En France, il y a l'Etat et la famille. En Amérique, il y a l'Etat et l'individu ; l'Etat est si loin tain, si faible, qu'on pourrait dire : il y a l'individu seulement. En France, écrasé par l'Etat et par la famille, l'individu est abruti, résigné, lâche, ou bien il est révolté, violent, malheureux. En Amérique, l'individu est fort sans violence, parce qu'il n'a jamais eu d'obstacles à briser pour se rendre libre.

La conception française de la famille est fort touchante, mais infiniment funeste à l'individu et à la communauté. La conception américaine, qui paraît un peu anarchique, assure la vigueur de l'individu et la prospérité générale.

Il est impossible de parler de la femme en Amérique, au commencement du XXe siècle, sans faire une place à Mary Mac Lane. C'était une *girl* de modeste famille, à Butte (Montana) ; elle avait vécu jusqu'à dix-huit ans dans cette horrible ville de mineurs, sans voir autre chose que des travailleurs âpres et frustes, de hideuses maisons de bois, un paysage désolé sous la poussière de minerai. Subitement elle s'est mise à écrire « L'histoire de sa vie ». Elle a exprimé son mépris pour sa famille, pour son entourage, la profondeur et l'originalité de son âme, ses vues sur l'univers. Elle a secoué la

poussière de ses souliers sur Butte, et elle est partie à la conquête de l'Amérique.

Les pensées remarquables de son livre abondent en ce genre :

— Je suis distinctement originale, innée, et en développement.

— J'ai en moi une intensité de vie tout à fait inusitée.

— Je puis sentir.

— J'ai l'esprit large.

— Je suis un génie.

— Je suis un philosophe de ma propre école péripatétique.

— Je ne me soucie ni du bien ni du mal. Ma conscience est néant.

— Je suis remplie d'une ambition. Je désire donner au monde un portrait nu de Mary Mac Lane : son cœur de bois, son bon corps de jeune femme, son esprit, son âme.

— Je désire écrire, écrire, écrire.

— Je désire acquérir cette belle, douce, plaisante chose : la Renommée. Je le veux. Oh ! je le veux. Je désire laisser toute mon obscurité, ma misère, ma sombre infortune — derrière moi pour toujours !

Et voilà, oui ! Je me trouve, à ce degré de féminité et à dix-neuf ans — un génie ! une voleuse ! une menteuse ! — une vagabonde morale, une folle plus ou moins, et une philosophe de l'école péripatétique. Je trouve aussi que même cette combinaison ne me rend pas heureuse.

Elle sert, toutefois, à occuper mon esprit versatile, et me fait demander toujours ce que me réserve une espèce de diable.

Le public s'est jeté sur l'ouvrage, dont les exemplaires ont été vendus par dizaines de mille. Les journaux de toute l'Amérique ont publié des portraits de Mary Mac Lane « dans les poses les plus caractéristiques ». La presse de New-York a obtenu d'elle, à grands prix, ses impressions sur New-Port, sur Wall Street, sur le Métropolitain, sur Coney Island, sur l'Hudson, sur les rues de la métropole, etc., etc.

Voici le ton du chef-d'œuvre né d'une visite au Central Park :

Alors, je regardai l'Obélisque.

L'Obélisque eut sur moi un effet particulier. Je trouvai mon esprit en train de lui poser des questions et de discuter vaguement. Et l'Obélisque m'affolait.

— Que faites-vous ici, lourde chose ?

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Depuis combien de temps ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Vous êtes vieux ? dit l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Vous avez d'étranges lettres païennes sur vos côtés, dit l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Vous êtes si ancien, si poussiéreux. Vos nerfs souffrent-ils ? N'êtes-vous pas ennuyé du bruit dans cette mauvaise ville ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Avez-vous un cœur ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Il y a longtemps, en Egypte, il doit y avoir eu de lourdes fleurs rouges et douces ! — un air pesant et languide, de lourds songes de pourpre. Et comment vivez-vous sans eux ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— J'ai laissé mon désert mou et gris à Butte-Montana. Mais je l'ai aussi avec moi. Alors, avez-vous aussi avec vous vos lourds songes de pourpre et vos lourdes fleurs rouges ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Pensez-vous à ce qui a été et à ce qui sera dans longtemps, longtemps ? demandait l'esprit.

— Je suis un Obélisque, répondit-il.

— Votre sagesse est sagesse, dit l'esprit, terriblement effondré, avec le sentiment de sa futilité. Qu'est-ce que n'importe quoi — quoi — oh, quoi ?

Voici un autre chef d'œuvre, né d'une visite à Claremont, sur les rives de l'Hudson :

Quand mes yeux errent au loin et au large, à la recherche de montagnes, comme à Butte-Montana, ils ne voient qu'un

pays plat, et de la distance. Les grandes vilaines constructions se dressent là où l'on cherche les hautes collines, et l'air est de l'air épais de l'Est, et l'on souffre d'une attente. Mais juste maintenant c'est une bagatelle. — Je suis assise, mangeant mon petit déjeuner de cantaloup et de poisson, sur la place de Claremont, au bord de l'Hudson.

A Butte-Montana, au coucher du soleil, il vient une ligne rouge, rouge au ciel. L'air est haut et mince et clair — et il fait voir si rouge ! — et les nuages ne ressemblent à rien de ce qui est dans l'Est mystérieux. J'aime ces choses plus que tout, et elles ne sont pas ici. Mais juste maintenant, c'est une bagatelle. — Je suis assise, mangeant mon petit déjeuner de cantaloup et de poisson sur cette place de Claremont, au bord de l'Hudson.

A Butte-Montana, il y avait une Aurore grise, une belle Aurore grise, telle qu'il n'y en a nulle part ailleurs dans le large monde. C'était une chose qui rendait toutes choses possibles. Et maintenant je l'ai laissée. Mais ce n'est juste maintenant qu'une bagatelle. Je suis assise, mangeant mon petit déjeuner de cantaloup et de poisson sur cette place de Claremont, au bord de l'Hudson.

Depuis que je suis venue dans l'Est mystérieux, beaucoup de choses ennuyeuses m'ont environnée, et je trouve un peu de complications et d'amertumes sur le trottoir où je vais. Mais juste maintenant, c'est une bagatelle. — Je suis assise, mangeant mon petit déjeuner de cantaloup et de poisson sur cette place de Claremont, au bord de l'Hudson.

Les Américains sensés trouveront qu'on attache trop d'importance à ces détails. Mais on prétend noter ici les faits. Or, c'est un fait que le livre de Mary Mac Lane a été le grand succès de librairie en 1902 ; que Mary Mac Lane, à peine échappée de Butte, a été la « lionne de la saison », à Chicago, à New-Port, à Boston, et que sa « littérature » lui a rapporté en quelques mois une fortune. Dans les magasins de Chicago et de San Francisco, j'ai vu les jeunes filles, trop pauvres pour acheter un volume de six francs, s'attrouper au rayon de librairie, et dévorer ensemble les oracles du « génie ».

Tout ce que fait l'homme, la femme américaine revendique le droit et la capacité de le faire. Etudes, sports, métiers, tout est commun aux deux sexes ; la prérogative politique le deviendra. Dans les Universités qui pratiquent la coéducation, les étudiantes (*coeds*) sont très nombreuses ; elles figurent pour un tiers ou plus dans l'effectif total. Il y a en outre une infinité de Collèges de jeunes filles, tantôt reliés à une Université, comme Radcliff Collège, tantôt indépendants. A Philadelphie, il y a une école de médecine pour les femmes seulement. Les étudiantes se livrent aux sports avec la même ferveur que les étudiants ; seul, le *foot-ball* est remplacé pour elles par le *basket-ball* ; mais le canotage, la natation, le golf, le tennis, la gymnastique, sont en honneur. A Cambridge, le gymnase de Radcliff Collège (femmes) est plus grand et mieux outillé que le gymnase d'Harvard College (hommes).

La vie universitaire des étudiantes est tellement pareille à celle des étudiants, que les anciennes *briment* les nouvelles avec rigueur. A Barnard Collège, au début de l'année scolaire 1902-1903, les *freshmen* ont manqué de respect aux *sophomores* ; alors les anciennes leur ont arraché de vive force le serment de renoncer à porter aucuns bijoux, aucuns rubans clairs dans le Collège, et de respecter le commandement : « Ayez l'air soumise, douce et timide quand vous êtes en présence d'une ancienne ». La femme tient à égaler l'homme même dans sa bêtise.

Il y a, aux Etats-Unis, 5 millions et demi de femmes qui gagnent un salaire. Environ un million sont employées dans les exploitations agricoles, 2 millions dans la domesticité, 1.500.000 dans les usines et manufactures, 500.000 dans les profes-

sions libérales, 500.000 dans le commerce et dans les entreprises de transport.

Il y a 350.000 tailleuses, 150.000 couturières, 90.000 modistes. Il y a des femmes charpentiers, plombiers, peintres en bâtiment, forgerons. Il y a des femmes reporters dans les journaux en grand nombre, et des femmes détectives à la police.

Le nombre des servantes diminue sans cesse, malgré les gages élevés, malgré le confort, les égards et l'extrême liberté dont cette catégorie de travailleurs jouit en Amérique : la question de la domesticité est la grande affaire des maîtresses de maisons qui ne sont pas millionnaires. C'est un embarras pour les particuliers, mais c'est un signe excellent de la dignité des caractères dans la nation. La plupart des servantes sont des Irlandaises, ou des immigrantes nouvellement arrivées d'Europe. Le service des nègres est fort mauvais, celui des Chinois est admirable, mais très cher.

L'Instruction publique emploie naturellement un très grand nombre de femmes. Par une iniquité flagrante, leurs salaires sont inférieurs à ceux des maîtres mâles de même classe. On sait pourtant que la capacité pédagogique de la femme est *au moins* égale à celle de l'homme. Presque partout, les chaires peuvent être attribuées sans distinction de sexe. J'ai vu, dans un Collège, une jeune fille de vingt-trois ans faire un cours de mathématiques à des garçons de dix-sept à dix-huit ans.

Les administrations publiques et privées occupent aussi une multitude de femmes. C'est une excellente chose. Plus elles envahissent les fonctions sédentaires, plus elles repoussent les hommes vers les travaux actifs et les entreprises fécondes. Il est scandaleux de voir un vigoureux gaillard gratter du papier derrière un guichet, ou vendre des épingles

et des jarretières dans un magasin ; ces places appartiennent aux femmes qui ont besoin de gagner leur vie. La place de l'homme est à l'usine, aux champs, aux mines, au laboratoire, dans la vie *debout*. J'ai prêché si longtemps cette doctrine en France que j'ai eu du plaisir à la voir appliquée en Amérique.

Les femmes bureaucrates ne sont pas toujours agréables au public; l'homme bureaucrate est au moins poli avec les femmes ; la femme bureaucrate est impartialement rogue avec les deux sexes. Elle a pourtant deux fois le devoir d'être aimable, comme femme et comme salariée du public. Cela viendra.

La demoiselle de magasin est aussi intéressante à observer aux Etats-Unis que chez nous. Elle commence à travailler beaucoup plus jeune. On en voit des nuées en jupes courtes, avec une natte dans le dos, qui ont bien treize ans et qui peuplent les magasins, tenant de petites comptabilités, conduisant les clientes à la caisse, enregistrant les achats. Pauvres petites ! Elles ont déjà l'air important, affairé, décidé. Elles ont un plan de vie. Elles ont un « admirer » chargé de les promener, de les faire danser, de les conduire en bateau, de leur offrir beaucoup de bonbons et de sodas, jusqu'à ce qu'elles aient trouvé l'épouseur. Quand on les regarde, leur regard vous répond tout de suite, carrément : « Etes-vous le gentleman qui me tirera d'ici ? » Elles touchent des salaires misérables pour une tâche très fatigante. Quelques grandes maisons s'efforcent sincèrement de leur rendre l'existence assez confortable et même attrayante. D'autres employeurs leur tiennent crûment le langage que nous entendons aussi chez nous : « Si vous ne pouvez pas vivre, vous loger, vous nourrir, vous habiller

décemment avec quatre dollars par semaine, prenez un *monsieur* ! ».

Elles sont d'ailleurs très « débrouillardes ». Elles publient des articles dans les journaux et dans les revues pour expliquer que le *shop girl* est la meilleure femme à épouser : sans doute, elle n'est pas très experte en cuisine et en ménage ; mais les clientes insupportables ont exercé sa patience, elle est diplomate, elle est habituée aux transactions, elle sait faire la part des choses. Si vous voulez être heureux en ménage, avec une femme raisonnable, épousez la *shop girl* !

A Utica (Indiana), la population mâle ne se décidait pas à remettre en bon état les rues défoncées. Un comité de femmes se constitue, enrôle des adeptes, et les femmes de la ville exécutent les travaux nécessaires à la circulation. A Chicago (août) les petits télégraphistes et chasseurs se mettent en grève ; immédiatement une armée de girls se présente pour les remplacer et porter les dépêches. A Auburn (septembre), après que la convention de la Fédération des travailleurs de l'Etat de New-York eut clos sa session dans la grande salle du Palais de Justice, la place fut occupée aussitôt par les femmes qui venaient constituer une Union du Travail.

Pendant vingt ans, dans le conseil d'administration (Board of directors) de la Première Banque Nationale d'Huntington (Ind.), la majorité était composée de femmes. Le caissier-adjoint était une femme, Mme Sarah F. Dick, qui vient de prendre sa retraite après trente ans d'exercice ; elle détenait le record de la rapidité parmi les gens de cette profession, ayant procédé à 607 transactions en six heures continues.

Quant à l'intrusion de l'élément féminin dans la politique et dans les fonctions qui ont un caractère

politique, il y a division parmi les intéressées. Les unes la réclament, les autres s'y opposent. Il existe à New-York une « National American Woman's suffrage Association » ; et, dans les Etats de New-York, Massachusetts, Illinois, Orégon, Iowa, Washington, il y a des « Associations *opposed* to the extension of the suffrage to women ». Les unes et les autres apportent une égale ardeur à leur propagande.

Presque toutes les villes de l'Etat de New-York comptent une ou plusieurs femmes dans leur Board of Education, où les fonctions sont électives. L'intervention des femmes en matière d'éducation est si naturelle et elles s'acquittent de leur mission avec tant de soin, quelquefois avec tant de supériorité, que Démocrates et Républicains s'accordent généralement pour placer ou maintenir sur le « ticket » certaines d'entre elles en qualité de *school commissioners*.

Jusqu'au 1er janvier 1903, dans le Missouri, le greffier de la Circuit Court de Vernon County a été une femme, Mme Glessner Brady. Elle a rempli les fonctions plusieurs années ; elle avait d'abord remplacé son mari malade ; elle occupa si bien le poste qu'elle fut désignée pour la nomination par vingt communes (townships) sur vingt-trois, battant trois concurrents masculins.

Les femmes possèdent le droit de suffrage dans toute son étendue, pour toutes les élections, dans le Wyoming, l'Utah, l'Idaho, le Colorado. Dans le Kansas, elles ont le droit de suffrage aux élections municipales. Elles ont un droit de suffrage pour l'élection du personnel scolaire et pour l'approbation ou le rejet de certaines taxes municipales dans vingt-trois Etats. Des *Woman suffrage bills* sont présentés infatigablement dans les diverses

législatures pour l'accroissement des prérogatives féminines.

J'étais à Los Angeles (août) au moment où les partis avaient leurs conventions pour désigner les candidats aux fonctions de l'Etat de Californie. Les femmes qui revendiquent leurs droits politiques tinrent un meeting et décidèrent une action vigoureuse pour obtenir leur inscription sur le registre des électeurs. Je laisse ici la plume aux rédacteurs de *Los Angeles Times*, qui sont parmi les meilleurs journalistes que j'aie rencontrés dans le pays :

La salle du registre au Palais de Justice n'est ouverte qu'aux hommes. Quand une dame, aux cheveux courts et gris, tenant d'une main un parapluie de coton et de l'autre un recueil des lois civiles, pénétra d'un air résolu dans ce sanctuaire, les employés du bureau furent ébahis. La dame était Mme Gray.

Elle ne s'arrêta pas au pupitre où les électeurs s'inscrivent, mais elle passa outre et aborda le secrétaire alarmé. Elle attendit, dans un silence plein de dignité, que le reste des dames eût pénétré dans la salle. Quelques-unes étaient un peu timides ; d'autres portaient des robes et des ombrelles d'un dessin fantaisiste, qui ne convenait pas du tout au caractère sérieux de leur présente mission. Un certain nombre tournèrent casaque et se sauvèrent, dès qu'elles apprirent la présence d'un reporter.

Quand elles eurent rempli la petite pièce, Mme Gray arrêta sur le secrétaire un œil sévère et dit : « Est-ce bien ici le bureau du secrétaire du County ? »

— Oui, Madame, dit le secrétaire.

— Nous sommes venues ici pour être inscrites au registre, dit Mme Gray.

L'employé est un nommé Brown. Il est payé pour répartir les hommes dans leurs circonscriptions légales. Il n'était pas à la hauteur de la circonstance. Il murmura quelque chose d'un air désespéré. Mme Gray posa son livre sur le pupitre. D'un geste ferme, elle ouvrit le volume à l'une des pages marquées d'avance :

— Nous réclamons nos droits en vertu du XIVe Amendement, dit-elle en le lui fourrant sous les yeux.

L'employé recula et prit un air tout à fait malheureux.

— Nous les réclamons, continua Mme Gray, en vertu du Bill des Droits.

Une voix timide s'éleva du fond de la petite foule de femmes agitées :

— Peut-il y avoir taxation sans représentation ?

— C'est cela, dit une autre voix. Allez lui dire ça.

Elles essayèrent de pousser en avant l'interruptrice, qui se débattait et résistait.

— Oh ! oui, allez-y ! disaient les autres.

— Oh ! non, je ne pourrais pas ! disait-elle.

Mais à la fin elle fut jetée en avant, et répéta sa phrase au secrétaire d'un ton craintif.

— Mais votre mari vous représente, grogna l'employé en désespoir de cause.

Mme Gray renifla avec mépris avant d'intervenir : « Comment ! s'écria-t-elle, mon mari ne me représente pas aux urnes. Je vous prie de le croire. »

Le secrétaire Brown saisit un recueil de lois électorales sur la table ; il déclara d'une voix faible qu'il ne connaissait que les textes et que les femmes n'étaient pas éligibles.

— Pourquoi donc ? demanda Mme Gray. Parce que nous n'avons pas l'âge ?

— Mais si, répondit Brown à la fin. Je crois que vous l'avez.

— Sommes-nous folles ?

— Non, dit Brown, galamment.

— Sommes-nous des Indiens ?

— Non, non, dit Brown.

— Sommes-nous des criminels ?

— Oh ! non, dit Brown.

A ce moment, un reporter photographe apparut sur la scène ; il y eut une retraite désordonnée qui rompit l'assemblée et sauva Brown. Mme Gray resta seule sur le champ de bataille après le départ des autres. « Vous n'avez pas entendu seulement la moitié des arguments les plus solides », dit-elle.

Et elle partit après avoir lancé à Brown ce trait de Parthe : « Ce sont tous des arguments irréfutables et qui prouvent l'incapacité des électeurs mâles ».

Là-dessus Brown se trouva seul, plongé dans de profondes pensées.

Aux revendications politiques de la femme, en Europe, on oppose deux arguments. Le premier,

c'est que la femme ne supporte pas la charge du service militaire comme les hommes. L'objection ne tient pas debout : d'abord parce que les hommes infirmes ou malades, dispensés du service militaire, jouissent tout de même de l'intégralité de leurs droits ; ensuite parce que les devoirs et les dangers de la maternité sont une charge patriotique bien plus lourde que le séjour à la caserne.

Le second argument, plus grave, est que, dans nos pays catholiques, la femme se trouve à la discrétion du prêtre, son confesseur. Or, aux Etats-Unis, le confessionnal n'existe que pour une très petite minorité de femmes. Les autres sont libres de leur jugement et de leur conscience.

Les femmes peuvent toujours être aussi intelligentes et ne peuvent jamais être plus sottes que les citoyens mâles.

Seulement, la femme est déjà reine et maîtresse dans la République américaine. Quand les pauvres hommes auront perdu jusqu'à la consolation illusoire de leurs privilèges politiques, qu'est-ce qu'il leur restera?

III

LES TRUSTS DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Il y a quelque vingt ans, l'Amérique ignorait à peu près les conflits entre le capital et le travail ; elle regardait les grèves comme un mal européen ; elle regarde aujourd'hui comme un mal européen la question religieuse et la question militaire, persuadée qu'elle n'en souffrira jamais. Elle a dû changer d'opinion déjà sur l'autre point : en 1899 et 1900, il s'est produit aux Etats-Unis 3.576 grèves, dont 2.279 ont été ordonnées par les organisations ouvrières, et qui ont affecté 20.565 établissements ou entreprises.

En 1902, les Etats-Unis ont suivi d'abord avec curiosité, puis avec angoisse, les péripéties de la grève de Pennsylvanie ; près de 150.000 ouvriers ont suspendu leur travail pendant cinq mois, arrêté la production de l'anthracite, provoqué une crise inouïe. Cet événement méritera une étude spéciale : il est la préface d'événements plus graves ; il a été une sorte de répétition générale avant la grande représentation.

Le conflit du capital et du travail, de l'employeur et de l'employé, se présente, aux Etats-Unis, avec une netteté particulière : il n'est compliqué par aucune des questions accessoires ou étrangères qui nous égarent en Europe. Ni les employeurs ni

les employés ne s'intéressent aux questions politiques ; la politique, dans le pays, n'est jamais qu'une affaire d'argent ; les idées générales, les passions idéalistes, les principes, sont abandonnés avec mépris aux rêveurs, aux « intellectuels », aux gens de Boston. Les politiciens ne sont que les serviteurs dociles de l'argent ou de la foule. Les employeurs ne se soucient que de tirer plus d'argent de leur propriété ; les ouvriers, que de tirer plus d'argent de leur travail et de travailler moins. Voilà tout.

Le problème est simple ; les partis sont bien tranchés ; ils sont organisés fortement. L'organisation du travail est un peu moins perfectionnée que celle du capital ; mais la victoire des mineurs de Pennsylvanie va lui donner une grande impulsion. Les adversaires en présence sont également tenaces, également convaincus de leur droit et sûrs de leur force. Les Etats-Unis seront le grand champ de bataille entre le capital et le travail, entre le régime capitaliste et le régime collectiviste. Ils connaîtront de mauvais jours, auprès desquels nos propres crises paraîtront des bergeries. Dans ce pays-là, tout se fait en grand.

Le capital est organisé en *trusts*.

Le travail est organisé en *trusts*.

Il n'y a aucune différence, ni quant au principe, ni quant aux prétentions, ni quant aux procédés d'action, entre le *trust* des compagnies minières, par exemple, et le *trust* des mineurs. L'analogie de leurs doctrines et de leurs méthodes s'est montrée tout le long de la grève de Pennsylvanie ; mais on la découvrira dans la plupart des traits que nous allons noter.

En France aussi, les principales industries et les grandes corporations ouvrières tendent à s'organi-

ser sur le même plan. Les transports par voie ferrée, les transports maritimes, la grosse métallurgie, la raffinerie du sucre et la raffinerie du pétrole, par exemple, d'une part ; — les ouvriers des mines et les employés des chemins de fer, d'autre part — sont des *trusts*. Mais nos *trusts* capitalistes opèrent sans bruit, discrètement ; nos *trusts* ouvriers sont pauvres, divisés, sans discipline, égarés hors de leur voie par des charlatans. En Amérique, tout se passe au grand jour, avec une franchise presque insolente. Et l'accumulation des capitaux est si énorme, les forces ouvrières sont si redoutables, que les phénomènes prennent tout de suite une magnifique intensité.

Un coup d'œil, d'abord, sur les *trusts* du capital.

Le *trust* est l'entente, la fédération, de plusieurs entreprises appartenant à la même industrie, pour abdiquer leur liberté de concurrence et créer une sorte de monopole commun, ruiner les entreprises indépendantes, accaparer la production ou le commerce de certains objets, fixer arbitrairement les prix de vente. Une partie des Etats de l'Union s'efforcent d'empêcher la constitution de *trusts* sur leur territoire. Les *trusts* en sont quittes pour se constituer sur le territoire d'Etats plus accommodants, qui leur donnent une existence légale et la capacité d'étendre légalement leurs opérations partout. Il existe plus de 4,000 « corporations » industrielles ou commerciales ; mais les *trusts* proprement dits, les fédérations d'entreprises concurrentes en vue du monopole, sont au nombre d'environ 200.

Il y en a tous les jours davantage, parce que la centralisation des capitaux s'opère rapidement, et que la naissance même de certains *trusts* oblige

d'autres industries à se fédérer aussi. A New-York, les compagnies de tramways et les compagnies du gaz ont fini par se fondre dans les boroughs de Bronx et de Manhattan. A Brooklyn, Philadelphie, Baltimore, Chicago, Saint-Louis, le transport en commun et l'éclairage sont pratiquement monopolisés. Les compagnies de chemins de fer se grouperont bientôt en quelques *trusts*.

Au mois de juillet dernier, un procès a obligé le *trust* de l'acier (*United States Steel Corporation*) à produire le compte de ses propriétés ; il a fourni la note suivante, que le Président estime inférieure aux valeurs réelles :

Minerais.	3.500	millions de francs.
400 usines ; machines, agencement, outils, terrains. . . .	1.500	—
Voies ferrées, gares, docks, bateaux, matériel de transport. .	400	—
Champs de charbon	500	—
70 hauts-fourneaux.	240	—
Champs de gaz naturel . . .	100	—
Dépôts de pierre à chaux. . .	20	—
Espèces en banque.	330	—
Matières et produits en magasins.	412	—
	7.002	millions de francs.

Le *trust*, au capital de 7 milliards de francs, tire plus de 5 millions par mois de son charbon et de son coke ; la propriété de ses moyens de transport lui fait économiser 50 millions par an. Il avoue 700 millions de recettes annuelles et 155 à 160 millions de dépenses. Le bénéfice net sur 700 millions est de 75 °/₀.

Un des plus notables spéculateurs, M. Gates, expliquait de son côté que, dans ses affaires métallurgiques, il avait réalisé des profits variant

de 100 pour 100 par mois à 100 pour 100 par semaine.

Etant à Chicago, en juillet, je fus témoin d'un « coup » exécuté par ces hommes sur le maïs, au moment où des pluies diluviennes semblaient menacer la récolte prochaine. Dix d'entre eux formèrent un syndicat (*pool*) qui représentait 650 millions de francs, et raflèrent 20 millions de bushels (7.200.000 hectolitres) ; en un mois, les prix montèrent de 50 %, de 1 dollar 60 à 2 dollars 40.

En octobre 1902, à l'heure même où l'attitude des propriétaires de mines dans la grève de Pennsylvanie leur avait aliéné l'opinion publique et fournissait un aliment aux plus violentes campagnes contre les *trusts*, audacieusement, à Trenton (New-Jersey) se faisait enregistrer le *trust* de la viande, *United States Packing Company*, dont le nom populaire est *Beef trust.* Le capital nominal est de 5 millions de francs, et les noms insérés dans l'acte sont ceux d'hommes de paille. Le capital réel est de 350 millions, et sera porté graduellement à 2.500 millions. La combinaison comprend huit entreprises dont les principales, Swift et C° et Amour et C°, faisaient chacune un milliard d'affaires annuellement. Toutes les entreprises étrangères à la combinaison sont condamnées d'avance à la ruine. Le *Beef trust* est le seul de cette importance où J. Pierpont Morgan ne soit pas intéressé. Le garant est John D. Rockefeller.

Contre de pareilles coalitions, il n'y a pas de lutte possible. Les concurrents sont éliminés du premier coup. Ils sont trop heureux quand le *trust* daigne leur accorder une petite indemnité d'expropriation ; s'ils ont l'imprudence d'hésiter, de marchander, de résister, ils n'obtiennent plus rien et sont étranglés sommairement : le *trust* vend à leur

,porte à vil prix, des produits pareils aux leurs, jusqu'à ce qu'ils aient sauté. Puis, la concurrence supprimée, le *trust* rattrape facilement ses avances en fixant les prix à son gré.

Maîtres des marchés, les *trusts* interceptent tous les avantages que le progrès apporterait au premier producteur ou inventeur, et au consommateur. Les *trusts* de transports prélèvent intégralement, sur la production agricole, le bénéfice des bonnes récoltes. Les *trusts* de fabrication ne laissent pas profiter le public ou le travailleur du perfectionnement de leur outillage et de leurs méthodes. Il y a dix ans, par exemple, la tonne de rails acier se vendait à New-York de 120 à 125 fr. ; elle vaut à présent 140 fr. ; le coût de production a diminué très sensiblement ; mais le monopole d'un *trust* élève brutalement le prix de vente.

Plus la production se centralise, plus les frais généraux sont réduits, plus la machinerie s'améliore, moins il y a de déchet de toute sorte. Cependant, le total des salaires diminue en même temps que la quantité de main-d'œuvre employée, et le consommateur paie tout plus cher. La concurrence étrangère, qui sauverait le public de cette effroyable oppression, est supprimée par le tarif douanier, presque prohibitif. Et les politiciens, simples agents des *trusts*, élus avec l'argent des *trusts*, rentés par les *trusts*, se gardent bien d'ouvrir une brèche dans le système en abaissant les taxes.

On estime à 3.500 le nombre des millionnaires, c'est-à-dire des personnes qui possèdent au moins 5 millions de francs. Mais ces chiffres ne disent rien, parce que la plupart de ces millionnaires sont des multi-millionnaires, et que beaucoup d'entre eux détiennent les millions par centaines ; quelques-uns dépassent le milliard. A New-York et à

Chicago, on n'appellerait pas « riche » une personne au-dessous de 50 millions. Il n'y a pas de « placements de pères de famille », attendant la banqueroute finale dans des caisses officielles. Tous les capitaux travaillent ; ils sont engagés dans des affaires industrielles, agricoles commerciales, ou dans des spéculations. L'Américain s'enrichit promptement, se ruine de même, et recommence. Cette circulation fantastique de la richesse détruit la notion de sa valeur, comme le maniement des jetons, au tripot, détruit chez le joueur la notion de la valeur des pièces réelles.

La plupart des Américains ont uniquement l'idée et la volonté de s'enrichir ; ils ne sont venus d'Europe, eux ou leurs ascendants, que dans ce but. Le riche sait qu'il peut être pauvre, et le pauvre espère qn'il sera riche, demain. Il en résulte une égalité absolue entre les riches et les pauvres, sous certains rapports. Les castes, ou simplement les classes, n'ont pas le temps de se constituer. Des fortunes énormes s'édifient en quelques années, en quelques mois ; d'autres sombrent en quelques jours. Chaque numéro de journal contient les noms de plusieurs millionnaires qui viennent de faire faillite, et de plusieurs pauvres diables qui viennent de se réveiller millionnaires.

Ces nouveaux enrichis usent de leur fortune avec peu de réserve. Ils veulent qu'on les sache riches ; ils sont pressés de jouir avant une catastrophe. Il jettent l'or à poignées pour satisfaire les caprices les plus saugrenus. Ils n'admettent pas de résistance, pas de retard. Ils tiennent un langage que les seigneurs féodaux auraient jugé bien impérieux. Dans la grève de Pennsylvanie, les propriétaires ont invoqué « leur droit divin » ; ils ont sommé très rudement le chef de l'Etat de mettre l'armée na-

tionale à leurs ordres. Or, les plus intransigeants de ces potentats étaient justement *d'anciens ouvriers*, qui ont commencé la pioche ou le marteau à la main. La théorie du droit divin leur est venue avec l'argent. Ils réclament avec instance des soldats et des fusils pour mater leur anciens camarades qui n'ont pas fait fortune.

Le président du *Steel trust*, M. Charles Schwab, était un très pauvre employé, il y a peu d'années, quand un millionnaire se prit d'intérêt pour son jeune ménage. Il reçoit maintenant un salaire fixe de 5 millions par an, plus un nombre illimité de millions sur les bénéfices. Le travail est toujours récompensé. M. Charles Schwab, trouvant indignes de lui les demeures princières de la 5e Avenue, se fait construire un palais qui réunira les « châteaux de Blois, de Chenonceaux et d'Azay-le-Rideau ». En France, M. Casimir Périer, patron d'Anzin, se contente du château de Lesdiguière, à Vizille ; quand nous aurons mis à sa place un mineur, ce nouveau millionnaire voudra probablement se bâtir un Louvre.

Voilà le côté *capital.*

Voici le côté *travail.*

Les *trusts* capitalistes ont pour but de monopoliser les diverses branches de la production, du commerce et des transports, et d'étrangler la concurrence libre pour fixer arbitrairement les prix de toute marchandise.

Les *trusts* ouvriers ont pour but de monopoliser la main-d'œuvre et d'étrangler le travail libre pour fixer arbitrairement le taux des salaires.

La *Fédération Américaine du Travail* comprend 90 « National Unions », 20 « State branches », 320 « Central Unions » et plus de 1.200 Unions locales. réunissant un million d'affiliés. En dehors

de cette organisation fonctionnent des organisations rivales : les *Chevaliers du Travail*, qui comptent 200.000 membres, et 12 ou 15 *Associations* ou *Fraternités* puissantes, d'employés des chemins de fer, d'employés des postes, de facteurs, de tailleurs de pierres, maçons, poseurs de briques, etc.

Il y a aussi des organisations politiques, le parti socialiste du travail, le parti national socialiste du travail, etc. : comme ces organisations politiques n'ont que peu de ressources et d'influence, les Américains entretiennent l'illusion que le socialisme « n'existe pas » aux Etats-Unis.

L'arme des organisations ouvrières est, bien entendu, la grève. Depuis vingt ans, il y a eu 22.793 grèves. En 1881, il y en avait 441 ; en 1890, il y en a eu 1.883 ; en 1900, il y en a eu 1.779. Les deux tiers ont éclaté sur l'ordre des Unions ouvrières. La moitié ont triomphé complètement, et 15 °/₀ partiellement. Les causes les plus fréquentes sont, comme partout, une demande d'accroissement de salaires, un refus de réduction de salaires, une demande de réduction des heures de travail ; très souvent aussi, la volonté de boycotter les ouvriers non affiliés aux Unions, d'imposer les règles et tarifs des Unions, ou d'appuyer une grève déclarée ailleurs.

D'après les compilations officielles, le salaire moyen dans les usines était de 1.235 francs par an au milieu du dix-neuvième siècle, et il est de 2.500 francs au commencement du vingtième. Mais les moyennes ne signifient pas grand'chose. Il faut considérer les espèces. L'Union des poseurs de briques (*bricklayers*) se vante d'avoir accru ses salaires comme suit : en 1776, les hommes de cette profession recevaient 50 sous pour 14 heures de

travail ; en 1850, ils recevaient 8 fr. 75 pour 12 heures ; aujourd'hui, 24 francs pour 8 heures. On lit partout l'annonce dans les journaux : « Poseurs de briques demandés, 3 francs l'heure ».

En réalité, les poseurs de briques gagnent souvent davantage ; j'ai vu des cas où ils recevaient 40 et même *60 francs par journée de 8 heures*. Je pensais alors à nos ouvriers français, des champs et de l'usine, à nos professeurs, instituteurs, petits médecins ; je pensais à des naïfs de ma connaissance, qui gâchent leur propre vie pour « améliorer le sort des travailleurs manuels » .. 60 francs par journée de huit heures !

Et les *bricklayers* ne permettaient pas qu'on appelât dans la ville des ouvriers d'une autre localité ; ils ne permettaient pas qu'on fît exécuter une partie quelconque du travail par un ouvrier non affilié à leur Union ; ils ne permettaient pas qu'on formât des apprentis au-delà du nombre fixé par leur Union. C'est-à-dire qu'ils accaparaient un certain champ de travail comme ils reprochent aux capitalistes d'accaparer un certain champ de pétrole ou de charbon. Ils étaient aussi impitoyables pour exclure leur frères du pain quotidien que les spéculateurs capitalistes pour écarter un concurrent.

Leur *trust* est aussi scandaleux que le *trust* de la viande ou le *trust* de l'anthracite. Il est plus odieux : car les spéculateurs capitalistes invoquent franchement la doctrine de la lutte pour la vie, tandis que les monopoleurs ouvriers se réclament des principes de fraternité... Je dirai ailleurs comment ils pratiquent la fraternité à l'égard des frères noirs ; ils l'ont pratiquée à l'égard des frères jaunes en exigeant leur proscription absolue ; ils la pratiquent d'une manière plus énergique encore à l'égard des

frères intrus venus d'Europe aux mines de Pennsylvanie.

En Californie, des quantités immenses de fruits, qui accroîtraient le bien-être des populations ouvrières dans les villes de l'Est, ne peuvent être cueillies et pourrissent sur place parce que les ouvriers agricoles ne permettent pas l'emploi de main-d'œuvre étrangère. Non seulement ils accaparent tout le travail qu'il peuvent faire, mais ils interdisent le travail qu'ils ne peuvent pas faire. Tant pis pour les ouvriers sans ouvrage qui gagneraient là un morceau de pain. Tant pis pour les ouvriers mal nourris qui se nourriraient mieux dans les villes.

Dans la Nouvelle-Angleterre, des ouvriers tailleurs veulent faire un pique-nique à la campagne ; il faut emporter de la bière. Mais les marchands de bière à qui leur Union de tailleurs leur permet d'en acheter ne la vendent qu'au tonneau. Alors ils achètent un tonneau de bière et la mettent eux-mêmes en bouteilles. Ils emmènent avec eux trois ouvriers cigariers. Sur la dénonciation de l'un, les deux autres ouvriers cigariers sont frappés chacun de 125 francs d'amende par leur Union, pour avoir bu de la bière qui n'avait pas été mise en bouteilles par des ouvriers de la corporation spéciale. Il manquait, sur les bouteilles, l'étiquette (*label*) de l'Union des metteurs en bouteilles.

Défense à tous membres des Unions d'acheter quelque objet que ce soit qui ne porte pas le *label* d'une autre union. A Chicago, les ouvriers exigent que le bâton (*club*) des policemen porte l'étiquette de l'Union ; ils ne veulent être bâtonnés qu'avec des *clubs* fabriqués par des ouvriers unionistes.

Aux Etats-Unis, les domestiques ne cirent pas les chaussures ; on se fait cirer les bottes dans la

rue par les membres d'une corporation spéciale. Les cireurs de bottes sont organisés en Unions et, dans plusieurs villes, ils ont fait doubler le prix de l'opération. Les chaussures sont assez bon marché ; mais à 10 sous le coup de brosse, elles ont vite doublé de valeur... On jette aux écureuils, dans les parcs, et les enfants croquent toute la journée, une mauvaise petite amande appelée *peanut* ; à San-Francisco, les gamins qui vendent les *peanuts* sont syndiqués, et je les ai vus rosser cruellement un marchand de *peanuts* non affilié.

A Los Angeles, un grand journal a la prétention d'employer des travailleurs libres ; il paie de 18 fr. 75 à 22 fr. 50 les ouvriers à la journée ; il paie de 20 francs à 27 fr. 50 les ouvriers aux pièces ; il distribue 875.000 francs de salaires ouvriers par an. Mais les Unions lui ont déclaré la guerre et la lui font par tous les moyens : ou le directeur ou le journal sautera.

Les Unions traitent directement avec les particuliers et les Compagnies au nom de toute la corporation. Voici un spécimen de ces contrats. A Chicago, l'Union des camionneurs pour la distribution des bagages et paquets conclut, avec la Compagnie Frank Parmelee, un engagement valable douze mois, et renouvelable trente jours avant l'expiration, à ces conditions :

Camionneurs, 300 francs par mois ; auxiliaires, 250 francs ; cochers d'omnibus et de cabs, 250 francs.

Chaque troisième dimanche, congé avec paie entière.

S'il y a des hommes qui reçoivent actuellement davantage, ils ne seront pas diminués.

Pas de travail le *Jour du Travail* (*Labor day*, 1er septembre), sauf autorisation spéciale du Président de l'Union.

Prenons les constitutions et règlements de l'une

de ces Unions, les « *Amalgamated Painters and Decorators* de New-York et environs », par exemple, qui comptent dix mille membres dans l'industrie du bâtiment. Ce document peut servir de type.

Il est résolu que les salaires ne seront en aucun cas inférieurs à 20 francs par jour pour les peintres, à 22 fr. 50 par jour pour les décorateurs ou doreurs. En fait, les salaires des décorateurs sont plus élevés ; ils vont jusqu'à 75 francs et 100 francs par jour. L'Union a fixé ces *minima* « pour mettre ses membres à même de remplir les obligations qui leur sont imposées par les responsabilités toujours croissantes du citoyen (*by the ever increasing responsibilities of citizenship*) ». La journée de travail est de huit heures : de 8 heures à midi, et de 1 heure à 5 heures. Le samedi, demi-journée seulement, de 8 heures à midi.

Défense d'arriver au lieu du travail plus d'un quart d'heure en avance, sous peine d'amende. Défense de transporter un outil entre midi et une heure, sous peine d'amende. Défense absolue de travailler un dimanche ou un jour de fête, sous peine d'amende. Défense absolue de travailler le samedi après midi sonné, en aucun cas, sous peine d'amende. Ordre de prendre sur les heures de travail le temps nécessaire pour aller toucher la paie. Ordre de se faire payer chaque semaine, et d'informer l'Union en cas de retard. Défense de travailler pour des patrons non approuvés par l'Union. Défense de travailler, loin de New-York, mais pour une maison de New-York, avec des ouvriers non unionistes. Ordre de faire payer le temps de tout déplacement sur le même taux que le temps de travail. Toujours sous peine d'amende. Et ces amendes ne sont pas des bagatelles : 25 francs, 50 francs, 125 francs pour les infractions légères;

jusqu'à 1.250 francs et 1.800 francs pour les infractions graves. En cas d'excommunication complète, bien entendu, boycottage.

On le voit : si la Constitution des Etats-Unis assure aux citoyens le maximum de liberté, les constitutions ouvrières y remédient énergiquement.

Les fonctionnaires élus de l'Union touchent des indemnités et des jetons de présence. L'Union donne 5 francs par jour en cas de grève commandée ; 50 francs par semaine en cas d'accident ; 250 francs à la famille en cas de mort. Tous les membres de l'Union qui entreprennent un travail doivent immédiatement informer le Bureau du lieu, des heures, du salaire, faire connaître les noms des patrons, des autres ouvriers, des apprentis. La liste des patrons autorisés est continuellement revisée. Les chefs de l'organisation ont toujours sous la main la formule suivante :

AVIS A COMPARAITRE DEVANT LE COMITÉ EXÉCUTIF

Cher Monsieur et Frère,

Vous êtes cité par la présente à comparaître devant le Comité exécutif de l'organisation, au quartier général... le... à 8 heures du soir exactement.

Faute d'obtempérer à cette notification, vous serez passible d'une amende. Je reste

Fraternellement vôtre.

Le Secrétaire,

Dans ces Unions, j'ai tenu à me renseigner sur la valeur des arguments que j'avais cent fois employés moi-même pour proposer la réduction des heures de travail.

J'ai demandé si la réduction de la journée de travail permettait aux ouvriers de s'instruire, d'aller dans les innombrables bibliothèques et dans les

musées de lire et de dessiner, de suivre des conférences, de consacrer plus de temps à leur *home* et à leur famille. On m'a répondu : « Mais pas du tout ; vous voulez rire ? Il est beaucoup plus utile de discuter avec les camarades au *saloon* que de se disputer avec une femme à la maison. »

J'ai demandé si la réduction du temps de travail entraînait une plus grande efficacité de ce travail. Beaucoup de patrons m'avaient répondu affirmativement et déclaré que la production reste la même, en moins d'heures, parce que le producteur est plus dispos. Les ouvriers m'ont dit encore : « Mais pas du tout ; vous plaisantez ! Dans un métier manuel, on prend une certaine allure de travail ; elle reste la même quelle que soit la durée totale. Notre but, en travaillant moins d'heures, est d'abord de produire moins, afin qu'il y ait du travail pour plus longtemps et pour plus d'ouvriers. Pas autre chose. Si nous produisions en 8 heures autant qu'en 10 heures, nous n'aurions rien gagné.

Les statisticiens (!) ont établi (?) qu'il suffirait de faire travailler pendant 1 h. 17 par jour tous les hommes de vingt et un ans à quarante-cinq ans pour subvenir aux besoins actuels de l'humanité. Eh ! bien, nous tendons vers cette limite. »

L'ouvrier américain étant organisé, discipliné de la sorte, et muni de fortes réserves d'argent, on imagine quelle sera sa force d'action dans un temps donné ; les ouvriers français n'en sont pas là ; beaucoup peuvent répéter la fameuse phrase : « On ne se révolte pas, parce qu'on est trop fatigué. » Les ouvrières françaises, qui gagnent de 15 à 20 sous pour quatorze heures de travail, ne menacent pas sérieusement leurs patrons. En Amérique, c'est différent.

Le 1er septembre, aux Etats-Unis, est le Jour du Travail. Le chômage est à peu près général. Les Unions ouvrières organisent des fêtes et des défilés dans toutes les villes industrielles. Les membres de l'Union sont tenus d'y assister sous peine d'amende. Les maires et municipalités président généralement à la cérémonie, car leur élection en dépend. La circulation est interrompue dans les principales rues, et 20, 50, 60 ou 100.000 travailleurs se promènent en corps pendant plusieurs heures, avec fanfares, bannières, insignes de toutes sortes. J'ai suivi la grande parade à Saint-Louis ; chaque corporation était vêtue d'une sorte d'uniforme ; les musiques ronflaient, les chefs galopaient sur des chevaux ornés de rubans et de guirlandes dorées ; ils faisaient entendre des commandements comme à la tête d'un bataillon ; la consommation de bière et de cigares était prodigieuse ; les états-majors trônaient sur des chars ; les ouvrières de plusieurs professions suivaient le cortège sur des *mail-coaches* à quatre chevaux, en toilettes charmantes : quel spectacle ç'eût été pour le personnel féminin de nos ouvroirs !

Pendant l'été de 1902, l'attention publique était absorbée par la grande grève de Pennsylvanie. Mais il en éclatait d'autres quotidiennement dans toutes sortes d'industries, dans d'autres mines, dans le personnel des chemins de fer. En plusieurs cas, l'intervention de la troupe fut requise, notamment sur le réseau de l'Hudson Valley Rail Road. En d'autres cas, au contraire, les différends étaient tranchés par la médiation des bureaux d'arbitrage. On avait vu, en quelques jours, les charpentiers de New-York pousser leurs gages quotidiens de 20 fr. à 22 fr. 50 ; les constructeurs d'escaliers, de 19 fr. 20 à 22 fr. 50 ; les menuisiers de 15 francs

à 18 fr. 90 : le temps de travail étant de 44 heures par semaine pour les uns et les autres. Le 1er juillet, sans grève d'un instant, par négociations entre les patrons et l'Union des ouvriers, le salaire des plombiers et des gaziers monta de 18 fr. 75 à 21 fr. 25 par journée de huit heures.

Les compagnies n'ont pas la ressource d'importer d'Europe même les ouvriers techniques dont elles auraient besoin pour remplacer les grévistes : car le gouvernement des Etats-Unis s'y oppose et les contraint de rapatrier ces immigrants à leurs frais. Les grèves « par sympathie » sont fréquentes, lorsqu'une corporation décide d'appuyer le mouvement d'une corporation voisine. A Chicago, en juillet 1902, j'assistai à la grève des déchargeurs de wagons (*freight handlers*), qui paralysa pendant dix jours l'immense commerce de cette ville ; les denrées pourrissaient dans les gares ; toutes les transactions étaient arrêtées ; la disette allait commencer ; au moment où la défection d'une partie des grévistes amena les autres à capituler, 20.000 camionneurs (*teamsters*) s'apprêtaient à déclarer aussi la grève par solidarité (*sympathetic strike*).

Il est singulier que les Unions ouvrières n'aient jamais réclamé une législation uniforme pour déterminer la responsabilité de l'employeur dans les accidents du travail. Les mesures adoptées en Allemagne, en France, en Angleterre n'ont pas d'équivalent dans le code national des Etats-Unis. La matière est régie par le droit commun, que les législatures de certains Etats ont tâché de préciser ou d'élargir, et qui donne lieu à beaucoup de contradictions dans la jurisprudence. Les bulletins périodiques des bureaux du travail, à Washington, Albany et ailleurs, reproduisent les décisions des

cours ; mais ce ne sont que des espèces, et l'on n'en peut dégager une seule règle générale.

De même, il n'y a pas de loi nationale pour réglementer le travail des femmes et des enfants. Certains Etats ont adopté des mesures protectrices ; d'autres n'y ont point avisé. L'absence de restrictions a permis, en quelques régions, de criminels abus.

Ainsi, dans la Caroline du Sud où l'esclavage des nègres est aboli, on établit l'esclavage des petits enfants. Les esclaves noirs représentaient un capital, que le propriétaire avait intérêt à ne pas détruire, à ne pas endommager. Les petits enfants de libres citoyens n'ont aucune valeur : détruits, on les remplace par d'autres. Les tissages de coton sont peuplés de petits « ouvriers » de dix, de huit, de six ans, qui travaillent de 6 heures du matin à 7 heures du soir. Ils surveillent les navettes et rattachent les fils rompus sur les métiers. La fatigue les hébète à tel point qu'ils ne peuvent plus apprendre à lire ; leur développement physique et leur développement intellectuel sont arrêtés net ; ils deviennent promptement poitrinaires et succombent. D'autres victimes sont amenées aussitôt par leurs parents.

Tous les témoins ont exprimé leur effroi à la vue de ces pauvres créatures aux yeux vagues, au visage livide, au front flétri. Plusieurs tentatives ont été faites pour arracher une loi tutélaire à la législature, mais en vain. Une partie de la presse locale justifie ce Massacre des Innocents parce que « c'est le droit des parents de disposer de leurs enfants », parce que « les enfants pauvres sont beaucoup mieux à l'usine qu'à vagabonder dans la campagne », etc.

En 1900, il y avait 24.000 enfants au-dessous de

seize ans, condamnés ainsi à une mort précoce. En 1903, cette industrie ayant donné de bons résultats, les tissages de coton en emploient 50.000 dont 5.000 au-dessous de dix ans, dans les deux Carolines et la Virginie. Beaucoup d'enfants ainsi atrophiés n'ont jamais paru dans une école, ne peuvent dire ni leur âge ni leur nom de famille. Ils restent nains, idiots, et les petites filles de douze ans ont l'air de vieilles femmes... Mais, par ce moyen, les tissages fonctionnent à cinq fois moins de frais que dans le Massachussets. On a vu des actionnaires tripler leur capital en quatre ans. Et le trait le plus édifiant de l'affaire, c'est que la plupart de ces entreprises ont été montées avec des capitaux de la Nouvelle-Angleterre, c'est-à-dire sur l'initiative et pour le profit des Puritains qui ont affranchi les esclaves, et qui interdisent le travail des enfants dans leurs propres Etats.

Dans le New-Jersey, aux portes de New-York, ce sont des verreries et fabriques de bouteilles qui déciment la population enfantine.

Il y a pourtant une large catégorie d'employeurs qui n'approuvent pas ce gaspillage des forces humaines, et qui s'efforce sincèrement d'améliorer la situation de leurs employés : non pour un motif de religion, de morale ou de philanthrophie, mais par intérêt bien entendu. Ils le déclarent franchement, dans leurs écrits et dans leurs discours : la charité chrétienne est l'affaire des prédicateurs ; mais, comme patrons, ils ont reconnu qu'il est aussi avantageux d'améliorer l'outillage humain que l'outillage matériel, aussi avantageux d'avoir des ouvriers mieux portants et plus instruits que d'avoir des machines plus perfectionnées. En conséquence, ils font les mêmes sacrifices d'argent

pour leur personnel que pour leur matériel. Tandis que les gouvernements d'Europe disent aux jeunes gens : « Développez-vous, rendez-vous forts, parce que nous avons besoin de vous faire tuer sur les champs de bataille », — ces patrons américains disent aux ouvriers : « Portez-vous bien, tâchez de vous instruire, afin de produire plus et mieux dans nos usines ». A la bonne heure. Il n'y a pas d'hypocrisie.

Dans un banquet de la *League for Social Service* et du *Get together Club*, un des orateurs résumait ce système dans une métaphore très pittoresque, empruntée à sa propre industrie : « Si vous voulez que votre vache donne beaucoup de lait, traitez-la comme une lady. » Les chevaux bien nourris, proprement tenus et menés doucement, fournissent un bien meilleur travail. De là, dans beaucoup d'usines, les réfectoires et cuisines confortables, les bains, bibliothèques, casinos, corbeilles de fleurs, les flots d'air et de lumière, les vacances payées, les congés de maladie avec salaire, les congés des femmes à certaines époques, les délassements ou divertissements de diverses natures. De là aussi les parcs, les écoles salubres, les pique-niques et voyages pour les enfants : car, pour avoir de bons chevaux, il faut soigner les poulains.

Quelques Compagnies ont une admirable invention : elles offrent des primes, périodiques ou permanentes, aux meilleures « suggestions » des ouvriers pour le perfectionnement de l'outillage ou des procédés de fabrication. Moyennant 5 ou 25 dollars, et par vanité, l'ouvrier apporte ses idées : la plupart ne valent pas cher, certaines sont très précieuses. Le patron dépense ainsi quelques milliers de francs pour économiser des milliers de dollars ou gagner des millions.

De 1890 à 1900, les Etats-Unis ont produit de la richesse équivalente à la fortune du monde entier à l'époque de leur naissance (1776). Mais l'ouvrier industriel d'aujourd'hui produit cinquante fois autant que l'ouvrier de ce temps-là : et il se demande s'il reçoit une part proportionnelle dans le profit. Voilà la question sociale posée. C'est en Amérique, pour les raisons énumérées plus haut, qu'elle se discutera le plus nettement et se résoudra le plus brutalement.

La solide organisation, la discipline et les ressources des Unions ouvrières américaines menacent le régime capitaliste plus sérieusement que nos clubs de petits politiciens. Jusqu'ici, la prospérité générale, et la facilité avec laquelle ils obtiennent l'augmentation de salaires déjà très élevés, ont énervé les ouvriers ; qu'une période moins grasse vienne à s'ouvrir, et les chocs se produiront tout de suite. La lutte entre les gigantesques *trusts* du capital et les gigantesques *trusts* de la main-d'œuvre sera formidable.

Les politiciens fomenteront les conflits ou les envenimeront. Déjà dans la grève de Pennsylvanie, leur intervention a prolongé le mal. Sur les 147.000 grévistes, il y avait 100.000 électeurs dont le suffrage suffirait à faire pencher la balance en faveur de l'un des grands partis. A plusieurs reprises, les chefs de la grève ont eu la sensation qu'ils tiraient les marrons du feu pour quelques Machiavels *(that they were used as a cats paw to pull political chesnuts out of the fire)*. Toute une campagne électorale s'échafaudait sur la famine de charbon. L'expérience ne saurait être perdue.

Les *trusts* capitalistes sont des agents de socialisme au moins aussi efficaces que les organisations ouvrières. D'abord parce que leur rapacité exas-

père beaucoup de gens qu'indignerait la tyrannie des *trusts* du travail. Ensuite, parce que la centralisation de certaines propriétés et de tout l'outillage industriel en facilitera la nationalisation.

Aujourd'hui, un petit nombre de *trusts* capitalistes représentent de 30 à 35 milliards de valeurs ; c'est à peu près ce que représente, en France, le Grand Livre de la Dette publique. Mais la destruction du Grand Livre est rendue presque impossible par la démocratisation de la rente, répartie entre des millions de petits rentiers. Tandis que la nationalisation des propriétés accaparées par les *trusts* ne lèsera plus qu'un nombre infime de propriétaires. Les voies sont beaucoup plus ouvertes au collectivisme dans les Etats-Unis qu'en France.

Les théories socialistes, que la presse socialiste proprement dite expose devant un public assez restreint, sont répandues dans le grand public par des journaux à tirage énorme, sans étiquette alarmante. Ainsi, quand M. Shaw, Secretary of the Treasury, met en circulation 100 millions espèces pour tirer d'affaire les banquiers et spéculateurs de Wall Street, à court de numéraire, ces journaux disent : « A merveille ; maintenant, il faut en faire autant pour les Corporations ouvrières ; si l'Etat fournit de l'or aux financiers en détresse, il doit fournir du travail aux ouvriers en chômage ». Le public approuve et fait du socialisme sans le savoir, comme M. Jourdain de la prose.

La grève de Pennsylvanie, l'attitude arrogante des compagnies et la crainte des souffrances prochaines, ont fait jaillir de toutes parts des propositions pour la reprise et l'exploitation des mines par l'Etat. Dans la presse, dans la chaire, dans les conventions politiques, les écrivains, les ministres

du culte et les candidats ont réclamé la nationalisation. Une convention de nombreuses municipalités, tenue à Détroit au mois d'octobre, émit des résolutions en ce sens. Le mouvement s'est étendu au Canada, sur l'initiative de la municipalité de Toronto. Le programme du parti démocrate, aux élections de l'Etat de New-York, résumait la campagne en ces termes *(New-York State Democratic platform)* :

Nous demandons que la Nation possède et qu'elle exploite les mines d'anthracite, en vertu du droit de domaine éminent, avec juste compensation aux propriétaires.

90 °/₀ des dépôts d'anthracite du monde se trouvant dans l'Etat de Pennsylvanie, la nationalisation ne peut qu'être dans l'intérêt de tout le peuple.

Le combustible, comme l'eau, étant une nécessité publique, nous demandons l'appropriation et l'exploitation des mines par la Nation comme une solution du problème propre à soulager le pays des souffrances qui résultent de la querelle entre le capital et le travail dans les champs d'anthracite. Cette mesure assurera la paix dans les régions minières et écartera la cause de différends qui conduisent non seulement à la souffrance, mais souvent à l'effusion du sang et à l'insurrection.

Elle soulagera les consommateurs de charbon non seulement dans cet Etat, mais dans tout le pays ; elle assurera au labeur un emploi solide et d'amples compensations ; elle transfèrera les enfants des mines aux écoles ; elle assurera, fortifiera et maintiendra la stabilité des intérêts d'affaires et des institutions populaires de notre pays.

Quelques différences d'opinion qui puissent exister sur d'autres propositions de propriété nationale, la convenance de cette politique appliquée aux mines d'anthracite doit apparaître à tout citoyen.

On le voit, le jargon des politiciens est aussi broussailleux dans l'autre République que dans la nôtre. Mais la manifestation est d'une importance capitale : ce n'est plus seulement le parti socialiste ouvrier, c'est le grand parti démocrate qui

adopte les solutions collectivistes. Peu importe qu'il se limite, pour le présent, à la question du charbon. Les mêmes arguments pourront servir demain en toute autre matière. Le premier pas franchi, le reste n'est qu'une affaire de temps et d'occasions.

Les chefs socialistes ont saisi tout de suite l'arme qui leur était offerte et ils ont dit aux électeurs démocrates : « Puisque vos chefs démocrates vous recommandent des solutions socialistes, soyez donc logiques ; venez au parti socialiste ; votez pour les candidats socialistes ».

Un grand journal de la Nouvelle-Angleterre prévoit le rapide succès de cette première expérience socialiste, pour des raisons nombreuses : « La nationalisation des mines séduira les politiciens, parce qu'elle mettra un nombre considérable de situations et d'emplois à leur disposition ; elle enchantera les clients des politiciens, parce qu'elle leur promet un nombre considérable de sinécures à se partager ; elle plaira aux instituteurs, parce qu'ils auront à glorifier devant leurs élèves l'héroïsme du Mineur national ; elle plaira à tous les gens qui n'ont pas réussi dans leurs affaires privées, parce qu'ils se trouveront associés du coup, comme citoyens, à une entreprise plus grandiose que celles de Morgan. Les patriotes de toute classe et de toute condition se réjouiront à la pensée que tout ce que font les Etats-Unis est bien fait. On peut prédire raisonnablement que les mines d'anthracite, une fois exploitées par le gouvernement des Etats-Unis, ne seront distancées dans l'amour du peuple américain que par notre glorieuse armée des Philippines ».

Cependant, les politiciens ne sont pas à l'aise. Dans les assemblées législatives et dans le Con-

grès, ils sont les agents des *trusts* qui défrayent leur élection. Le sénateur Chauncey Depew répète volontiers « qu'il regarde son élection au Sénat comme un simple incident dans sa carrière de chemins de fer » ; il est un *railroad man ;* il est entré au Sénat parce que ses affaires de chemins de fer et ses patrons exigeaient sa présence dans cette assemblée. Or, si la masse électorale s'engoue de la nationalisation des mines, les *trusts* y résisteront, et ce sont les *trusts* qui tiennent les cordons de la bourse.

On a vu le pauvre président Roosevelt affreusement perplexe, quand tout le public le sommait de terminer la grève de Pennsylvanie en menaçant les compagnies minières. Les gros commanditaires du parti allaient couper les vivres. Et, donnant l'exemple, M. J. Pierpont Morgan refusait tout net son chèque habituel au trésorier du parti républicain pour l'Etat de New-York. Embarras cruel ! Faut-il s'aliéner le public, dont les suffrages procurent le pouvoir et l'argent ? Faut-il s'aliéner les gens des *trusts*, dont l'argent procure les suffrages du public ?... Tout n'est pas gai dans la vie politique !

Dans la grève de Pennsylvanie, le public américain était presque tout entier favorable aux grévistes ; il les soutenait de ses souscriptions ; mais il payait l'anthracite quatre ou cinq fois son prix normal aux compagnies ; il faisait donc tous les frais de la guerre, souffrait du froid, souffrait de la fumée, souffrait du renchérissement de toutes choses, et fournissait des munitions aux deux camps qui se battaient sur son dos.

Dans la lutte générale entre les *trusts* du capital et les *trusts* du travail, ayant les uns et les autres à leur service les politiciens les plus corrompus du

monde, c'est encore le public qui fera les frais. Le peuple américain a l'air, en ce moment, d'un nageur entre deux bandes de requins. Quoi qu'il advienne il est sûr d'avoir de l'agrément.

IV

LA GRÈVE DE PENNSYLVANIE

LES MINEURS. — LES GRANDS PATRONS
JOHN MITCHELL. — J. P. MORGAN

La grande grève des mineurs de Pennsylvanie venait d'éclater lorsque j'arrivai aux Etats-Unis ; elle était terminée quand je rentrai en Europe ; j'en ai suivi les péripéties au jour le jour. Cependant, il serait sans intérêt d'en faire ici l'historique par le détail ; un bref résumé suffira. Il faudra noter, à part, la physionomie des acteurs principaux, et les côtés caractéristiques, la signification symptomatique de l'événement.

La grève a été déclarée sur l'ordre de John Mitchell, président des *United mine workers of América*, le 12 mai 1902.

Les demandes présentées par les mineurs aux patrons consistaient en : 1° réduction de la journée de travail de 10 heures à 8 heures ; 2° augmentation proportionnelle (20 %) de salaire pour les ouvriers aux pièces ; 3° fixité du poids de la tonne à 2.240 livres anglaises ; 4° adaptation d'une échelle de salaires applicables à toutes les entreprises de même ordre ; 5° conclusion d'un contrat sur ces bases entre les patrons et l'Union ouvrière.

A la fin du conflit, quelques revendications accessoires furent ajoutées à la liste ; notamment, l'abolition du boycottage patronal contre certains ouvriers (blacklist-système), et la constitution de comités pour l'examen des griefs à leur origine.

Les salaires de la mine, à cette époque, étaient ainsi réglés. Il faut distinguer le mineur de son ouvrier (laborer) ; le mineur détache le charbon au moyen du pic et de la poudre ; son ouvrier charge le charbon en débris sur le wagon des galeries. Le mineur, pour six chargements par jour, touchait une moyenne de 30 francs. Il payait 10 francs à son ouvrier ; il payait aussi la poudre et les mèches. Son profit net variait entre 300 francs et 500 francs par mois. Les mécaniciens, travaillant à la journée, recevaient de 300 à 400 francs par mois. Les apprentis (breaker boys) qui séparent les impuretés du charbon, touchaient 3 fr. 75 par jour. L'augmentation de 20 % devait porter sur toutes les catégories de salaires.

Outre la question des gages, il y avait des causes générales moins apparentes. La principale est la lutte des mineurs américains contre les immigrants, presque tous de race slave, qui leur font concurrence sur le marché de la main-d'œuvre. Les mineurs américains avaient cru se protéger d'abord en réduisant les intrus à la condition d'auxiliaires (*laborers*, ouvriers aux gages du mineur lui-même) ; ils avaient obtenu de la Législature de Pennsylvanie une loi obligeant les *laborers* à servir deux années en cette qualité avant d'être promus à la qualité de mineurs, par un examen où l'usage de la langue anglaise est exigé. Mais les Slaves, justement, apprennent les langues avec une extrême facilité. Comme ils se contentent de salaires réduits, les mineurs américains se trouvèrent en grand

péril. Leurs goûts de confortable font que, même avec de hauts salaires, ils sont toujours en déficit. Les Slaves, avec des salaires moindres, mettent beaucoup d'argent de côté.

Les Américains étaient menacés de perdre leur travail, ou contraints de renoncer à leur bien-être. En constituant l'Union des Travailleurs de la mine, ils résolurent d'embrigader leurs concurrents, de les faire combattre bon gré mal gré pour des exigences auxquelles le Slave n'aurait point songé. L'Union des Travailleurs de la mine est ouvertement un *trust* de la main-d'œuvre, organisé pour détruire la loi de l'offre et de la demande, et pour imposer des conditions arbitraires au *trust* capitaliste.

A l'appel de leur état-major, 147.000 hommes se mirent en grève, et tinrent bon plus de cinq mois. Ils suspendaient ou bouleversaient la vie économique du pays ; ils obligeaient toute une grande nation à fixer les yeux sur eux, à prendre parti entre eux et leurs adversaires.

Dès le début, les patrons (operators) s'aliénèrent l'opinion publique par leur arrogance. Alors que les mineurs consentaient d'avance à un arbitrage, les patrons invoquèrent leur « droit divin » pour refuser des arbitres. Le président de leur syndicat, George F. Baer, déclarait que « Dieu, dans son infinie sagesse, avait remis en leurs mains les intérêts du pays » ; il ajoutait : « Nous ne tiendrons compte d'aucun plan d'arbitrage ou de médiation ; nous n'admettrons l'intervention d'aucun tiers ». Ce langage choquait beaucoup les Américains, toujours prêts aux marchandages, aux accomodements, et répugnants à l'intransigeance.

D'abord le public envisagea le conflit comme tout autre conflit, c'est-à-dire comme une matière

à parier sur le futur vainqueur. Puis les conséquences commencèrent à se faire sentir ; les prix de l'anthracite montèrent ; les approvisionnements s'épuisèrent. Il fallut laisser dormir les ordonnances qui imposent l'usage du charbon dur aux usines de New-York ; elles brûlèrent le charbon gras ; le beau ciel de la métropole devint aussi laid que le ciel de Londres ; des nuages de fumée voilèrent le jour, souillèrent les maisons, attaquèrent les yeux des habitants, couvrirent le sol d'une boue noire à la moindre averse. Et les prix continuaient de monter. La tonne d'anthracite, du prix normal de 27 fr. 50, passait à 67 fr. 50. L'automne s'avançait. Qu'adviendrait-il, si l'hiver arrivait avant la fin de la crise, sous un climat très rigoureux, où le peuple est accoutumé à ses aises ?

Il ne faisait réellement pas froid, au mois de septembre ; mais les hôpitaux annonçaient que leurs malades allaient geler dans les lits ; les 900 écoles de New-York menaçaient de fermer leurs portes à 475.000 enfants ; les ministres du culte se désespéraient de prélever une grosse part de leurs recettes pour chauffer les églises. Les propriétaires déclaraient qu'ils allaient augmenter les loyers, à cause des calorifères et des tubes de vapeur. Les boulangers se disaient prêts à fermer boutique, ainsi que les petits restaurateurs et les modestes *boarding houses*.

Au détail, par petites quantités, l'anthracite finissait par dépasser 100 francs la tonne. Les mariages même étaient ajournés, les pauvres gens ne voulant pas se mettre en ménage avec de telles perspectives de dépenses ; et les journaux formulaient ainsi cette nouvelle : « La grève refroidit Cupidon ! » (Strike chills Cupi d !) Dans l'*East Side* de New-York, de petites émeutes éclataient ; des

bandes de femmes et d'enfants essayaient de piller les bateaux et les dépôts de charbon... Qu'allait-il se passer?

Les mineurs eurent peur de perdre les sympathies du public, qui les avait fidèlement soutenus.

Les patrons eurent peur de provoquer un déchaînement de colères qu'on ne pourrait plus contenir, dans cette immense population impulsive et violente. Les journaux à grand tirage menaient une campagne infatigable contre le *trust* du charbon, suscitant des pétitions, secouant l'inertie des magistrats, dénonçant l'illégalité de la combinaison qui unissait dans le même accaparement les compagnies de chemins de fer et les compagnies minières.

Le parti républicain et le président Roosevelt eurent peur d'essuyer un désastre aux élections qui approchaient, si la foule les rendait responsables de la crise prolongée.

Quand tous les adversaires sont disposés à traiter, la paix se conclut facilement. Le président Roosevelt convoqua les représentants des deux partis et les adjura de considérer l'intérêt général et le vœu du public. Les patrons se montrèrent fort insolents; la conférence fut rompue; la situation parut dangereuse; M. Morgan sortit alors de son attitude énigmatique; à sa voix, les mêmes grands patrons qui avaient bafoué le chef de l'Etat se déclarèrent prêts à la conciliation; ils acceptèrent l'arbitrage qu'ils avaient dédaigneusement repoussé. M. Roosevelt désigna aussitôt les arbitres (parmi lesquels un évêque catholique, un général en retraite). Et les 147.000 ouvriers, sans attendre le résultat de l'arbitrage, retournèrent en chœur à la mine.

Le peuple entier des Etats-Unis poussa un soupir

de soulagement. La fin de la grève fut accueillie avec presque autant de satisfaction à New-York qu'avait été accueillie à Londres la fin de la guerre du Transvaal. Mais la paix n'est peut-être pas définitive au Transvaal. Elle n'est sûrement pas définitive aux Etats-Unis : les *United Mine Workers* ont donné à tous les travailleurs d'Amérique un exemple de discipline, de constance, de solidarité, qui ne sera pas perdu.

L'affaire de Pennsylvanie n'a été qu'un prologue ; attendons la suite. Il n'y a rien de changé dans les causes ; les effets se dévolopperont seulement sur une plus large scène.

John Mitchell, que les journaux appellent le Bonaparte des mineurs, est un homme de trente-quatre ans, d'origine irlandaise, comme ses lieutenants Duffy et Fahy ; il est marié à une Irlandaise et très catholique. Il est detaille moyenne, mince, les cheveux très noirs, la face complètement rasée ; il a plutôt l'air d'un clergyman ou d'un commis que d'un ouvrier. Il a cependant travaillé dans la mine, avant d'être élu aux fonctions principales de l'*American Federation of Labor* et des *United Mine Workers of America*. Il parle avec beaucoup de feu, comme tous les gens de sa race, mais il est en réalité froid et prudent. Pour tenir en main une organisation qui compte plus de 400.000 affiliés, d'origines et de tempéraments très divers, il a besoin de beaucoup de diplomatie. Le prestige qui résulte de sa victoire, après cinq mois d'anxiétés, lui rend désormais la tâche plus facile.

L'organisation générale des travailleurs en recevra d'ailleurs une vive impulsion. « J'espère, disait John Mitchell à Philadelphie (Washington, Park, 1[er] septembre), j'espère voir le temps où pas un de ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur

front ne sera hors des rangs de son Union; et alors, je vois le temps où les travailleurs de notre pays prendront possession de leur propre pays ». Dans sa réponse du 16 octobre à M. Roosevelt, après la constitution de la commission d'arbitrage, il se glorifiait justement d'avoir fait reconnaître le principe de l'Union, l'existence de l'organisation ouvrière, par les hommes qui prétendaient se réserver le droit exclusif d'associer leurs intérêts (of combining their corporations and pooling their interests).

Les 147.000 travailleurs en grève représentaient pour l'Union, avec les femmes et les enfants, près de 600.000 personnes à nourrir ; et elle réussit à les faire vivre pendant cinq mois. Les propriétaires des maisons occupées par cette population n'osèrent jamais réclamer de loyers, car ils eussent été boycottés pour l'avenir; il était hasardeux, mais encore préférable, de rester créanciers des locataires, avec une chance de rattraper après la grève un peu de l'arriéré. Une campagne énergique était menée dans tout le pays pour rassembler des secours ; la plupart des *Labor Unions*, grandes et petites, fournissaient d'abondantes contributions. Le public faisait le reste.

Les mineurs soutenaient que leurs salaires, élevés en apparence, étaient en réalité diminués par divers prélèvements et par 180 jours de chômage ; de sorte que le salaire moyen ne dépassait guère 1.750 ou 1.800 francs par an. D'où la légitimité d'une grève pour obtenir de meilleures conditions. La tactique des patrons consistait à rendre les grévistes odieux en leur imputant mille violences contre les ouvriers désireux de reprendre le travail, contre les soldats protecteurs de l'ordre, contre les propriétés. Les mineurs affirmaient que

la Pennsylvanie n'avait jamais joui d'une tranquillité plus complète, que les accusations étaient fausses et calomnieuses, et qu'en aucun pays on ne pourrait voir 150.000 hommes oisifs pendant vingt semaines, avec aussi peu de scènes de désordre.

Il faut croire que le public s'en rapportait plutôt aux grévistes qu'aux patrons, car les dons affluaient pour soutenir la grève.

A Philadelphie, dans la dix-septième semaine de grève, les hommes envoyés pour quêter de maison en maison, rapportaient un jour 657 dollars (3.285 fr.), un autre jour 1.528 dollars (7.640 fr.); des Unions ouvrières donnaient d'un coup 25.000 francs (les souffleurs de bouteilles), ou 2.000 ou 5.000 francs. On organisait des pique-niques qui rapportaient 9.000 francs. Un chapeau, circulant dans l'auditoire pendant une harangue de John Mitchell, revenait avec 180 francs. D'autres corporations s'engageaient à envoyer chaque semaine 255 francs, ou 125 francs, ou 25 francs (mécaniciens d'ascenseurs, tailleurs de pierre, aides-poseurs de tuiles), selon leurs ressources. On plaçait des globes de verre dans les boutiques pour recevoir les dons des clients et on en retirait chaque jour 500 à 600 francs, dans la seule ville de Philadelphie.

Le trésor de guerre de la grève, à Indianapolis, avait à distribuer aux grévistes 10 millions de francs par mois. Un simple ouvrier, William B. Wilson, aidé d'une jeune fille, Nella E. Leiper, gérait tous les fonds, recevait, encaissait, déboursait, endossait les chèques. Après la grève il ne s'est trouvé propriétaire d'aucun château.

Considérons maintenant l'autre camp.

Les présidents des compagnies s'efforçaient d'expliquer au public que l'exploitation des mines

donne des profits insignifiants, et que ces profits insignifiants sont répartis entre une multitude d'actionnaires, plus nombreux que les mineurs mêmes. Le moindre accroissement des charges d'exploitation devait tuer net l'industrie minière : à moins qu'on n'augmentât les prix au détriment du public.

En outre, au dire des patrons, les mineurs compromettaient leur cause par des violencee. Les ouvriers qui auraient voulu reprendre le travail en étaient empêchés par les menaces et les sévices de leurs camarades. Ceux qui avaient réussi à travailler jusqu'au bout ne savaient pas ce qu'ils allaient devenir, quand la victoire finale de l'Union les livrerait à la vengeance des grévistes. En plusieurs endroits, des voies ferrées et des ponts avaient été détruits au moyen de la dynamite, pour empêcher le transport du charbon en réserve ; on avait tué plusieurs hommes ; d'autres, en grand nombre, avaient été blessés, battus, des femmes fouettées. Dans les écoles, les petits enfants des grévistes maltraitaient les enfants des dissidents. Les grévistes frappaient d'interdit les médecins qui soignaient les non-unionistes malades, les croque-morts qui les enterraient, les curés qui les admettaient dans leurs églises. L'excommunication du Moyen-Age n'a jamais eu d'effets plus terribles. Les bouchers, laitiers, boulangers, recevaient défense de vendre des aliments aux excommuniés. Ce qu'on appelle en France un « Jaune », s'appelle en Amérique un « Scab ». Les premiers mots que bégaient les enfants des Unionistes sont : « Tuerai les Jaunes ! » (Me kill scabs !) L'ordre de John Mitchell qui a fait sortir de la mine, non seulement les mineurs, mais aussi les hommes employés aux pompes, est un acte de sauvagerie, puisqu'il détruit

de la richesse au préjudice du public et des ouvriers aussi bien qu'au préjudice des compagnies, etc.

Ces incidents et ces griefs sont les mêmes dans toutes les grèves de tous les pays. Les figures de patrons, au contraire, sont plus intéressantes ici qu'ailleurs. Les patrons et les ouvriers offrent les mêmes caractères d'énergie, de volonté, de confiance en soi, d'opiniâtreté ; pour une bonne raison : ils sortent de la même catégorie d'hommes ; les patrons d'aujourd'hui étaient hier des ouvriers.

Les plus arrogants, les plus intransigeants des Présidents de Compagnies minières (coal operators) étaient certainement George F. Baer, président de Philadelphia et Reading R. R., William H. Truesdale, président du Delaware Lackawanna et Western R. R., et Frederic D. Underwood, président de l'Erie R. R. Le premier des trois avait proclamé *le droit divin* des patrons et propriétaires ; il avait déclaré tout d'abord qu'aucune médiation ne serait admise entre les maîtres et les serviteurs ; son nom était accueilli par des huées formidables dans tous les meetings populaires. Les deux autres professaient les mêmes théories.

Or M. Baer a débuté dans la vie comme ouvrier typographe, et il était à cette époque un meneur du mouvement unioniste. M. Truesdale a été d'abord commis de bureau à 25 francs par semaine. M. Underwood, à dix-huit ans, déchargeait les wagons dans une petite gare du Milwaukee R. R. Maintenant, ces *gentlemen* touchent des salaires de 150.000 à 250.000 francs par an, fréquentent assidûment l'église, citent la Bible à tout propos, et réclament des troupes pour maintenir les ouvriers dans l'obéissance...

Alors, si M. Baer était à la place de M. Mitchell,

et M. Mitchell à la place de M. Baer, y aurait-il quelque chose de changé ?

Au gouverneur de l'État de New-York, insistant pour terminer la crise, M. Baer répondait : « De quoi vous mêlez-vous ? vous êtes des politiciens ; votre métier est de faire de la politique. Nous sommes des producteurs, et notre métier est de produire du charbon. Dirigez-vous des mines ? exploitez-vous des mines ? Allez-vous nous apprendre à diriger et à exploiter les nôtres ? Vous nous racontez des histoires d'élections, et que la crise fera élire un gouverneur démocrate à votre place, et un gouverneur démocrate en Pennsylvanie. Qu'est-ce que ça nous fait ? Nous ne nous soucions pas plus du gouverneur de Pennsylvanie que du gouverneur de New-York. Nous ne sommes pas des politiciens, nous. Et nous n'avons pas l'intention de compromettre nos affaires pour votre politique. »

Le gouverneur de l'Etat de New-York et les sénateurs qui l'accompagnaient furent suffoqués. Mais ce n'était rien.

Quand le Président Roosevelt fit à son tour la même démarche, M. Baer et ses collègues lui tinrent à peu près le même langage ; ils y ajoutèrent une énergique sommation, basée sur leur « droit divin ». Ils n'avaient pas à recevoir des conseils de M. Roosevelt sur leurs affaires ; mais ils avertissaient le Président de la République d'avoir à protéger par la force armée les prérogatives de la propriété. Il y avait déjà 10.200 soldats en armes sur les champs de Pennsylvanie ; le général Gobin avait donné l'ordre de « tirer à tuer ». Cependant le Président Baer s'écriait :

Le devoir de l'heure présente n'est pas de perdre le

temps à négocier avec les instigateurs de l'anarchie, avec les gens qui bravent insolemment les lois — mais de faire ce qui a été fait dans *la guerre de la Rebellion :* de restaurer la majesté de la loi, seul gardien d'un peuple libre, et de rétablir l'ordre *à tout prix.*

Le gouvernement n'est qu'une méprisable dérision, s'il ne peut protéger les existences et les propriétés, et assurer le bien-être du peuple, qu'en transigeant avec les violateurs de la loi et les fomentateurs du crime. »

M. John Markle, collègue du président Baer, écrivit de son côté :

Comme citoyen de l'Amérique et comme citoyen de la République de Pennsylvanie, je vous invite à remplir les devoirs que vous avez assumés comme Président des Etats-Unis : c'est-à-dire à faire disparaître l'anarchie qui règne dans les régions de l'anthracite par le bras vigoureux de la force militaire que vous avez sous vos ordres.

Tous les autres patrons firent par écrit les mêmes déclarations.

Jamais le chef élu de 77 millions de citoyens n'avait été traité de la sorte, dans une tentative de conciliation.

La situation semblait désespérée.

Alors intervint l'homme qui est le véritable maître de la République des Etats-Unis, car il est le maître des *trusts*, des compagnies minières, des compagnies de chemins de fer, des compagnies de finances qui donnent des ordres aux politiciens, c'est-à-dire au gouvernement. Pendant les cinq mois qu'a duré la grève, j'ai entendu dire les mêmes paroles, par des gens de toutes conditions, aux quatre coins du pays : « La grève finira quand Morgan le voudra ». Or, Morgan n'avait pas encore bougé.

Le Président de la République des Etats-Unis ayant échoué dans ses efforts, ayant été repoussé brutalement par les grands patrons, redoutant une

crise pour la nation et un désastre électoral pour son parti, sollicita l'intervention de J. Pierpont Morgan. Il lui envoya comme ambassadeur le ministre de la guerre Root. Le financier reçut le représentant du chef de l'Etat à bord de son yacht, en rade de New-York; il le garda cinq heures pour lui signifier ses vues et ses volontés. M. Root repartit pour Washington. Et soudain la grève se termina : M. Roosevelt avait fait acte de soumission; M. Morgan obligea M. Baer et ses collègues à capituler.

J. Pierpont Morgan avait attendu jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'à la limite de tension que pouvait supporter le pays, pour bien montrer sa puissance. Tout avait manqué. Lui, d'un seul mot fit le prodige. Il dut passer là une minute supérieure.

Il y a, aux Etats-Unis, des multi-millionnaires bêtement extravagants, tels que les gens de Newport. Il y a des enrichis écœurants, tels que Charles M. Schwab. Mais il y a des figures intéressantes ; au second plan, par exemple, M. Baer et ses associés ; au premier plan, M. Morgan.

Les journaux américains passent leur temps à le portraicturer. « Il a six pieds de haut, quarante-six pouces de tour de poitrine, et pèse 210 livres. Il fume des cigares de la Havane, ou des cigarettes à 60 francs la boîte de cent. Il fait faire spécialement ses chapeaux à Londres. Il est recherché par les souverains et par le président de la République. Il prête des tapisseries d'une valeur inestimable aux rois qui se font couronner. Il a voix consultative pour la gestion de 32 milliards de capitaux. Sa fortune propre monte à 2 milliards. Les mêmes compagnies d'assurance qui avaient assuré la vie de la reine Victoria pour 10 millions assurent celle de Morgan pour 100 millions et il leur paye 9 millions de primes annuelles. »

Voilà comment la presse américaine entend la psychologie d'un grand homme. Il est plus curieux de savoir que M. Morgan « a d'intenses convictions religieuses » et que, à la ville ou à la campagne, il ne manque jamais le service du dimanche matin. Son yacht, qui vaut un million et demi, s'appelle *le Corsaire*. Par hasard.

Sa physionomie est gâtée par un nez énorme, et par une maladie de peau ; les yeux sont beaux, mais durs ; l'allure est brutale. L'homme est vraiment américain. Il a des fantaisies artistiques, se fait voler comme tous les millionnaires, et se console en espérant que les faux chefs-d'œuvre passeront pour authentiques, quand ils auront figuré à sa vente. Sa vie privée ne manquerait pas d'intérêt pour l'observateur; mais la presse américaine, si audacieuse contre tous, est excessivement réservée au sujet de M. Morgan. Voilà qui est drôle !...

Enfin, J. Pierpont Morgan est le plus grand facteur de socialisme en action dans le monde à l'heure présente. Le comprend-il ? le veut-il ? est-il le maître ou la victime de son immense richesse ? Probablement, il ne s'en demande pas si long ; il marche dans la voie où il est engagé, parce qu'il y est engagé.

S'il avait le temps de méditer, il éprouverait des jouissances rares et des angoisses dramatiques, des remords et des enthousiasmes surhumains. Mais il n'a jamais eu de temps que pour faire des calculs d'arithmétique.

V

LA QUESTION CLÉRICALE

Dans la soirée de réception des nouveaux (freshmen), à Harvard College, au début de l'année scolaire, le docteur Peabody, chapelain, racontait les impressions d'un élève : « En arrivant à l'Université, on croit reconnaître qu'il n'y a de la religion nulle part; au bout de deux mois, on s'aperçoit qu'il y en a partout. »

Je ne suis pas très sûr qu'il y ait de la religion partout à Harvard; mais il y en a certainement partout dans la République américaine.

Dans les chemins de fer, dans les trams électriques, sur les bateaux, dans les boutiques, dans les restaurants et les lunch rooms, l'œil s'arrête à chaque instant sur des inscriptions pieuses, suspendues entre deux réclames de marchands ou de spéculateurs : *Mon berger est le Seigneur très haut et tous mes besoins seront satisfaits*. Ce qui a l'air d'un renvoi à l'annonce voisine. Ou bien : *Quand la trompette du Seigneur sonnera, et que le temps ne sera plus et qu'on appellera toute la liste, je serai là !*

Les « Missions du Peuple » tiennent séance dans tous les quartiers populeux. Dans les régions les moins édifiantes des grandes villes, entre les *Saloons*, les Music-halls de bas-étage, les expositions de photographies décolletées, et les concours de

Kicking (lever la jambe), il y a toujours des boutiques ornées de devises religieuses, où l'on fait des sermons toute la soirée ; entrée libre ; des dames respectables et bien vêtues tiennent l'harmonium, dirigent le chant des psaumes ; des gens de toutes conditions, bourgeois, commis, ouvriers très pauvres, poussent la porte, s'asseoient sérieusement, chantent avec les autres, écoutent une demi-heure de prêche et s'en vont.

Dans les hôpitaux, la religion du malade est notée sur sa pancarte, et cet avis est affiché partout : « Les infirmières doivent envoyer chercher le chapelain quand les malades sont en danger. »

L'idée d'un homme sans religion du tout n'entre pas dans le cerveau américain, au moins dans les cerveaux officiels. A Philadelphie, le généreux Girard, en fondant Girard-College pour les orphelins, avait stipulé qu'aucun ministre d'aucun culte n'y pénétrerait jamais. Cependant les administrateurs y ont construit une chapelle et font célébrer des espèces de service par des laïques !...

Mais le principe religieux une fois posé, la plus grande liberté règne pour la pratique. Les Etats-Unis sont le pays de la tolérance. Chacun peut avoir sa religion personnelle, ou fonder une religion nouvelle si bon lui semble. Il y a quelquefois des démêlés de concurrence commerciale entre les sectes ; il n'y a jamais de luttes doctrinales violentes. *Jusqu'ici*, toutes vivent en paix et fraternisent de la façon la plus surprenante.

Dans les mêmes hôpitaux où l'assistance d'un chapelain est requise auprès des malades, j'ai vu une chapelle qui sert à tous les cultes. Il y a un autel pour le prêtre catholique et, de l'autre côté de la pièce, un autel pour le ministre protestant ; on n'a pas voulu me dire s'ils opéraient en même temps.

Dans les Universités, la même chapelle sert aussi à tous les cultes. Sous la grande tente du Quadrangle, à l'Université de Chicago, j'ai entendu non seulement des sermons de toutes les sectes protestantes, mais encore un prélat catholique, l'évêque de Peoria, prêchant au milieu d'un cérémonial protestant très bariolé, entre un psaume anglican et un psaume luthérien.

Ce sont des scènes auxquelles on n'assisterait pas en Europe. Il est possible que ce soient les scènes les plus caractéristiques de la vie américaine pour un spectateur européen.

A Louisville (Ky.), le Rev. Fuller Rice monte en chaire et fait la prière d'ouverture. Un gentleman s'approche et lui dit :

— Je vous demande pardon, c'est mon église, ici, Monsieur.

— Comment ! cela ne se peut. On m'a dit de venir ici et de prêcher. Je suis du séminaire Baptiste.

— L'église Baptiste est juste en face ; ici c'est une église presbytérienne.

— Mon frère, je crains que vous ne soyez dans la mauvaise stalle.

On rit, chacun retourne à sa vraie place et fait son métier. En Europe, il y aurait eu un cadavre avant la fin de l'explication.

La foi religieuse, sincère et vive, ne va pas sans fanatisme. Un homme qui est sûr de posséder la vérité divine sent le devoir impérieux de la faire pénétrer dans les âmes de gré ou de force, et de traiter en criminels les impies qui font obstacle. La tolérance absolue suppose une large dose de scepticisme, une grande tiédeur de la foi.

Les ministres des innombrables sectes protestantes savent peut-être en quoi leur *credo* diffère de celui du voisin ; les fidèles le savent rarement ;

ceux que j'ai interrogés n'ont jamais pu préciser les nuances qui séparaient leurs sectes respectives.

La plaie du monde protestant est le dimanche. Dans une grande partie des Etats-Unis, deux ou trois dimanches conduiraient un étranger au suicide. Il est difficile de trouver à manger. Les théâtres ne jouent pas. Afin d'occuper la journée entière, les journaux publient des numéros de 40 à 90 pages, avec tout ce qu'il faut pour amuser les femmes et distraire les enfants. Nulle autre ressource. Les travailleurs qui ne peuvent pas prendre certains plaisirs en semaine, parce qu'ils sont pris à l'usine ou au bureau, ne peuvent pas les prendre le dimanche parce que c'est dimanche. Les musées sont fermés, les bibliothèques sont fermées La poste ne fonctionne pas ; toutes les lettres sont arrêtées, avec quelque impatience que les attende le destinataire.

A Chillicothe, le conseil municipal a essayé de réduire les amendes et autres pénalités qui frappent les directeurs de théâtre, en cas de représentation donnée le dimanche. Les pasteurs sont entrés en fureur ; ils ont organisé des mass-meetings pour obtenir la démission du maire et de ses collaborateurs. Il paraît que l'église ne pourrait pas résister à la concurrence de l'autre spectacle, si les deux représentations avaient lieu à la même date.

Pour retenir le public, les pasteurs multiplient les attractions. Dans certaines églises, l'office de l'après-midi est remplacé par une causerie générale, avec orchestre et musique très profane. A New-York, une église Baptiste a trouvé un numéro sensationnel : une jeune fille siffle pendant le service. « En modulations douces débordantes de mélodie », elle exécute la *Traumerei*, *l'Oiseau mo-*

queur, le *Chant des Fleurs*, de Mendelssohn. L'église est trop petite pour l'affluence des auditeurs. Les pasteurs voisins cherchent des siffleuses. Ils peuvent s'inspirer aussi de l'exemple de leur collègue londonnien, Rev. Wilson Carlisle, secrétaire honoraire de l'Eglise de l'Armée, qui offre des cinématographes à la place du sermon, avec une tasse de thé gratuite pour terminer.

Le lundi matin, les plus grands journaux donnent un compte rendu détaillé des sermons prêchés la veille dans la ville, sept ou huit colonnes petit texte : *Gloire de la Foi due à la révélation du Christ*, par le Rev. S. C. Armstrong ; la *Résurrection est pour l'homme un gage de l'éternel repos*, par le Rev. S. E. Ewing ; *Josué exemple du chrétien militant*, par le Rev. Williams M. Jones. Avec les portraits des prédicateurs. Et ainsi pendant des milliers de lignes. Quelques-uns critiquent les procédés réclamistes de leurs concurrents : *Tirez une ligne entre l'adoration et la chasse à l'argent* ! — *Critique des soupers et des bazars d'église*, par le Rev. André T. Wolff. Cet orateur s'écrie sévèrement : « L'église qui a besoin d'être soutenue par des bazars et des soupers ne mérite guère de vivre ! Représentez-vous un peu l'apôtre Paul manipulant une sacoche ou présidant un dîner. »

L'Apôtre Paul était cependant le plus *américain* des premiers chrétiens. Mais la thèse austère du Rév. A. T. Wolff a peu de chance de succès, vu la difficulté de la concurrence. Un grand nombre de pasteurs sont même d'avis qu'il convient d'entretenir de bons rapports avec les acteurs, qui sont un peu des confrères. A Albany (15 octobre), le vingt et unième Church Congress of the United States, après une discussion approfondie, a prononcé que « le maintien des relations cordiales

entre l'église et la scène profiterait au public en général ». Et puis, les pasteurs pourront avoir de bons chanteurs dans leurs églises.

Le chapitre des chapeaux, si connu dans Aristote, tient aussi une bonne place dans l'œuvre de l'Apôtre Paul. Il faut le croire, du moins, car c'est en se fondant sur l'autorité de Paul qu'un ministre des environs de New-York fulmine contre les femmes assez hardies pour venir à son office sans chapeau. La femme sans chapeau est une offense à la majesté divine. Evidemment, Eve a été chassée du Paradis parce qu'elle n'avait pas de chapeau.

A Verona (N. J.), la Young People's Society of Christian Endeavor ayant ouvert un concours pour la garniture des chapeaux de femmes, c'est le Rev. Sholten Bissel, pasteur de la Congregational Church qui a remporté le prix. Il pourra coiffer les paroissiennes de son confrère.

Certains sermons produisent des résultats immédiatement palpables. Au Gospel-Tabernacle, à New-York, en deux meetings, tenus le même dimanche pour la propagation du christianisme chez les païens, le Rev. A. B. Simpson, président de la Missionary Alliance, a récolté 300.780 francs. Le seul office du matin avait rapporté 272.380 francs. Les assistants électrisés criaient : *Hallelujah ! Hallelujah !* éclataient en sanglots et signaient des chèques.

D'autres congrégations sont moins édifiantes. A Union Mills (Ind.), aucun ministre ne peut subsister, parce qu'un pasteur en retraite, le Rév. Smith, familier dans la localité, accapare les mariages et les enterrements ; toute l'éloquence des nouveaux venus échoue contre ce monopole. A Port-Richmond (Staten Isl.), le Rév. William Harrisson est en

guerre avec ses ouailles ; il ne veut pas quitter la place avant d'avoir reçu l'arriéré de son salaire ; il monte en chaire et déclare : « Le nom de cette église est une puanteur aux narines de la communauté. » Le conseil de fabrique l'interrompt tumultueusement : « Arrêtez ! Arrêtez ! Calmez-vous ! Tenez-vous convenablement dans la maison de Dieu ! » Et l'on va chercher la police.

A Reading (Penns.), le Rév. S. R. Bridonbaugh, pasteur de la Reformed Church, comptant parmi ses fidèles le célèbre président Baer, du Reading R. R., voit annuler, pour cause de captation, avec des considérants sévères, un testament fait en sa faveur par une riche paroissienne.

A Poughkeepsie (N.-Y.), le Rév. Thomas Neal, annonce qu'il a eu un songe, comme Nabuchodonosor ou le Pharaon ; il a rêvé qu'il y avait des gisements de pétrole près de Millerton ; il lance une compagnie et recueille de nombreuses souscriptions pour exploiter ces sources de richesse ; par malheur, au milieu de l'affaire, les journaux découvrent et publient que le Rév. Neal avait déjà eu un rêve de ce genre dans une autre ville et que les souscripteurs n'ont jamais entendu reparler de leur argent.

Nous avons, nous, nos Rosemberg !

A Saint-Paul's Church, Bronx Borough, les marguilliers voudraient se débarrasser du recteur, le Rév. Franklin N. Strader. Mais le recteur refuse obstinément sa démission ; il assure que l'hostilité de sa paroisse vient de la jalousie des autres femmes contre son épouse, qui est trop jolie. Quand il fut placé à la tête de la congrégation, il était célibataire ; toutes les mères de filles à marier lui firent un charmant accueil ; il est allé chercher femme hors de son propre troupeau : et voilà la guerre

allumée. Les mères et les filles boycottent Saint-Paul's Church.

Ces tribulations de l'homme de Dieu dans son ménage sont un des caractères les plus singuliers du monde américain, pour le voyageur qui vient d'un pays catholique. Aux Etats-Unis, les jeunes pasteurs sont très recherchés en mariage dans les petites villes industrielles ou agricoles ; le pasteur est le seul homme qui ait les mains blanches, un air grave, une certaine éducation ; son oisiveté et ses lunettes d'or en imposent aux familles ; la jeune fille qui épouse le curé de l'endroit acquiert tout de suite un droit de préséance sur les autres ; elle participe au prestige divin ; elle est enviée de ses compagnes... Aussi, dans les Universités, l'école de théologie est toujours fréquentée par un grand nombre d'étudiants. Elle est dotée sur le fonds commun avec prodigalité.

A Chicago, j'ai entendu les débuts d'un jeune ministre fraîchement marié. Il avait l'air d'un mauvais petit écolier ; sa petite femme, très gentille, assise au premier rang des fidèles, buvait ses paroles. Ils étaient dans la lune de miel. En sortant du lit, ce *boy* venait donner des conseils d'une gravité bouffonne, sur la conscience, la vertu, le sens de la vie, à cinq cents personnes qui auraient dû lui tirer les oreilles et qui l'écoutaient d'un air soumis. Les prêtres catholiques équivalents se déguisent du moins de manière à sembler des êtres d'une autre espèce ; quand ils viennent nous parler au nom de la divinité, ils n'ont point passé la nuit avec une jeune femme ; ou nous ne le savons pas. Ce dimanche-là, j'ai eu envie de me faire catholique. Cela n'a pas duré longtemps, d'ailleurs ; et cela m'aurait passé, en tout cas, à mon retour dans la belle France,

Non seulement on se marie dans le clergé protestant, mais on se remarie, et on épouse de belles fortunes. L'évêque épiscopal de New-York, Right Rév. Henry Potter, s'était marié en 1857, à sa sortie de l'Université ; sa femme est morte en 1901 ; il est âgé de soixante-sept ans ; sans perdre de temps, il vient d'épouser une de ses paroissiennes, Mme Alfred Corning Clark, à qui un premier mari a laissé une fortune de 175 millions de francs. Quelques mois avant de conduire la veuve à l'autel, l'évêque Potter a posé la première pierre d'une chapelle de 500.000 francs (East 31st street.), dédiée à la mémoire de feu Alfred C. Clark. Il lui devait bien cette politesse.

Il est impossible d'énumérer toutes les sectes religieuses qui se sont développées ou se fondent quotidiennement sur le territoire des Etats-Unis. Le diable lui-même y renoncerait. Les documents les plus sûrs énumèrent, par ordre alphabétique : 6 sectes de l'église Adventiste, 1 église Arménienne, 13 sectes Baptistes, 7 sectes de Brethren (Frères en Christ), 5 espèces de catholiques, 8 sectes communistes, 1 église congrégationaliste, 4 espèces de Dunkards, 2 d'Episcopaliens, 4 d'Evangéliques, 5 d'Amis, 2 églises grecques, 2 des saints des Derniers jours (Latter Day Saints), 19 sectes luthériennes, 12 de Memnonites, 17 de Méthodistes, 12 de Presbytériens, 3 de Réformés, plus des Indépendants, Unitaires, Universalistes, Théosophes, Schwenkfeldiens, Schwendenborgiens, Christadelphiens, Chrétiens-Catholiques, Disciples du Christ, Chrétiens-Scientistes, la nouvelle Jérusalem, l'Eglise de Dieu, l'Eglise Triomphante de Schweinfurth, les Juifs, les sectes chinoises et japonaises, et l'immense Armée du Salut.

A New-York — non pas dans tout le greater

New-York, mais seulement dans les trois Boroughs de Manhattan, Bronx et Brooklyn, — on compte parmi les « édifices », 97 églises et chapelles Baptistes, 42 Congregationales, 5 Evangéliques, 3 des Disciples du Christ, 2 des Amis, 70 Luthériennes, 126 Méthodistes épiscopales, 10 African méthodistes, 117 Presbytériennes, 151 Protestant-Episcopales, 58 Réformées, 8 Unitaires, 6 Universalistes, 205 Catholiques, 66 de de diverses sectes et 75 synagogues. Sans compter les lieux de prière de l'Armée du Salut.

Dans le pays du *business*, une église se crée et s'organise comme une autre entreprise. Au moment de la grève du charbon, quand on craignait de manquer de combustible pendant l'hiver, beaucoup de pasteurs ont lancé l'idée d'une association coopérative de chauffage entre les églises. On n'aurait chauffé qu'un petit nombre de sanctuaires, et les fidèles des diverses sectes s'y seraient réunis à tour de rôle.

Le Rév. Geo. E. Littlefield décide de « lancer une église coopérative ». Il vient d'inventer une religion nouvelle, il lui faut un bâtiment pour la prêcher ; il annonce qu'il marchera quand il aura quatre cents souscriptions d'actions. Les fidèles seront à la fois membres d'une coopérative de consommation ; ils consommeront la Bible gratuitement dans l'église et, dans le magasin annexe, ils se procureront toutes les marchandises nécessaires dans un ménage, « pures, poids et mesures exacts, conformes à l'échantillon ». Déjà trois cents souscriptions sont assurées ; encore cent et l'on commence.

La plus curieuse de ces entreprises est celle de Dowie, Rév. John Alex. Dowie, *Elijah II le Restorer, general overseer of the Christian Catholic*

Church in Zion. Cet habile homme a sondé les profondeurs de la naïveté américaine, et il en a tiré une fortune. Je me déclare totalement incapable d'expliquer sa doctrine ; mais j'ai vu de mes yeux à Chicago les magnifiques propriétés foncières qu'elle lui a rapportées. Il a fondé une ville, Zion, où il est maître et seigneur. Il ne veut pas y tolérer les mules, qui sont des animaux impurs. Il taxe ses fidèles suivant leurs facultés, et les fidèles paient sans observations ; ils sont déjà plus de 40.000, conduits par une soixantaine de pasteurs et ils ont édifié cinquante églises. Au mois de juillet, Dowie ayant décrété une Fête des Tabernacles à Shiloh Park, Zion city (Illinois), les compagnies de chemins de fer ont organisé des trains de plaisir à prix réduit (Trains d'excursion pour le service du Sabbat ; souper du Seigneur ; billet circulaire, 50 sous).

Venu d'Australie sans un dollar, Dowie est archimillionnaire et prophète. Il a la spécialité de prédire les orages, « chacun desquels est produit par un diable ». Il peut d'ailleurs arrêter la pluie. Ayant vu, un samedi soir, des nuages épais au firmament, alors qu'il avait besoin de beau temps pour sa représentation du dimanche, « il informa le Tout-Puissant qu'il trouvait que la région avait assez de pluie comme ça, et qu'il voulait avoir un peu de temps sec ». Le Tout-Puissant ne se le fit pas dire deux fois : le dimanche fut magnifique.

Le plus drôle c'est que les Américains, qui fournissent des millions à Dowie, regardent les nègres de l'Afrique centrale comme des sauvages : sous prétexte que ces pauvres gens croient aux sorciers conjurateurs de la pluie et de la grêle.

Le dernier succès de Dowie est la conversion de Herbert H. Booth, fils du général en chef de la Salvation Army Cette capture ne rapportera pas

au nouvel Elijah autant d'argent que la conversion de l'Anglais Samuel Stevenson, auquel il soutira plusieurs millions; mais elle est un joli coup de *dilettante :* embrigader dans sa propre boutique les enfants du concurrent, quel triomphe!... Quelques semaines plus tard, John Alex. Dowie lançait un emprunt de la Christian Catholic Church, par coupures de 5 dollars, portant intérêt à 6 %. Les affaires sont la religion américaine, et la religion américaine est une affaire... Mais au fait, chez nous aussi!

La Christian Science, qui rappellerait en France l'histoire du zouave guérisseur Jacob, est en Amérique une église qui gagne tous les jours du terrain. Elle a pour fondatrice et pour chef une femme, la Rév. Mary Baker G. Eddy. Elle est en butte à beaucoup de railleries et aux imprécations de quelques pasteurs. Mais elle compte déjà 12.000 ministres, environ 600 églises, 75 Instituts. Elle rayonne à l'étranger. Elle a son siège principal à Boston (Mass.) La Rév. Mary B.-G. Eddy se dérobe aux visites et aux correspondances importunes, mais elle pousse son entreprise aussi habilement que John A. Dowie, de Zion. Elle prend les titres de *President of the Massachusetts metaphysical College,* et de *Pastor of the first established Church of Christ.* En sept ans, elle a reçu et instruit 4.000 disciples dans son collège. Elle est en train de recueillir deux millions de dollars pour agrandir son église de Boston.

La base de la Christian science est le *Livre des Textes*, rédigé par Mme Eddy : *Science et Santé, avec une clé par les Ecritures*. J'en ai pris connaissance à la maison mère de Boston, dans un volume du 239e mille. Et l'éditeur tire sans relâche de nouveaux exemplaires. On lit en tête : « Vous con-

naîtrez la vérité et la vérité vous rendra libre » (Jean, VIII, 32). Et cette vérité libératrice, Shakespeare l'a exprimée ainsi :

« Il n'y a rien ou de bon ou de mauvais ; c'est le penser qui le fait tel ».

Dans son livre, dans des ouvrages ultérieurs, dans des publications hebdomadaires et mensuelles qui ont une circulation considérable, la Rév. Eddy explique que la souffrance n'existe pas. Ce que nous appelons maladie, infirmité, souffrance, n'est que la peur de souffrir, la croyance que nous pouvons souffrir, que nous allons souffrir. Persuadez-vous bien que vous ne pouvez pas souffrir : aussitôt la souffrance disparaît. La santé est le sentiment de l'irréalité de la douleur ou de la maladie. L'homme a été fait à l'image et à la ressemblance de Dieu. Or, Dieu est un pur esprit. L'image et la ressemblance d'un pur esprit ne peut être matière. Donc, l'homme n'est pas matière; il est esprit. Dieu est esprit, Dieu est tout ; donc, tout est esprit. Le corps et les sens ne sont que des illusions. Dieu a tout fait; il n'a pu faire le mal et la souffrance; donc le mal et la souffrance sont des illusions, des erreurs.

Mme Eddy n'a jamais lu ces choses dans les rêveries des philosophes qui s'escriment depuis six mille ans, ou soixante mille ans, à connaître l'inconnaissable. Mais elle a trouvé dans la Bible même la justification de chacune de ses propositions. Alors, si la Bible est de l'affaire, le lancement doit réussir : en effet, la Christian Science réunit déjà, aux Etats-Unis, plus d'un million de fidèles.

Dans *Science et Santé*, plusieurs passages ont une analogie frappante avec les meilleures pages de la *Réalité du Monde sensible*. Le théologien français a copié Mother Eddy. Mais il n'a encore

guéri personne ; tandis que Mother Eddy prouve par des attestations signées qu'elle guérit toutes les maladies, « y compris l'insanité » ; rend la vue aux aveugles et l'ouïe aux sourds ; « elle allonge les membres raccourcis et redresse les épines dorsales tordues ». Elle guérit même les chevaux : un de ses collaborateurs a guéri un cheval boîteux à New-York; une de ses disciples a « rendu l'appétit, la force et la vitesse » à Lord Vincent (quadrupède), trotteur victorieux dans les plus importantes courses du pays. Les vétérinaires et les médecins, qui pullulent aux Etats-Unis, et qui ne trouvent pas bon de perdre un million de clients, commencent à regarder d'un très mauvais œil Mme Mary Baker Eddy.

Deux institutions considérables, la Salvation Army et la Young Men's Chıistian Association, appartiendraient à la présente étude par leur caractère religieux. Mais, en vérité, ce caractère religieux semble secondaire à côté du caractère philanthropique de l'œuvre accomplie. Nous retrouverons les soldats du général Booth et les Y.M.C.A. dans un autre chapitre.

La Franc-Maçonnerie, si inoffensive et pourtant si exécrée de l'Eglise catholique en Europe, n'est pas animée de l'esprit antireligieux aux Etats-Unis. A Cambridge (Mass.), la Young Women's Christian Association a son siège dans le Temple maçonnique.

L'antisémitisme n'a pas encore pénétré aux Etats-Unis. Quelques journaux satiriques et quelques Musics-Halls commencent à peine à lancer contre les Juifs des accusations et des insinuations. Ils n'éveillent point de colère dans le public. Les Etats-Unis renferment plus d'un million d'Israélites ; dans l'East Side de New-York, il existe une

grande ville juive avec ses théâtres particuliers, ses journaux en langue hébraïque, et des établissements de bienfaisance et d'éducation d'une activité exemplaire. Il y a, en grand nombre, d'opulents magasins israélites dans Broadway; mais le prolétariat juif de l'East-Side est, de beaucoup, le plus misérable des Etats-Unis. Nous n'avons rien de pareil en France. Quelques-uns des Juifs, riches et influents, adoptent déjà la honteuse tactique des Arthur Meyer et des Pollak français. Ils renient leur race et leurs frères persécutés. Ils feignent une grande admiration pour les prélats catholiques, Ireland, Gibbons, Spalding. Ils disent : « Nous ne voulons pas résister. Notre race s'est conservée jusqu'ici en courbant le dos. Nous continuons ».

La place de la religion dans la vie américaine étant très large, le nombre des ministres de toutes sectes étant considérable, et leur zèle constamment soutenu par la concurrence, il faut savoir quel rôle jouera le clergé dans les prochaines luttes sociales.

Dans un article important sur *la Démocratie et l'Eglise*, au mois d'octobre, Miss Vida D. Scudder, professeur à Wellesley Collège, recherchait si « l'Eglise chrétienne est, quant à présent, adaptée à un type démocratique ». Elle concluait négativement. En Europe, bien entendu, l'Eglise est regardée partout comme le rempart des classes privilégiées. Mais en Amérique aussi, « quoique libre de la dépendance de l'Etat, elle réalise une forme encore plus dangereuse de subordination aux pouvoirs de ce monde ».

Ce qu'un *labor leader* traduisait en termes expressifs :

J'en suis bien fâché pour les ministres. La plupart sont vraiment de braves gens. Ils savent ce que Christ a voulu dire, et ils aimeraient sûrement à le prêcher, s'ils osaient.

Mais, Seigneur, comment le pourraient-ils ? Il faut qu'ils gagnent leurs salaires ; ils ont leurs familles à nourrir.

Tous les multi-millionnaires sont des gens pieux; ils fréquentent régulièrement l'église de leur paroisse, construisent des chapelles, subventionnent le clergé, fondent ou dotent des écoles de théologie dans les Universités, donnent largement à la quête, entretiennent toutes sortes d'établissements charitables administrés par les pasteurs, leurs femmes et leurs filles. Miss Vida D. Scudder observait :

Il est difficile de voir comment on pourrait l'éviter ; et, dans un sens, personne n'est à blâmer. Aussi longtemps que durera cet état de choses, le travailleur regardera instinctivement l'Eglise comme une annexe des classes privilégiées. La Religion, dans son esprit, apparaîtra trop souvent comme un luxe du riche qui, non content des biens de ce monde, cherche à prendre une hypothèque sur ceux du monde à venir. En fait, l'éloignement que les classes ouvrières ressentent pour le Christianisme organisé est un truisme discuté *ad nauseam*.

Cependant, la Coal Strike a divisé le clergé protestant. La munificence des millionnaires ne peut satisfaire tous les prédicateurs. Ils sont trop. En conséquence, leurs voix ont été discordantes au cours de la crise.

Ceux qui connaissent les bienfaits du capitalisme ont été fort durs pour les mineurs. L'un, à Boston, a déclaré que : « Il n'y a pas sur terre de despotisme plus écrasant que celui des *Labor Unions* ».

Le Rev. Charles L. Meade, pasteur méthodiste épiscopal à Hoboken, ayant passé ses vacances parmi les grévistes de Pennsylvanie, témoignait que l'excessive prospérité des travailleurs avait seule rendu la grève possible :

Les mineurs ne sont pas du tout dans l'état pitoyable qu'on décrit. Ils ont des maisons confortables, bien meublées, et de la bonne nourriture en abondance. Quelques-uns sont propriétaires, non seulement de la maison qu'ils habitent, mais d'autres maisons qu'ils louent. Les moins prévoyants sont pourvus d'argent par leur organisation corporative. Ils ont tout le charbon qu'ils veulent.

Je ne suis pas contre l'organisation du travail : mais à condition qu'elle n'abuse pas de ses droits et pouvoirs. Le travail organisé n'a pas le droit d'empêcher par la force ceux qui veulent travailler ; et les mineurs l'ont fait, en certains cas, avec la dernière brutalité.

Un autre pasteur de la First Methodist Episcopal Church, le Rev. Franklin, dénonçait les *Labor Unions* comme la source de tout le mal :

Il est déplorable qu'une organisation spontanée et irresponsable s'arroge le droit de dicter les termes et conditions sous lesquelles les hommes travailleront. Accordez ce droit à toute organisation dans le pays, et vous faites de votre gouvernemeut un tas de vieux ustensiles hors d'usage.

Vous êtes en face d'une question nettement tranchée : qui est-ce qui gouvernera ce pays-ci, des Unions ouvrières ou du peuple ?

Le même langage était tenu au même moment par le Rev. Francis H. Powley, de la Baptist Church.

Mais d'autres chaires laissaient tomber sur le public un peu effaré des paroles menaçantes à l'adresse du capitalisme. A Providence, le Rev. Benjamin De Costa conseillait aux honnêtes gens de ne pas s'alarmer des troubles sociaux, parce que : « De l'agitation sociale vient souvent le bien de la société ». Et il accablait de son mépris les multimillionnaires de New-Port :

Les 400 ne sont pas la société. Quand les 400, sur 70 millions d'hommes, prétendent constituer la société ils

sont grotesques. Si les 400 étaient la société, ce serait une société déplorable.
New-Port est une mascarade, agrémentée de divorce.

Le Rev. Louis Banks, à Grace M. F. Church (New-York), prédisait de graves événements :

Nous sommes sur le penchant de l'abime. Les pauvres paient 25 sous une pelletée de charbon, et bientôt ils ne pourront plus en avoir à aucun prix. Nous allons vite à fabriquer l'histoire !
L'été dernier, nous avions les émeutes de la viande. Mais cet hiver, les émeutes du charbon feront paraître bien insignifiants les autres désordres. La famine et le froid sont les plus grands anarchistes du monde.

L'évêque Samuel Fallows, de Chicago, était délégué par un comité de secours aux mineurs, pour faire une enquête sur place en Pennsylvanie. Il envoyait des correspondances à plusieurs journaux qui soutenaient les grévistes. Il disait de la grève :

C'est une belle bataille de principes que livrent les mineurs. Et elle ne peut être comparée, pour l'énergie du désespoir, qu'à la lutte soutenue par les Boers. Je n'ai jamais vu des hommes plus déterminés. Je n'ai jamais connu de résolution plus profonde de ne pas céder, quoi qu'il en puisse coûter.

Le Rev. J. J. Curren affirmait que cette conjoncture était la plus grave qui se fût présentée pour la nation américaine depuis la fin de la Civil War. Et le Rev. Geo Littlefield s'écriait :

Qui est le grand meneur, la puissance de notre époque ? Est-ce Morgan ? Non. Lui et ceux de son espèce ne sont pas les types de l'homme du XXe siècle. Le *Mane, Thecel, Phares* a été écrit pour eux.
La Ploutocratie a eu sa chance et elle a perdu. Elle a été si stupide dans sa cupidité, qu'elle a manqué l'occasion d'exercer son pouvoir pour le bien-être de l'homme, plutôt

que pour l'entassement de l'argent. Alors Morgan et les autres, avec leur système d'égoïsme, sont condamnés. La nouvelle humanité suit son nouveau guide, qui est plus grand que tous les rois, despotes et usurpateurs.

Nous avons enfanté et conduit presque à maturité un maître complexe, et son nom est : « le Travailleur » — le prince qui est le Peuple !... Et ce prince, ce puissant, le travailleur, aura son église, une communauté convenable pour l'instruire, le former, l'inspirer — une église adaptée à cet âge de république coopérative.

Dans un meeting spécial de pasteurs, l'un d'entre eux, le Rev. Snodgrass, de Plainfield, ayant paru favorable à la cause des patrons, les autres publièrent aussitôt qu'il comptait un des propriétaires de mines parmi ses paroissiens. Et le Rev. Upham apostropha les patrons en ces termes :

Il me semble que leur résolution d'écraser toutes les Unions de mineurs, de les broyer sur le sol, de leur interdire toute connaissance des affaires dans lesquelles ils sont si essentiellement intéressés, montre les patrons sous un jour d'ingratitude. N'ont-ils point le sentiment de ce qu'ils doivent aux hommes qui les ont aidés à amasser les grandes fortunes qui leur assurent une telle puissance dans le monde ?

N'ont-ils aucune pensée pour les milliers, pour les millions de pauvres de la grande cité qui va être jetée dans de terribles souffrances par la famine du charbon ? N'ont-ils pas conscience du spectacle qu'ils se préparent ? de la mort décimant les femmes, les enfants, les pauvres — de la misère, de la dégradation, de la mort parmi les femmes et les enfants des mineurs qu'ils exploitent ?

Le Rev. Geo. L. Perin (Universalist) accuse les propriétaires de mines d'être les agents d'anarchie les plus actifs aux Etats-Unis :

Après avoir fomenté le mécontentement à force d'injustice et de tyrannie, ils ont l'effronterie de suggérer au Président des Etats-Unis qu'il devrait employer l'armée nationale sur

les terrains des mines, pour fusiller les hommes qui ne veulent pas travailler aux conditions fixées par eux !

Le Rev. Herbert S. Johnson (Baptist) juge que la question réelle se pose en ces termes : « Qui est le propriétaire des mines ? » Il observe que les compagnies n'exploitent les mines que grâce à la protection du public, et que l'existence même du public dépend de leur bonne exploitation. Donc : « En définitive, la propriété des mines revient au peuple ».

Le Rev. Edwards E. Hale écrit dans une lettre publique :

La grève hâte la véritable solution. Et cette solution c'est le contrôle et la propriété effective des mines par l'Etat de Pennsylvanie ou, en définitive, par la Nation.

Dans un gouvernement républicain, il n'est pas possible, comme il n'est pas juste, que 20 hommes ou 50.000 hommes se rendent maîtres d'une ressource que le bon Dieu a donnée pour l'humanité.

Or, le « bon Dieu » n'a pas donné seulement le charbon pour l'humanité. Il a donné tout le domaine et toutes les richesses terrestres.

En aboutissant à la solution collectiviste pour le charbon, le Rev. Halle y aboutit fatalement pour le reste.

Le Rev. Charles H. Parkhust, de New-York, déclare sans ambages :

Il n'est pas prudent pour le capital de s'arroger un pouvoir sans limites, et d'en user contre le travail ; car aussi sûrement que le capital persiste dans la détermination d'écraser les masses, le peuple se lèvera et écrasera pour jamais le capital.

Le pouvoir du peuple est grand. Le peuple ne s'en rend guère compte. Mais si les *trusts* continuent de l'opprimer, il s'éveillera bientôt à l'idée de sa force.

Le capital n'est pas en situation d'ignorer le travail ; et les *trusts* découvriront qu'il vaut beaucoup mieux pour eux rencontrer le peuple sur le terrain de la conciliation.

Aussi sûrement que l'oppression du peuple continue, aussi sûrement les peuples auront recours à la rude et vieille manière d'affirmer leurs droits.

Je veux dire qu'il faudra probablement une révolution.

Le Rev. Brady, de Tamaqua (Penn.) fait entendre, sur le théâtre même de la grève, des paroles également significatives. Après avoir voué à l'exécration les hommes qui, sur l'injonction des *trusts*, ont donné aux troupes de la République une consigne de meurtre contre les ouvriers, il ajoute :

Un grand principe est en jeu, un principe égal en importance à celui pour lequel nos pères ont lutté noblement aux jours de la Révolution, un principe pour la défense duquel les hommes ont marché dans des mers de sang sous l'immortel Washington ! Un principe pour lequel le noble Lincoln est tombé !

Il semble que tous nos patriotes sont morts. Tous, depuis le Président jusqu'en bas, semblent être contre vous. N'y a-t-il plus de main levée pour défendre le brave ? N'y a-t-il plus de Washington ou de Lincoln pour venir à la rescousse ?

Où sont maintenant nos représentants, nos sénateurs, nos gens du Congrès ? On a dépensé les dollars par dizaine de mille pour les élire. Ils ont été élus pour le bien du peuple. Où sont-ils maintenant ?

Le gouverneur de Pennsylvanie, aux ordres des *trusts*, envoie des troupes avec la consigne : « Tirez à tuer ». Pourquoi ne pas envoyer à la place une honnête commission d'enquête ? Pourquoi, en dernier ressort, ne pas confisquer la propriété des mines ? L'Etat n'y a-t-il pas un droit de domaine éminent ?

Où est même votre Président de la République ? L'autre jour, il a dit qu'il n'y avait pas de lois au sujet des *trusts*. Il y a des lois supérieures. Morgan est-il roi ? Evidemment le roi ne connaît pas de loi. Faut-il que le Président de la République s'agenouille et qu'il prie le *Roi Morgan* de faire quelques légères concessions aux mineurs ?

Roosevelt, président de nom ! Morgan, président de fait !

Grande et glorieuse République ! Etait-ce pour une liberté de cette espèce que les patriotes ont versé leur sang et qu'ils sont morts ? Camarades, tenez bon vos fusils ! Combattez jusqu'à la mort. Qu'importe si vous, vos femmes et vos enfants vous mourez de faim ? Un grand principe est en jeu, vous ne pouvez mourir pour une plus noble cause.

Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort !

Aussi sûr que le soleil est aux cieux, votre cause triomphera. La situation paraît sombre et triste aujourd'hui. Mais la vérité et la justice sont comme le soleil dans le ciel. Elles peuvent être un moment obscurcies par les nuages, mais seulement pour briller ensuite avec plus d'éclat que jamais. Que la virilité inspire nos actions, ô Dieu !

Ne laissons pas les complots devenir des lois.

Ne permettons pas que la coalition de la richesse écrase le pauvre dans sa lutte.

Car nous insulterions à la mémoire de nos morts, et nous ferions croire que nous ne sommes pas dignes de la liberté !

Voilà un langage qu'on n'entend pas dans les églises de l'Europe, où tous les clergés, sans distinction de secte, sont les instruments dociles des castes réactionnaires, les ennemis-nés du peuple, les instigateurs et auxiliaires de tous les crimes contre la démocratie.

On a vu toutefois qu'il y avait eu scission dans les rangs du clergé protestant.

Le clergé catholique n'a pas eu d'hésitation. Avec un ensemble dont le public américain ne veut connaître ni les causes ni la signification, les prêtres catholiques ont pris parti pour les mineurs...

La question catholique, aux Etats-Unis, est d'un extrême intérêt. Le péril catholique y sera redoutable avant peu d'années.

Quand on exprime cette pensée devant un Américain protestant, il rit bruyamment, il hausse les épaules, il *pooh-poohs* avec mépris. Il répond — s'il daigne répondre — que les catholiques de son

pays sont animés du véritable esprit républicain, qu'ils n'ont aucun fanatisme religieux, qu'ils sont une minorité infime : ils n'ont ni le dessein ni les moyens de troubler la société américaine.

Bien. Ce qui va suivre sera donc jugé absurde par le public américain, mais intéressera sans doute le public français, instruit par l'expérience.

L'Eglise romaine, qui comptait aux Etats-Unis 44.500 adeptes en 1790, en compte aujourd'hui douze millions, ou même davantage. La population totale est vingt fois plus nombreuse qu'à cette époque ; la population catholique, trois cent fois plus nombreuse. Encore faudrait-il y ajouter maintenant six millions et demi de catholiques aux Philippines, un million de catholiques à Porto-Rico, sans compter 1.800.000 catholiques à Cuba, puisque Cuba est indépendante.

Le territoire de la République renferme 1 cardinal, 17 archevêques, 81 évêques, administrant 82 diocèses et 5 vicariats apostoliques, près de 11.000 églises, plus de 5.000 chapelles desservies par 12.500 prêtres. Il y a 81 séminaires catholiques, 163 collèges de garçons, 629 collèges de filles, 3.400 écoles paroissiales, 250 orphelinats et près d'un millier d'institutions diverses.

Dans les principaux centres, l'Université catholique se dresse en rivale de l'Université protestante. Les propriétés foncières du clergé et des congrégations catholiques sont immenses. A New-York, à Chicago, à San-Francisco, à Saint-Louis, à Washington, à Baltimore, j'ai constaté de mes yeux ce que j'avais appris pour le reste du territoire par les statistiques. Des cathédrales, des basiliques du Sacré-Cœur, des Collèges de Saint-Ignace, des couvents de toutes sortes de moines (dispensés du froc et vêtus comme les pasteurs)

s'élèvent au milieu de quartiers qui appartiennent en entier à l'Eglise romaine. A New-York, dans trois boroughs seulement, il y a 205 églises catholiques pour une masse agglomérée de 1.200.000 fidèles.

Dans la seule ville de Baltimore, ou dans les environs, je note au passage : le Collège du Mont Sainte-Agnès, pour les jeunes filles, tenu par les sœurs de la Miséricorde, fondé en 1867, doté de la personnalité civile par la législature de Maryland en 1890, et se ramifiant dans une ligue du Sacré-Cœur de Jésus, une société de l'Immaculée-Conception de la Sainte-Vierge Marie, une Confrérie des Saints-Anges, une Confrérie de la Sainte-Enfance, une Confrérie du Saint-Rosaire, un Cercle de St-Thomas d'Aquin, un Cercle de Sainte-Agnès ; — l'Académie du mont de Sales, dirigée par les sœurs de la Visitation, pour les jeunes filles ; — le Collège de Saint-Charles, pour les jeunes gens, dirigé par les membres de la Société de Saint-Sulpice, et qui a déjà fourni 1.100 prêtres aux Etats-Unis ; — le séminaire de Sainte-Marie, également dirigé par la Société de Saint-Sulpice ; il forme exclusivement de jeunes prêtres, ayant transmis ses autres catégories d'élèves aux P. P. Jésuites du Loyola Collège ; — le Collège de Notre-Dame de Maryland, pour les femmes, tenu par les sœurs de Notre-Dame et qui, par habileté de propagande, attire même les élèves des autres confessions ; — une Université catholique ou Ecole des sciences sacrées, Faculté de théologie, etc., etc.

Baltimore est le siège de l'archevêque-primat, cardinal Gibbons ; et la cathédrale est une curiosité du genre laid : un mélange monstrueux de temples grecs et de mosquées turques. A l'intérieur, des confessionnaux à deux faces, avec ces deux inscriptions qu'on trouve aussi dans nos

gares : « Hommes » — « Femmes » — (For men — For women).

Comme je passais à Saint-Louis, on posait la première pierre d'une nouvelle Basilique du Sacré-Cœur, et les cérémonies se déroulaient en plein air :

Les membres de toutes les sociétés catholiques de Saint-Louis ont pris part à la parade. Un des groupes principaux se composait de 20 garçons et filles de la paroisse du Sacré-Cœur, portant des fleurs et des drapeaux. Les petites filles étaient habillées en blanc.

Les membres des sociétés rattachées aux églises de Saint-Henri, Sainte-Marie, Saint-Patrick et Sacré-Cœur, dans l'est Saint-Louis, et à l'église de Sainte-Elisabeth, à Winstauley, se sont réunis à leurs églises respectives et se sont rendus à l'église de Saint-Patrick (sixième avenue), où le cortège se formait. A la tête de la procession marchait l'orchestre de l'église Saint-Henri.

Le contingent du Sacré-Cœur, fort de 500 membres, avait la place d'honneur à la parade. Il était suivi des voitures qui portaient les prêtres et l'évêque Jansen.

Une plate-forme avait été édifiée sur les fondations de l'église inachevée ; aussitôt que le cortège arriva, l'évêque et ses prêtres, en robes flottantes, prirent leurs places et la cérémonie commença.

Après la cérémonie, le Rev. Père Thomas A. O. Malley, de l'Université de Saint-Louis, fut présenté à l'assistance et fit un discours très éloquent.

A noter : les Etats-Unis fournissent au denier de Saint-Pierre de Rome plus, à eux seuls, que tous les pays catholiques ensemble.

Pendant que j'étais à Chicago, l'archevêque catholique, Patrick A. Feehan, mourut subitement d'une attaque d'apoplexie. Il avait la réputation d'un homme d'affaires extrêmement habile. Les feuilles catholiques, très prudentes, avouaient que les propriétés de l'archevêché catholique de Chicago valent au moins 75 millions, plus 25 millions

pour le reste du diocèse, en tout 100 millions de francs. Il y a 95 circonscriptions de cette espèce dans le pays. Le diocèse de Chicago renferme 300 églises, 400 prêtres, cinq à six cent mille catholiques de toute origine, et des écoles qui contiennent plus de 60.000 enfants. La fortune privée de M. Patrick A. Feehan était estimée entre trois et cinq millions de francs, pour les biens immobiliers seulement. Ses amis en attribuaient la source à des spéculations heureuses, basées sur une « connaissance intime des changements de valeur dans la propriété foncière de la ville ». Le confessionnal fournit d'utiles indications en ces matières, comme en beaucoup d'autres.

L'archevêque John J. Keans, de Dubuque (Iowa), s'est avisé le premier de l'inconvénient qu'il y avait à laisser voir son clergé en possession de scandaleuses richesses. Il a décidé de confier à des hommes de paille laïques l'administration des biens ecclésiastiques. L'attention sera moins éveillée sur l'accaparement progressif de l'Eglise. On prévoit que cet exemple de prudence aura de nombreux imitateurs dans les autres diocèses.

Deux événements, à peu d'intervalle, ont pu ouvrir les yeux à quelques rares citoyens des Etats-Unis sur la question catholique : l'affaire des Philippines et la grève de Pennsylvanie.

Alors que les ministres protestants se divisaient entre le parti des grévistes et le parti des capitalistes, le clergé catholique marchait tout d'un bloc pour les grévistes. Sa situation étant tout l'opposé de celle qu'il occupe en Europe, il adopte une politique tout opposée. La politique de l'Eglise catholique est essentiellement opportuniste.

Aux Etats-Unis, la population catholique est la plus basse partie de la nation ; elle comprend les

immigrants irlandais, polonais, italiens, de la catégorie la plus pauvre ; elle se grossit aussi des immigrants canadiens, qui sont entre les mains du curé de leur paroisse aussi absolument que leurs aïeux au XVIIe siècle. Jusqu'à nouvel ordre, la politique catholique aux Etats-Unis est donc et restera démagogique.

L'Eglise catholique d'Amérique semble prête à reprendre la vraie tradition des premiers Pères, des évêques de l'âge héroïque, qui étaient les anarchistes de leur temps et qui se dépensaient en déclamations ardentes contre les riches.

Il y a de magnifiques rôles à jouer auprès de la plèbe irlandaise, italienne et polonaise, pour un moderne Chrysostome, pour un nouveau Savonarole. Cette population misérable est aussi, par son tempérament, la plus inflammable. L'idée religieuse a beaucoup d'importance aux Etats-Unis. Quelque prêtres qui auraient de l'ambition et du tempérament pourraient y entreprendre des choses curieuses.

Chez nous, il y a incompatibilité entre le mouvement socialiste ou révolutionnaire et le mouvement catholique. Les Etats-Unis sont le terrain unique et merveilleux où l'on peut allier la religion et la révolution. Le clergé catholique en aura peut-être la compréhension.

A Wilkesbarre (Pa), au cœur même de la grève, ce furent trois prêtres catholiques, Father F. Brady, de St Jérôme s'Church (Tamaqua), Father M. Cannam, de St Joseph s'Church (Summithill), Father Morton, de St Mary s'Church (Coadale), qui prirent l'initiative d'une protestation contre la présence des soldats.

Je ne crois pas qu'on ait attaché de sens, en Amérique, au fait que John Mitchell, « le Bona-

parte des mineurs » (*Boston Globe*), est catholique, fils d'Irlandais catholique et secondé par deux Irlandais catholiques. Le Frater John F. Power, qui l'a marié, est toujours le directeur de conscience de sa famille. Son fils aîné Richard, enfant de chœur à l'église voisine, est élevé pour devenir prêtre catholique.

La Fédération des Sociétés catholiques des Etats-Unis a adressé une pétition au Président Roosevelt pour le prier de terminer la grève. Le Président Roosevelt était, d'autre part, invité par les patrons à désigner un clergyman dans la commission d'arbitrage. Quel clergyman a choisi M. Roosevelt, Président d'une nation de 70 millions de protestants ? Il a choisi un évêque catholique.

John Lancaster Spalding, évêque catholique de Peoria (Illinois), arbitre national entre le capital et le travail, est assurément un personnage remarquable. Il est parvenu à l'épiscopat à l'âge de 37 ans, il y a un quart de siècle. Il se vante de descendre de la fameuse maison de Lancastre. Educateur renommé, poète, essayiste, il fut le principal fondateur de l'Université catholique à Washington, pour laquelle il tira 300.000 dollars d'une de ses ouailles, Miss Caldwell. Il a été nommé en 1902, *honoris causa*, Doctor of Laws de Columbia Université.

J'ai pu le contempler de près, à Chicago, dans une réception donnée en son honneur par les étudiants catholiques, et dans l'office religieux où il est venu prêcher, devant un auditoire protestant, au chant des hymnes protestantes. C'est une figure de prêtre vraiment intéressante. La parole ferme, élégante, prudente, sortait d'une bouche terrible. Le prélat catholique célébrait la vie, le devoir de vivre d'une vie large et complète, de rendre la vie

plus large et plus intense pour tous les hommes, il disait que la vie la plus intense est le moyen le plus vrai de nous rendre semblables à Dieu; sa doctrine était l'antithèse de la doctrine de ténèbres et de mort que nous entendons prêcher par ses confrères dans le Vieux-Monde; il me semblait, à l'écouter, que je pourrais être évêque catholique aux Etats-Unis, et que les évêques catholiques de ce pays sentiraient le fagot en Europe... C'est la suprême habileté de l'Eglise romaine, que d'adopter sa grimace et son langage à tous les milieux.

Depuis lors, l'évêque de Peoria, présenté par le siège archiépiscopal de Chicago, a été écarté par Léon XIII à cause de sa hautaine indépendance. S'il y avait un grand peintre aux Etats-Unis, les générations prochaines viendraient frissonner, au musée du Central Park, devant la redoutable physionomie de John Lancaster Spalding.

L'autre événement capital est l'affaire des Philippines.

En 1776, le gouvernement des Etats-Unis naissant refusait au Pape la nomination officielle d'un seul prélat; aujourd'hui il y en a une centaine sur le territoire. En 1776, le gouvernement des Etats-Unis refusait en quelque sorte de savoir ce que c'était que le Saint-Siège; maintenant, il envoie au Vatican des ambassadeurs.

Bien entendu, le gouvernement de Washington a déclaré que la mission de Juge Taft, gouverneur des Philippines, n'avait aucun caractère diplomatique. Cette attitude puérile ne résiste pas à l'examen. L'*Independent* a justement observé que :

Le juge Taft a été muni de lettres de créance et d'un message autographe du Président Roosevelt à Léon XIII, exactement comme M. Wihitelaw Reid pour le couronnement du roi Edouard VII, ou comme lord Denbigh, l'envoyé spécial

d'Angleterre qui, comme le juge Taft, a félicité le pape à l'occasion de son Jubilé.

L'envoyé américain semblait même être plus que les deux autres un envoyé spécial, car il avait un présent de M. Roosevelt pour le pape, consistant dans la collection des œuvres littéraires (!) du premier; et les instructions qu'il avait reçues du secrétaire d'Etat Root se terminaient en ces termes :

« Toute assistance que vous pouvez désirer, tant de la part des officiers du gouvernement civil que de la part des chefs militaires pour remplir les devoirs ci-dessus prescrits (négociations avec le Vatican), d'une manière satisfaisante vous sera fournie. »

Il est hors de question qu'aucun ambassadeur ou envoyé extraordinaire n'a des pouvoirs pareils.

En outre, une fois à Rome, le gouverneur Taft crut de son devoir d'être le premier à rendre visite aux ambassadeurs de France, d'Autriche, d'Espagne, et de Portugal, accrédités auprès du Saint-Siège, se mettant sur le pied d'égalité avec eux.

Il s'agissait, on se le rappelle, de régler la question des Congrégations aux Philippines.

Les indigènes, qui avaient cruellement souffert de la tyrannie, de la cupidité, de la férocité des moines depuis l'arrivée des Espagnols, demandaient à leurs « libérateurs » américains de les délivrer d'abord de cette peste. La tâche était aisée, si le peuple américain avait été véritablement le peuple protestant qu'il croit être, si réellement il n'y avait pas eu de question catholique et de puissance catholique aux Etats-Unis.

Mais les catholiques des Etats-Unis commencèrent à s'agiter. L'archevêque de Saint-Paul, John Ireland, qui avait été regardé comme le *leader* préféré des catholiques américains et qui leur avait toujours donné des conseils de prudence, les exhorta de son mieux à la neutralité. Dans sa cathédrale de Saint-Paul, le 3 août, il prononça un

sermon retentissant pour leur recommander la sagesse ; il les adjura de s'en rapporter au gouvernement de la République pour sauvegarder les intérêts de l'Eglise ; il leur montra qu'il serait dangereux d'inquiéter l'opinion publique, et de révéler l'existence d'une communauté catholique fortement unie, formant un bloc formidable au sein de la nation américaine.

Qui doute que, dix ans plus tôt, ces avis eussent été docilement écoutés ? En 1902, ils furent méprisés.

La Fédération américaine des Sociétés catholiques tenait à ce moment précis une grande convention à Chicago. Le discours de l'archevêque Ireland y fut lu, commenté ; l'évêque Mc Faul, de Trenton, y répondit par une attaque furieuse contre l'administration américaine aux Philippines ; il accusa l'armée américaine d'avoir brûlé et pillé les églises catholiques, et l'administration américaine d'expulser les moines par fanatisme protestant, pour assurer aux instituteurs protestants le monopole de l'enseignement. Le 7 août, en réponse au manifeste de l'évêque Ireland, la Convention adressa au Président Roosevelt une sommation d'avoir « à remplir son devoir sous la Constitution et les lois », pour garantir les droits personnels et la propriété — des moines — aux Philippines.

C'est-à-dire que les catholiques des Etats-Unis se sentent assez forts pour laisser de côté la diplomatie. Les habiletés de l'évêque Ireland étaient bonnes autrefois. Maintenant le temps est venu où l'on peut parler haut et se faire écouter. La conduite du Président Roosevelt dans l'affaire des Philippines prouva sur-le-champ que la convention de Chicago avait raison ; M. Roosevelt devait le prouver encore par la nomination de l'évêque Spal-

ding à la commission d'arbitrage, en dérision du haut clergé protestant.

Les Américains n'imaginent pas à quel point les journaux des Etats-Unis subissent la pression catholique. Toutes les nouvelles, par exemple, relatives aux affaires religieuses de France, présentent la situation selon les intérêts de l'Eglise.

Ayant fait, dans quelques grandes villes, des conférences où j'expliquais de tout autre façon les périls de notre démocratie et les mesures anodines que prenait alors le ministre Combes contre les Congrégations rebelles, je fus averti par mes confrères, les journalistes américains, que leurs comptes-rendus *ne pourraient* mentionner cette partie de mon discours. Le reste était résumé fidèlement. Mais les journaux, les grands et puissants journaux américains, *n'osaient pas* reproduire, même sans en prendre la responsabilité, une attaque contre l'Eglise romaine.

En toute occasion, la presse américaine ménage la clientèle catholique ; et principalement à New-York, où elle représente 1.200.000 lecteurs.

Ces lecteurs ménagés par les journaux sont en même temps des électeurs ménagés par les politiciens. Entre le parti Démocrate et le parti Républicain, qui se serrent de près, le parti catholique organisé pourra décider de la victoire, et la faire payer cher au vainqueur. En général, les catholiques sont inféodés au parti démocrate : la politique du président Roosevelt en plusieurs occasions annonce que son parti veut offrir une surenchère.

Dans la plupart des grandes villes, la jeunesse catholique est non seulement unie dans des associations et dans des clubs particuliers, mais elle est embrigadée et encadrée militairement. A San Francisco, par exemple, où la faction catholique est

redoutable, elle fait parader une véritable armée, par bataillons et compagnies, avec uniforme militaire et sabre au côté. Les fusils sont quelque part.

Il faut toujours avoir présent à l'esprit ce fait que l'immigration actuelle vient des pays catholiques. Les Irlandais, par leur verbosité naturelle, deviennent tout de suite des meneurs de foule. Ils ont le fanatisme de nos chouans. La plupart des servantes sont Irlandaises et leurs gages, de 25 à 30 dollars par mois, passent presque intégralement dans la caisse du curé catholique.

L'Eglise catholique a trouvé un moyen génial de grossir dans des proportions énormes son trésor de guerre. Elle élève, dresse et jette sur l'Amérique de jeunes aristocrates français, italiens, allemands catholiques ; les titres ou les blasons plus ou moins authentiques de ces chasseurs de dot captivent les jeunes filles des milliardaires ; non seulement ces jeunes personnes apportent ainsi dans le camp ennemi les ressources prélevées sur le labeur de la démocratie protestante, mais elles se convertissent au catholicisme pour avoir le plaisir d'être mariées dans une cathédrale historique, par un évêque ou un cardinal, au milieu des pompes théâtrales et moyen-âgeuses de l'Eglise romaine... Faire la guerre au protestantisme et à la démocratie avec les millions d'une République protestante : double satisfaction pour Rome !

Les Américains à qui l'on tâche d'ouvrir les yeux sur cette situation répondent invariablement : que les catholiques des Etats-Unis ne sont pas fanatiques comme ceux d'Europe, mais très libéraux ; que les catholiques des Etats-Unis sont une faible minorité ; que les catholiques des Etats-Unis sont patriotes.

Or, les catholiques américains sont libéraux parce qu'ils sont une minorité. Toutes les minorités sont libérales, tolérantes, généreuses. Par malheur, dans tous les temps et dans tous les pays où la minorité catholique est devenue majorité, elle a versé le sang à flots, ramené la barbarie, éteint toute fécondité, inoculé à la nation des germes de mort. L'Histoire est là.

Les catholiques sont une minorité aux Etats-Unis, oui ; mais ils sont une minorité homogène, organisée, disciplinée. Ils forment ou formeront bientôt un bloc solide au milieu d'une poussière de sectes protestantes.

Quand il y aura une armée de 15 à 20 millions de catholiques ainsi liés par une foi tyrannique, soumis au régime du confessional, livrés à la volonté de leurs prêtres « comme le bâton dans la main du vieillard », et dirigés par quelques cerveaux de hauts jésuites, ils feront de belle besogne. Ils sont le plus bas élément de la nation, c'est vrai ; mais au suffrage universel, une brute vaut Newton ; l'ignorance et la stupidité sont les meilleures garanties de l'obéissance aveugle. Supposez 15 a 20 millions de fanatiques menés par une demi-douzaine d'évêques Spalding ; et vous verrez ce qui restera de la liberté américaine.

Mais les catholiques américains sont des patriotes, ils ne trahiraient pas leur patrie d'adoption ! C'est entendu. Parce qu'on apprend l'anglais dans les écoles à ces Irlandais, Hongrois, Polonais, Italiens, Canadiens, on les métamorphose radicalement.

Mais où sont-ils, les hommes qui trahissent leur patrie ?

On ne trahit jamais la patrie. C'est toujours avec l'idée de la servir qu'on la livre et qu'on la détruit.

Les Emigrés français, au temps de la Révolution, voulaient sauver leur patrie par le moyen des bayonnettes étrangères. Les catholiques français d'aujourd'hui veulent sauver leur patrie en la mettant sous le joug bienfaisant des moines.

C'est par patriotisme que les Espagnols ont maintenu jusque dans le XIXe siècle l'Inquisition qui a tué l'Espagne.

Ce sera pour le bien et pour le salut de la République américaine que les catholiques y feront sentir la volonté de Rome.

VI

LA QUESTION MILITAIRE

Un dimanche, je suis allé à West-Point, qui est le Saint-Cyr des Etats-Unis.

Les élèves-officiers ou cadets sont désignés par le sénateur de leur Etat, par les corps représentatifs de leur district ou de leur Territoire, ou par le Président de la République. L'Ecole reçoit aussi un certain nombre d'élèves étrangers de l'Amérique du Sud. Les jeunes gens entrent à West-Point vers l'âge de dix-huit ans; ils y restent quatre ans, soumis à une discipline assez stricte; mais ils ne passent point par le rang; ils deviennent chefs sans jamais avoir été soldats, comme la moitié des nôtres. Ils reçoivent une solde de 540 dollars par an.

L'Ecole est bâtie sur un petit palier des hautes falaises qui bordent l'Hudson. Le paysage est admirable, tel qu'on en voit sur les bords de la Meuse ou du Rhin. Un détour du fleuve ouvre deux horizons de collines boisées. Le cimetière de West-Point, isolé sur un promontoire, est un des plus jolis endroits où l'on puisse rêver de vivre; et les personnages qu'on y a logés sont doublement incapables d'en goûter la poésie, comme militaires et comme trépassés.

A la parade du dimanche, les compagnies manœuvrent et défilent devant le commandant de

l'école et devant un public d'élégantes visiteuses L'uniforme date d'un siècle ; l'habit à petites basques, le double baudrier croisé sur la poitrine, le haut shako à plumet rigide sont tout à fait archaïques et pittoresques. Sanglés, cambrés, bombés, les cadets s'appliquent à marcher roides sous l'œil admiratif de leurs sœurs, cousines ou amies. A ce moment, ils étaient fiers des éloges que Guillaume II, attentif à louer tout le monde, venait de faire aux envoyés américains pendant les manœuvres de l'armée allemande.

On sent que, avec un peu de pratique, ces jeunes hommes d'un pays libre pourront devenir aussi étrangers à la vie naturelle, aussi affectés, aussi insolents, aussi ridicules — en un mot : aussi militaires — que leurs confrères européens. Pour comble, le War Office américain vient de s'assurer la collaboration d'une douzaine d'instructeurs anglais tirés d'Aldershot et prêtés par le War-Office anglais... Après la guerre du Transvaal ce choix s'imposait.

En regardant parader les futurs officiers de West-Point, je me demandais quel rôle ils joueront dans la vie nationale. Y aura-t-il une question militaire aux Etats-Unis? le militarisme y sera-t-il un danger ?

Le seul énoncé de cette hypothèse fait hausser les épaules à tout Américain « raisonnable ». Il est bien entendu qu'il ne peut pas y avoir plus de péril militariste que de danger catholique ou de solution socialiste.

Quand un jeune homme a vingt ans, qu'il déborde de force et de santé, qu'il est riche, plein d'appétits, d'ambitions, de confiance, allez donc lui prédire qu'il sentira un jour ou l'autre la maladie et les infirmités ! Il vous rira au nez. Il voit bien

que tous les autres hommes deviennent infirmes ou malades, qu'ils s'affaiblissent en vieillissant, qu'ils paraissent porter en eux le germe de maux communs ; mais il ne croit pas que cette destinée puisse être la sienne. Il sent que sa vigueur est inépuisable, ses muscles indomptables et ses organes invulnérables.

Tel est actuellement le peuple américain. Heureux peuple !

Au Presidio de San-Francisco, où s'exercent 2.000 recrues, le sergent Rupp, ayant blasphémé en donnant un ordre à un soldat, est traduit devant un conseil de discipline (summary court martial), cassé de son grade (reduced to the ranks) condamné à trois mois de travaux publics (hard labor) et à 30 dollars d'amende. N'est-ce pas édifiant ? Oui. Mais aussitôt, de sa propre autorité, le colonel Ch. A. Coolidge a fait grâce au sous-officier ; n'est-ce pas suggestif ?

On connaît l'histoire de la capitulation de Manille. L'amiral Dewey a déposé devant la commission du Sénat : « Il y avait un arrangement précis entre moi et le gouverneur espagnol, pour la capitulation de la ville. On n'aurait pas tiré un coup de canon sans le désir exprès du gouverneur : il dit que son honneur demandait que l'on tirât quelques coups. En conséquence je dus tirer, tuer un petit nombre de personnes. Mais les Espagnols ne tirèrent pas parce que je les avais avertis de ne pas le faire ». L'attitude du gouverneur espagnol est bien militaire. Il ne demande qu'à capituler, mais il faut qu'on tue d'abord quelques habitants de la ville « pour son honneur ». Il ne lui vient pas à l'idée de se faire tuer lui-même.

Au retour de cette glorieuse victoire, l'amiral Dewey connut des triomphes comme pouvaient en

avoir à Rome les Césars du bas-empire. Toute la République fut en délire, et le délire de New-York surpassa celui de toute la République. L'entrée de l'amiral Dewey dans la métropole égala l'entrée d'Alexandre à Babylone. L'amiral Dewey pouvait prétendre à tout... s'il n'avait froissé la reconnaissance nationale par des procédés trop impertinents. Mais les promotions nombreuses décernées pour « héroïsme déployé à la prise de Manille » demeurèrent acquises à leurs titulaires. Les vainqueurs de Manille restent les héros nationaux.

La prise de Manille fut suivie de la conquête des Philippines. Le monde en connaît quelques incidents. Les militaires firent ce que font tous les militaires en pareil cas, ce que font les militaires français dans toute l'Afrique, ce qu'ont fait les militaires de toutes nations européennes en Chine. Les enquêtes et documents officiels constatent qu'on pratiqua le système des camps de concentration, qu'on acheva des blessés, qu'on massacra des prisonniers, qu'on détruisit villes et villages pour organiser la disette, qu'on soumit les indigènes à la torture de l'eau, baptisée *water-cure* par manière de plaisanterie. Dans la seule île de Luzon, 600.000 Philippins disparurent sous la bayonnette de leurs « libérateurs », ou par l'effet de la famine. Des généraux ordonnèrent expressément l'extermination des adultes « au-dessus de dix ans ».

En présence de ces révélations appuyées de preuves criantes, il fallait « faire quelque chose ». Comme toujours, on décida de sacrifier un bouc émissaire, le brigadier général Jacob H. Smith, qui n'avait fait ni plus ni moins que ses camarades. Le procès-verbal du conseil de guerre qui examina son cas constate qu'il avait donné à ses subor-

donnés les instructions suivantes : « Je ne veux pas de prisonniers. Je vous invite à tuer et brûler. Plus vous tuerez et brûlerez, plus vous me serez agréables ».

Le Major Waller, de l'infanterie coloniale, déposa qu'il avait reçu de son chef l'ordre suivant : « Tuez et brûlez. Plus vous tuerez, plus vous me serez agréables. Faites de Samar un désert hurlant. Tout indigène, en armes ou non, sera traité comme ennemi, jusqu'à ce qu'il ait donné des preuves concluantes qu'il est notre ami ».

En d'autres termes : tuez tous les indigènes qui ne trahiront pas leurs frères. C'est tout à fait la morale de nos militaires qui appellent « traître, rebelle, pirate », etc., quiconque défend son pays contre eux. Le Major Waller demanda quel âge devait servir de limite pour la tuerie. Le général Smith répondit : « Au-dessus de dix ans. »

Le conseil de guerre, saisi de la cause par le gouvernement, après avoir certifié tous les crimes de l'accusé, observa que Washington avait donné, en 1779, des instructions analogues au général Sullivan, contre les six nations indiennes. Et il prononça que le général Smith devait recevoir « un blâme ». Le Secretary of War, M. Elihu Root, s'associa à ces conclusions dérisoires. Le Président Roosevelt, usant de sa prérogative, ordonna la mise à la retraite de M. Smith.

La décision du Président Roosevelt nous paraît très méritoire, quand nous considérons les absolutions et les félicitations enthousiastes que le gouvernement et le Parlement français ont toujours décernées à nos officiers du Soudan, de Madagascar, d'Indo-Chine, de Chine, convaincus des forfaits les plus atroces. Mais nous étudions ici l'esprit public américain. Il faut donc retenir que la sentence du

conseil de guerre était un défi audacieux à la conscience humaine ; que le général Smith seul fut inquiété parmi vingt criminels ; que la majeure partie de la presse prit la défense de l'armée, exactement comme nos militaristes français ; et que la majeure partie de la presse correspond nécessairement à la majeure partie de la nation.

Tous les « patriotes » de plume volèrent à la défense des intrépides officiers, comme chez nous à la défense des brigands nationaux ou des faussaires de l'affaire Dreyfus. Ils disaient, comme chez nous : « Nous ne pouvons pas croire que des officiers portant l'uniforme de notre armée, sous le drapeau de notre patrie, aient commis de pareils actes. Donc, nous tenons pour avéré qu'ils ne les ont pas commis ».

D'autres niaient purement et simplement, et disaient : « Les accusateurs ont menti. » Les cadavres philippins étaient loin. D'autres reconnaissaient les faits comme exacts, mais les déclaraient dignes de louanges : « C'est la guerre ; nos admirables soldats n'en ont pas encore fait assez ; ils n'ont qu'un défaut : l'excès de douceur et de générosité ; ils sont trop chevaleresques avec le vaincu ; la *water-cure* est un passe-temps inoffensif. Tout le monde sait que l'armée américaine est l'élite de la nation américaine, ce qu'il y a de plus intelligent et de plus pur dans la population. Il n'y a que des gens de Boston, de méprisables humanitaires, des philanthropes ridicules, des Pantouflards, qui osent calomnier ces héros ». Ils conseillaient au Secretary of War de ne pas s'occuper de ces « vagues » dénonciations et de laisser « le silence et le temps » faire leur besogne. Ils ajoutaient : « En vérité, les anti-impérialistes se sont rendus aussi négligeables que les anti-vaccinatio-

nistes ou les anti-vivisectionistes ». La trouvaille était heureuse de comparer à la vivisection le traitement subi par les Philippins.

Enfin, on s'en prenait aux victimes. C'est les Philippins qui avaient commencé. « Et ce peuple est si méprisable qu'il ne mérite aucune pitié. Quand les braves soldats américains du général Smith et du major Waller demandaient aux mères l'âge de leurs enfants, pour tuer ceux qui avaient plus de dix ans, les mères mentaient avec effronterie. Comment ose-t-on, pour l'amour de telles créatures, entacher l'honneur des guerriers ? »

La politique s'en mêla vite. Les Républicains s'écrièrent : « Il n'y a que les Démocrates qui soient capables de calomnier ainsi notre admirable armée ». Les Démocrates furent obligés de répondre : « On nous fait injure ; nous aimons notre admirable armée plus que qui que ce soit ». Laissez faire les politiciens et leur surenchère, et vous verrez le parti que les militaires en tireront. La France l'a éprouvé ; le parti républicain et les partis monarchistes ont voulu rivaliser d'amour pour l'admirable armée ; ils ont tâché de donner à l'envi aux états-majors tout ce qu'ils réclamaient et d'organiser systématiquement le silence autour des crimes militaires. En conséquence, depuis trente ans, l'admirable armée pille tranquillement les colonies, pille le budget de la métropole, tient le pouvoir civil en échec sur toutes les questions, viole toutes les lois nationales, et tente tous les dix ans de fonder une dictature militaire.

Mais l'expérience d'une nation ne peut pas plus servir à une autre nation que l'expérience d'un individu à un autre individu.

Les Etats-Unis n'ont pas une histoire militaire très longue ni très compliquée. Cependant, sur

beaucoup de places publiques, dans tous les parcs, on voit des statues de guerriers, avec des bottes, des sabres, des éperons, à pied dans des poses héroïques ou sur des chevaux cabrés. Ce sont des monuments de la War of the Rebellion. Puisque la paix est faite et la réconciliation sincère, pourquoi ces souvenirs de haine ?

A Washington, on montre avec orgueil la liste des pensions militaires qui est en effet formidable. Il y a des Soldiers-Homes un peu partout. Les villes et les villages qui ne peuvent pas découvrir dans leurs archives locales le nom d'un officier de la Civil War élèvent un monument vague : « Aux soldats ! » On constitue des musées avec des trophées à bon marché de la guerre indienne ou de la guerre espagnole. On croit à l'existence des « secrets militaires », et on prend des précautions pour cacher les forts, les batteries de côte, les canons : ce qui est un des symptômes les moins équivoques de la folie militariste.

Le personnage le plus vénéré dans les Etats-Unis est Napoléon. Les portraits, les bustes de Napoléon abondent partout, en plus grande quantité que les portraits et les reliques de Washington. On élève les enfants dans le culte du prodigieux bandit. Les vieillards jouent aux soldats, dans leurs organisations de « Vétérans », dans les parades et les manifestations de la « Grand Army of the Republic ». Les hommes et les jeunes gens jouent aux soldats dans leurs innombrables associations, comme les chevaliers de Pythias, qui étaient venus de toute l'Amérique donner des représentations militaires à San-Francisco au mois d'août. Les enfants jouent aux soldats dans toutes sortes d'écoles et collèges « militaires ».

Les journaux sont remplis par les réclames de

ces établissements. Dans un seul numéro de magazine, voici vingt-cinq annonces de « Military Schools, Military academies, Military institutes », avec des fusils et des canons pour emblèmes, et des devises de ce genre :

— An aristocracy of gentlemen !
The discipline of military life instills principles of honor.
Military discipline tempered with the honor system.
Our pony battery, at the Pan American and at the N. Y. Military tournement, was a star attraction.

Que cent collèges de cette espèce infectent pendant dix ans une génération de jeunes gens — alors que d'autres phénomènes se développent parallèlement — et vous verrez le résultat. Si le malheur voulait qu'une guerre éclatât jamais entre les Etats-Unis et une puissance européenne autre que la pauvre Espagne, il y aurait une terrible crise de militarisme sur le pays. La stupidité du public européen, qui avait paru attribuer quelques chances aux Espagnols, permet aux Américains de croire qu'ils ont remporté un grand succès. Un autre conflit, quelle qu'en fût l'issue, exaspérerait le sentiment belliqueux. Vainqueurs ou vaincus, les Etats-Unis tourneraient du côté de la guerre leur formidable activité et leurs formidables ressources. Ce serait un désastre inouï pour l'humanité entière.

Durant l'été de 1902, la presse et le public américains ont suivi avec attention les manœuvres combinées de l'armée et de la flotte, sur la côte de l'Atlantique. Ces exercices ont donné lieu exactement aux mêmes incidents et aux mêmes conclusions que les exercices analogues en Europe. Ainsi, au moment psychologique, alors que la flotte était

prête à frapper un coup décisif, que les équipages et les jeunes officiers frémissaient d'émotion, l'amiral Higginson, commandant en chef, fit signaler : « Les commandants de bâtiment à bord du vaisseau-amiral ». Les chaloupes furent mises à la mer promptement, et les capitaines des vaisseaux volèrent sur le *Kearsage* pour apprendre la combinaison géniale que l'amiral venait certainement d'imaginer. L'amiral Higginson voulait seulement leur donner l'ordre d'arrêter l'opération et de venir à son bord servir de figurants pour une réception qu'il offrait à Consuelo-Vanderbilt-Marlborough, « Notre » Duchesse, et à quelques évaporées de sa compagnie.

On ne pourra pas dire, en France, que les amiraux américains ne sont pas à la hauteur des amiraux français, qui font de nos cuirassés des salles de bal pour toutes les petites dames de la « Côte d'Azur ». Ces vieux loups de mer se ressemblent dans toutes les marines. Et les budgets militaires servent partout aux mêmes usages.

L'enseignement technique recueilli des manœuvres fut ce qu'il est toujours : les gens de mer déclarèrent que leur succès était complet, qu'ils avaient écrasé la défense des côtes et poursuivi sans obstacles les opérations d'un débarquement ; les gens de terre affirmèrent que leur triomphe était certain, qu'ils avaient empêché tout débarquement et anéanti la flotte. Les arbitres furent conspués de part et d'autre. Comme chez nous.

Un indice très alarmant est l'attitude des femmes. En Europe, c'est pour porter un uniforme séducteur et pour enlever l'admiration des femmes que les jeunes gens de vingt ans se font militaires professionnels. L'uniforme est le moyen de conquérir tous les cœurs et une forte dot. Le jour où les

femmes d'Europe manifesteraient un unanime dégoût pour la profession de meurtrier, il deviendrait impossible de recruter dix officiers. Pour la même raison, en Amérique, il dépendra des toutes-puissantes femmes d'étouffer ou de propager la peste militariste.

Or, je vois encore la physionomie indignée d'une dame américaine qui interrogeait un jeune cocher d'Yellowstone Park sur son admiration pour les cavaliers réguliers, gardiens du lieu. Le *boy* cracha sa chique avec dégoût et répondit : « Un soldat, c'est un peu moins qu'un chien jaune ». La dame fut sur le point d'avoir une attaque.

Quand le lieutenant de vaisseau Richmond P. Hobson revint de Cuba, il fut embrassé par des milliers et des milliers de *ladies* et de *girls*. S'il avait pu demander, comme elles, 10.000 dollars de dommages pour chaque « tentative de baiser », il serait fabuleusement riche. On fut obligé de l'envoyer aux Philippines, pour le sauver. L'été dernier, revenu en congé, il prenait un bain dans le Mississipi, quand une jeune fille l'aperçut du pont d'un yacht et l'interpella :

— Si je tombais à l'eau, capitaine Hobson, viendriez-vous à mon secours ?
— Mais certainement !

A ces mots, la jeune fille pique une tête. Le marin plonge et la ramène difficilement, à moitié noyée. On la rappelle à la vie; elle est heureuse. Eh bien, nos plus dévergondées sectatrices du pantalon rouge ne sont pas militaristes à ce point-là.

La ville de Wicksburg va élever un monument militaire à la mémoire des soldats tués naguère

sous ses murs. Quel sculpteur obtient la commande ? Une femme de vingt-neuf ans, Mme Theo R. Kitson, dont le projet emporte tous les suffrages par son allure martiale. On aime à croire que le modèle fut M. Kitson

A Syracuse, une partie des jeunes filles se sont formées en compagnies de volontaires ; elles font l'exercice du fusil comme des soldats ; elles vont au tir ; elles ont des uniformes de grande tenue et de petite tenue, des képis, des bottes, des jupes courtes ; leurs *officières* sont en culottes, en dolman, en casque... Quelques extravagances isolées ne prouvent rien ? Sans doute. Mais ce sont des symptômes. Et tout dépend des femmes, de l'éducation qu'elles donnent aux enfants, des goûts qu'elles affichent devant les jeunes gens.

Dans les villes de garnison des Etats-Unis — (qui sont rares, l'armée étant très peu nombreuse et très dispersée) — on assiste à peu près aux mêmes scènes qu'en Europe.

Les soldats ne sont pas des jeunes gens de toutes les classes, comme sur le vieux continent ; ce sont des engagés volontaires, comme dans la Grande-Bretagne : c'est-à-dire les garçons qui ne se sont pas senti le courage ou la capacité de gagner leur vie dans une profession honnête. Ils ont le même aspect que les soldats anglais et font saillir leurs formes de la même façon ; comme eux, ils ont les cheveux longs, pommadés, collés sur le front ; comme eux, ils se promènent le soir avec des « bonnes » qui pourraient être leurs mères et qui leur rendent la vie confortable.

Ils ont le même mépris de la loi civile et des autorités civiles que chez nous. Il ne leur manque encore que le nombre. Au mois de septembre, à San-Francisco, la police voulut arrêter quelques

soldats dans un tripot ; d'autres soldats accoururent pour délivrer les prisonniers, et attaquèrent les policemen à coups de bâton, à coups de pierres. C'est ce que nous voyons continuellement à Cherbourg, à Brest, à Toulon. La seule différence est que nos soldats portent des sabres ou des baïonnettes, pour tuer plus commodément le civil, tandis que les soldats américains n'ont pas d'armes hors de la caserne.

A Springfield (Illin.), des fantassins de la milice (national guardsmen) sont arrêtés parce qu'ils s'amusent à lapider les aiguilleurs du chemin de fer ; d'autres, parce qu'ils se promènent sans pantalons (20 sept.). A Shenandoah (Penns.), le soir de solde, les militaires ivres se répandent dans la ville, insultent les femmes et les jeunes filles ; on les arrête ; les autres vont rosser la police. Le Congrès a supprimé par une loi la cantine militaire, pour restreindre l'ivrognerie ; le général Funston, célèbre aussi par ses exploits aux Philippines, se plaint que cette mesure augmente le nombre des déserteurs... Les effets de la vie militaire sont partout identiques.

Le Président Roosevelt sera l'un des facteurs du mal. Il affecte des allures martiales. Il se fait peindre en héros « sensationnel » sur les champs de bataille : nous l'avons contemplé au Salon de peinture, à Paris. Pour arbitrer la grève de Pennsylvanie, entre les mineurs et les propriétaires des mines, il a nommé dans la commission un général en retraite, M. John M. Wilson, U. S. A., ancien directeur du génie. Même chez nous, dans les périodes les plus aiguës du militarisme, on n'aurait pas l'idée d'aller chercher une vieille « culotte de peau » pour résoudre un problème économique. Aux Etats-Unis, on n'a pas fait d'objection.

Pendant et depuis l'affaire Dreyfus, les Américains ont contemplé la France avec une pitié méprisante, et ils ont répété : « Ce n'est pas aux Etats-Unis que de telles choses se verront jamais ». Elles se verront aux Etats-Unis à la première occasion ; en voici la preuve.

En dehors des événements romanesques et des complications politiques, l'affaire Dreyfus a consisté dans la résistance du commandement militaire au contrôle de la nation civile. Un procès monstrueux, une condamnation irrégulière avaient eu lieu. La nation exigeait la justification ou l'annulation de la sentence, et d'abord la revision du procès. L'Etat-major a résisté pour beaucoup de raisons particulières, et pour une raison générale qui les résume toutes. La théorie du haut commandement militaire est que *les choses de l'armée ne regardent pas la nation civile;* l'armée est un Etat dans l'Etat; les milliards de francs qu'on lui octroie deviennent *ipso facto* la propriété des chefs; ils ne doivent de comptes à personne, ni de l'emploi du budget militaire, ni des jugements des tribunaux militaires.

Tel était le fond de la cause : une lutte de principe. La Nation contestait et les Etats-majors affirmaient *l'infaillibilité*, *l'irresponsabilité*, *l'inviolabilité du commandement militaire*.

Or, voici deux incidents qui révèlent l'état d'esprit des chefs dans l'armée des Etats-Unis.

Au mois d'octobre, à Shenandoah (Penns.), le soldat Wadsworth, en faction, tue d'un coup de fusil un citoyen de la ville, William Durham, qui ne s'était pas arrêté au commandement. Les magistrats de Shenandoah veulent arrêter le meurtrier. Le colonel Hulings leur défend l'accès du quartier, empêche et l'arrestation de Wadsworth et la con-

vocation régulière des autres soldats témoins. Donc, la loi civile et la justice nationale expirent au seuil de la caserne ou du campement militaire.

Au mois de septembre, des vols répétés dans la caserne d'infanterie coloniale, à l'arsenal de Brooklyn, amènent l'arrestation d'un soldat, J. E. Weikman. On fouille sa malle, on y trouve des bijoux et des objets précieux pour une valeur de 250.000 fr. L'homme a fait la dernière expédition de Chine; cette fortune provenait de ses pillages. Voilà l'honneur de l'armée américaine en jeu : car les Américains se vantent de n'avoir pas pris part aux forfaits des armées alliées en Chine. Les infatigables *reporters* vont interroger l'un des officiers volés ; il répond : « Je n'ai rien à dire sur cette affaire ». Le colonel Robert L. Meade répond de même : « Un simple soldat du corps d'infanterie coloniale a été arrêté et sera probablement jugé par une cour martiale. Je ne veux pas donner son nom. Je ne veux pas déclarer la valeur de la propriété privée qu'il a prise. Je ne veux rien dire de plus. Cette affaire est une affaire privée qui ne regarde pas le public ».

Voilà : affaire militaire, ça ne regarde pas la nation civile. « Nous jugerons comme nous l'entendrons ; nous condamnerons si bon nous semble. Mais nous ne permettrons pas que la nation civile se mêle de nos affaires. Parce que, si nous lui permettions de s'en mêler, elle découvrirait une foule de choses qu'elle n'a pas besoin de savoir. Ce simple vol d'un soldat peut conduire à toutes sortes de révélations sur la campagne de Chine. Cela ne vous regarde pas ».

Eh bien, c'est là tout le principe de l'affaire Dreyfus. Vienne une affaire plus grave, on le verra bien. D'abord on verra bien s'il y aura, aux Etats-

Unis comme en France, des hommes pour briser la résistance de la caste militaire. Dans l'affaire de Brooklyn, qui promettait d'être si intéressante, les Américains se sont laissé dire par leurs militaires : « Vous ne saurez rien ; *cela ne vous regarde pas* ».

Le péril militariste, pour une République, surgit dès qu'il y a des chefs animés d'un esprit de rebellion, et des soldats capables de suivre ces chefs dans une voie criminelle. L'esprit du commandement dans l'armée américaine est indiqué par les incidents qu'on vient de citer. La qualité morale des soldats dépend de leur mode de recrutement : et celui des Etats-Unis est le plus dangereux à ce point de vue.

D'ailleurs, un garçon de dix-huit à vingt-deux ans qui est affublé d'un uniforme, séparé de la vie civile, dressé à la discipline, esclave de l'alcool et pourvu d'un fusil, n'a pas besoin d'être poussé beaucoup pour se servir de ce fusil contre n'importe qui. A cet âge et dans ces conditions, on tire des coups de fusils pour le simple plaisir de faire du bruit et de montrer son adresse. Et les beaux prétextes ne manquent jamais aux criminels de lèse-nation. C'est toujours au nom de la liberté et de la patrie que les Césars égorgent la patrie et la liberté.

Actuellement l'armée américaine est peu nombreuse, 60 à 70.000 hommes : noyée par conséquent dans une population civile de 77 millions d'habitants. Mais elle grandira.

Elle grandira d'abord sous l'influence du courant impérialiste. La guerre de Cuba, l'annexion de Porto-Rico et des Philippines, ont fait entrer la République américaine dans un engrenage d'où l'on ne sort plus. Il lui faut une marine de plus en plus forte pour défendre ces nouvelles possessions.

Il lui faudra une armée plus forte pour appuyer sa marine. L'appétit vient en mangeant ; déjà les journaux impérialistes réclament l'annexion d'Haïti, pour avoir l'honneur d'y restaurer la paix, un gouvernement fort et la prospérité : « Les possibilités commerciales et militaires, disent-ils, y sont grandes ; et il n'en coûterait pas plus d'argent pour prendre l'île que pour y entretenir un vaisseau de guerre en observation ».

Mais surtout le militarisme se fortifiera et la question militaire se posera à l'occasion de la lutte entre le capital et le travail. Les capitalistes inquiets feront surgir des complication extérieures afin d'avoir un prétexte d'augmenter l'armée sur laquelle ils comptent à l'intérieur

La grève de Pennsylvanie, si instructive à d'autres égards, éclaire encore ce point admirablement. Compagnie par compagnie, puis régiment par régiment, le gouvernement a fini par envoyer 10.000 soldats sur le théâtre de la grève. Les conflits n'ont pas été fréquents : les adversaires se trouvaient pour la première fois en présence. Pourtant, un certain nombre de mineurs et quelques officiers ou soldats ont été tués.

La question est posée. D'un côté, l'armée des ouvriers socialistes. De l'autre côté, l'armée des soldats au service des capitalistes. La *coal strike* n'a été qu'une escarmouche. On en a trouvé plus haut l'historique.

Le président de railroad Baer, avec son admirable précision, a mis le chef de l'Etat au pied du mur. Il lui a intimé que son devoir était d'employer l'armée nationale pour soumettre les ouvriers au *droit divin* des propriétaires. Et un journal de New-York, qui passe pour exprimer la pensée des grands financiers, a dit au même moment :

Pendant la résistance armée des Philippines à la souveraineté des Etats-Unis, l'avis que cette rébellion et sa barbarie fussent écrasées sans négociations avec les rebelles était presque universel dans le public ; et il prévalut. Nous évitâmes l'humiliation et le préjudice qu'aurait subis notre autorité, si nous avions déféré aux désirs de ceux qui nous bravaient.

Pourquoi le même patriotisme prévoyant, la même loyauté résolue au drapeau et aux droits dont ce drapeau garantit la conservation, n'inspirent-ils pas ceux qui sont intéressés aujourd'hui dans la grève des charbons, officiellement ou autrement ?

La Pennsylvanie est dans un état d'anarchie que la force de toute la Milice ne peut dominer. Et cependant, au lieu d'une irrésistible pétition pour la restauration de l'ordre et de la loi sans compromis, beaucoup de gens, parmi lesquels des hommes publics de haut rang, font des pourparlers à l'eau de roses (soft) avec les représentants du désordre. Directement ou indirectement, sous forme négative ou positive, quelques-uns même jettent le poids de leur influence dans le plateau ennemi de la balance.

Le fait de chicaner l'autorité de notre loi à l'intérieur du pays est infiniment plus grave que le fait d'y résister dans une contrée lointaine et sauvage comme les Philippines. La compromission aux Philippines eût été déplorable ; ici, elle serait fatale.

C'est d'une logique parfaite. Les ouviers grévistes sont rebelles au droit divin du capital comme les Philippins sont rebelles au droit divin des Etats-Unis. Le même traitement leur est dû : pas de pourparlers ! pas de concessions ! la question de l'eau ! tuez et brûlez !

Telle fut d'ailleurs à peu près la consigne donnée aux soldats de Pennsylvanie par le brigadier général P. S. Gobin, commandant en chef. La *Central Labor Union* de Philadelphie somma le gouverneur Stone de révoquer ce général, et somma les autorités civiles de le mettre en accusation : « pour avoir menacé la vie des citoyens de l'Etat de Pennsylvanie » et pour avoir « donné l'ordre de

tuer des citoyens qui, s'ils ont commis un délit, n'en doivent compte que devant le jury ».

Les officiers de l'armée américaine, sortis de West-Point, ou des rangs, ou des corps de volontaires, ou simplement de la vie civile, ne forment pas un corps homogène. Mais les fils des capitalistes finiront peut-être par s'aviser, comme chez nous, qu'il est sage de veiller soi-même à sa défense. Au lieu de dîner avec des singes, ils envahiront la carrière militaire. Il auront sous leurs ordres des soldats qui seront de simples mercenaires Et le capital, alors, sera bien gardé

VII

LA SOCIÉTÉ. — L'IVROGNERIE. LA MANIE ARISTOCRATIQUE

Les Etats-Unis sont un monde en formation. Tout y change si rapidement qu'une description du pays ne doit plus répondre à rien au bout de dix ans. Il y a cependant quelque chose d'immuable : c'est l'extravagance et l'ineptie des multimillionnaires qui composent la troupe des « Quatre Cents », ou la *Society*.

Depuis que M. Paul Bourget, de l'Académie française, leur hôte, les a décrits, eux, leurs hôtels, leurs villas, leurs mobiliers, leur lingerie et leurs mœurs, ces gens n'ont pas changé. On pourrait se passer d'ajouter le présent chapitre aux autres : non-seulement ces quelques centaines de marionnettes oisives et détraquées ne sont pas la nation américaine, mais elles ne sont pas grand chose dans un océan de 77 millions d'hommes. Aussi, tout ce qu'on en peut dire ne touche en rien les réels Américains.

L'été dernier, les gens de New-Port ont organisé des banquets somptueux pour divers personnages, pour un chimpanzé, pour un *coon*, pour le Grand Duc Boris. Le *coon* et le singe se sont parfaitement comportés à table, bien que les maîtres d'hôtel et les valets eussent fait quelques difficul-

tés pour les servir, en arguant de leur dignité de citoyens. Mais le Grand Duc Boris a diverti toute l'Amérique par ses frasques. Un soir, il s'est mis à danser la gigue au milieu du dîner. Un autre soir, il s'est levé de table en fureur et il a quitté la place, parce qu'on avait servi du potage à la maîtresse de la maison avant de lui en offrir. Et il répétait plaisamment aux reporters : « I am a gentleman, you know ! » Bonne scène pour les revues de fin d'année, que l'impérial Cosaque, ivre comme un Polonais, et bégayant avec insistance : « Moi, vous savez, je suis un homme du monde ».

Les dames à millions qui ne peuvent pas traiter un Grand Duc conduisent des triples tandems, ou bien elles se promènent dans une voiture tirée par une autruche : ainsi Mrs C. A. Bartholomea, « une proche parente de l'amiral Dewey ». Elles sont toujours à se creuser la cervelle pour trouver quelque « social excitement ». Elles ont appris avec envie le succès d'un de leurs émules de Londres, fils de lord Rothschild, l'honorable Charles Rothschild, qui a collectionné 10.000 variétés de puces, qui est un « infatigable étudiant des pouvoirs sauteurs et des particularités de la puce », qui possède des squelettes de puces préhistoriques et qui a envoyé une expédition dans les régions arctiques pour se procurer une puce du renard polaire.

Faute de vermine polaire, les intelligents millionnaires de New-Port se déguisent eux-mêmes en bêtes ; une partie d'entre eux, sous des habits de clowns, promènent les autres qui rugissent, mugissent ou braient sous des peaux d'animaux sauvages.

Les journaux donnent, chaque dimanche de la saison, des photographies très décolletées des plus jolies filles de New-Port, avec force détails

sur leurs intrigues et leur vie privée. On tenterait vainement de rejeter la faute sur la presse, cet éternel bouc émissaire. Si les photographies très décolletées paraissent dans les journaux, c'est — 1° parce que les dites *girls* les ont fait faire ; — 2° parce qu'elles les ont remises aux reporters pour la publication, avec biographie circonstanciée. O pudeur ! Et rien n'est touchant comme les annonces des mariages multi-millionnaires :

« Reginald Vanderbildt épouse Miss Neilson !... Elle est un des meilleurs fouets de la contrée. Lui aussi est un capital fouet. Et c'est leur commun succès dans les expositions chevalines, autant que tout autre sentiment, qui a rapproché ces deux jeunes gens. »

Quelle idylle ! Tous les cochers du monde en seront émus !

Quand l'heureuse fiancée est une veuve, elle communique aux reporters l'histoire de ses amours avec son premier mari : ce qui est tout à fait réjouissant pour le second.

Dans des cœurs et des cerveaux de cet ordre, l'ennui engendre naturellement la perversité même la plus grossière. Un étranger oserait à peine en témoigner ; ce sont les prêtres du pays qui l'attestent.

A la Convention de la Catholic total abstinence Union (Stanford, Conn., septembre) le Rev. Walter J. Shannon, président, dénonçait « l'intempérance, l'intempérance répugnante des hommes et surtout des femmes de la société, de la haute, de la plus haute Society : cause continuelle de scandale, de divorces, de débauches, de difformités mentales et d'immoralité sous toutes les formes ». Quelques semaines plus tard, un pasteur protestant, Dr Banks, tenait le même langage à New-York, à Grace M. E. Church. Il dénonçait l'intempérance des femmes de

la haute et de la basse classe : « La société moderne, disait-il, ressemble beaucoup à un pâté. La croûte du dessus est imbibée de champagne, et l'intérieur est trempé de bière ».

Ces vitupérations étaient immédiatement justifiées, dans la seule cité de New-York, en l'espace de peu de jours, par une série d'incidents et de drames.

A l'Exposition de la Femme, un beau soir, une jeune femme très élégante, couverte de bijoux, se met à causer du scandale ; puis elle tombe en attaque de nerfs ; on l'emporte à l'ambulance et le médecin reconnaît qu'elle a absorbé trop d'absinthes. En même temps, Bellevue Hospital recevait un spectre de femme, vêtu de haillons : c'était ce qui restait d'une créature brillante, d'abord femme du monde et favorite de la société, puis actrice à la mode, tombée graduellement au dernier degré de misère sous l'action de l'ivrognerie.

Un ouvrier, Michael Leddy, rendu furieux par l'alcool, veut contraindre sa petite fille de huit ans à boire du wisky à plein verre. La mère intervient. Michael Leddy assomme sa femme, lui écrase le visage et lui crève les deux yeux à coups de soulier. Le lendemain, c'est le contraire : une femme, Clementine Alstre'sky, enragée de boisson, qui veut battre son enfant. Le père intervient. La mère crible son mari de coups de couteau et se tranche elle-même la gorge.

A la même époque, New-York apprend avec stupeur le meurtre de M. Fish dans un cabaret du plus bas étage. Nicolas Fish était un homme très riche, banquier, ancien ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, fils d'un collègue du général Grant; il avait cinquante-six ans ; sa femme était une personne de la plus grande distinction ; leur fils

avait été tué dans les rangs des Rough Riders à Cuba. La famille Fish était donc de toutes façons au premier rang de la société américaine. Et tout d'un coup, Nicolas Fish, « the most respectable gentleman », presque sexagénaire, est assommé dans un infâme *saloon* par une espèce de souteneur.

Le respectable gentleman était ivre; il était entré là pour boire, avec trois femmes racolées sur le trottoir. Deux de ces femmes étaient elles-mêmes des femmes mariées, et l'une d'elles avec un riche homme d'affaires, qui ne soupçonnait rien de sa conduite.

Quel jet de lumière sinistre au sein de l'hypocrisie sociale ! Quelle révélation sur les dessous de certaines existences honorables ! Quel thème pour les prédicateurs, les moralistes, les anarchistes !...

Le silence fut organisé le plus vite possible, les journaux se turent; le meurtrier, arrêté sur le coup, disparut comme par enchantement. Quelle étude, pour un psychologue au scalpel aigu, que l'âme de la veuve Fish ! Les funérailles de ce mort furent d'une grande beauté tragique : les funérailles de l'imposture sociale.

En visitant les settlements et les maisons de refuge de l'Armée du Salut, j'ai encore constaté sur le vif l'étendue de ce fléau monstrueux : l'ivrognerie des femmes, qui cause peut-être plus de désastres que l'autre vice.

Tout le monde sait que les Etats-Unis sont une République et que le peuple des Etats-Unis se glorifie de ses sentiments républicains. Aussi, l'étranger comprend difficilement l'importance que les Américains attachent aux titres nobiliaires, l'espèce d'admiration qu'ils éprouvent devant les aristocrates plus ou moins authentiques du Vieux-

Monde, et la folie matrimoniale qui saisit leurs jeunes filles opulentes au bénéfice des nobles chasseurs de dot.

En France, nous savons par quels moyens dégradants les titres de noblesse ont été obtenus des princes dans le passé ; nous ne comprenons pas pourquoi nous honorerions les descendants des courtisanes royales ou des bandits de grands chemins, alors que ces courtisanes seraient méprisées et que ces bandits seraient pendus s'ils vivaient aujourd'hui. D'autre part, nous savons que ces titres nobiliaires, si peu honorables, n'ont pas même le mérite de l'authenticité, que la noblesse a été à peu près détruite il y a cent ans, et que les neuf dixièmes de nos nobles sont des fils de bourgeois enrichis qui ont usurpé leurs parchemins.

Mais les Américains prennent au sérieux la noblesse de fantaisie, avec autant de bonne grâce qu'ils achètent les faux chefs-d'œuvre. Emilienne d'Alençon, Liane de Pougy, leur en imposent autant que ferait une Montmorency authentique, s'il y en avait. Aussi, la plupart des Européens qui passent l'Atlantique pour chercher fortune sans travailler commencent par se munir d'une particule et d'un blason.

Quand j'ai plaisanté là-dessus mes hôtes américains, ils se sont toujours récriés. Ils ont prétendu que la réclame faite aux aristocrates venus d'Europe est encore l'œuvre des journaux, de ces éternels responsables, les journalistes. Mais les mariages et les dots ne sont pas le fait des journalistes. D'autre part, les journaux américains sont des entreprises industrielles très bien dirigées, où rien n'est laissé à la fantaisie des rédacteurs, où tout est combiné en vue du rendement maximum. Ce résultat s'obtient par les annonces qui dépen-

dent du tirage. Et le tirage dépend de la faveur du public. On ne donne donc au public que les nouvelles qui l'intéressent. Quand on y insiste longuement et fréquemment, c'est que le sujet l'intéresse beaucoup. Les journaux sont simplement le reflet de l'esprit public.

Quand les Américains accusent leurs journaux, ils font comme une femme qui briserait son miroir pour le punir de renvoyer une image imparfaite.

Or, les journaux américains relatent pieusement les faits et gestes de tous les hobereaux qui ont raccroché une dot en Amérique, et ils se félicitent, comme d'une victoire nationale, de chaque mariage de ce genre contracté par une *girl* américaine. On lit tous les jours des informations du plus haut intérêt, imprimées en gros caractères et accompagnées de nombreux portraits :

Les Bradley Martin sont en voie ascendante dans la société ! Mme Bradley Martin fait lentement, mais sûrement son chemin dans la société anglaise. Elle est allée à Londres pour vivre auprès de sa fille, la comtesse de Craven.

Miss Wiman sur le point d'épouser un comte ! Une jeune et accomplie New-Yorkaise choisie comme épouse par un noble allemand !... Elle a embrassé la foi catholique pour rendre possible son mariage dans une cathédrale catholique.

Une jeune fille de San-Francisco devient baronne ! Le mariage de Miss Witcomb avec le baron Lepic béni par le nonce du pape, cardinal Mathieu ! Le prince Napoléon était représenté ! L'ex-impératrice et la duchesse d'Aoste ont télégraphié leurs félicitations.

Notez les deux derniers cas, comme indices d'une œuvre politique sur laquelle nous avons insisté plus haut. L'Église catholique a trouvé là un moyen

génial de faire payer par une démocratie protestante les frais de sa guerre contre le protestantisme et contre la démocratie.

En même temps que l'auteur de ce livre, il y avait aux Etats-Unis M. le Marquis de La Montagne, qui se vantait d'avoir arraché les galons et les boutons du capitaine Dreyfus à la parade de dégradation, en décembre 1894. Il était naturellement marié à une Américaine.

Quelquefois, en se mariant aux aristocrates, les *girls* américaines prennent les mœurs de l'aristocratie jusqu'aux moindres détails.

Miss Jane Campbell, de New-York, ayant épousé le prince Carlo de Bourbon del monte Santa Maria di San Faustine (!), était récemment poursuivie par sa femme de chambre, qu'elle avait battue cruellement. La Princesse pour rire se croyait pour de bon une princesse du Moyen-Age.

En voici une autre :

La duchesse américaine de Rochefoucauld (sic)... La fille du sénateur Mitchell, de l'Orégon, va chaperonner les jeunes Américaines qui sont anxieuses de rencontrer la noblesse de France !

On sait que Mlle Mitchell s'est vouée à remplir les coffres de la maison de Rochefoucauld (*sic*). Quand elle était jeune, elle avait l'habitude de parler d'elle-même avec une parfaite franchise. Un jour, elle fit cette remarque : « Je sais parfaitement bien que je suis une des plus belles femmes du monde. Ma figure est parfaite et je me marierai pour la situation. Il y a peu de femmes d'une beauté aussi exquise que la mienne, et je prétends tirer de moi-même le meilleur parti. »

Cette modeste personne, devenue duchesse de Rochefoucauld *(sic)*, a entrepris de continuer la fusion entre l'or américain et les nobles décavés de France. Les journaux l'appellent *une marieuse ti-*

trée. Elle amène à Paris une cargaison de jeunes héritières pour marquis sans le sou.

Une de ces « American duchesses » paraît tout à fait populaire, au moins dans les journaux qui notent les moindres incidents de son ménage. C'est Miss Consuelo Vanderbilt, qui a épousé le duc de Marlborough. Le noble Anglais ne veut plus mettre le pied en Amérique depuis qu'il a touché la dot. Mais sa femme y revient pour éblouir ses anciennes amies d'une noblesse chèrement achetée. Les journaux l'appellent « notre duchesse ».

« *Duchesse américaine traitée pour un catarrhe* ! »

« *Notre duchesse va chercher à Vienne un secours médical pour une pénible affection catarrhale* ! »

« *Notre duchesse s'embarque avec deux malles de jouets américains* ! *Les robes de Consuelo en remplissent* 51 *autres* !... Sa Grâce de Marlborough pleure en se séparant des amis de son enfance ! Il a fallu 53 malles pour transporter les effets personnels de Sa Grâce à bord du *Teutonic*. »

D'autres journaux consacrent des numéros entiers aux considérations suivantes — dont ils n'imprimeraient pas un mot si leur immense public n'en était pas friand à l'excès :

« Les fils de la duchesse de Marlborough peuvent avoir des épouses royales ! (ils ont respectivement quatre et cinq ans).

« Car la duchesse sera faite princesse de Mendelsheim par l'Empereur allemand !

« Elle sera saluée comme « Bonne Sœur » par les rois et les empereurs !

« Elle sera supérieure en rang à toute autre Américaine titrée.

« Et ses descendants pourront bien un jour s'asseoir sur les trônes d'Europe ! »

TABLEAU
des
FILLES DE SANG ROYAL
que les fils de la duchesse pourront épouser.

Si la duchesse de Marlborough est faite princesse, ses fils sont éligibles pour mariage avec les filles suivantes de sang royal :

NOM	AGE	PARENTÉ
Princesse V. Alexandra	5 ans 1/2	Prince de Galles.
Grande duchesse Olga	7 ans	Czar de Russie.
Grande duchesse Tatiana	5 ans	Czar de Russie.
Grande duchesse Maria	3 ans	Czar de Russie.
Princesse V. Louise	10 ans	Empereur d'Allemagne.
Princesse Elisabeth	9 ans	Prince royal de Roumanie.
Princesse Maria	8 ans	Prince royal de Roumanie.
Princesse Hélène	6 ans 1/2	Prince royal de Grèce.

Les fils de la duchesse de Marlborough sont *John Albert, Edward William, marquis de Blandford*, né le 18 septembre 1897, et *Ivoire Charles, lord*, né le 14 octobre 1898.

Enregistrons pour « notre » duchesse, Sa Grâce de Marlborough, une autre série de grands triomphes.

Elle est admise dans le cercle royal d'Europe !

Elle sera saluée par les rois et les empereurs du nom de « Bonne Sœur ».

Elle sera appelée « Très Haute, Puissante et Noble Princesse » par toute personne qui n'est pas de sang royal.

Elle et ses fils, aussi bien que les autres enfants dont peut être bénie son union avec le duc, auront dans l'avenir le même rang sur le continent d'Europe que possèdent les maisons jadis souveraines de Hohenloe, Hesse, Salun, Sayn-Wittgenstein et autres qui, d'après l'almanach de Gotha, sont exactement aussi bonnes que les Hohenzollern, Habsburgs, Romanofs, Bourbons et Orléans.

Elle aura la distinction de « Haute naissance », qui la mettra sur le même pied que la royauté, et qualifiera ses enfants pour s'entremarier avec des princes et princesses du sang, avec les fils et filles de l'empereur allemand ou de tout autre monarque régnant d'Europe !

Il y en a sur ce ton des colonnes.

A la Bibliothèque du Congrès, à Washington, est exposé comme une relique un volume aux armes de Mme la Comtesse Du Barry. Et la vie de Mme la Comtesse Jeanne Du Barry est mise à la scène dans un des théâtres de New-York : un peu nettoyée, heureusement. C'est d'ailleurs une excellente illustration des origines de la noblesse. Si la fille Bécu, ex-pensionnaire de la Fillon, avait laissé quelques descendants, les *girls* de New-Port se disputeraient le Comte Du Barry.

A la même bibliothèque de Washington, on voit une lettre de l'envoyé américain auprès du roi Louis XVI, au sujet de Lafayette, représentant des Insurgents, expliquant que « M. de Lafayette voudrait bien servir la cause de la liberté ; mais, à cause de son nom et de sa famille, M. de Lafayette ne peut servir que comme général ; l'envoyé lui a donc promis ce grade ». On sait que la promesse fut ratifiée.

Il n'y a personne comme les républicains pour vénérer les titres nobiliaires. C'est pourquoi le gouvernement de la République française se fait toujours représenter à l'étranger par une clique d'aristocrates ennemis de la République et de la France moderne.

Un dernier exemple particulièrement comique montrera l'effet du préjugé aristocratique aux Etats-Unis. Le prince Henri de Prusse, parmi les nombreuses platitudes dont il a payé l'hospitalité américaine, a déclaré que les plus belles filles de l'Amérique étaient celles de Milwaukee (ville exclusivement allemande, bien entendu). Aussitôt un millionnaire célibataire de l'Ouest, Bernarth Friedman, de Pawnee, accourut à Milwaukee. Il n'y connaissait personne. Mais le jeudi à cinq heures, il découvrait

une agréable vendeuse, au comptoir des rubans dans un magasin de nouveautés. Le vendredi à quatre heures, il l'épousait. Le samedi matin, il repartait avec elle pour Pawnee (Oklaoma), convaincu de posséder la plus belle femme du monde : un prince royal l'a dit !

Les gens raisonnables des Etats-Unis ont beau hausser les épaules. La manie persiste et persistera, parce que les jeunes filles riches sont à l'affût de tout ce qui peut faire parler d'elles dans les journaux, et de tout ce qui peut exciter la jalousie de leurs camarades de plaisir.

Les pauvres filles ne savent pas qu'on élève à leur intention des petits aventuriers dans toutes les gentilhommières délabrées de France, d'Italie, de l'Allemagne et de bien d'autres pays encore.

Les pauvres filles ne savent pas que toute une catégorie de douairières, qui sont de véritables aventurières, font une lucrative industrie de patronner « la petite oie américaine », dans les prétendus salons aristocratiques.

Les pauvres filles ne savent pas que leurs belles-mères répètent sur leur compte le mot de Mme de Sévigné sur sa bru, fille d'un financier : « Que voulez-vous ? Il faut bien de temps en temps mettre du fumier sur les meilleures terres ».

Mais le peuple américain devrait bien s'inquiéter du rôle qu'on lui fait jouer. Ces mariages ne sont pas des bouffonneries sans importance : ils sont de *véritables crimes politiques*. Les filles de la démocratie américaine fournissent à l'Eglise romaine et à la réaction internationale les millions qui servent à préparer l'écrasement de la démocratie en Europe. Pour les Républicains, pour les protestants des Etats-Unis, c'est une grave responsabilité.

VIII

LA POLITIQUE
LA CORRUPTION

Aux Etats-Unis, au lieu d'une poussière de factions et de coteries, on trouve de grands partis organisés, encadrés, dont les cadres et l'organisation subsistent et fonctionnent en permanence. Ils ont leurs comités nationaux, leurs comités d'Etats, leurs comités locaux; ils sont toujours prêts à la lutte ; tout l'intervalle entre deux élections est consacré à la préparation de la campagne suivante. Les scrutins légaux sont précédés de « conventions » où chaque parti désigne ses candidats pour tous postes politiques, toutes magistratures, toutes fonctions administratives.

Ainsi, le parti vainqueur arrive avec son personnel homogène, complet. L'inconvénient, c'est que les magistrats ou fonctionnaires improvisés n'ont pas l'expérience de leur charge, et qu'ils en sont quelquefois évincés par de nouvelles élections avant d'avoir appris à l'exercer. L'avantage, c'est que les partis n'ont pas à redouter les oppositions sourdes et les trahisons des ennemis restés dans la place.

En 1900, la question politique avait porté sur l'impérialisme, sur l'acquisition des îles Philippines et Havaï, sur l'orientation nouvelle qui en résultait pour la grande République.

Dans son programme, adopté à Kansas City, le Parti démocrate s'exprimait ainsi :

Nous professons que la Constitution suit le drapeau, et nous dénonçons la doctrine en vertu de laquelle le Pouvoir exécutif ou le Congrès, qui dérivent leur existence et leurs pouvoirs de la Constitution, pourraient exercer en dehors d'elle une autorité illégale. Nous affirmons qu'aucune nation ne saurait supporter longtemps moitié l'Empire et moitié la République ; et nous avertissons le peuple américain que l'impérialisme au loin conduira promptement et fatalement au despotisme à l'intérieur.

Nous condamnons et dénonçons la politique de la présente administration aux Philippines. Elle a entraîné la République dans une guerre inutile, sacrifié les existences de beaucoup de nos plus nobles fils, et placé les Etats-Unis — jusqu'ici connus et applaudis du monde entier comme le champion de la liberté — dans la position fausse et anti-américaine, d'avoir à écraser par la force militaire les efforts de nos alliés d'hier pour fonder la liberté et le gouvernement libre.

Les Philippins ne peuvent devenir citoyens sans mettre en péril notre forme de gouvernement, et nous ne sommes pas disposés à sacrifier notre civilisation ou à changer la République en Empire. Nous demandons qu'on déclare immédiatement que le dessein de la nation est de donner aux Philippins : d'abord, une forme stable de gouvernement ; ensuite, l'indépendance ; enfin, la protection contre toute intrusion étrangère, comme nous l'avons donnée pendant près d'un siècle aux républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

Le mercantilisme avide qui a dicté la politique de l'Administration républicaine aux Philippines tente de la justifier en disant qu'elle rapportera. Mais même cet argument indigne et sordide ne supporte pas l'épreuve des faits.

La guerre d'agression criminelle contre les Philippins, entraînant une dépense annuelle de beaucoup de millions, a déjà coûté plus que ne pourra rapporter tout le commerce des Philippines pendant de longues années à venir. En outre, quand le commerce est développé aux dépens de la liberté, le prix en est toujours trop élevé.

Dans le programme de Philadelphi·, le parti

républicain, insistant sur la guerre de Cuba et laissant dans l'ombre l'affaire des Philippines — déclarait de son côté :

Nous endossons l'Administration de William Mc Kinley...

Ce fut une guerre que nous n'avions pas voulue, à laquelle nous avions résisté. Mais quand elle arriva, le gouvernement américain était prêt. Ses flottes furent mobilisées pour l'action ; ses armées se trouvèrent en campagne ; et le rapide et éclatant triomphe de ses forces, tant sur terre que sur mer, fournit un égal tribut de gloire au courage des soldats et des marins américains, et à l'habileté, à la prévoyance des hommes d'Etat républicains. A dix millions de créatures humaines, fut octroyée alors « une naissance nouvelle à la liberté », et le peuple américain assuma une nouvelle et noble responsabilité.

En acceptant, par le traité de Paris, la juste responsabilité de nos victoires dans la guerre espagnole, le Président et le Sénat ont mérité l'approbation certaine du peuple américain.

Il n'y avait pas d'autre moyen possible de détruire la souveraineté de l'Espagne dans les îles de l'Ouest et les Philippines.

Cette conduite a créé notre responsabilité devant le monde, et devant la population inorganique que notre intervention a délivrée de l'Espagne. Nous sommes tenus de pourvoir au maintien de l'ordre et de la loi, à l'établissement d'un bon gouvernement, à l'observation des obligations internationales.

Notre autorité ne saurait être moindre que notre responsabilité. Partout où s'étendent nos droits souverains, il a été du devoir impérieux de notre gouvernement de maintenir son autorité, d'abattre l'insurrection armée, et de conférer la bénédiction de la liberté et de la civilisation à tous les peuples que nous secourions.

La plus large mesure de gouvernement libre qui puisse se concilier avec leur bonheur et avec notre devoir sera assurée à ce peuple par la loi.

Le Président Mc Kinley a conduit les affaires extérieures des Etats-Unis avec l'entière confiance du peuple américain. En nous débarrassant des conditions intolérables d'une alliance européenne pour le gouvernement des Iles Samoa, son action a été particulièrement digne d'éloge. En plaçant sous notre contrôle sans partage la plus importante terre du

groupe de Samoa et le meilleur port du Sud Pacifique, il a sauvegardé tous les intérêts américains.

Nous approuvons l'annexion des Iles Hawaï aux Etats-Unis.

De nouveaux marchés sont nécessaires pour l'excédent sans cesse plus considérable de nos produits agricoles. Il convient de faire tous les efforts pour ouvrir et pour obtenir de nouveaux débouchés, surtout en Orient, et nous devons féliciter chaudement l'Administration pour ses heureux efforts en vue d'amener toutes les nations commerçantes et colonisatrices à la politique de la porte ouverte en Chine.

A l'élection présidentielle, le programme et le parti républicains l'emportèrent par 292 voix contre 155 dans le collège électoral, par 7.207.923 suffrages contre 6.358.133 dans la nation.

La prochaine bataille paraît devoir se livrer sur la législation des *trusts*, sur le tarif douanier, sur la nationalisation de quelques sources de richesse.

Le trait le plus frappant de la politique est la corruption des politiciens. Les Américains font remarquer avec satisfaction que leurs conflits politiques ne laissent pas de rancunes ; que la violence des polémiques électorales est regardée par tout le monde comme une comédie ; que les adversaires de la veille dînent ensemble très cordialement quand le scrutin est passé. Les mêmes mœurs politiques s'acclimatent chez nous et les Américains nous en félicitent volontiers. Il n'y a pas de quoi.

Les politiciens étaient capables de haine quand ils étaient capables d'enthousiasme, et qu'une conviction sincère les animait. Ils se sont humanisés en devenant des farceurs. Ils sont les camarades ou les amis personnels de leurs adversaires politiques, parce qu'ils n'attachent aucune importance à leur profession de foi, parce qu'ils adopteraient aussi bien le programme opposé s'ils lui croyaient plus

de chance. Ils jouent une partie de politique comme ils joueraient une partie de poker, avec les mêmes procédés, dans le même but, et sans que leur cœur y soit davantage intéressé. L'homme politique ou l'homme d'église accommodant *n'a pas la foi;* il fait un métier.

Des politiciens de cet ordre sont prêts à toutes les corruptions. Puisqu'ils n'exercent pas un apostolat où l'on joue sa tête — mais un métier où l'on gagne de l'argent — l'argent devient l'unique mobile de leurs actions. Pour l'acquérir, ils ne reculent devant rien. Nous l'avons vu en France. Aux Etats-Unis c'est plus grandiose.

Les surenchères électorales ressemblent aux nôtres. Par exemple, la place en tramway électrique coûte 5 sous ; un candidat promet qu'il la fera réduire à 3 sous; un autre survient, qui offre l'exploitation des tramways par la ville et la circulation gratuite: car il n'y a pas plus de raison pour payer le transport sur terre que le passage de l'eau sur les ponts.

La parade des candidats est plus drôle. Leurs portraits sont collés sur tous les murs, distribués en prospectus, reproduits sur de grandes toiles peintes en travers des rues. On les promène en automobiles, escortés de fanfares. D'autres voyagent avec des chariots et des tentes, comme un cirque forain, à travers leur circonscription. Ils ont à lutter contre la concurrence des attractions voisines. Pendant que M. Northcoot, lieutenant-gouverneur du grand État d'Illinois, prononçait un superbe discours à Springfield, le *Labor Day*, le signal du départ fut donné dans le voisinage pour une course de mulets. La foule déserta en masse M. Northcoot, qui suspendit son discours et resta presque seul sur l'estrade officielle. Quand les mulets eurent

passé le poteau (winning post), la foule revint, et le lieutenant-gouverneur continua...

L'accusation de corruption, étant toujours vraisemblable, est la plus fréquente. Ainsi le colonel Weygant, de Newburg, accuse le gouverneur de l'Etat de New-York d'avoir dépouillé des citoyens de leur propriété pour le profit d'une Muchattoes Lake Ice Company dont il serait le principal actionnaire. Et dans son journal *la Vérité, organe des contribuables*, le colonel s'écrie : « Est-il vrai que des politiciens professionnels, dirigés par les plus roués (shrewd) des meneurs (bosses), ont systématiquement pillé pendant des années les trésors de l'Etat Impérial, ses comtés, ses villes, sans vouloir prêter l'oreille au murmure des contribuables épuisés ? N'en a-t-il pas résulté un accroissement continu de ces riches extorqueurs de salaires, aux mains blanches, aux plastrons garnis de diamants éblouissants, qui n'ont plus que des regards de mépris pour la masse des honnêtes travailleurs ?... »

Quand j'étais à San-Francisco... On m'excusera de noter cette coïncidence. Mais tous les scandales que je rappelle ici se déroulaient au moment de mon séjour dans les cités qui en ont souffert. Comme on n'avait pas organisé ces représentations en mon honneur à San-Francisco, à Chicago, à Saint-Louis, à New-York, à Minneapolis, il faut bien conclure que j'aurais trouvé ailleurs la même situation : c'est-à-dire que cette situation est générale.

Donc, quand j'étais à San-Francisco, la presse entière du parti républicain exécutait le gouverneur républicain de l'Etat de Californie. Cet élu du peuple avait transformé la prison de Saint-Quentin, près de San-Francisco, en une caverne

où ses créatures dilapidaient les fonds publics à son profit. Les prisonniers des deux sexes travaillaient pour le compte du Gouverneur et de sa famille, lui fabriquaient des mobiliers, des voitures, des vêtements. Les crédits destinés à la prison étaient dépensés en achats pour la maison du gouverneur. Les faussaires professionnels subissant une peine d'emprisonnement étaient employés par l'administration à confectionner une comptabilité fausse et de fausses pièces justificatives pour masquer les vols. La presse républicaine tenait à nettoyer son parti du gouverneur indigne, parce qu'elle craignait que son indignité ne fît perdre aux républicains et au Président Roosevelt l'Etat de Californie.

Quand j'étais à New-York, on publiait un relevé de la fortune immobilière (real estate) de quelques agents de police. La police des grandes villes américaines en général, et de New-York en particulier, est une des institutions les plus curieuses du pays. Les policiers touchent des salaires élevés, des pensions de retraite fastueuses. Un inspecteur quittant le service après trente ans reçoit 8.500 francs de pension. La puissance de ces personnages est incroyable ; ils tiennent à leur merci les cabaretiers (saloon keepers), qui sont les grands agents électoraux ; ils sont donc redoutés et ménagés des politiciens. Si la législation puritaine des Etats-Unis était appliquée, la débauche y serait impossible ; or, tous les genres de débauche y fleurissent, par la tolérance rémunérée des policiers.

Dans chaque ville américaine, le quartier des « plaisirs » s'appelle le *tenderloin* : maisons de jeu, maisons d'opium, maisons de prostitution, maisons d'ivrognerie y pullulent au mépris de la loi ; et chaque patron de cabaret ou de tripot, chaque

fille publique est tributaire de la police. Les rigueurs de la morale et de l'hypocrisie publiques assurent la fortune des policiers. Un agent qui compte vingt-cinq ans de services, et qui s'est élevé du grade de simple sergent de ville (patrolman) à celui d'inspecteur, a reçu environ 50.000 dollars de solde. Sur ces 250.000 francs, les policiers de New-York font de telles économies qu'ils se retirent généralement avec un million ou deux; l'été dernier, plusieurs sous-officiers avouaient un pécule de 800.000 à 1.500.000 francs; l'inspecteur Mc Langhlm quittait ses fonctions avec 4 millions de francs; un de ses collègues se lamentait de n'emporter que 3.750.000 francs « parce qu'il avait élevé quatorze enfants ». Leur solidarité contre les gêneurs est aussi redoutable que celle de la Mafia sicilienne. Malheur à qui tenterait de se mêler de leurs affaires! Ils pratiquent le « passage à tabac » de nos policiers sous le nom de *clubbing* (bastonnade). Il arrive que des malfaiteurs volent une maison entière, y compris la charpente, jusqu'au ras du sol, à quatre blocs d'un poste de police (Brooklyn, 18 sept.); il arrive qu'on assassine trois ou quatre personnes par semaine dans le *tenderloin*. Mais la police reste intangible. Les municipalités en ont peur.

La seule constatation de fortunes énormes chez les policiers qui prennent leur retraite devrait suffire à les faire arrêter, pour complicité certaine dans vingt-cinq ans de crimes. Pas un journal n'ose commenter le fait; pas une autorité n'ose le sanctionner.

Avec les millions qu'ils ont prélevés sur la débauche, les policiers se font parfois une carrière politique. Dans la dernière campagne électorale de l'État de New-York, William S. Devery, ancien chef de la police sous le règne de Tammany Hall,

se présentait dans le neuvième district de New-York city ; il incarnait le cynisme et la grossièreté ; il s'entourait d'une populace dégoûtante ; il gavait de bière et de bœuf des milliers d'électeurs à la fois ; tous les chenapans qu'il avait jadis couverts de sa protection moyennant tribut lui servaient d'agents électoraux ; il fut élu ; il fit chauffer un train spécial pour aller représenter le peuple new-yorkais à la Convention de Saratoga.

Tout le monde sait la provenance de l'argent avec lequel on achète ainsi les suffrages. Mais, quand le parti républicain reproche au parti démocrate son Devery, les démocrates répondent par les noms du boss Platt, du boss Hanna et du sénateur Quay.

A Chicago, je suivis les audiences d'un grand procès de corruption. Des citoyens s'étaient syndiqués pour engager une action contre une compagnie de tramways au sujet de son système de correspondance (transfers). La compagnie pouvait encourir 200 condamnations et supporter des frais énormes. Elle voulut gagner à tout prix la première affaire, qui déciderait du sort des autres. Son avocat réclama un jury. Le juge, comme la loi le prescrit, envoya un policeman réquisitionner les six premiers citoyens venus. Le policeman était corrompu ; il ramena six jurés achetés d'avance. La Compagnie gagna son procès, mais l'indiscrétion d'un juré fit découvrir la fraude. Toute la bande, jurés, policeman, avocats, fut envoyée aux assises.

Les principaux accusés défendaient leur fortune et leur avenir politique en même temps que leur honneur. La lutte fut longue et terrible entre le ministère public et les avocats, qui hurlaient et se démenaient terriblement. Le juge se balançait avec nonchalance dans son rocking-chair, ou disait des

gentillesses aux spectatrices de sa connaissance. On retournait les témoins sur le gril comme à la torture. A la fin, les accusés furent condamnés. (Affaire O'Donnel).

A la même époque, la ville de Minneapolis était obligée de balayer sa municipalité : le maire Ames et son frère, chef de la Police, avaient monté une vaste entreprise de brigandage ; non seulement ils rançonnaient les tenanciers de cabarets, de tripots, de lupanars, mais ils étaient associés avec les cambrioleurs et les pickpockets ; leurs agents de police aidaient à crocheter les portes et à défoncer les coffres-forts ; ils vendaient même les cadavres de la Morgue aux marchands de cercueils (*undertakers*), qui les revendaient par morceaux aux amateurs de dissection.

A Philadelphie, je n'eus pas la chance d'assister à quelque esclandre ; mais dans tout le pays, on m'assura unanimement que cette grande cité est en proie à l'administration la plus corrompue des Etats-Unis.

Enfin, quand j'étais à Saint-Louis, éclata la plus étonnante affaire de « Pots de Vin ». Un homme d'affaires avait distribué 1.250.000 fr. à l'Assemblée municipale, pour obtenir une concession de lignes de tramways, qu'il avait aussitôt revendue à une compagnie pour 6.250.000 fr., réalisant net un million de dollars de bénéfice. Une compagnie rivale voulut alors faire consolider sa franchise ; il lui fallut traiter avec les deux chambres de l'Assemblée municipale ; les membres corrompus du City *council* demandèrent 300.000 fr. ; ceux de l'*House of Delegates* exigèrent 365.000 fr. Les sommes furent empruntées par la compagnie à des banquiers, et déposées dans les coffres à double serrure de deux établissements financiers ; pour chaque coffre,

une clé fut remise au représentant de la compagnie ; l'autre clé, au représentant et répartiteur du conseil municipal ; l'argent devait être distribué après le vote.

La concession fut en effet votée par l'Assemblée ; mais une décision judiciaire, pour une raison fortuite, l'empêcha d'être valable. Il y eut alors conflit ; les conseillers municipaux réclamèrent l'argent, puisqu'ils avaient voté ; la compagnie refusa, puisqu'elle n'avait pas sa concession. Des élections survinrent et la composition de l'assemblée municipale changea. Dans l'espoir d'intimider la compagnie récalcitrante, un des corrompus fit passer une note ambiguë et comminatoire dans un journal. Un rédacteur du journal la signala au *Circuit Attorney* Joseph W. Folk : et sur cet indice assez vague, le magistrat se mit en chasse.

Parmi les hommes à qui son élection était due, se trouvaient quelques-uns de ceux qu'il fallait atteindre. On ne prit pas, d'abord, ses recherches au sérieux ; puis on tâcha de le gagner ou de l'intimider. Sa vie fut menacée. Rien ne put lui faire lâcher prise. Les coupables, corrompus et corrupteurs, étaient presque tous des millionnaires ou multi-millionnaires et n'imaginaient pas que, dans les Etats-Unis, un procès de corruption pût les menacer : car ils avaient dépassé la limite de fortune au-delà de laquelle cesse l'action des lois. Ils furent arrêtés, jetés en prison ou relâchés sous des cautions énormes, en attendant la condamnation définitive.

Leur stupeur a été partagée par toute la nation. La plupart des citoyens ont admiré le magistrat Folk ; quelques-uns l'ont blâmé, comme un novateur funeste ; mais il peut se vanter d'avoir étonné tout le monde. Il a montré aux Yankees, ce qu'ils aiment passionnément : quelque chose de nouveau, quelque chose d'inouï.

IX

LE PRÉSIDENT ROOSEVELT

Le Président Roosevelt jouit d'une extraordinaire popularité parmi ses concitoyens. Il est de « vieille souche » américaine, c'est-à-dire que ses ascendants ont émigré au temps des bateaux à voile : et, dans les démocraties, rien n'est plus utile que d'appartenir à une espèce d'aristocratie. M. Roosevelt passe aussi pour un homme prédestiné; son propre parti voulait l'écarter du pouvoir; on croyait l'avoir enterré pour toujours à la vice-présidence de la République. La mort imprévue de M. Mc Kinley l'a porté au premier rang malgré cette intrigue, et l'on dit : « Il avait son étoile ».

M. Roosevelt, par politique ou, plus probablement, par don naturel, parle le langage qui plaît au peuple américain. Il y a des princes qui peuvent résister à la flatterie grossière; un Louis XI, un Guillaume III, un Frédéric II, n'est pas le jouet des courtisans; mais un peuple républicain ne se lasse jamais d'entendre répéter qu'il est le peuple roi. M. Roosevelt, dans ses tournées, prononce jusqu'à huit harangues par jour pour annoncer au peuple américain qu'il est le plus grand, le plus glorieux, le plus intelligent, le plus énergique, le plus généreux du monde. Il y ajoute les lieux communs les plus rebattus de la morale moyenne et de l'esthétique bourgeoise. Il est cher à la multitude.

Les journaux, du parti démocrate aussi bien que du parti républicain, enregistrent quotidiennement les faits et gestes du grand homme. Voici les titres à sensation de quelques articles :

Le Président écoute un sermon sur la vie active (Strenuous life) !

Le Président met 5 dollars sur le plateau, à la quête !

Le Chef du Pouvoir exécutif est salué par deux grandes voitures chargées de jeunes filles, qui se sont fait conduire à la baie de l'Huître pour le voir ! (*Is given a Chautauqua salute by two wagon loads of girls, who had driven to Oyster Bay to see him* !) Suit la description de son panama, de son gilet, de son pantalon, du pantalon et de la blouse de son petit garçon, du chapeau de sa femme.

Un jour, le Président eut un abcès à la jambe; et je vis les éditions des journaux se succéder d'heure en heure avec des titres hauts d'une demi-page :

Malade !

Puis :

Sauvé !

On avait percé l'abcès. Les détails dramatiques abondaient :

La douleur trop intense pour aller plus loin !

Il rit en allant à la table d'opération !

Il supporte la douleur de l'opération sans se faire administrer d'anesthésique !

M. Roosevelt repose tranquillement après cette épreuve !

On donnait la liste des médecins et chirurgiens présents au percement de l'abcès : « Docteur P. M. Rixey, chirurgien général de la Marine des Etats-

Unis; Docteur Robert M. O'Reilly, chirurgien général de l'Armée des Etats-Unis; Docteur John M. Urie, ancien chirurgien du dispensaire Naval; Docteur Edward R. Sitts, chirurgien de la Marine des Etats-Unis; Docteur Georges A. Lung, chirurgien de la Marine des Etats-Unis... » En grand uniforme, évidemment, avec leurs décorations. Nous avons vu quelquefois cette scène, sur les toiles de la femme à barbe ou du mouton à cinq pattes.

De même que, prêchant devant Louis XIV, les grands sermonnaires du XVIIe siècle le comparaient à peu près à Dieu, le prédicateur de la baie de l'Huître, Rev. Washburn, annonce directement à M. Roosevelt qu'il est « l'homme providentiel, le David suscité pour terrasser Goliath, c'est-à-dire les *Trusts* ». Et, ce sermon cause un grand émoi dans le parti républicain, dont la politique protectionniste a justement engendré les *trusts*, et dont les élections sont défrayées par la caisse des *trusts*. Le Rev. Henry H. Washburn, de Christ Episcopal Church, ne sera jamais évêque.

Le Président, un jour, fait grâce à un soldat déserteur, qui avait quitté la caserne pour se marier dans son village. Voici dans quel style la presse publie l'événement :

Le Président pardonne au soldat déserteur pour l'amour de sa fiancée !

La tête de la Nation, avec un tendre sourire sur ses rudes traits (Head of the Nation, with a tender smile on his rugged features), *signe le document qui réunit le soldat et sa jeune femme !*

Mais voici une autre note. Le Président parcourt à cheval le champ de bataille de Chickamauga, suivi d'un escadron de cavalerie, et il met son cheval à une allure telle que les soldats ne peuvent le

suivre; plusieurs sont désarçonnés et blessés; il faut aller chercher une ambulance pour les ramasser. Le public américain admire, sans réfléchir que les simples soldats ne sont jamais montés comme les Présidents de République. Mais M. Roosevelt copie Guillaume II; donc M. Roosevelt est presque empereur; et les républicains se sentent fiers.

Quelques jours après, le Président chassait les lions au Colorado, comme Tartarin en Algérie, et comme M. Hugues Le Roux en Abyssinie. Aussi, la rencontre de M. Hugues Le Roux et de M. Roosevelt avait été émouvante. « Big game, Sir ! » avait prononcé le Président; et M. Cortelyou, son secrétaire, qui cultive Alphonse Daudet, avait demandé à l'ancien confident de Félix Faure où était son chameau : « Le chameau qui lui a vu tuer tous ses lions !... » Dans ses courses violentes, M. Roosevelt est naturellement exposé à des chocs; tantôt, sa voiture est culbutée et son policier spécial écrasé par un car électrique; le lendemain, il manque d'écraser deux petites filles : « Le Président a manqué tout juste une autre tragédie ! Deux petites filles n'ont échappé à l'écrasement que de l'épaisseur d'un cheveu ! »

Ses enfants n'occupent pas moins l'attention publique. Ils ont des surnoms populaires, Teddy, Archie. On raconte leurs jeux, leurs mots historiques, leurs fantaisies :

Le jeune Roosevelt rentre à la maison avec un gros poisson ! Il a attrapé une truite ! il dit qu'il ira à la chasse l'année prochaine !

Le fusil du jeune Teddy part tout seul ! Il envoie une partie de la charge dans les vêtements d'un administrateur du railroad !

Archie reçoit en présent un poney bai foncé (dun pony)! Il essaie sa vitesse !

Et sur la jeune fille du Président :

Brillant mariage : Miss Roosevelt invitée (a guest) !
Le plus brillant mariage de la saison : Miss Roosevelt y était !
Miss Alice Roosevelt s'est mis une mouche (patch) ! Il faut mettre une mouche quelque part sur votre aimable visage cet hiver. A une récente réception, on a observé que Miss Alice Roosevelt en portait une au coin sud-est de la bouche (at the southeast corner of her mouth), où se loge ordinairement une fossette (where a dimple usually locates), et d'autres jeunes femmes suivent son exemple !

Les reporters sont mis en campagne par leurs directeurs avec des instructions de ce genre :

Prenez des vues de Mme et Mlle Roosevelt dans leur costume de bains, dans l'eau si possible. Et aussi du Président jouant au tennis.
Voyez les garde-chasse et faites arrêter Archie Roosevelt pour délit de chasse (for violating the game laws). Faites un bon papier avec photographies.

Mais voici la plus extraordinaire nouvelle du Président, imprimée toujours en gros caractères :

Roosevelt has a quiet day !
Roosevelt reste un jour tranquille !

Toute l'Amérique a cru que c'était un *canard*.
Aussi agité, aussi amoureux du bruit que Guillaume II, M. Roosevelt s'efforce de parler autant que ce monarque. Nous n'avons pas de politicien, dans nos pays latins renommés pour leur loquacité, qui puisse soutenir la comparaison avec le chef de la grande République. Ses thèmes ne sont pas très variés ; le ton est uniformément « pompier ». Il célèbre les gloires de la nation américaine, de l'énergie américaine, de l'armée américaine, de la marine américaine, de l'industrie américaine. Des

petites filles vêtues du drapeau national lui apportent des bouquets, et il jure que la doctrine de Monroë n'est pas une légende, que jamais les Européens ne viendront coloniser l'Amérique. (Il en arrive seulement 730.000 par an, aux Etats-Unis).

« Le peuple américain est celui qui possède le plus de bon sens, le plus de droiture, le plus de courage. Le drapeau américain, le soldat américain, le marin américain, l'ouvrier américain, sont les premiers du monde ». Jamais un auditoire américain ne contestera ces vérités évidentes. Et M. Roosevelt est capable de les proclamer, en huit discours véhéments, dans huit villes différentes, le même jour : ainsi, le 26 août 1902, à Augusta (Maine), à Lowell (Mass.), à Lawrence, à Haverville, à Dover, Old Orchard, Portland. Voici un spécimen de ses flagorneries :

Aux Philippines, nos soldats ont montré une *splendide bravoure* en campagne. Et ils n'en ont pas moins fait une *œuvre admirable* en préparant les provinces pour le gouvernement civil.

Les autorités civiles ont montré *la plus éclatante sagesse* en accomplissant une tâche très difficile et très importante.

Il serait *difficile de trouver dans les temps modernes* un meilleur modèle de l'œuvre constructive et féconde du gouvernement.

Aux Philippines, comme à Cuba, les actes blâmables de nos agents, soit civils, soit militaires, ont été *étonnamment rares*.

C'est le langage que nous entendons, chez nous, de tous les petits politiciens qui attendent une place du ministère. Le grand peuple américain ne s'en rassasie pas.

Cependant, malgré son incontinence oratoire, le Président Roosevelt ne s'égare pas. On a entendu

des diplomates américains tenir des propos qui n'étaient pas indispensables ; par exemple, quand le général Bragg, représentant les Etats-Unis auprès de la nouvelle République de Cuba, déclarait « qu'il est plus facile de faire un sifflet avec une queue de cochon que quelque chose de propre avec les Cubains ». Mais M. Roosevelt se garde bien d'aborder les sujets périlleux. Il se laisse attribuer toutes sortes d'intentions héroïques à l'égard des *trusts* et des forbans de la spéculation, mais il ne se prononce pas lui-même. Ou bien, aux axiomes de M. Prud'homme et de M. de La Palisse, il mélange des propositions que le Normand le plus matois ne désavouerait pas.

Lisez son discours du 23 août 1902, à Newport (R.I.) : « Nous traversons une ère de grande prospérité. Mais quand le temps est bon pour les récoltes, il est bon aussi pour la mauvaise herbe. Quand les circonstances sont telles que tout le monde prospère, les méchants aussi prospèrent. L'esprit d'envie et de jalousie est funeste. Si le peuple qui devient gras se met à ruer, il détruira vite sa prospérité. Ceux qui perdent la tête ont perdu ce qu'aucune loi ne peut leur restituer. De bonnes lois peuvent ne pas améliorer une bonne situation ; mais de mauvaises lois peuvent plonger toute la nation dans un abîme de misère. Lorsque, par envie, on essaiera d'abattre ceux qui ont le plus profité des années d'abondance, on s'engloutira dans un commun désastre. Une grande fortune, quand on en use mal, peut causer beaucoup de tort à la communauté. Ce n'est pas une raison pour regarder avec défiance les milliardaires et autres *capitaines d'industrie*. Le plus grand mal qui vient de l'accaparement de la richesse n'est pas cet accaparement lui-même, mais le vice de haine et

de jalousie qu'il suscite en nous contre nos frères (les milliardaires) ».

La traduction claire de ce discours tortueux était : « Pas de campagne contre les *trusts* ». La seule mesure que M. Roosevelt osait recommander était « l'obligation de la publicité ». Or, la publicité de toutes affaires est aussi complète que possible aux Etats-Unis, et n'empêche rien.

A Cincinnati, le 20 septembre, le Président s'aventurait davantage. Il affirmait que la question des *trusts* et la question du tarif douanier, qui semblent être les deux principales « planches » de la prochaine plate-forme électorale, n'ont rien à voir ensemble. Le dernier écolier comprend que les *trusts* sont nés du régime protectionniste et subsistent par la protection du tarif. Mais M. Roose velt protestait qu'il est « insensé de n'avoir que dénonciation contre les hommes dont la capacité supérieure en affaires procure au pays sa prospérité et sa position supérieure dans le monde international ». De même que la France doit sa prospérité à MM. de Rothschild et Bontoux, les Etats-Unis doivent la leur à MM. Gould, Gates, Rockefeller et consorts.

D'après M. Roosevelt, ce n'est pas le sol américain et le peuple américain, qui font la supériorité économique des Etats-Unis : c'est l'accaparement de la richesse commune par quelques individus... Dans ce discours, le Président se découvrait un peu trop.

A la même heure, on annonçait que MM. Gould et Rockefeller allaient fonder treize grandes compagnies de chemins de fer en un *trust* nouveau (*Transcontinental Securities Company*) et réaliser « le plus grand coup dans l'histoire des chemins de fer américains » pour supprimer les dernières

garanties que la concurrence des Compagnies de transport laissait encore au public. Leur *commanding businesss ability*, en rançonnant sans merci les producteurs et les consommateurs, allait justifier, selon M. Roosevelt, la *commanding position of the American nation in the world*... Peu après, les dernières péripéties de la grève de Pennsylvanie montraient à quel point le Président de la République est inféodé aux barons de la haute finance; il essuyait sans broncher leurs insolences; il apparaissait impuissant à terminer le conflit sans l'intervention décisive de M. Morgan.

Le message Présidentiel du 2 décembre 1902, si on veut bien le lire de près, n'est que la paraphrase des discours de New-Port et de Cincinnati.

Cependant, la popularité de M. Roosevelt est forte.

Une partie de la grande presse le traite assez rudement. Les uns lui reprochent son irrésistible inclination à se mêler de tout à tort et à travers (*his seemingly uncontrollable penchant for impulsive self-intrusion*). D'autres critiquent les licences qu'il prend avec la Constitution, dont il tient dejà des pouvoirs plus étendus que ceux de la plupart des monarques. D'autres se plaignent qu'il manque de réserve et de tenue; qu'il fasse sa campagne électorale, en vue d'un second terme, avec trop peu de dignité; qu'il frappe l'imagination des foules irréfléchies par ses attitudes de *rough rider* et ses perpétuels *hurrah boys* !

D'autres relèvent sa mémorable phrase: « Les paroles sont bonnes quand elles sont appuyées par des actes, et seulement alors », en faisant observer qu'il prodigue les paroles sans compter, mais ne les appuie jamais par des actes. « Il bavarde vertueusement; il bavarde énergiquement; il fait

le tour du cirque au galop, en déchargeant ses pistolets oratoires ; il est un président d'hippodrome (*hippodroming*) ; il machine sa renomination comme aucun autre Président n'a eu le mauvais goût de le faire ; il se rendra suspect comme un charlatan (*distrusted as a charlatan*). »

Voilà le ton des journaux démocrates, et même des journaux républicains qui n'aiment pas les exercices de l'hippodrome.

Mais les attitudes et les défauts mêmes que ces critiques reprochent au Président Roosevelt sont les causes de son succès auprès de la foule. Dans notre République française, il n'a tenu qu'à Boulanger d'être César, parce qu'il avait monté un cheval de cirque à la revue de Longchamps. Dans la grande République américaine, les mêmes causes auront les mêmes effets.

M. Roosevelt est probablement un excellent républicain ; la réception de Booker Washington à la Maison-Blanche et la nomination de son congénère noir, M. Crum, à la perception de Charleston (Caroline du Sud), témoignent d'un dévouement courageux à la doctrine et aux intérêts du parti républicain. M. Roosevelt veut être réélu ; il ne songe pas à se faire César ; il ne le sera pas ; mais il contribue pour sa part à dépraver l'esprit public, à dévoyer la nation américaine. Il collabore inconsciemment à transformer cette démocratie libertaire en démagogie césarienne.

X

LA PRESSE. — LA LITTÉRATURE
L'ART
LE THÉATRE. — LES TRIBUNAUX

Ce chapitre sera nécessairement très court.

Les publications périodiques ne manquent pas aux Etats-Unis : environ 2.000 journaux quotidiens, 2.500 revues mensuelles, 15.000 journaux ou revues hebdomadaires. Les grandes revues et les grands journaux disposent de ressources énormes.

Leurs propriétaires sont des multi-millionnaires, que l'ambition politique pousse quelquefois à mener la guerre contre le régime capitaliste. Leur outillage est admirable, comme dans toutes les industries américaines : bâtiments grandioses, spécialement appropriés à leur destination, machines toujours du dernier modèle, réseau spécial de fils télégraphiques et téléphoniques, armée de reporters, de dactylographes, télégraphistes, typographes, photographes, électriciens, mécaniciens ; *managers* particuliers et brigade de rédacteurs par chaque « département » ; parfaite organisation des expéditions et de la vente ; éditions nombreuses se succédant tout le long du jour ; effroyable gaspillage de papier, de huit à seize pages dans les éditions de semaine, et jusqu'à cent seize pages

dans les éditions du dimanche. Des images, des titres sensationnels, des annonces en quantité fantastique.

Voilà. Cette étude est pleine d'intérêt pour un homme de la profession. Elle n'amuserait pas les profanes. Et puis, les loups ne se mangent pas entre eux. Les journalistes américains sont bien américains, excessivement américains ; ils ont leurs points de vue comme nous avons les nôtres. Le leur est probablement bon, puisqu'ils captivent le public américain, et que leurs méthodes, importées en Europe, captivent maintenant le public anglais et le public français.

Il n'y a pas de comparaison raisonnable à faire entre les journaux américains et les journaux français de l'ancien type : ce sont les *magazines*, surtout les *magazines* hebdomadaires, qui correspondent à notre presse politique et littéraire. Ils sont innombrables. Chez nous, ils n'existent guère : et la presse politico-littéraire est en voie d'extinction.

Sur les affaires et sur les hommes d'Europe, les journaux américains sont renseignés d'une manière aussi fantaisiste que les journaux européens sur les hommes et sur les choses d'Amérique. Les bévues sont aussi fréquentes et aussi plaisantes d'un côté que de l'autre. Mais on est bien intrigué de trouver, dans toutes les grandes feuilles des Etats-Unis, une certaine « marquise (*sic*) de Fontenoy (*sic*) » qui renseigne ses concitoyens à notre sujet. Cette aristocratique personne, qui aurait pu s'affubler d'un sobriquet moins ridicule, paraît vivre dans l'intimité de tous les grands de la terre. Elle est liée particulièrement avec les têtes couronnées ; elle tutoie la plus haute noblesse, depuis les barons français jusqu'aux archiduchesses d'Autriche, en passant par Emilienne d'Alençon. Elle

connaît leurs blasons et leurs généalogies en remontant jusqu'à la prise de Troie. Hors de là, l'Europe n'existe pas : la démocratie américaine doit se faire une singulière idée de la démocratie européenne.

Il est dur de noircir tous les jours une excessive quantité de papier. Les journaux américains s'amusent quelquefois à ressusciter le Serpent de mer qui faisait la joie de la presse européenne vers 1825. C'est ainsi que, l'été dernier, le Serpent de mer fut signalé au large de Vancouver Island, où quinze pêcheurs du steamer *New England* l'avaient observé pendant cinq minutes.

Mais, en pareille matière, les journalistes américains trouveraient de faciles et nombreuses revanches sur la presse d'Europe. Il vaut mieux constater leur puissance. Leur tâche est aussi ingrate et plus rude que chez nous ; ils mènent une existence de forçats, et c'est seulement par exception qu'ils arrivent à la notoriété, les articles n'étant presque jamais signés. Ils sont aussi enviés, aussi redoutés, aussi exécrés des gens en place que peuvent l'être leurs confrères européens. Et le peuple américain trouve en eux sa seule sauvegarde contre les hardis malfaiteurs. Dans un pays où la corruption des politiciens et des administrateurs s'affiche presque ouvertement, la fortune publique serait dilapidée avec plus d'audace encore sans la vigilance de la presse. Toutes les fois que de grandes concussions, de grands accaparements, de grands vols, ont été prévenus ou réprimés, l'honneur en revenait à des journaux. Il ne faut pas l'oublier. Les reproches qu'on fait à la presse sont bien secondaires à côté de pareils services.

La production des auteurs américains en volumes s'élève à plus de 4.000 ouvrages par an. Les cri-

tiques littéraires ont fort à faire pour tenir leur public au courant, et pour se reconnaître eux-mêmes dans cette inondation. Aussi, la critique littéraire se réduit-elle, la plupart du temps, à la reproduction des analyses et annonces de librairie, moyennant finances : et c'est le système généralement adopté dans la presse française.

La littérature, après tout, doit être une manifestation négligeable de l'activité humaine, si l'on en croit quelques oracles américains : du haut de la même chaire universitaire où l'on avait proclamé la supériorité de l'Oil Trust sur l'œuvre de Shakespeare, on a déclaré depuis que : « Peu de gens se feraient poètes, s'ils savaient se servir de leurs mains » et que : « Si Homère n'avait pas été aveugle, il aurait probablement fabriqué autre chose que des vers... » On se demande quelle infirmité physique a condamné ce maître chicagoan à rester professeur de belles lettres.

Il y a un moyen de réconcilier la littérature avec l'industrie : ce serait de fonder — ou plutôt, de développer — la littérature industrielle. Des esprits avisés s'en occupent; on lit partout des avis dans ce genre :

La plume plus puissante que l'épée.
Si vous avez quelque goût littéraire, cultivez-le, et faites que ça vous rapporte !
Soyez éditeur, critique, reporter, auteur. Nous enseignons *le journalisme chez soi !* (at home).

Ou encore :

Apprenez un métier pour 37 fr. 05.
Piano, photographie, peinture d'enseignes, art de l'étalage (Window trimming), correction d'épreuves, *journalisme, etc.*

Ces annonces sont tout à l'honneur de la littéra-

ture et du journalisme américains. Nous avons en France des littérateurs et des journalistes qui exerçaient précédemment les honorables professions de marchands de charbon, de fabricants de chemises, de recors judiciaires, d'officiers, de savetiers ou de bouffons dans les music-halls, et qui sont entrés dans la presse sans même dépenser 37 fr. 50 pour leur apprentissage.

Voici, à la gloire de cette école littéraire, le Rév. Cyrus Townsend Brady, de Philadelphie, clergyman et romancier. Il se repose de l'écriture en prêchant, et de l'éloquence en écrivant. Il compose une nouvelle (story) dans la journée ; un roman de 100.000 mots (*sic*) est l'affaire de peu de semaines; sa dernière œuvre lui a pris quinze jours. C'est ainsi qu'il a pu « en quatre années, jeter sur le marché littéraire six romans, trois biographies, deux essais historiques, deux autobiographies, formant treize volumes, outre vingt-huit nouvelles (short stories) ».

En neuf mois, il a produit « un roman maritime de 40.000 mots (*sic*), un autre de 100.000 mots, une œuvre historique de 100.000 mots, une histoire pour les enfants de 80.000 mots, plusieurs nouvelles comptant ensemble 40.000 mots, deux revues bibliographiques par mois (chacune de 2.000 mots) et trente sermons à 1.250 mots pièce (apiece) pour l'édition du dimanche d'un grand journal ». De plus, il a *complètement* récrit (rewrote) ses *Hohenzollern*, roman historique de 40.000 mots, et prêché deux fois chaque dimanche. Enfin, il a tenu à jour son livre de caisse « dont il s'enorgueillit à juste titre ».

Cet écrivain-là ne perd pas son temps. S'il a été formé dans une école à 7 dollars 50, on ne lui a pas volé son argent. Les professeurs de littérature de

Chicago hésiteront sans doute à supposer qu'il aurait fait un autre métier s'il avait l'usage de tous ses membres. Mais pourquoi diable le Rév. Cyrus T. Brady en est-il encore à la vieille méthode de compter les lignes ou les mots de son produit ? S'il pesait purement et simplement son papier, il économiserait quelques heures, pendant lesquelles il pourrait écrire un volume de plus.

L'enfantement artistique, aux Etats-Unis, n'est pas encore aussi rapide que l'enfantement littéraire. La génération actuelle se contente de copier, copier, copier, et de collectionner, collectionner. On collectionne tout. Le long des belles avenues de New-York abondent les magasins de faux objets d'art, pour enrichir les collections. Nous avons, en Europe, des fabriques fort occupées à les alimenter. A quatre-vingt-dix jours, nous fournissons aux amateurs américains des antiquités de toute origine, dont ils sont très fiers, parce qu'ils les paient très cher.

Ils ne tiennent pas, d'ailleurs, à des renseignements très précis. A Washington, dans la Bibliothèque du Congrès, qui est fabuleusement riche... en murailles de marbre et en mosaïques, on admire une gravure ancienne ainsi cataloguée : « Samson dans la prison de Gaza *ou* le duc Adolphe de Gueldres menaçant son beau-père emprisonné ». Au choix.

Les musées sont indigents. En beaucoup de villes, ils sont fermés le dimanche ! Ailleurs, on exige un droit d'entrée de 25 sous ! A Chicago, à New-York, où il y a de l'or pour acheter toutes les richesses artistiques du Vieux Monde, on s'attend à trouver des trésors. Rien, ou presque rien. Au lieu de sculpture, des moulages en plâtre. En fait de peinture, par toute l'Amérique, les paysagistes

français, les peintres de genre français, et quelques bons vieux Hollandais, mêlés à des barbouillages sans nom, à des esquisses, à des pochades, à des faux manifestes. Il y a, dans le pays, un grand artiste, un grand sculpteur, dont le nom dit assez les origines : Saint-Gaudens.

Les protectionnistes américains, qui sont au même degré de barbarie que les nôtres, ont frappé d'un énorme droit de douane (20 % *ad valorem*) les œuvres d'art qui seraient importées aux Etats-Unis. On cherche vainement à quelle « industrie nationale » pourraient faire tort les Rubens ou les Rembrandt ; mais il ne faut pas demander de raisons à des cervelles du Moyen-Age. Les multi-millionnaires qui ont acheté des chefs-d'œuvre en Europe pour en doter leur pays ne veulent pas acquitter la taxe. On estime à 150 millions de francs la valeur des œuvres ainsi acquises par les divers Morgans d'Amérique, et qui auraient à payer 30 millions de droits pour orner les musées de New-York, de Chicago, de Boston ou de Philadelphie. Cet incident met en belle lumière la sauvagerie du protectionnisme. Mais il ne fait pas honneur non plus à la logique des milliardaires. Ces personnages ont acquis leurs immenses fortunes grâce au tarif protecteur ; ils en ont recueilli les avantages ; ils ne veulent pas en supporter les charges. Ils exigent des taxes sur les marchandises qu'ils vendent ; ils n'en acceptent pas sur ce qu'ils achètent. Cette contradiction vaut à l'Europe de garder encore quelque temps les œuvres que sa cupidité lui a fait échanger contre des dollars.

L'ornement des villes américaines serait leurs parcs, si les municipalités pouvaient se retenir d'en gâter le magnifique décor par des statues et des monuments ridicules. Dans tout le pays, le vrai sen-

timent artistique consisterait à ne pas abîmer les merveilles de la nature.

L'art qui se développera d'abord aux Etats-Unis est l'architecture, le grand art plastique et le grand art social, dont tous les autres sont tributaires. Le génie pratique de la nation commence à le saisir. Jusqu'ici, la construction américaine n'a été qu'un métier d'ingénieur, et l'ingénieur n'aperçoit un degré supérieur de beauté que dans les tours de force. Les *skyscrapers* à vingt étages, qui interceptent l'air et la lumière, qui transforment la rue moderne en ruelle du Moyen-Age, obscure, humide comme le fonds d'un puits, sont le triomphe de l'ingénieur. Quand l'ingénieur a pu accrocher une corniche grecque entre le seizième et le dix-septième étage, il annonce au propriétaire orgueilleux que son *skyscraper* est dans le style grec.

L'Exposition universelle de Chicago a été le point de départ d'un effort intéressant. On s'est mis à construire des édifices publics et de riches habitations privées qui associent, dans une mixture invraisemblable, des fragments de tous les styles connus et de quelques autres. Ou bien, et c'est le plus sage, on a copié servilement les meilleurs morceaux de la Renaissance française. L'Ecole des Beaux-Arts de Paris a formé une pléiade de jeunes architectes qui portent en Amérique notre goût, nos méthodes, nos traditions ; elle est représentée sur place par M. Masqueray, dont l'atelier est à New-York, et qui préside à l'ensemble artistique de la future World's Fair à Saint-Louis ; et par M. Despradelle, qui dirige le département d'architecture à l'Institut technologique du Massachusetts. Actuellement, New-York offre déjà les traces d'une transformation heureuse, en dépit des *flat iron* qui sont les équivalents de notre Tour Eiffel.

A force de copier, les architectes américains finiront par se former le goût ; ils ont l'habileté technique ; ils excelleront probablement dans un style qui caractérisera très bien la puissance de leur patrie. Les masses imposantes, les colonnes trapues supportant des entablements énormes, les voûtes basses et robustes, se retrouvent dans toutes leurs conceptions originales. On y sent toujours exprimée cette idée de Force qui obsède l'esprit de la nation.

Quand il aura copié quelques cathédrales de France ou d'Allemagne, quelques palais de Florence et tous nos châteaux de la Loire, le peuple américain croira de bonne foi qu'il possède ce que nous possédons. Il ne fait pas encore de différence entre l'original et la reproduction, entre le *building* fabriqué en quelques mois, à coups de millions, avec des machines formidables, par un entrepreneur, et l'église ou le château dont chaque muraille raconte un siècle d'enthousiasme et de souffrances, dont chaque pierre dit la foi ou la colère d'un artiste inconnu, dont chaque assise a été arrosée par les larmes et par le sang d'une génération.

Mais cela viendra. Dépêchons-nous de plaisanter les Américains d'aujourd'hui, pendant qu'ils travaillent pour leurs fils. Les Américains de demain prendront leur revanche. Ils ont déjà tout le reste ; ils auront un art avant cinquante ans. Ils travaillent, ils cherchent, ils s'appliquent, ils désirent, ils veulent. Donc ils réussiront.

La musique, il n'en faut pas parler. Elle est tout à fait primitive. Dans les music-halls comme dans les concerts en plein vent de l'Armée du Salut, la grosse caisse et le trombone ou le piston dominent. Les opérettes ne laissent pas une trace dans la mémoire. Le reste est importé d'Europe, soit intégra-

lement, soit en pots-pourris audacieux. Je me souviens d'un morceau de concert, entendu à San-Francisco, où des phrases d'*Aïda* et du *Petit Duc* alternaient avec des débris de la *Mascotte*, du *Prophète*, des *Cloches de Corneville* et de *Madame Angot*. Les airs nationaux, « Star-Spangled Banner », « America » et « The Red, White and Blue », sont de funèbres cantiques; mais beaucoup d'hymnes religieux se chantent sur de véritables airs de danse : ils composent la partie la plus gaie de la musique américaine.

Un genre de musique, toutefois, est spécial à ce pays, un genre inférieur : le genre burlesque. Les Américains ont le génie du burlesque dans la farce, et ils le font sentir même dans la musique. C'est laid, mais quelquefois drôle.

Le théâtre... le théâtre offre les mêmes commodités matérielles que tous les établissements américains. Chez nous, des incendies meurtriers ont épouvanté le public pour quinze jours ; les théâtres qui n'ont pas encore brûlé sont restés aussi dangereux ; les théâtres qui ont brûlé avec une partie de leurs spectateurs ont été reconstruits tels qu'ils étaient auparavant; toutes les fois qu'un théâtre français brûlera, les spectateurs brûleront. Aux Etats-Unis, les leçons servent à quelque chose. Tout est combiné pour diminuer le péril ; tout est subordonné à la sécurité des spectateurs. Et les ordonnances de police sont rigoureusement observées.

En second lieu, les directeurs américains ont ruiné le commerce des marchands de billets : « Tickets purchased on the side walk, from speculators, will positively be refused at the door ». Enfin, les dames sont obligées d'ôter leurs chapeaux. Il faut avoir enduré les souffrances du spectateur français,

derrière un catafalque de plumes ou une corbeille de fleurs, pour apprécier l'importance de cette coutume américaine.

On connaît l'histoire du président de cour d'assises qui, dans un procès scandaleux, pria vainement « toutes les femmes honnêtes de sortir » : aucune des spectatrices ne bougea. Aux Etats-Unis, les directeurs remercient d'avance « toutes les dames bien élevées » (gentlewomen) de la complaisance qu'elles auront pour les personnes assises derrière leur fauteuil. Aussitôt arrivées, elles retirent leurs vastes chapeaux et les gardent sur leurs genoux ; comme il n'y a presque pas d'entr'actes, pas de loges, pas de foyer, pas d'ouvreuses, que le spectacle finit avant 11 heures, on ne quitte pas sa place pour montrer sa toilette. Cependant, les couturières et les modistes n'y perdent rien ; les maris pourraient en témoigner.

Sans chapeau de femme devant les yeux, on voit très bien la scène. Par malheur, il n'y a pas grand'-chose dessus. A part les importations d'Europe, qui sont d'ailleurs mutilées abominablement, l'art dramatique n'a pas franchi les premières étapes. Il est enfantin. Les comédies sont de mauvais démarquages du plus triste Scribe ; les drames rappellent les plus sombres jours du Boulevard du Crime. L'inexpérience et l'ingénuité de la composition sont touchantes. L'art des préparations est totalement inconnu.

Les personnages entrent et sortent comme dans Shakespeare. Les lettres perdues et les conversations surprises dénoncent à tous les actes la trame des criminels. Il y a toujours quelqu'un derrière un rideau. Le héros a beau être plongé dans les cachots, noyé, haché en morceaux, il apparaîtra au dernier moment, un revolver dans chaque main,

pour sauver l'innocente ; ou il terrassera tous les traîtres à coups de poing. Le poing et le revolver jouent le rôle principal. Le traître (villain) a toujours de la barbe, au moins des moustaches ; et le loyal sauveteur est toujours rasé à fond. Les banalités les plus navrantes, les lieux communs les plus usés, les *trucs* les plus naïfs, ont un succès assuré. Le public admet tout, ne chicane rien. Heureux auteurs dramatiques ! ils exploitent un champ vierge ; ils sont comme les agriculteurs et les mineurs de leur pays. Le spectateur est simple et débonnaire. Ça passera.

S'il n'y a pas encore beaucoup de psychologie dans le théâtre américain, il y a beaucoup de moralité. La sainteté du mariage est toujours respectée (le divorce est si facile). Le mari a raison, même quand il a tort ; l'amant est couard et grotesque... Ah ! si les femmes faisaient des pièces !... Quand la morale se relâche sur une scène, les journaux rappellent sévèrement le directeur à l'ordre ; car les journaux et les journalistes sont très vertueux. J'ai noté l'indignation de la presse, parce qu'un auteur sans scrupule avait montré une femme capable « de ne pas épouser l'homme qu'elle aime et qui est pauvre, pour épouser l'homme qu'elle n'aime pas et qui est riche » ! Est-ce qu'on voit de pareilles choses en Amérique ?

A New-York, il y a 93 théâtres et music halls. Les plus importants sont groupés autour de Broadway. On y vient exclusivement pour le spectacle, et point pour la parade ; ni visites ni causeries. Les salles sont élégantes, la mise en scène luxueuse. Il y a d'excellents artistes, qui joueraient volontiers de bonnes pièces. Leur jeu manque, en général, de souplesse et de naturel.

Mais le vrai, le pur théâtre américain déploie ses

cocasseries dans l'Ouest. New-York est une grande ville quasi-européenne. A Chicago, à Saint-Louis, à San-Francisco même, j'ai assisté à des spectacles stupéfiants de naïveté; la partie comique consiste en clowneries violentes, en farces énormes ; les héroïnes ont toujours un revolver dans leur corsage ; les coups de poing en pleine figure se succèdent rapidement ; les anachronismes de mise en scène sont invraisemblables. Dans un drame d'Ennery, qui doit se passer en France sous la Restauration, des personnages portent l'habit Louis XV, d'autres le costume Directoire, d'autres sont habillés en militaires turcs, et les brevets signés du Roy étalent des drapeaux tricolores. Les programmes ajoutent au nom des personnages quelques éclaircissements sur leur caractère. La presse est d'une indulgence charmante. J'ai entendu chanter *Carmen*, en Californie, par une dame volumineuse qui engageait, avec don José, dans les moments pathétiques, de terribles luttes à main plate ; l'assistance trépignait de joie ; et les journaux, comparant cette nourrice avec Emma Calvé, décernait la palme à la première : « parce que, au moins, les fauteuils ne faisaient pas prime ». *You bet !*

Dans les cafés-concerts (music halls), le spectacle se compose essentiellement, et invariablement, d'une « Extravaganza », sans queue ni tête. Les plaisanteries, bien entendu, ne sont guère intelligibles pour un étranger ; elles ne paraissent pas très fines ; les caractères sont fort grossiers ; les paroles ne sont pas licencieuses, mais le geste y supplée : de sorte que la grivoiserie réprouvée est remplacée souvent par une obscénité brutale. Le corps de ballet fait irruption toutes les dix minutes et se livre à des entrechats. La danse n'est ni voluptueuse, ni artistique, ni provocante ; même en

chantant, les femmes se trémoussent et gigottent sèchement ; leur danse est une gymnastique violente. L'art de lever la jambe est poussé au dernier degré de perfection ; il y a, d'ailleurs, des concours de *kicking* en beaucoup de lieux.

Tout cela est fruste et sent encore la rudesse d'une société nouvelle. Dès que le goût s'affinera, les entrepreneurs de spectacles auront de quoi faire, dans un pays où abondent l'argent et les jolies filles. D'un bout à l'autre des États-Unis ces divertissements sont identiques. Il faut faire une place à part, dans la catégorie des music halls, au célèbre établissement de Weber and Field, idole du public new-yorkais : le spectacle y est somptueux, la tenue parfaite, les acteurs un peu trop sûrs de leur popularité, et l'assistance toujours contente.

Il y a peut-être quelque irrévérence à placer, dans ces notes, les tribunaux après les théâtres. Mais les comédies sont plus comiques, et les drames plus sinistres, aux palais de justice que sur les planches Les juges américains de tout degré, étant élus sur le ticket des partis politiques, par les mêmes électeurs que les politiciens, participent aux mêmes vertus. Quelques-uns sont intègres, et j'en ai cité un notable exemple. D'autres le sont moins. Comme nos législateurs français, ils aiment à rentrer dans leurs frais d'élection, par des moyens analogues. Un aimable laisser-aller règne au cours de leurs opérations ; ils siègent en jaquette ou en veste, et se balancent négligemment sur leur rocking-chair, pendant que les avocats irlandais donnent de la voix. Quand il fait chaud, ils autorisent les défenseurs, témoins et jurés à se mettre en bras de chemise (Chicago, 7 juillet, Judge Stongh's court) : j'ai contemplé là, comme dans les rues de

New-York et dans les théâtres de Saint-Louis, de belles expositions de bretelles.

Théodor O'Connor, ayant volé un savon de trois sous pour prendre un bain, ne put fournir 5,000 fr. de caution pour sa liberté provisoire et fut enfermé à la prison du *County*, préventivement. Le jour de son procès venu, il avait déjà coûté 400 francs à la Justice. La Justice ne regarde pas à la dépense pour châtier les crimes de trois sous. Elle se rattrape quand il s'agit d'un vol ou d'une concussion de quelques millions. C'est dans l'autre République comme dans la nôtre.

J'ai eu la bonne fortune, assez rare pour un voyageur, de figurer dans un procès, comme témoin, entre deux trains. J'avais été l'objet d'une espèce d'agression, dont l'auteur fut corrigé sur place par les assistants. La police avait arrêté tout le monde en tas. Le lendemain, à l'audience, un juge décharné, jaune, grognon, dyspeptique, regardait les mouches au plafond, tout en distribuant les amendes et les mois de prison d'une voix blanche. Un policeman gigantesque, avec le front retréci, un œil terne, une mâchoire et des poings formidables, déposait implacablement. La scène s'était passée la nuit, dans une rue obscure ; les acteurs ne parlaient que la langue arménienne ; le policeman avait tout vu, tout entendu, et l'attestait sous la foi du serment.

Sans interroger, sans entendre, sans regarder personne, en se frottant l'estomac, le juge condamna à la même peine, pour tapage nocturne, l'agresseur et ceux qui l'avaient empêché de frapper. Je me croyais en France, au tribunal correctionnel.

XI

QUELQUES UNIVERSITÉS

Ce que les chemins de fer américains ont accompli pour le défrichement et la mise en valeur de cet immense territoire, les Universités américaines sont en train de l'accomplir pour la culture intellectuelle de cette immense nation. L'œuvre des chemins de fer est plus avancée que l'œuvre des Universités, parce qu'elle a été poussée d'abord; mais la génération prochaine trouvera réunis tous les éléments d'un travail intense, ordonné, fécond.

Il y a, aux Etats-Unis, 480 établissements d'enseignement supérieur, où 170.000 étudiants, dont 40.000 jeunes femmes, conquièrent les grades et les diplômes les plus élevés dans l'ordre libéral et dans l'ordre professionnel. Il est donc impossible de tenter une revue des Universités américaines. Il faut se contenter d'en étudier quelques-unes, dans l'Est, dans le Centre, dans l'Ouest, et d'y noter les traits caractéristiques.

La première où je pénétrai, aussitôt après avoir débarqué, fut Cornell University, dans la petite ville d'Ithaca. Autour de cette Ithaque, il y a d'autres cités qui s'appellent Utique, Athènes, Bethléem, Genève, Lucerne, Syracuse : tous les noms du Vieux Monde transplantés dans le nouveau. Comme en Californie nous retrouverons tous les crus de la Bourgogne, du Bordelais, de l'Italie, du pays suisse

ou rhénan : Chablis, Moulin-à-Vent, Château-Margaux, Chianti ou Marcobrunner.

Cornell University porte le nom de son fondateur, enrichi dans le commerce ; d'autres nouveaux riches ont multiplié les donations, pour lire leurs noms sur des plaques commémoratives. Les bâtiments couvrent le sommet d'une charmante colline entourée de bois, de gorges profondes, d'horizons pittoresques, et dominant un beau lac au nom indien. Les maisons des professeurs sont dispersées dans la verdure, parmi les vergers et les prairies. Les étudiants vivent en ville, à leur guise, soit isolément, soit groupés dans des clubs ou « Fraternités » d'une installation plus que confortable. Chacun s'arrange selon ses moyens. Quelques-uns sont défrayés par leur Etat ou leur ville. D'autres travaillent chez des particuliers pour gagner leur subsistance tout en suivant les cours.

Les étudiantes, au nombre d'environ quatre cents, logent dans un bel édifice de l'Université. Elles suivent les mêmes cours que les jeunes gens : et comme elles bénéficient du régime de la coéducation, elles sont appelées les « coeds ». Avec leurs toges noires sur des robes claires, avec leur pittoresque bonnet carré à gland, elles ont un air fort mutin.

C'était alors la semaine finale de l'année scolaire, qu'on nomme pour cette raison *commencement's week;* les meetings de Labadens, les bals, les représentations, les thés, les parties de golf se succédaient ; les Fraternités étaient en fête tous les soirs ; le gouverneur de l'Etat de New-York venait présider à la distribution des brevets ; puis, la victoire des équipes de Cornell aux régates universitaires de Poughkeepsie changeait la joie en délire... Quelle différence avec la vie malsaine et

triste de nos étudiants, qui sont sortis du lycée-prison pour tomber dans la caserne, et qui viennen ensuite flétrir les plus belles années de leur jeunesse dans des écoles sombres, dans des brasseries, dans la détestable atmosphère des grandes villes ! Mais ceux de Cornell sont trop heureux : quand ils ont passé quatre années en cette retraite idéale, ils doivent trouver bien dures les tribulations de la vie réelle. Ils mangent là leur pain blanc le premier. Ils durcissent leurs muscles dans les sports, mais leurs nerfs ne sont pas éprouvés. On comprend que, plus tard, ils reviennent avec attendrissement aux cérémonies de l'Université, pour se rappeler les bons jours.

Il y avait à ce moment un grand débat dans le corps enseignant au sujet des robes universitaires, nouvellement introduites. Une partie des professeurs éblouissaient le public en déployant des couleurs éclatantes : et c'étaient les professeurs mariés ; les célibataires, en général, avaient dédaigné de se travestir en perroquets et protestaient par la simplicité de leurs jaquettes.

L'Etat de New-York a généreusement concouru à la fondation de Cornell University, qui est en plein essor. Il y vient des élèves de toutes les parties de l'Union, de la Chine et du Japon. La colline universitaire deviendra promptement une ville, et l'accroissement de valeur des terrains, possédés par les héritiers du premier donateur, les dédommagera de l'héritage diminué. Il faut aller aux Etats-Unis, pour voir la vertu récompensée et les bonnes actions devenir de bonnes affaires... A noter que la bibliothèque de Cornell University renferme une très importante collection de livres et documents sur la Révolution française.

A Evanston, douze milles nord-ouest de Chi-

cago, d'autres ombrages magnifiques abritent la Northwestern University, de fondation méthodiste. A Cornell University, les constitutions décrètent la liberté de conscience absolue, et prohibent même la présence, dans le *Board of Trustees* ou conseil d'administration, d'une majorité de membres appartenant à la même secte. L'origine méthodiste de Nortwestern University ne l'empêche pas de s'ouvrir aux étudiants de toutes confessions ; il n'y a guère d'institutions sectaires dans le pays ; quelques collèges catholiques même imitent le libéralisme protestant.

La petite ville d'Evanston n'est pas entourée, comme Ithaca, de paysages suisses ; mais elle est située au bord du grand lac Michigan ; elle est habitée uniquement par de riches citoyens de Chicago. C'est encore un séjour que les étudiants doivent quitter en soupirant, après leurs quatre années de cours. On y pratique la coéducation et les jeunes filles, logées dans un bâtiment de l'Université, y trouvent des chambres gaies, confortables, des salons presque luxueux pour leurs réceptions particulières ou générales. A Evanston, comme dans la plupart des petites villes universitaires, la vente des liquides alcooliques est interdite. L'étudiant américain jouit partout du maximum de protection contre les tentations diverses de nos grandes cités.

L'étudiant d'Evanston se loge et se nourrit en ville sous la surveillance du doyen, au prix de 20 à 35 francs par semaine ; ou bien il prend sa nourriture aux clubs de l'Université pour 10 à 15 fr. Les jeunes filles peuvent, par économie, vivre dans un cottage où elles s'acquittent elles-mêmes des fonctions domestiques : et l'on ne peut pas dire, alors, que leurs études universitaires les privent de la qualité de femmes de ménage ; elles ne dépen-

sent, dans cette combinaison, que 250 francs par semestre et, dans l'autre, de 500 à 550 francs.

A Evanston même, un collège préparatoire est annexé aux Facultés d'arts libéraux ; les écoles professionnelles de droit, médecine, art dentaire, pharmacie, ont leur siège à Chicago. L'école dentaire compte un nombre surprenant d'élèves : 535. Il y a 470 étudiants et 70 étudiantes en médecine. Au total plus de 3.200 jeunes gens de toute vocation.

Le Président Edmund J. James est un homme d'un esprit très ouvert et très alerte ; il est animé d'un vif sentiment démocratique ; il croit au gouvernement du peuple par le peuple, et se défie des universitaires politiciens : ce qui n'est pas banal, chez un universitaire de haute valeur. Il veut élever le plus possible le niveau des études et les difficultés des examens, et réduire le plus possible les frais de l'instruction supérieure (*high standard of examinations, low standard of wealth*). Le programme et l'homme sont également dignes d'attention.

De l'autre côté des Montagnes-Rocheuses, où la nature prodigue ses dons et ses beautés, l'Université de Californie occupe un site unique au monde. Etagée en pente douce à sept cents pieds au-dessus de la mer, accotée à de jolies collines qui l'abritent des vents, elle domine un panorama sans égal : la baie de San-Francisco, les îles, le mont Tamalpaïs, la Porte d'Or. Ses bâtiments disparaissent parmi des arbres gigantesques et merveilleux, quarante espèces d'eucalyptus et de pins odorants, des palmiers, des cactus, et des fleurs, des fleurs, des fleurs. Les habitations des professeurs sont enfouies dans des haies de géraniums qui montent jusqu'au premier étage, et dans des buissons de

roses qui se rejoignent par dessus le toit. Quelle philosophie aimable doivent enseigner ces mortels heureux ! La neige et les frimas s'arrêtent loin de leurs seuils ; les effluves du Pacifique alternent avec les parfums de la montagne pour entretenir leur jouissance par la diversité. Les étudiants de Berkeley sont des héros, s'ils travaillent sérieusement dans ce lieu de délices.

Ils sont au nombre de 3.000, dont 2.400 à Berkeley même, et le reste à San-Francisco, dans les collèges professionnels (droit, médecine, pharmacie). Le premier groupe occupe les soins de 166 maîtres, et le second, d'une centaine. La dépense que peut faire un étudiant raisonnable dans l'année scolaire n'excède pas 1.500 francs. Les cours sont absolument gratuits pour les originaires de Californie ; les autres paient un droit de 50 francs par semestre. La coéducation est pratiquée sans réserve comme à Cornell et à Northwestern Universities.

La dotation de l'Université de Californie, qui est une institution de l'Etat, s'élève à 55 millions en capital, et son revenu à 2 millions et demi de francs ; aux libéralités de l'Etat se sont ajoutés des dons particuliers pour une vingtaine de millions. De nouveaux bâtiments s'élèvent sans cesse. Le département du génie civil, surtout, se développe rapidement, pour répondre aux besoins d'un pays neuf et riche. Un plan général de reconstruction ayant été mis au concours, entre les architectes de tous pays, deux Français ont obtenu les deux premières places. Le projet de M. Despradelle, qui représente la pensée française dans l'enseignement supérieur de Boston, était un chef-d'œuvre de compréhension artistique.

Ainsi, de toutes parts, quelquefois sur l'initiative des Etats, plus souvent par la volonté et les

largesses de quelques particuliers, des Universités sortent du sol américain, deviennent des foyers actifs d'étude et de pensée dans un monde jusqu'ici trop voué à la matière. Elles se rattachent à deux types, l'Université de Chicago et l'Université de Harvard ; deux civilisations, deux Amériques, deux mondes.

L'Université de Chicago est l'image de la ville même de Chicago ; elle date d'hier ; elle est énorme ; les millions y affluent ; l'équilibre, la mesure, l'harmonie, ne s'y réalisent pas encore ; les ambitions et la confiance y vont de pair avec la richesse : elles n'ont pas de bornes.

Le premier conseil d'administration s'est réuni en 1800, nommé par une Société d'Education Baptiste ; le premier président, Dr William Rainey Harper, actuellement en fonctions, a été élu en 1891. Rien n'est curieux comme l'histoire de ces institutions, qui mettent dix ans à parcourir les mêmes phases de développement que les nôtres en dix siècles.

Un millionnaire, un professeur, un pasteur, en causant, s'avisent qu'il ne serait pas mal à propos de fonder un collège aux portes de Chicago ; le millionnaire offre tout de suite 3 millions, à condition qu'on en trouve deux autres. On les trouve. Alors un marchand de nouveautés offre un terrain de 625.000 francs. Le premier millionnaire ajoute un million. Le marchand de nouveautés ajoute 675.000 francs. Mais le professeur fait observer que, au lieu de fonder un collège, on ferait peut-être mieux de fonder une Université. « Bonne idée ! » dit le millionnaire ; et il rapporte 5 millions. Et puis encore 5 millions. Un voisin envoie 1.175.000 francs. Le marchand de nouveautés, encore 500.000 francs. Alors il pleut de toutes

parts des dons de 750.000 francs, de 300.000 fr., de 250.000 francs. Le millionnaire promet : « Trouvez encore 2 millions et demi et je vous en donne autant. » Aussitôt dit, aussitôt fait. On recommence le même jeu à 7 millions et demi ; puis à dix millions.

A mesure que les millions arrivent, des bâtiments surgissent, les Facultés se constituent, les cours se multiplient, les étudiants accourent : ils sont déjà plus de deux mille, bien que les Ecoles de droit, de médecine, de technologie, de musique, de beaux-arts, soient encore en projet. Les bibliothèques, musées, laboratoires, s'enrichissent rapidement. Les clubs et sociétés de professeurs, les clubs et sociétés d'étudiants s'organisent. Un grand nombre de fondations, primes, prix, de 600 à 2.600 fr., permettent aux étudiants laborieux de rentrer dans leur dépense. Jusqu'ici, la clientèle appartient à la classe moyenne ; les étudiants riches vont aux vieilles Universités fameuses et fashionables ; afin de les attirer, on construira des clubs et des « Fraternités » où la vie sera fort chère. Pour soutenir l'intérêt de la jeunesse studieuse, quelques professeurs exposent en chaire des thèses paradoxales ou scandaleuses ; ils proclament, par exemple, que l'œuvre d'un faiseur de *trusts* au vingtième siècle est aussi belle que l'œuvre de Shakespeare. La presse est ébahie, les autres Universités se récrient, le Président Harper réprouve hautement « les méthodes et les professions de foi sensationnelles » ; mais le bénéfice de la publicité reste acquis.

La coéducation a d'abord fonctionné sans objection à l'Université de Chicago ; les étudiantes y sont nombreuses, installées commodément, sous un régime libéral, et leurs dépenses sont réduites au

moindre taux possible. Elles ont constitué, en quelques années, une dizaine de clubs ou de sociétés « secrètes », qui paraissent répondre aux premiers besoins des Américains de tout âge et de toute condition. Mais soudain, en 1902, le Président Harper annonça l'intention de renoncer à la coéducation, ou de la limiter à certains cours et à la dernière partie des études. Il y eut une vive agitation dans le quartier féminin ; les journaux ouvrirent leurs colonnes aux dames protestataires ; le Président et le Sénat de l'Université passèrent quelques vilains quarts d'heure, et durent battre en retraite. Les *coeds* sont demeurées maîtresses de la position. De leur virulente polémique, il faut retenir l'argument que voici :

La coéducation est l'application démocratique du principe d'égalité de l'homme et de la femme.

On n'a pas demandé la coéducation parce qu'elle exerce une influence d'affinement sur les étudiants, ou une influence fortifiante sur les étudiantes. Ce sont là des résultats secondaires. On a combattu pour la coéducation parce que, dans toutes les occasions où l'éducation des hommes et l'éducation des femmes ont été séparées, les hommes conservant la direction supérieure, les femmes n'avaient aucune garantie de la valeur intégrale de leur *curriculum ;* rien ne leur répondait que les instructeurs attribués à leur sexe seraient aussi compétents et fourniraient le même travail. Elles n'étaient nullement assurées de l'égalité de leur chance (opportunity).

Evidemment, cette raison de défiance n'est pas flatteuse pour les hommes ; mais elle est assez justifiée. La défiance de la femme contre l'homme est toujours justifiée... Et réciproquement.

Dans l'Est, Boston est le grand centre d'éducation. Il y a plus d'étudiants à New-York, où les Universités, Collèges et Hautes Ecoles distribuent

l'enseignement supérieur à 23.000 élèves. Mais cette population disparaît dans l'immense agglomération métropolitaine ; la vie intellectuelle est éclipsée par les affaires; beaucoup de jeunes gens de l'Etat de New-York vont faire leurs études en des régions plus calmes ; ils forment le principal contingent à l'Université de Yale.

A Boston, qui se vante d'être l'Athènes américaine, il y a près de 16.000 étudiants des deux sexes, dans Harvard Collège, Institute of Technology, Boston University, Boston Collège, Tufts Collège, Wellesley Collège, le séminaire ecclésiastique de St John, les Ecoles de théologie, Emerson Collège, le Conservatoire de Musique, l'Ecole de dessin et de peinture, les Ecoles normales, les Collèges d'affaires et de pharmacie. Le nombre des professeurs et instructeurs est d'environ 1.100, sans compter une infinité d'auxiliaires. Tous ces gens et leurs familles forment à eux seuls une ville dans la ville. Et comme les 16.000 étudiants dépensent pour leur instruction et leur entretien un total de 50 à 60 millions de francs, il apparaît que l'industrie de l'enseignement est une des bonnes industries de Boston : elle va juste de pair avec la brasserie, financièrement. Mais elle n'approche pas de la fabrication des chaussures, qui produit 600 millions.

Harvard College est la plus ancienne Université d'Amérique ; son origine remonte à un siècle et demi : c'est-à-dire qu'elle se perd (aux Etats-Unis) dans la nuit des temps. Il en résulte un prestige qui fait le désespoir des jeunes Universités. Avec plus de 4.000 élèves et près de 500 professeurs ou instructeurs, Harvard Collège reste jusqu'ici la grande institution du pays. C'est un foyer d'idées générales et d'humanisme bien nécessaire pour faire échec

au culte du dollar. Ici les millions d'un spéculateur ne sont point mis en balance avec l'œuvre de Shakespeare. Les gens d'Harvard et, par extension, les gens de Boston, passent dans toute l'Amérique pour les adversaires de l'impérialisme, de l'expansionisme armé, de la *water-cure*, et ils encourent les mêmes reproches que nos intellectuels affamés de justice. On les regarde généralement comme de pauvres patriotes. Ils appartiennent à l'humanité.

D'abord dans la dépendance de l'Etat, Harvard Collège a brisé peu à peu tous ses liens, et ne compte plus aujourd'hui, pour son énorme budget, que sur les bonnes volontés privées. Le programme d'études y est d'un libéralisme extrême. Dans ses quatre années, l'étudiant doit avoir suivi effectivement 18 cours complets, qu'il choisit à son gré. Le Président Eliot, en introduisant ce « système optatif » a réalisé, sans lois ni décrets, toute une réforme de l'enseignement : chacun consulte ses tendances propres, ses besoins, ses facultés ; les uns vont encore à la culture classique, parce qu'ils peuvent en profiter ; d'autres vont aux études pratiques ; d'autres mélangent la connaissance pure et les sciences utilitaires dans une mesure que déterminent leur instinct et leurs chances sociales. Ainsi s'exécute une rénovation universitaire, simplement, sans l'appareil de nos commissions bureaucratiques, sans le ridicule ukase d'un ministre politicien à peine sorti de son village ou des estaminets.

Les étudiants d'Harvard règlent leurs dépenses sur leurs ressources ; les uns paient un loyer de 100 fr. par an ; d'autres un loyer de 5.000 fr. L'immense réfectoire de Memorial Hall offre à 1.000 hôtes un excellent régime pour 20 fr. par semaine ; un autre restaurant de l'Université donne la nourriture suffisante pour 10 fr. par semaine : et le

service y est fait par des étudiants salariés, ce qui est fort déplaisant. Il serait beaucoup plus démocratique de voir les étudiants pauvres se charger des fonctions domestiques chacun à leur tour, comme font les étudiantes dans leurs cottages de certaines Universités. Mais la vie du plus modeste étudiant de Harvard est confortable, à côté de celle de nos étudiants pauvres. Il n'y a point de cafés, point de filles dans la cité universitaire. Les sports violents calment les nerfs ; la propreté physique concourt à la propreté morale. Les logements les plus humbles sont décents, à côté des bouges de notre Quartier latin.

La coéducation proprement dite n'a pas pénétré à Harvard. Les étudiantes sont réunies à Radcliffe College, sur la limite du territoire universitaire, et les mêmes professeurs vont leur répéter les mêmes cours. Si les deux sexes étaient réunis, les classes seraient trop nombreuses ; au lieu de les dédoubler au hasard, on les dédouble par sexes. Dans les Universités moins peuplées, la coéducation est avant tout une économie.

A Harvard College, comme dans toutes les Universités américaines, la bibliothèque est riche, commodément aménagée, accessible à tous. Les recherches y sont aisées. Les livres sont à la disposition de tout étudiant, pour être consultés sur place ou emportés. Il y a une bibliothèque générale, une bibliothèque dans chaque département d'études, une bibliothèque dans chaque club ; partout des livres, des revues innombrables, les journaux nécessaires sous la main, dans des salles paisibles, sans formalités, presque sans contrôle. Chez nous les collections sont accumulées dans des lieux mystérieux ; les bibliothèques sont ouvertes aux heures où nul ne peut en profiter ; la mission des biblio-

thécaires paraît être de rendre les livres inaccessibles. Quelle différence de vie! Quelle disproportion de moyens!

Cependant, avec tant de facilités, l'étudiant américain ne travaille et n'apprend pas plus que le nôtre; il travaille et il apprend sans doute beaucoup moins. Il a la vie trop facile et il sacrifie trop aux sports. La vie sportive semble absorber l'attention même du corps enseignant. La presse de toute l'Amérique est fort indifférente aux questions de programmes, et à l'organisation pédagogique des Universités; mais elle suit avec attention les parties de *base ball* ou de *foot ball*; elle consacre quotidiennement des colonnes et périodiquement des pages entières à la relation des rencontres d'équipes sur le terrain athlétique.

Trente, quarante, cinquante mille spectateurs assistent aux luttes importantes. On publie les portraits des champions. Les péripéties d'une partie de ballon sont enregistrées avec autant de minutie et discutées aussi gravement que les péripéties de le bataille de Gettysburg. Un étudiant pourrait éclipser Pic de la Mirandole dans ses examens, sans que la ville voisine s'y intéressât; mais toute l'Amérique est informée du coup de bâton qu'il a donné sur une balle ou du coup de pied qu'il a donné dans un ballon. Les journaux commentent dans leurs articles de tête (éditoriaux) la victoire de telle Université sur telle autre. Autant la pratique des sports est recommandable pour les jeunes hommes, autant cet histrionisme est fâcheux. Chez nos étudiants, la concurrence, les concours fréquents produisent une tension cérébrale quelquefois dangereuse, et qui laisse les sujets prématurément fatigués. L'étudiant américain, qui ne s'épuise pas dans ses études, se surmène

dans les sports. L'un et l'autre excès sont mauvais.

Mais la passion sportive des Américains engendre d'autres abus, dénoncés notamment par un doyen de l'Université de Chicago ; quelques institutions entretiennent à grands frais, sous le nom d'étudiants, de véritables professionnels dont les victoires doivent leur assurer une grande réclame : et le jeu d'argent se mêle aux compétitions athlétiques. Enfin les Universités doivent être des foyers de vie intellectuelle ; s'il est regrettable que des jeunes hommes y ruinent leur santé par l'étude, il est bien plus absurde que les « étudiants » y deviennent des gladiateurs.

Une autre singularité des Universités américaines est la place qu'y usurpe l'étude de la Bible, l'histoire des faits et gestes du peuple juif. Des professeurs innombrables consacrent leurs cours à des hypothèses et à des commentaires sur les tribulations d'Israël. Ils ont des auditeurs en foule. Et la dose ne paraît pas encore suffisante, puisque le 41[e] Congrès de la Convention d'Education à Minneapolis (juillet 1902) a réclamé un supplément de Bible dans l'instruction publique. Il est tout à fait bizarre de voir les Américains, ignorants de la vie européenne et pleins de dédain pour quelques centaines de millions d'Européens qui vivent actuellement, se passionner pour une petite tribu de pasteurs et de brigands qui vivaient en Syrie quelques mille ans plus tôt. Ils ne savent pas « si nous avons des couchers de soleil en Europe », mais ils savent exactement de quelle manière s'y est pris Josué pour arrêter le soleil en Palestine. Du moins il n'y aura jamais d'antisémitisme aux Etats-Unis ; pour être logiques, les Américains doivent offrir spontanément la domination de leur patrie au peuple élu de la Bible.

Les Universités américaines sont pareilles à la société américaine. Elles sont en anarchie : et cette expression n'a pas le moins du monde un sens défavorable. Il y a, dans l'anarchie universitaire comme en tout, des avantages et des inconvénients. Nul doute que les avantages ne l'emportent de beaucoup sur les inconvénients.

Les avantages sont que l'initiative complètement libre et la concurrence effrénée suscitent des efforts, permettent des essais, promettent des fruits auxquels on ne pourrait même pas penser avec notre centralisation.

De ce concours prodigieux de bonnes volontés, agissant sans entraves, sous des inspirations diverses, selon les besoins de chaque région et les facultés de chaque fraction du peuple, il jaillira quelque chose de grand.

De même que dans l'ordre matériel, il s'accumule dans le domaine intellectuel des éléments qui seront mis en œuvre par la génération prochaine. Un peu d'ordre et de méthode suffira. Du chaos sortira tout un monde, qui émerveillera les vieux peuples.

Les inconvénients du désordre sont secondaires, quoique présentement fort sensibles. Quelques Universités sont imbues de l'esprit anglais, quelques autres de l'esprit allemand ; mais la plupart hésitent, cherchent leur voie. Les énormes donations, que les enrichis vaniteux prodiguent sans beaucoup de discernement, provoquent des calculs et des machinations où le zèle pédagogique n'a rien à voir. Il peut se rencontrer des éducateurs qui ont principalement dessein de se creuser un bon trou dans un gras fromage. La multiplicité des institutions qui veulent se suffire à elles-mêmes et constituer un tout absolument complet, cause une multi-

tude de doubles emplois, c'est-à-dire un gaspillage de forces et de richesses.

Il y a certainement beaucoup de *bluff*, beaucoup de « poudre aux yeux ». On trouverait peut-être des professeurs qui ne sont pas très bien appropriés à leur chaire, ni à un enseignement quelconque. Comme chez nous, les intrigues et les coteries jouent un rôle important. Comme chez nous, les causes de succès ne résident pas toujours dans la science solide et dans la valeur personnelle. Porte à porte, des établissements analogues se font une concurrence où le public ne peut rien gagner. Par exemple, à côté de l'Institut de Technologie de Boston, qui jouit d'une réputation universelle, Harvard Collège veut à toute force ouvrir une école de génie civil et d'architecture.

Ces agrandissements perpétuels et ruineux obligent les Universités à une infatigable mendicité. Malgré leurs énormes ressources, elles sont toujours en déficit; elles se disputent l'intérêt des donateurs par toutes sortes de procédés peu philosophiques. Et la tâche essentielle d'un président d'Université n'est pas de maintenir ou de relever le niveau des études dans son établissement, mais de découvrir, d'atteindre, de rançonner les bienfaiteurs possibles. Evidemment le président d'Université doit avoir quelques titres universitaires; mais il doit d'abord avoir accès auprès des multimillionnaires, et se montrer ingénieux dans l'art d'attraper de l'argent : ce qui ne répond pas très bien à notre conception de l'Educateur.

Encore une fois, ces vices sont transitoires; ils tiennent à l'état présent du pays; les résultats leur servent d'excuse : ce n'est pas nos bureaucrates stupides, avec leurs méthodes antédiluviennes, qui feraient sortir du sol, en dix ans, la gigantesque

Université de Chicago. Dans vingt ans, tout sera purifié, ordonné, assagi, fécond. Ce sera beau. La puissance de vie qui se révèle dans les Universités américaines, comme dans tous les organes du monde américain, permet d'augurer un avenir surprenant.

Maintenant, quel sera le rôle des Universités dans la prochaine crise sociale ?

Comme elles sont fondées et soutenues par les détenteurs du capital, elles sont fatalement inféodées au régime capitaliste. Les millionnaires n'entendent pas faire les frais d'un enseignement qui serait tourné contre eux. Dans trois Universités considérables, au moins, des professeurs ont été chassés de leurs chaires pour avoir indiqué les tares du capitalisme et critiqué l'égoïsme des capitalistes. Il en a résulté, dans la classe ouvrière, une évidente défiance contre les Universités et contre les œuvres philanthropiques d'étiquette universitaire.

Or, par la multiplication des organes d'enseignement supérieur, par l'accroissement continu du nombre des étudiants, il va se former un prolétariat intellectuel.

Dans quel sens agira-t-il ? Chez nous, les prolétaires intellectuels tendent naturellement à joindre les prolétaires ouvriers. Mais aux Etats-Unis, les ouvriers manuels gagnent d'assez bons salaires pour avoir l'air de véritables « bourgeois » auprès des pauvres aux mains blanches. Les intellectuels rêveront-ils, alors, du bon tyran philosophe ? d'un Napoléon qui serait Marc-Aurèle ?

Il y a de la matière, dans le pays, pour une démagogie césarienne.

XII

ÉCOLES. — BIBLIOTHÈQUES

QUELQUES TYPES D'INSTITUTIONS LIBRES

A la 56[e] réunion annuelle de l'Association des Instituteurs du Connecticut, le Président de Harvard University, Charles F. Eliot, a prononcé un vif réquisitoire contre l'enseignement public aux Etats-Unis.

Il a déclaré que les sacrifices de la nation pour ses écoles sont insuffisants, et que l'enseignement public a failli à sa mission « parce qu'il n'a pas fait disparaître le fléau de l'alcoolisme, qu'il n'a pas supprimé la passion du jeu (gambling), qu'il n'a pas rendu la foule incapable de violences collectives, qu'il n'a pas donné assez de raison aux employeurs et aux employés pour en finir avec les grèves ; qu'il n'a pas moralisé les mœurs administratives et politiques ; enfin, parce qu'il n'a pas aboli le goût de lire les journaux, de prendre des distractions inconvenantes et d'essayer des médecines de charlatans ».

Le Président Eliot est à la tête de la plus illustre institution d'enseignement aux Etats-Unis. Sa voix est donc autorisée entre toutes. Cependant, on jugera qu'il est bien exigeant. Si les écoles américaines avaient opéré la série de miracles que M. Eliot en attendait, elles mériteraient l'admiration uni-

verselle ; les Américains seraient des anges, il n'y aurait plus qu'à leur mettre dans le dos des ailes de séraphins.

M. Eliot reproche à ses compatriotes de ne pas donner assez d'argent pour instruire les enfants du peuple. Alors que les bourgeois dépensent de 500 à 3.000 francs par an pour l'éducation de leurs héritiers, l'Etat de Massachusetts n'alloue que 150 fr. par enfant et par an à ses écoles publiques ; l'Etat de New-York que 160 francs, non compris la valeur des terrains et des bâtiments...

Sur ce point encore, le Président de Harvard University paraît bien difficile à contenter. Il semble que 150 francs par tête, pour des enfants instruits en commun dans une école primaire, peuvent suffire à faire bien les choses ; et l'impression d'un étranger voyageant aux Etats-Unis est, au contraire, qu'on n'y refuse rien à l'enseignement public ; que les écoles sont très nombreuses, confortables, bien organisées ; que le personnel enseignant est intelligent, dévoué à sa tâche, toujours à l'affût des occasions de perfectionnement. Dans les Universités, les Sessions de vacances (Summer schools) sont fréquentées par les instituteurs et les institutrices qui viennent « se reposer » de leurs classes en suivant des cours supérieurs. Le monde des écoles est un des plus intéressants et des plus vivants de la nation ; les Congrès de toute sorte qui se tiennent chaque année à Chautauqua, entre gens de cette profession, n'ont d'équivalent dans aucun pays.

A New-York, il y a plus de 560.000 élèves dans les écoles publiques de tout ordre (Manhattan, Bronx, Brooklyn, Queens et Richmondboroughs). La dépense, en y comprenant les écoles du soir, les écoles de vacances, les terrains de récréation, s'élève à près de 115 millions. Les maisons d'école

sont au nombre de 500 ; les instituteurs au nombre d'environ 12.300, *dont 11,000 femmes*. Dans les bibliothèques scolaires, il y a 450.000 volumes. Les écoles élémentaires, outre l'instruction primaire proprement dite, donnent des cours de musique, dessin, couture, cuisine, langue française et langue allemande, travaux de magasin et d'atelier, gymnastique, etc.

Les fonctionnaires supérieurs (superintendents et associates Sup.) de cette organisation, touchent des salaires de 15.000 à 37.500 francs ; les directeurs d'écoles, suivant l'importance de l'établissement, des salaires de 5.000 à 17.400 francs ; les instituteurs, des salaires de 3.000 à 12.000 francs. Les femmes figurent dans toutes les catégories ; à catégorie équivalente, elles reçoivent un salaire beaucoup moindre : 5.000 francs au lieu de 9.000 par exemple, ou 8.000 francs au lieu de 12.000. Dans les remplacements où le maître suppléant reçoit 15 francs par jour, la suppléante ne reçoit que 10 francs. Le salaire minimum des femmes est de 3.500 francs et celui des hommes de 4.500. Le Président Eliot, pour apprécier ces chiffres à leur juste valeur, devrait faire un tour dans les capitales européennes qui se piquent de sollicitude pour l'éducation du peuple.

Nulle part, les bibliothèques ne sont aussi nombreuses, d'accès aussi facile, d'usage aussi commode que dans les Etats-Unis. Les Etats, les villes, les particuliers, les clubs, les Universités, les associations de toute espèce rivalisent de générosité pour répandre le goût de la lecture et pour y fournir un aliment. La bibliothèque et le gymnase sont les deux premiers organes de n'importe quelle réunion d'hommes, de femmes, de jeunes gens ou d'enfants. Livres, revues et journaux sont partout

à la disposition du premier venu. Dans les grandes bibliothèques publiques, les enfants ont leur département spécial, et viennent chercher des livres comme les grandes personnes.

La bibliothèque de Boston est sans doute le modèle du genre. Elle renferme une salle de réunions où sont données des conférences hebdomadaires. Elle a 117 succursales en ville ; 73.000 lecteurs sont inscrits pour emporter des volumes chez eux ; la bibliothèque en prête aussi 1.500.000 par an ; elle possède près de 850.000 ouvrages. Vous passez dans la rue, vous montez le degré : dans la première salle qui se présente, vous pouvez choisir entre 380 journaux de dix-huit pays différents, vous asseoir et lire en paix.

Ce que nous avons essayé à Paris, sous le nom « d'Universités Populaires », est réalisé aux Etats-Unis sous le nom « d'University Extension » et, à New-York, sous le nom de « Libres Conférences pour le Peuple » ou « Education des Adultes ». La Société pour l'Extension de l'Enseignement Universitaire a été fondée à Philadelphie en 1890 ; elle rayonne maintenant sur le pays, trouvant des auxiliaires zélés dans les maîtres et dans les étudiants des diverses Universités ; elle organise des classes régulières et des séries de conférences sur toutes les branches de la science humaine.

A New-York, l'Education des Adultes a été entreprise en 1898 ; elle dispose aujourd'hui d'une centaine de locaux pour y faire des conférences méthodiques. Dans la dernière campagne d'hiver, 3.000 conférences ont eu lieu, où sont venus plus de 900.000 auditeurs : petits bourgeois, commis, ouvriers. Le Dr Henry M. Leipziger, qui dirige cette section de l'Instruction Publique, prétend y faire affecter les salles d'école, dans l'après-midi

du dimanche, et requérir le concours des gens qui ont étudié à « l'Université de la Vie » aussi bien que des universitaires proprement dits. Quoi de plus sensé ?

Dans l'*East Side* de la métropole, les israélites donnent un frappant exemple de ce que peut l'initiative privée, avec leur *Educational Alliance*. Au milieu d'une immense population juive, nouvelle venue sur le continent américain, presque sans ressources, on a voulu d'abord mettre les enfants en état d'aller à l'école américaine ; on leur apprend la langue, on les forme aux mœurs du pays. Mais ce premier pas a été suivi de beaucoup d'autres ; avec les enfants sont venus les adultes ; dans un immense édifice, depuis les sous-sols qui sont des bains, jusqu'au toit qui est un jardin, des milliers de personnes se pressent chaque jour, pour recevoir, de maîtres volontaires, l'instruction en toutes sortes de matières. L'ardeur qu'ont tous ces gens de s'instruire et d'instruire les autres leur fait encore fonder de toutes parts des « Clubs Civiques » où ils conférencient à tour de rôle, discutent, prêchent, s'améliorent mutuellement.

Une très singulière institution qui fonctionne dans l'Etat de New-York, à quelques milles de « Cornell University », est le *George's Junior Republic*. Elle mériterait l'intérêt de M. Paul Deschanel, si attentif à tout ce qui concerne les enfants abandonnés... Le fondateur, William R. George, y réunit les enfants qui n'ont point de famille, ou qui ont commis quelque faute, et se propose de leur enseigner la vie sociale. En se réservant le droit de *veto*, il leur octroie une libre constitution et la faculté de se gouverner eux-mêmes. La République a son ministère, sa force publique, son code, ses tribunaux, ses prisons, sa monnaie. Chacun

travaille et se procure les choses nécessaires avec le produit de son labeur. Sont électeurs tous les habitants de douze à vingt ans qui ont déjà trente jours de résidence. Les jeunes filles s'acquittent des soins du ménage; les garçons bâtissent, peignent, forgent, labourent; quelques-uns sont mécaniciens, d'autres sont typographes et composent le journal de la cité, « *le Citoyen* ». Chaque personne a son compte de gains, dépenses, dettes, emprunts, dépôts en banque. Les plus intelligents et les plus laborieux, gagnant davantage, peuvent épargner, prêter, s'accorder plus de confort.

M. George, président inamovible de cette république, est un homme jeune, à la physionomie ouverte, avec l'œil d'un croyant. Il consacre sa fortune et sa vie à cette œuvre. On se ferait un scrupule de troubler sa foi. Cependant, il y a quelque chose de pénible à voir ces enfants créer pour eux-mêmes une société à l'image de la société que nous savons mal faite. L'un d'eux écrivait que les citoyens de la Junior Republic vivent deux existences de citoyens; l'une pendant leur séjour à Freeville, l'autre après leur sortie. Le malheur est que ces deux existences se ressemblent trop.

Il serait intéressant de déposer dans les jeunes cerveaux des idées un peu plus généreuses que celles du monde présent. Est-il bon de les former si vite à nos duretés, à nos calculs, à notre égoïsme? Ces petits garçons n'apprennent à travailler qu'en vue du profit matériel; dans les fonctions de juges ou de gendarmes, ils se montrent impitoyables; j'ai frémi en notant la satisfaction avec laquelle mon jeune guide me montrait les cages grillées « où l'on enferme les prisonniers ». Heureusement qu'ils ne peuvent prononcer de condamnations capitales; ils pendraient un de leurs camarades tous les jours.

A Philadelphie, *Girard Collège* peut passer pour un établissement modèle. Il a été fondé par un Français devenu Américain, Stéphen Girard, né à Bordeaux, rue des Chartrons, en 1750. A sa mort, il laissait une des plus grosses fortunes du temps ; il donnait 25 millions de francs pour élever des orphelins, du sexe masculin et de race blanche. Ce capital, grossi par une sage administration, s'élève maintenant à 80 millions, donnant un revenu de 5 millions, dont la moitié sert à l'entretien du Collège, et l'autre moitié à grossir le fonds de réserve.

L'installation et la tenue de tous les locaux, classes, salles de lecture et d'étude, dortoirs, réfectoires, infirmeries, sont admirables. Il y a là 1.500 garçons de six à dix-huit ans qui vivent *gratis* dans des conditions de propreté, de confort, inconnues de nos malheureux lycéens. Ces orphelins destinés au bureau et à l'atelier rougiraient de manger sur les tables grasses des collèges français la maigre pitance de nos fils de bourgeois. On leur donne une forte instruction primaire et une instruction professionnelle en vue des métiers où la demande est constante : électricité, mécanique, travaux du fer et du bois, plomberie et tuyautage, tenue des livres, suivant leurs aptitudes et leur choix.

On y ajoute même une instruction militaire et des exercices quasi-religieux. Stéphen Girard, en bon Français de son temps, était philosophe ; les bustes de Voltaire et de Rousseau figurent parmi ses reliques ; ses vaisseaux portaient les noms de *Rousseau*, de *Voltaire*, d'*Helvétius*. Il avait mis comme conditions à son legs qu'aucun prêtre ou pasteur ne pénétrerait dans *Girard Collège* : on y a bâti une chapelle, où l'on fait prêcher des laïques !

Et dans la bibliothèque, à la place d'honneur, on a dressé le buste de Napoléon, pour apprendre aux orphelins à vénérer l'homme qui a fait le plus d'orphelins... Il est fâcheux que l'âme de Stéphen Girard n'inspire plus l'œuvre qu'ont créée ses millions.

XIII

LES CHEMINS DE FER

L'instrument du prodigieux développement des Etats-Unis, le lien de leur unité nationale, l'agent de leur supériorité économique écrasante, c'est leur réseau de chemins de fer.

En conséquence, les chemins de fer seront, comme les mines de charbon, un des grands champs de bataille entre le système capitaliste et le système socialiste. Et même *a fortiori*. Le charbon pourra être remplacé comme combustible ; il est déjà suppléé souvent par le pétrole. Tandis que les chemins de fer décideront toujours de la situation économique du pays. Actuellement, ils sont entre les mains d'exploitants particuliers, sous le régime de la concurrence et de la liberté absolue. Mais la concurrence sera bientôt limitée ou détruite, par l'association des compagnies en *trusts*. Et les exploitants auront de la peine, en défendant leurs intérêts personnels, à ménager toujours avec assez de prudence l'intérêt public. Tous les arguments que la Coal strike a fait jaillir en faveur de la nationalisation des mines de charbon militeront avec beaucoup plus de force encore en faveur de la nationalisation des chemins de fer.

En 1851, il y avait aux Etats-Unis 149 lignes de chemins de fer, exploitant un réseau de 9.000 milles.

En 1903, il y a 957 lignes de chemins de fer, couvrant un réseau de 200.000 milles.

Le personnel comprend plus d'un million d'employés touchant 600 millions de dollars de gages (3 milliards de francs).

Le capital immobilisé monte à 12 billions de dollars (60 milliards de francs). En 1901, les railroads américains ont transporté 600 millions de voyageurs et 1.100 millions de tonnes de marchandises. Ils ont réalisé 7.500 millions de francs de recettes et 2 milliards 1/2 à 3 milliards de bénéfices.

L'industrie métallurgique relative aux chemins de fer et la construction du matériel sont poussées au dernier degré de perfection. Comme les autres industries américaines, elles ne se reposent jamais sur un succès. L'outillage et les procédés ne sont jamais tenus pour définitifs. Chaque jour les améliore, quelle que doive être la dépense.

Aussi les constructeurs américains ont fourni des ponts en acier à l'Inde anglaise et à l'Egypte. Les Russes empruntent à la France les milliards de francs avec lesquels ils établissent le Transsibérien ; mais c'est à l'industrie américaine qu'ils repassent notre argent pour couvrir de rails, de wagons et de machines ces 6.000 milles de voies ferrées.

Depuis dix ans les constructeurs américains ont expédié des milliers de locomotives, non seulement dans l'Asie, dans l'Amérique du Sud et dans l'Amérique centrale, en Russie, dans les Antilles, en Chine, mais en Angleterre même. Le Japon, allié de l'Angleterre, a acheté aux Etats-Unis, dans cette période, un millier de locomotives. Les Americains construisent bien ; mais surtout ils construisent vite ; et ils savent employer la réclame,

ils savent provoquer les commandes et les recueillir aux sources mêmes. Tout le monde à lu cette page d'un magazine anglais, qui est un véritable cri de désespoir :

Aujourd'hui un nombre immense d'Anglais s'asseyent devant un déjeuner composé de céréales manufacturées à Niagara Falls, d'un beefsteak d'Omaha, d'une tranche de jambon de la vallée de Mohawk ; et leur pain naturellement est fait de blé américain moulu à Minneapolis.

En allant à son bureau, s'il habite Londres, l'Anglais peut se faire voiturer dans un tram construit à New-York, mu par des machines électriques fabriquées à Schenectady, ou dans un train construit par des ingénieurs américains, et en grande partie avec des matériaux américains.

En arrivant à son bureau et en regardant autour de lui, si c'est une installation moderne, à la mode, voici ce qu'il trouve : il s'asseoit sur une chaise tournante faite à Chicago, devant un bureau à couvercle fait à Buffalo ; ses lettres sont dactylographiées sur une machine faite à Ilion (N -Y) ; il les signe avec un stylographe de New-York et les sèche avec du buvard de la Nouvelle-Angleterre. Les copies de lettres sont rangées dans des cases fabriquées aux Grands-Rapides.

S'il prend un jour de distraction, il va aux courses et voit les prix principaux gagnés par un cheval américain, monté par un jockey américain. Parcourant son journal du soir, il lit que les chantiers américains ont reçu des commandes de bateaux de guerre du modèle américain, pour des nations d'Europe aussi bien que d'Asie ; et il apprend que la scène du couronnement du roi d'Angleterre doit être peinte par un artiste américain ; que les 40,000 médailles d'or, d'argent et de bronze, commandées par ordre du roi, pour commémorer son couronnement, ont été faites au Massachusetts ; que le yacht de l'empereur allemand a été construit presque en vue de la mairie de New-York, qu'un membre de la famille royale d'Allemagne a traversé l'Atlantique pour assister au lancement, et qu'il a été baptisé par la fille d'un président américain.

Dans un récent discours où il célébrait les succès de son industrie, M. Geo. H. Daniels, un des principaux agents de chemins de fer des Etats-Unis,

expliquait ainsi l'abandon des canaux au profit des chemins de fer :

Il y a trois causes générales de ce phénomène :

La première est la grande réduction des tarifs de fret sur les chemins de fer des Etats-Unis ;

La seconde est le merveilleux développement de la force motrice et du matériel roulant sur notre réseau.

Il y a moins d'un quart de siècle, sur le railroad moyen d'Amérique, la capacité du wagon de marchandises était de 20 tonnes ; la locomotive de marchandises pouvait traîner 20 à 30 de ces wagons.

Aujourd'hui, sur le New-York Central, dont les six voies longent le canal Erié de Buffalo à Albany, la capacité du wagon de grains va de 60,000 à 66,000 livres ; et une locomotive du dernier type tirera de 75 à 90 de ces wagons à pleine charge.

Ce n'est pas un spectacle rare que de voir une seule machine traînant à travers la vallée de Mohawk de 85,000 à 90,000 *bushels* de grains sur un seul train. La même machine traînera de 110 à 125 wagons vides. Quand on considère que, dans la saison chargée, il y a de 75 à 100 trains de cette espèce roulant sur le New-York Central seul, vous avez une exacte conception de la situation.

La troisième cause de l'échec des canaux est le besoin de célérité du public américain. Un expéditeur ayant à exporter 100,000 bushels de grains doit les transporter de Buffalo à New-York en un temps donné, et il ne peut pas risquer les lenteurs du canal.

Il y a peu de temps, le steamer du lac *Abyssinia* arriva à Buffalo un vendredi soir avec 40,000 bushels de grains, pendant que le *Cevic* était à quai à New-York, prêt à partir sur lest, à moins de trouver un changement de grains. Or, le grain de l'*Abyssinia* fut promptement transbordé, à Buffalo, sur les wagons du New-York Central, quitta Buffalo le samedi soir et fut à bord du *Cevic* tôt dans l'après-midi du lundi.

Dernièrement une seule locomotive a tiré un train de voyageurs de 16 wagons, dont 9 étaient wagons-lits et wagons-salons, de New-York à Albany, sur une distance de 143 milles en 3 h. 15 : ce qui fait 44 milles (70 km. 1/2) à l'heure ; et c'est la vitesse réglementaire de ce train. Le train pesait 1,832,000 livres et il avait 1,212 pieds de long.

L'*Empire State Express* a été mis en service le 26 octobre

1891, et depuis lors, il a été le plus fameux train du monde.

Pendant des années il a fait la course de New-York à Buffalo, 440 milles (710 km. 1/2) en 8 h. 15, à la vitesse moyenne de 53 milles 1/3 à l'heure — y compris 4 arrêts, dont 2 pour changer de machine — et 28 ralentissements à la traversée des villes.

Sur plus de 216 des 440 milles, à chaque voyage il fait plus de 60 milles (96 km.) à l'heure. Sur un passage de 10 milles la vitesse réglementaire est de 66 milles 1/2 à l'heure (106 km. 1/6).

Le poids de ce train est de 608,000 livres, et il peut prendre 248 passagers.

Le 16 juin 1902, le New-York Central a mis en service le XXe *siècle limited*, qui roule maintenant tous les jours entre New-York et Chicago, faisant 980 milles (1,568 km.) en 20 heures.

Récemment, entre Brocton et Cleveland, ce train a couvert les 134 milles en 131 minutes. De Cleveland à Toledo, le mécanicien a poussé jusqu'à 113 milles en 103 minutes, atteignant sur quelques points une vitesse de 90 milles (144 km.) à l'heure.

Il faut aujourd'hui quatre jours de New-York à San-Francisco.

De Chicago à San-Francisco on peut choisir entre 6 ou 8 railroads concurrents. Et la concurrence développe l'obligeance des compagnies à un degré que n'approcheront jamais nos compagnies à monopole. Dès qu'on arrive dans une gare, des employés de toutes sortes s'empressent à renseigner, à diriger le voyageur.

Avant d'arriver en Amérique, j'avais toujours entendu parler de la nécessité de l'initiative et du « débrouillage » dans ce pays. Encore une légende. Nulle part au monde il n'est plus commode de voyager. Les indications utiles sont répétées partout de la façon la plus claire et la plus apparente. En quittant une station, les conducteurs du train annoncent dans chaque wagon le nom de la station

suivante. Il faudrait de la bonne volonté pour se tromper. Les bagages sont manipulés promptement, enregistrés gratuitement, et transportés gratuitement jusqu'à 150 livres.

J'ai roulé près de cinq mois à travers l'Amérique et parcouru au moins 10.000 milles en chemin de fer. Je n'ai jamais eu de difficulté, jamais vu de scène déplaisante, jamais rencontré un employé insolent. Il n'y a jamais eu la plus légère erreur ou le plus léger retard dans l'expédition du bagage, qui suivait souvent d'autres itinéraires. Dans la traversée de l'Est à l'Ouest, j'ai vu seulement un retard de huit heures, causé par l'éboulement d'un tunnel dans les Montagnes-Rocheuses ; et dans la traversée de l'Ouest à l'Est, un retard de cinq heures, causé par une avarie de machine.

Les départs sont un peu heurtés ; mais l'histoire des témérités folles est à reléguer dans le magasin des fables. Les trains sont conduits très prudemment. Les ponts sont quelquefois bien primitifs, dans l'Ouest, et les voies un peu fragiles, parce que la construction première a été hâtive ; mais l'amélioration est incessante et rapide.

Les grands wagons américains, où 30 à 50 voyageurs sont réunis dans la même voiture, valent-ils mieux que nos wagons à compartiments ? Pour les longs voyages, leur supériorité est certaine. Pour les voyages qui n'excèdent pas vingt-quatre heures, la question reste douteuse. La preuve, c'est que, dans l'Est, les compagnies américaines placent souvent dans le même train des wagons des deux espèces ; et que, chez nous, les compagnies ont adopté un wagon qui est à la fois à couloir et à compartiments. Mais le matériel jugé le plus commode et le meilleur est seul en usage partout Il n'y a pas de lignes ou de réseaux sacrifiés sur les-

quels on utilise, comme chez nous, pendant des générations, le matériel préhistorique.

Est-ce un agrément ou un désagrément que la circulation continuelle des marchands de journaux, de revues, de livres, de bijouterie, de photos, de sandwiches, de fruits, de peanuts, des garde-freins, des contrôleurs? Cela dépend de l'humeur du voyageur.

Il y a sans doute un excès de contrôle et de poinçons. Avec de petits billets comme les nôtres, il ne resterait rien au bout du voyage. Aussi, les billets de chemins de fer américains sont-ils de belle taille; ils consistent en bandes de papier que l'on colle au bout les unes des autres, et dont chacune représente une section du chemin à parcourir, mentionne un arrêt, un délai, un changement de route, ou reproduit les contrats que le voyageur souscrit implicitement, les obligations qu'il accepte, les recours auxquels il renonce.... Dans une réunion d'agents de railroads, à Chicago, l'un d'eux a montré un ticket qui mesurait près de 2 mètres (5 pieds 8 pouces) de long, et qui contenait en imprimé, texte microscopique, la valeur de plusieurs colonnes de journal.

Les tickets de railroads américains sont faits pour occuper les loisirs du voyage, comme les journaux américains à 90 pages sont faits pour tromper l'ennui des dimanches.

Les compagnies de chemins de fer déploient une activité et une ingéniosité admirables pour développer la circulation et la colonisation dans les pays que couvrent leurs réseaux respectifs. Par tous les moyens elles appellent le touriste et le colon. C'est elles qui font connaître les beautés et les ressources infinies du pays américain, non seulement aux étrangers, mais au peuple américain lui-même.

Elles *font* l'Amérique, littéralement, tous les jours. Des territoires qui étaient déserts, stériles, presque inconnus il y a vingt-cinq ans, comme le Dakota, le Minnesota, le Kansas, le Nebraska, ont aujourd'hui chacun des millions d'acres en pleine culture et produisent du blé par 200 et 300 millions de *bushels* chaque année.

Voilà le service rendu.

Mais les compagnies de chemins de fer en exigent un prix que le public commence à juger excessif. Dans ces régions immenses où elles ont amené la colonisation et provoqué une production énorme, les produits ne peuvent s'écouler que par leur intermédiaire. Les producteurs se plaignent d'être rançonnés. Ils accusent les chemins de fer, maîtres absolus de leurs tarifs, libres d'étrangler telle culture ou telle industrie, à leur gré, d'accaparer tout le profit. La dernière garantie qui résultait de la concurrence entre plusieurs compagnies disparaîtra par la constitution de *trusts*. Le producteur et le consommateur sont à leur merci.

Naturellement, une grande partie de la magistrature et du personnel politique, dans chaque Etat, sont au service des grandes compagnies. Le domaine public leur est livré partout sans compensation, ou contre des compensations dérisoires. A New-York, les principales voies ont été éventrées et la circulation rendue très difficile pour deux ans par la Société du Métropolitain, sans aucune indemnité. Le Pennsylvania R. R. va construire un énorme tunnel sous l'Hudson, sous la ville de New-York, sous l'East River, pour déboucher à l'Est de Long-Island; et le maire de New-York a soulevé « l'indignation » d'une partie de la presse en proposant de discuter au grand jour la concession de l'autorisation (franchise).

Les railroads ont fait les Etats-Unis ce qu'ils sont; mais il ne s'ensuit pas que les Etats-Unis doivent rester la propriété des compagnies.

Actuellement, les Présidents des Railroads sont les véritables rois de la République américaine. Comme tous les souverains, ils sont exposés aux révolutions. Celle qui les menace est la nationalisation du réseau ferré.

XIV

LES NÈGRES

Les nègres sont affranchis, travailleurs libres et citoyens de la République américaine depuis plus d'un quart de siècle. Mais il y a toujours une question nègre. Même sans avoir séjourné dans les Etats du Sud, on peut recueillir quelques impressions à cet égard. Il est même possible que les impressions recueillies dans le Nord aient plus de valeur, pour deux raisons.

D'abord, si les libérateurs de la race nègre commencent à lui montrer quelque rigueur, cette attitude a plus de signification qu'elle n'en aurait chez les anciens esclavagistes. Ensuite, les nègres sont plus faciles à étudier dans le Nord que chez leurs anciens maîtres. Dans le Sud, la terreur des exécutions sommaires leur donne une certaine réserve. Chez leurs libérateurs, ils se montrent tels qu'ils sont, à l'abri de la Constitution; ils usent et abusent de leurs prérogatives de citoyens; ils ne se concilient pas très soigneusement l'opinion publique.

C'est un des points sur lesquels un Européen, un fils de la Révolution française, se sent le plus troublé quand ses convictions doctrinales entrent en contact avec la réalité.

Dans le Sud, toutes sortes de barrières subsistent entre les deux races. Les nègres ne se hasarde-

raient pas dans un hôtel ou dans un restaurant destiné aux blancs. Il y a, sur les chemins de fer, des wagons ou des compartiments spéciaux pour les nègres. Des règlements minutieux prévoient toutes les conjonctures pour assurer la séparation. Le 4 juillet 1902, anniversaire de la Déclaration d'indépendance, le Président de Tulane University (Nouvelle-Orléans), parlant devant l'Université de Chicago, disait : « Les noirs peuvent être d'excellents citoyens, mais nous ne leur permettrons pas d'épouser des blanches, et nous ne les recevrons pas à notre table ». Cette allusion directe au déjeuner du nègre Booker Washington chez le président Roosevelt ne soulevait aucune objection dans l'auditoire Chicagoan.

« Les noirs peuvent être d'excellents citoyens »; mais la grande préoccupation des blancs du Sud est de les empêcher d'en exercer les droits. La Constitution leur octroie le même droit de suffrage qu'aux citoyens blancs; s'ils en jouissaient effectivement, ils seraient les maîtres de plusieurs Etats, où ils possèdent la majorité. Pour éviter que ces Etats ne deviennent de petits Dahomeys, les blancs ont trouvé divers moyens de tourner la Constitution; ils excluent en fait les nègres des conventions politiques et des assemblées primaires où se décident les élections. C'est ce qu'on appelle le *Negro disfranchisement*, organisé par le parti démocrate.

En conséquence, les nègres appartiennent au parti républicain, qui leur doit la possession du pouvoir dans un certain nombre d'assemblées. Dans le Maryland, notamment, l'immense majorité des blancs se range sous la bannière démocratique; mais 60.000 électeurs noirs assurent la victoire des républicains. A la convention républicaine du Mas-

sachusetts, (Boston, octobre 1902), la résolution suivante fut présentée au nom des « Coloured républicans » et renvoyée à la commission du programme (platform) :

Le parti républicain de Massachusetts observe avec inquiétude et désapprobation le *disfranchisement* des citoyens de l'Union dans quelque Etat que ce soit, sous prétexte de race ou de couleur — et déplore l'apathie du pays et du gouvernement national en face de cette violation ouverte des deux derniers articles de la Constitution.

Nous tenons énergiquement pour la restauration et la sauvegarde, par le gouvernement national, de tous les droits civils et politiques du nègre dans toutes les parties du pays. Nous condamnons avec une extrême sévérité l'exclusion des républicains de couleur dans les assemblées primaires et les conventions de notre parti, dans quelque région et sous quelque prétexte que ce soit. Nous regardons de telles mesures comme antirépublicaines, et calculées pour encourager le parti démocrate dans son blâmable projet de dépouiller par fraude le nègre de son droit de suffrage.

Depuis, M. Roosevelt a porté un nouveau défi aux gens du Sud en nommant M. Crum, nègre, percepteur du port de Charleston, en pleine Caroline du Sud.

Le *disfranchisement* des nègres est inconstitutionnel; et les constitutions sont faites pour être respectées. Nous en savons quelque chose dans la République française, où nos nègres coloniaux exercent librement leur franchise, parmi les pratiques de sorcellerie.

Mais les gens du Sud vont quelquefois plus loin que le *disfranchisement*. S'ils abrogent les lois qui leur paraissent dangereuses, ils fortifient singulièrement les lois qui leur paraissent insuffisantes. Ou même ils en ont conservé d'étranges.

En septembre 1902, le nègre Fisher Million, contumax de l'année précédente, a été retrouvé

par la police. A Shelbyville (Kentucky), le juge Davis l'a condamné « à être vendu pour douze mois aux enchères publiques ». Il ne sera pas esclave, non ; il sera convict ; l'adjudicataire sera propriétaire de son travail, non de sa personne.

Continuellement, les journaux américains relatent des faits de ce genre :

Annie Gates, âgée de 12 ans, est entrée dans un *saloon*, en criant qu'un nègre lui avait donné la chasse. Plusieurs hommes sont partis en quête. Ils ont attrappé le nègre Edward Brown, que la jeune fille a reconnu. Brown a été remis à un policeman. Pendant qu'on le transportait au poste de police, il a sauté de la voiture (patrol wagon). Les citoyens ont couru après lui en tirant, et deux balles l'ont couché mort (sept. 5).

A Portland (Ark), le jeune nègre Walter Sullivan est lynché le 1er octobre pour avoir tiré sur un blanc.

Au même moment, à Cameron (Louisiane), le nègre Herbert reçoit une balle du fermier John Yocum, dont il a attaqué la femme. Comme il n'est pas tué sur le coup, la population s'apprête à le lyncher.

La police l'emporte sur un bateau. Alors les blancs s'attroupent et font la chasse aux nègres sur le territoire de Cameron. Tous ceux qui sont attrapés passent un mauvais quart d'heure.

A Newbern (Tennessee), le 9 octobre, *deux* nègres sont pendus par une troupe de 500 citoyens, malgré les efforts du magistrat, parce que l'*un* d'eux a tué un marchand de chevaux dans une rixe

A quelques semaines de distance (juillet et septembre), deux nègres ayant attaqué des femmes blanches sont enduits de pétrole, attachés à un arbre et rôtis avec toutes sortes de raffinements Des

spectateurs des deux sexes viennent de loin, par voiture et par chemin de fer, pour assister à cette réjouissance.

A l'époque de la première exécution, un blanc attaque une négresse dans l'Illinois. Il est déféré à la justice régulière, sans lynchage. Mais à Hopkinsville (Kentucky), au moment de la seconde exécution, un planteur qui a tué deux vieillards nègres à coups de hache, étant ivre, n'est soustrait qu'avec difficulté aux fureurs de la population de couleur. Plusieurs centaines de nègres s'assemblent pour le lyncher.

En même temps paraissait à Saint-Louis un livre aussitôt populaire dans le Sud. Il a pour auteur un M. Charles Carroll, qui se vante d'y avoir consacré quinze ans d'études, et pour titre : « *Le négre est une béte*, ou : *A l'image de Dieu* ». Il y est démontré par les textes de la Bible que le nègre est « une bête, créée avec un langage articulé et des mains, afin qu'il puisse servir son maître, l'homme blanc ». La preuve est bien simple : l'homme a été créé à l'image de Dieu ; or, Dieu n'est pas nègre, tout le monde le sait ; donc le nègre n'est pas à l'image de Dieu ; donc il n'est pas homme. Et le livre de Jud établit que le crime de Caïn fut d'épouser une négresse, qui n'était pas de la chair d'Adam. Il paraît que Caïn aurait mieux fait d'épouser sa sœur, comme le pieux Abel. Parce que sa femme était noire et qu'il n'était pas inceste, Dieu rejeta ses offrandes. L'une des missions de Jésus-Christ sur la terre a été de relever les barrières que le Créateur avait établies entre le blanc et le nègre. M. Carroll prouve ensuite péremptoirement que le nègre n'a pas d'âme, et il conclut : « Pourriez-vous trouver un ministre blanc qui consentît à unir par le lien sacré du mariage une brute nègre à une

femme blanche ? Ah ! parents, vous aimeriez mieux voir votre fille brûlée, et ses cendres dispersées à tous les vents du ciel ! »

Et c'est vrai. Ni l'opinion, ni les ministres du culte, ni les autorités civiles n'admettent le mariage mixte. Au mois d'août, un citoyen de Saint-Louis, voulant épouser une femme de couleur, ne put obtenir la licence. En vain il prétendit que, né dans le Sud, il devait avoir lui-même du sang nègre dans les veines : on le trouva blanc bon teint et le mariage fut interdit.

Quelques individus remarquables essaient de détruire le préjugé.

Ainsi le Rev. Drew, jadis esclave, puis combattant de la guerre civile, aujourd'hui pasteur, et toujours nègre. Il fait des conférences sur le « Progress of the blackman » ; il rappelle la misérable condition où vivaient ses frères au moment de leur libération ; des progrès qu'ils ont accomplis en une génération, il conclut à leur perfectibilité rapide. « Il y a, dit-il, des méchants parmi eux ; mais peut-être y a-t-il aussi des méchants parmi les blancs... »

Ainsi surtout Booker T. Washington, dont toute l'Amérique honore le caractère et l'œuvre. Il a publié lui-même la relation de sa vie, dans le langage simple qui convenait. Il s'est donné pour tâche d'élever les gens de sa race à une condition meilleure, non par une instruction artificielle qui en ferait des déclassés, mais par une éducation pratique qui en fera des citoyens utiles, des hommes heureux.

Son *Tuskegee Normal and Industrial Institute*, près de la petite ville de Tuskegee (Alabama) est une école professionnelle. Il a commencé sans un dollar en poche, donnant ses premières leçons dans des granges ouvertes à tous les vents, où les élèves s'asseyaient sur des bûches et sur des pierres. Et pour-

tant, le principal obstacle qu'il eut à vaincre fut l'extravagance de sa clientèle, qui ne comprenait pas que l'on pût apprendre autre chose que les langues étrangères, le latin, le grec, la musique, le droit, pour devenir des gentlemen et des ladies. A quoi bon être sortis d'esclavage, si l'on ne devait pas voir tous les jeunes citoyens nègres dans le corps diplomatique, dans le Congrès ou dans les tribunaux ?

Booker Washington fait simplement des filles de bonnes fermières, blanchisseuses, cuisinières, couturières ; et des garçons, de bons maçons, mécaniciens, laboureurs, vétérinaires, forgerons, charpentiers. Il les met en état de gagner honnêtement leur vie. Tous les bâtiments du Tuskeegee Institute, maintenant prospère, ont été construits, installés, équipés par le travail des « étudiants » eux-mêmes. On y vient de loin chercher d'excellents ouvriers. Le nom de Booker Washington est vénéré comme celui d'un homme de bien, même par les gens du Sud qui ne déjeuneraient pas avec lui.

D'autres noirs encore travaillent dans la même voie par des moyens divers. Une des plus sages associations coopératives des Etats-Unis, *The true Reformers*, est une œuvre de la race nègre fondée par le Rev. William W. Browne, nègre, dirigée aujourd'hui par le Rev. W. L. Taylor, né dans l'esclavage. Tous les administrateurs ou employés sont des nègres ou des mulâtres. Lancée comme société d'assurance et d'assistance mutuelles, l'association s'est accrue d'une coopérative de consommation ; elle a son siège à Richmond et des succursales à Washington, à Manchester, Porstmouth et Roanoke (Virginie). Elle publie un journal, elle possède son hôtel, des fermes, des terres, une maison de retraite pour les vieillards. Sa banque, qui sert 4 % aux déposants, continua seule, à Richmond, de

payer en numéraire pendant la crise financière qui sévit en 1895. Les déposants sont au nombre de 10.000 ; et les membres associés au nombre de 50.000.

Malheureusement, la masse est encore ignorante et corrompue. La responsabilité en retombe sur les générations de blancs qui ont tenu ces infortunés en esclavage. Le contact n'en est pas moins désagréable pour les générations de blancs qui ont supprimé l'esclavage. Les noirs sont communément fripons, menteurs et paresseux. Ils sont encore plus dépravés. L'idée de la femme blanche les obsède, et cette obsession les conduit fréquemment aux plus lâches crimes. Leur ambition consiste à se faire passer auprès des leurs pour de grands séducteurs de blanches.

Les citoyens américains, ne pouvant se parer, comme les républicains français, de rubans rouges, violets, jaunes et verts, portent à leurs boutonnières les insignes de leurs innombrables sociétés « secrètes », ou bien le portrait de leur Dulcinée. A Saint-Louis, où la population nègre est considérable, la plupart des *coloured gentlemen* arborent sur leur veste le portrait d'une jeune fille blanche, témoignage de leurs succès.

Ces allures et de trop fréquents attentats entretiennent la colère des gens du Sud et provoquent l'irritation des gens du Nord. A New-York même et à Brooklyn, il y a des *Hospitals*, des *Homes*, et des *Orphan asylums* distincts pour les gens de couleur : dans la misère même, les races ne se mêlent point.

Dans l'Etat d'Indiana (juin 1902), la population d'Adams et d'Orange força les hôteliers à chasser les nègres qu'ils employaient comme domestiques. Les nègres furent sommés de quitter le pays sous

peine de mort. Or, Adams county est démocrate, Orange county est républicain : c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de politique dans l'affaire, mais un réel soulèvement de l'opinion contre les noirs.

Simultanément, dans l'Illinois — l'Etat d'Abraham Lincoln ! — la population d'Eldorado (Saline county, républicain) faisait évacuer une école professionnelle d'enfants noirs ; elle saccageait les bâtiments, menaçait de mort le pasteur de l'*African methodist episcopal church* et lui donnait vingt-quatre heures pour déguerpir. Cet homme de Dieu était contraint de défendre son habitation le rifle à la main.

A Evanston, près de Chicago, la Northwestern University compte quelques étudiants noirs des deux sexes. La Women's Educational Association, qui gouverne le quartier des étudiantes, a interdit les dortoirs aux étudiantes de couleur.

La puissante Young men's Christian Association, qui s'étend dans le monde entier, a formé aux Etats-Unis des branches spéciales pour les nègres. Le christianisme de ces excellents chrétiens ne triomphe pas du préjugé de races. On suppose que leur divinité aura l'attention de faire un compartiment spécial pour les nègres dans son paradis.

Mais voici le plus fort. Les travailleurs socialistes, groupés en Fraternités et se réclamant sur tous les tons de la fraternité universelle, n'acceptent pas les nègres dans leurs Unions. Ils ne les tolèrent pas sur leurs chantiers. Au mois de septembre, à Lebanon (Pennsylvanie) les ouvriers de l'American Iron and steel company étaient en grève ; le premier article de leur *ultimatum* exigeait l'expulsion des nègres.

A l'Unirvesité de Chicago, où des bâtiments s'é-

lèvent de toutes parts, j'ai vu les ouvriers quitter soudain leur travail avec un ensemble parfait, parce qu'une demi-douzaine de nègres étaient occupés dans un coin des chantiers.

Or, au même moment, 10.000 déchargeurs de wagons étaient en grève à Chicago. Les compagnies de transport essayaient de recruter n'importe où de la main-d'œuvre. Une troupe de nègres, ainsi embauchés, s'étaient retirés en apprenant qu'ils devaient remplacer les grévistes, et les grévistes les avaient acclamés. Mais les ouvriers en bâtiment de l'Université n'en pratiquaient pas moins le boycottage.

Aux Philippines, les indigènes que les Etats-Unis ont entrepris de « civiliser » de gré ou de force ne sont pas plus de race nègre que de race blanche. Ils diffèrent des deux races au même degré. Quand ils ont reçu de l'éducation, ils sont d'aussi bonne compagnie que n'importe quels Européens.

Mais les militaires conquérants préfèrent considérer les Philippins comme nègres, parce que cette classification justifie tout. De jeunes officiers se sont amusés à réquisitionner des Philippins très distingués pour nettoyer leurs écuries ; d'autres faisaient la partie de pratiquer des perquisitions nocturnes dans les meilleures maisons indigènes de Manille : « Pour apprendre à vivre à ces sales nègres ». Exactement comme font nos glorieux officiers français à Madagascar, où les Hovas ne sont pas des nègres.

Les dames américaines, venues avec l'armée « libératrice », ne voulaient admettre les dames Philippines ni à la bibliothèque publique, ni à l'hôpital des femmes, parce qu'elles les regardaient comme des négresses...

Vraisemblablement, si le souverain de Roumanie avait déclaré qu'ils rattachait les Juifs à la race nègre, le secrétaire d'Etat Hay n'aurait pas envoyé sa fameuse note aux puissances. Les Juifs sont juste aussi nègres que les Philippins.

Un auteur du Nord, conciliant, n'hésite pas à réprouver énergiquement la pratique du lynchage, mais il concède que : « Le nègre appartient à une race inférieure, en dehors de tout ce qui peut avoir résulté de sa longue servitude et des mauvais traitements. Il y a une échelle dans les races humaines et, de même que l'Anglo-Saxon est en haut, le nègre est en bas .»

Et ce nègre, en bas de l'échelle, a une très vilaine façon de regarder les femmes et les petites filles qui sont en haut... Nous proclamons résolument que le lynchage nous paraît excessif — tant qu'il ne s'agira pas de notre propre femme ou de nôtre fille dans l'attentat.

XV

SETTLEMENTS. — Y. M. C. A.
L'ARMÉE DU SALUT
LA PROTECTION DES ANIMAUX

Les *settlements* sont une institution tout américaine. Ils manifestent la bonne volonté d'une partie des classes heureuses pour arriver à prévenir les conflits sociaux. L'humanité pure et la sagesse intéressée collaborent à l'œuvre, pour le plus grand profit des bienfaiteurs et des bénéficiaires.

Des personnes de condition aisée, ou même riche, vont s'établir au cœur des quartiers pauvres, pour y vivre, pour y établir le contact avec les malheureux, pour dissiper les défiances, abattre les barrières, prévenir les malentendus, maintenir une langue commune entre les tribus si étrangères les unes aux autres qui composent la nation.

En France, nous voyons des femmes riches qui, par désœuvrement et par caprice, fondent des associations charitables et vont de temps en temps, sans rien abandonner de leur luxe, faire dans les faubourgs une rapide expédition, échauffant sur leur passage l'envie et la haine qu'elles prétendaient calmer. Dans les *settlements*, les *settlers* sont de vrais colons, fixés sur le terrain de leurs opérations, au milieu de la crasse et des mauvaises odeurs.

s'astreignant à une vie simple et frugale, pour faire naître des relations de bon voisinage avec la population du lieu, lui donner l'exemple et le goût de la propreté physique, de la tenue morale, de la tempérance, de la solidarité humaine. Dans l'East-side de New-York, ils ambitionnent de préparer plus vite les immigrants et surtout leurs enfants à la dignité de citoyens américains.

Une partie des *settlements* est en connexion étroite avec les Universités. Ils évitent la propagande religieuse, quoique la pensée chrétienne soit toujours au fond de l'œuvre. Ils donnent à l'apostolat une forme purement morale. Ils écartent tout ce qui pourrait réveiller la défiance. Les chefs socialistes leur montrent quelque dédain et qualifient volontiers de *Silk stockings* (bas de soie) les philanthropes bourgeois, mais sans aigreur. A New-York, c'est dans l'*University settlement* que les Unions ouvrières ont leur quartier général et tiennent leurs assises hebdomadaires. Les cours, conférences, bibliothèques circulantes, salles de lecture, gymnases, dispensaires, sont les traits communs de ces maisons.

Quand ils ont des femmes à leur tête, les *settlements* pénètrent naturellement d'une façon plus intime dans la vie des pauvres gens. Les kindergartens (garderies d'enfants), les classes de couture, de cuisine, de ménage, les petits clubs de garçons et de filles, les restaurants à bon marché, les séances musicales, attirent promptement la clientèle qu'il s'agit d'atteindre. Et l'œuvre se poursuit simplement, sans mise en scène, par la force lente du contact quotidien. Jamais on ne donne au bienfait l'apparence d'une aumône ; une rétribution est perçue pour les leçons et pour l'usage de toutes commodités aussi bien que pour la nourriture con-

sommée. Les jeunes hommes et les femmes qui administrent l'institution ou qui en dirigent les divers organes paient libéralement le droit d'accomplir cette besogne peu attrayante.

A Chicago, la première fondation du genre, Hull House, a pour chef une femme remarquable, Miss Jane Addams, dont l'exemple a été fécond : douze autres *settlements*, depuis une dizaine d'années, se sont mis à l'œuvre dans la même ville. Il y a fort à faire encore !

La *Young Men's Christian Association*, dans sa propagande sociale, arbore franchement le drapeau religieux. Elle prétend rester étrangère à toute secte ; elle accueille même les juifs et les catholiques ; mais elle impose la Bible. Elle donne des séances de Bible dans ses propres établissements, et les porte à domicile, dans les usines ou magasins dont les patrons lui accordent un local. Les soirées de récréation s'ouvrent invariablement par le chant de deux ou trois hymnes. Il faut « croire en Jésus-Christ Sauveur, et se proposer de mener une vie chrétienne ». Sur l'énoncé de ce programme, l'œuvre avait d'abord échoué. On y ajouta des gymnases, piscines, douches, bibliothèques : le dernier bilan annonce l'existence de 1.476 branches de l'association, réunissant 268.500 membres, et possédant un capital de 110 millions de francs, dont 90 millions d'immeubles.

La Y. M. C. A. — c'est la désignation populaire de l'institution — s'étend non seulement sur les Etats-Unis, mais dans beaucoup d'autres pays, Grande-Bretagne et colonies anglaises, Chine, Japon, Hawaï, Australasie, Allemagne, France. Elle a des sections organisées dans les régiments et sur les vaisseaux américains ; elle en a dans chaque Université. Elle a créé une branche spéciale pour

le personnel des chemins de fer, où elle compte 42.000 membres.

A New-York seulement, en trois succursales, 2.186 employés des chemins de fer sont inscrits à l'Y. M. C. A. ; moyennant un droit de 15 francs par an, ils ont la jouissance de locaux propres, sains, où ils peuvent passer une bonne nuit entre deux voyages, trouver tous les soins physiques et tous les agréments intellectuels. Dans les autres branches, la cotisation est plus élevée : 75 francs ; les chambres qu'on peut habiter dans les clubs de l'association coûtent de 35 à 40 francs par semaine (à New-York) ; les cours d'instruction qu'on y peut suivre coûtent chacun de 15 à 25 francs par série. En France, on n'y verrait personne ; en Amérique, les auditeurs affluent, parce que chacun sent la nécessité de s'éclairer et que personne n'admet la gratuité du service rendu.

Les nègres ne sont pas mêlés aux blancs, dans cette œuvre de fraternité chrétienne : il y a 83 sections de l'Y. M. C. A. spéciales aux *coloured men*. La prédication de la Bible opère d'étranges phénomènes chez nos frères noirs ; on leur enseigne que « nul ne peut servir deux maîtres à la fois » et qu'il faut « servir le Seigneur ». Ils en concluent qu'ils ne doivent pas prendre un maître terrestre ; ou s'ils le prennent, ils le servent médiocrement. L'expression française *travailler comme un nègre* sonne aux Etats-Unis comme une antiphrase.

Malgré les cotisations élevées, les établissements de l'Y. M. C. A. sont toujours en déficit ; leurs administrateurs trouvent les ressources nécessaires à l'équilibre budgétaire auprès des financiers et des grandes compagnies. C'est-à-dire que les détenteurs du capital contribuent largement, infatigablement, à toutes les œuvres qui, sous étiquette religieuse

ou sous étiquette humanitaire, leur apparaissent comme des assurances préventives contre la révolution. Ils paient cette prime aussi naturellement et par le même calcul qu'ils paient leur prime d'assurance contre l'incendie.

L'Armée du Salut est plus pittoresque. En France, nous voyons simplement les hommes et les femmes de cette organisation offrir dans les rues leur journal *En Avant !* Aux Etats-Unis, dans toutes les villes, au coin des rues, le soir, on rencontre des détachements de soldats du général Booth, munis de grosses caisses, de tambourins, de trombones, de drapeaux, donnant leurs petites représentations. Ils s'arrêtent, chantent des hymnes, font à tour de rôle leur confession publique, se mettent à genoux sur le pavé pour implorer Dieu, chantent de nouveaux hymnes en frappant des mains, jouent quelques morceaux discordants, se remettent en marche escortés des gamins et recommencent plus loin.

Ce spectacle est très étrange pour un Européen. Mais il est plus étrange encore que personne ne rit ou ne sourit. Les pièces de nickel et les pièces d'argent pleuvent dans le tambour de basque et sur la grosse caisse. Les passants s'arrêtent, écoutent, repartent sans faire de plaisanteries. Les femmes de l'Armée du Salut vont vendre leurs feuilles ou faire la quête dans les quartiers les plus dangereux ; elles pénètrent dans des bouges où la police n'oserait pas s'aventurer ; elles ne sont jamais insultées. Pourquoi ? Il y a donc autre chose, dans l'œuvre, que la propagande religieuse et la parade un peu bouffonne, autre chose que la Bible et le trombone ?

J'ai voulu m'en rendre compte, et j'ai vu de mes yeux pourquoi les gens de l'Armée du Salut sont respectés dans tout le pays, pourquoi ils trouvent

des concours innombrables, et quelles profondes attaches ils ont avec la population souffrante.

J'ai vu les logements de nuit pour les hommes et pour les femmes sans domicile, tenus avec décence, avec une propreté rigoureuse, où l'on peut dormir, se laver, serrer ses effets, pour 12 sous, pour 10 sous, même (à Saint-Louis) pour 5 sous; et la pièce de 5 sous vaut à peine ce que vaut chez nous la pièce de 2 sous. J'ai vu les garderies d'enfants, où les bébés sont soignés, baignés, nourris, pourvus de jouets, ou reposent sur des lits propres toute la journée, pendant que leurs mères sont à l'usine. J'ai vu les salles de thé, de musique et de prière, fraîches et reluisantes, dans les ruelles les plus nauséabondes; et les maisons de travail (industrial homes), où l'on applique « la main-d'œuvre sans emploi aux matières sans emploi » (waste labor, waste material), c'est-à-dire où l'on recueille les vieux papiers, vieux meubles, vieux habits, déchets de toute la ville, pour les faire trier par des hommes sans ouvrage et les revendre au profit de l'œuvre; ces hommes sont logés, vêtus, nourris et reçoivent de 5 à 20 francs par semaine. J'ai vu les maisons de refuge où les pauvres filles peuvent échapper au vice, au scandale, être préservées de leurs corrupteurs ou de leur propre corruption, accoucher, nourrir leur enfant et se refaire une vie par le travail.

Et ce sont encore des dépôts de nourriture à bon marché (1 sou); des dépôts de vêtements d'occasion; des pensions pour les ouvrières au salaire insuffisant; des hôpitaux et dispensaires gratuits; ce sont des magasins de combustible pour l'hiver, et de glace à 1 sou le bloc pour l'été. Ce sont des bureaux de placement, qui procurent du travail, et des bureaux d'information, qui retrouvent la trace

des parents ou des amis perdus. Ce sont des campements champêtres pour envoyer les femmes et les petits enfants au bon air, quelques jours, pendant les terribles chaleurs. C'est enfin toute une entreprise de colonisation, qui veut réunir « l'homme sans terre à la terre sans hommes » (the landless man to the manless land), en défrichant une région de l'admirable Colorado.

Les logements de nuit donnent asile, dans les Etats-Unis, à 144.000 personnes par mois, dans 75 locaux ; les maisons de travail, au nombre de 36, produisent 40.000 francs par mois ; il y a 21 maisons de refuge pour les pauvres filles ; dans la dernière année, 728 créatures souffrantes y ont été recueillies, et les neuf dixièmes sont sauvées définitivement ; on a envoyé 15.000 mères et enfants des grandes villes se refaire à la campagne... Dans le monde entier, principalement dans les pays de langue anglaise, la même activité se déploie avec les mêmes résultats.

On me demandera : « Pourquoi cette sympathie à l'égard de l'Armée du Salut, quand vous déployez tant d'énergie à combattre les congrégations catholiques ? Une partie au moins des moines et des nonnes — ceux qui sont voués à la bienfaisance — accomplissent la même besogne ; leurs frocs ne sont pas plus ridicules que les uniformes militaires de l'Armée du Salut ; et le chef des Capucins, des Jésuites ou des Dominicains s'intitule « général », comme M. William Booth ».

Non ; il y a des différences essentielles. Les affaires de l'Armée du Salut sont conduites comme des affaires ; on n'y fait pas l'aumône, qui est dégradante. Les « Officiers » vivent comme tout le monde, mangent au restaurant, se lavent, se marient, sont des gens comme les autres. L'Armée

du Salut ne thésaurise pas ; elle dépense à mesure qu'elle reçoit, et publie ses comptes au grand jour, périodiquement, comme une maison de commerce, sous le contrôle d'un expert et le certificat d'un notaire. Au lieu que les congrégations romaines *gardent pour elles* les sommes immenses qu'elles demandent au nom des pauvres, des malades, des vieillards ; elles n'en rendent compte à personne. L'Armée du Salut n'a d'attache avec aucune secte religieuse, avec aucun parti politique et n'est l'instrument d'aucune faction. Les Congrégations romaines mettent leur prodigieuse richesse et leur prodigieuse organisation au service de toutes les réactions contre toutes les démocraties. L'Armée du Salut mérite donc l'intérêt des honnêtes gens ; et les congrégations romaines doivent être écrasées.

On ne s'étonnera pas de trouver dans le même chapitre les œuvres de bienfaisance humaine et la Société protectrice des animaux. Dans sa carrière de publiciste, l'auteur de ce livre a cent fois montré le lien qui existe entre la valeur morale de l'homme et sa bonté pour les animaux. Trop souvent, la sympathie qu'on éprouvait pour les travailleurs opprimés ou spoliés s'éteint à la vue de leur propre méchanceté. La lâcheté du charretier qui courbe la tête sous les reproches de son maître et qui, loin de tout regard, se venge à coups de pieds dans le ventre du cheval, est écœurante. Faut-il demander justice pour ceux qui sont injustes ? Faut-il avoir pitié de ceux qui ne connaissent pas la pitié ? Quel espoir de perfectionnement fonder sur un cœur lâche et cruel ?

Aux Etats-Unis, on n'assiste pas aux scènes révoltantes qui souillent continuellement les rues de Paris, les routes de toute la France et plus encore

les pays voisins. On ne voit pas de pauvres chiens traîner de lourdes voitures, comme dans la Belgique, la Flandre française et l'Artois. Jamais je ne sors une heure dans Paris sans noter plusieurs cas de brutalité à l'égard des chevaux, mal nourris, trop chargés, accablés de coups. Je n'ai rencontré rien de pareil en Amérique.

Nous avons une Société protectrice des animaux qui se mêle surtout d'intrigues politiques, et dont se moquent les conducteurs de chevaux comme les agents de police. Aux Etats-Unis, la « *Society for the prevention of cruelty to Animals* » est une réalité. Elle s'occupe non seulement de la répression effective des actes de cruauté, de la suppression des usages barbares et des combats d'animaux, mais aussi de l'amélioration pratique des fers, des mors, des harnais, des transports de bestiaux et de volailles, de la Fourrière, de la destruction des animaux perdus. Elle se charge de suivre les affaires qui lui sont signalées. Elle trouve un solide appui dans les journaux du pays : la presse américaine, qui a ses défauts, les rachèterait déjà par ce concours aux œuvres de moralité.

XVI

LES FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

Pour un Français voyageant aux Etats-Unis, parmi tant de sujets d'émerveillement, il n'y a qu'un sujet de tristesse : c'est la misérable place qu'occupe la France dans l'opinion du peuple américain, dans le développement et l'exploitation de la richesse américaine.

Toutes les races se sont taillé une part dans cet immense domaine. La France, dont les explorateurs et les aventuriers ont frayé les premières voies à la civilisation, dont les soldats ont aidé les premiers pas de la liberté sur le continent américain, n'y est plus qu'un vague souvenir. Il reste des noms français partout, autour des grands lacs ou dans la vallée de Mississipi comme dans les Etats du Sud, en Californie, au cœur des Montagnes-Rocheuses. Il n'y a de Français nulle part, ou si peu, ou si humbles !... Exception faite, cependant, pour San Francisco où la colonie française est nombreuse, prospère, honorable, influente. Mais c'est un îlot au bout du monde, alors que les colonies de toutes les nations européennes couvrent le territoire, alors que des grandes cités comme Milwaukee, Cincinnati, Saint-Louis (avec son nom!) sont de vraies cités allemandes et qu'il y a dans New-York des Allemands, des Italiens par 5 ou 600.000.

Les Français de France ou les Français du Canada exercent de petits métiers, cuisiniers, coiffeurs, commis, domestiques. D'autres ont la plus triste réputation. Le « quartier français » et la « freuch girl », en beaucoup d'endroits, désignent ce qu'il y a de pire. La Compagnie française de Paquebots, si chèrement subventionnée par l'Etat et si fort discréditée par les péripéties du naufrage de la *Bourgogne*, aggrave sa position par le transport incessant de cargaisons humaines destinées à la débauche : notre principal article d'exportation, avec les « chargés de missions ministérielles ». Les Américains ne savent que penser de cette affluence de « missionnaires » ; ils commencent à se demander quels secrets le gouvernement français cherche à surprendre chez eux... Mais l'allure de ses envoyés leur prouve qu'il ne s'agit de rien de sérieux.

Les Canadiens français, très nombreux aux Etats-Unis, parlent avec une saveur très curieuse la langue actuelle de nos paysans de l'Ouest. Ils sont malheureusement déprimés par le joug du clergé catholique ; ils obéissent aux moindres fantaisies de leur évêque ou de leur curé, comme les nègres aux volontés du sorcier féticheur. Une *Revue* (magazine) canadienne a été proscrite et ruinée par un évêque pour avoir annoncé la publication des *Trois Mousquetaires;* l'évêque réprouvait, dans sa sentence, « cette œuvre diabolique de Renan, le prêtre qui a trahi son Dieu ». A Montréal, un de mes amis avait trouvé, chez un bouquiniste, une précieuse édition de Voltaire, apportée par un immigrant du XVIIIe siècle ; il ne tomba pas d'accord sur le prix et se retira ; huit jours après, il vint faire des offres plus élevées. Le marchand s'arracha les cheveux, disant : « Ce vérat de curé me l'a fait

brûler! » L'incident montre à la fois l'état de sujétion du commerçant qui n'ose pas refuser la destruction d'un objet précieux, quand le prêtre l'ordonne, et l'intelligence du curé, qui ne doutait pas d'avoir anéanti l'œuvre de Voltaire en détruisant un exemplaire.

Les nouvelles de France publiées par les journaux sont stupéfiantes. On y prend continuellement le Pirée pour un homme. Tantôt on annonce que « la saison est close à Paris, et la capitale vide, la dernière partie de polo ayant été jouée au Bois de Boulogne » : comme si deux douzaines d'oisifs ridicules étaient Paris. Tantôt une marquise (?) de Fontenoy (!) annonce à ses compatriotes que M. Doumer est le prochain sauveur de la France : « Macbeth, tu seras roi... » Il est impossible d'imaginer où les informateurs américains vont déterrer les livres français, les artistes français, les savants français, les politiciens français, parfaitement obscurs ou même inconnus en France, dont ils claironnent la gloire aux Etats-Unis. C'est comme une gageure de mystifications continuelles.

Dans un théâtre de Chicago, j'ai vu la charmante candeur d'une jeune Américaine aux prises (sur la scène) avec l'effronterie d'une Française, qui séduisait son amoureux. La Française portait une robe rouge, à traîne rouge, des souliers de satin rouges, des bas rouges, une ombrelle rouge, un chapeau rouge et elle fumait des cigarettes ! Quelque chose comme le diable.

Voici en quels termes les journaux annoncent qu'un officier français démissionnaire vient s'établir dans le pays pour y faire l'élevage de la volaille :

Vivent les poulets — et non vive la France!

Un baron et marquis vient en Amérique pour manier le sarcloir au lieu du sabre !

Plus jamais, avec les moustaches hérissées, le sabre en main, sur un coursier écumant, au cri de « Vive la France ! », on ne verra le baron de Saint-Mart, marquis de Forrest á Neuville, major des lourds dragons, descendant d'une lignée de rois, et chevalier de la Légion d'honneur, guider ses intrépides mangeurs de feu à travers les champs de Wagram (*sic*).

Plus jamais le baron et marquis ne dormira en armes sur les sables brûlants de Tunis, entouré de Maures hurlants. Plus jamais, avec son cœur d'acier, il ne chargera les Prussiens à Forbach, avec 600 braves hommes d'épée, chantant *le Marseillais* derrière lui !

Plus jamais ! plus jamais ! Car maintenant c'est le chant du sarcloir et de l'incubateur, des poulets piaillant et des choux bourgeonnant qui emplira le cœur et l'âme de ce vingt fois héros des guerres franco-prussiennes !

Suit la relation de quelques exploits du baron-marquis en compagnie du Capitaine Jean Bart !...

Il y a aussi des Français qui se chargent de renseigner les Américains sur la France ; ainsi M. Paul Blouet (Max O'Rell) dont on a vu plus haut, dans le chapitre des *Femmes*, les rancunes amères contre la femme française. Cet auteur inonde la presse américaine de fragments de La Bruyère, de La Rochefoucauld, et généralement de tous nos classiques, modestement signés de son propre nom. Mais il n'est pas très ferré sur la chronologie littéraire. Il écrit froidement :

Un jour, une dame qui avait entendu un poème de Rivarol sur l'amitié, demanda à Voiture comment il se fait que, etc...

Les bons Américains ne savent pas que Voiture était mort depuis plus de cent ans lorsque naquit Rivarol. Alors, il n'y a pas besoin de se gêner. Une autre fois, M. Paul Blouet leur donnera l'opinion de La Champmeslé sur Sarah Bernhardt, ou de Jeanne d'Arc sur le général de Galliffet.

Il leur apprend aussi que « la sculpture française est wagnérienne » ; il confond un peu les genres, regarde Meyerbeer comme un bon peintre et Michel-Ange comme un musicien passable. Il déclare, *ex cathedra* :

On ne sait pas rire en France ; on n'y rit pas autant qu'aux Etats-Unis, pas autant qu'en Angleterre !

Un banquet, qui est en Amérique une fête de gaieté, d'esprit et de bonne camaraderie, est en France une cérémonie lugubre.

La littérature française moderne est aussi triste que le sourcil froncé d'Emile Zola et, depuis la mort d'Edmond About, je ne connais pas un livre gai qui ait eu du succès, excepté les *Tartarins* d'Alphonse Daudet et mes propres ouvrages.

Voilà les Américains bien édifiés. Depuis que la littérature française a perdu Edmond About, elle consiste uniquement dans l'œuvre de M. Blouet. Cependant, on lit aussi les *Misérables*, aux Etats-Unis ; on trouve les *Misérables* partout ; et les Américains demandent aux voyageurs si c'est bien la peinture de la vie française. Mais oui ! Comme le *Dernier des Mohicans* est bien la peinture de la vie américaine.

Les représentants officiels de la République française, comme de juste, sont presque tous des réactionnaires militants, qui manifestent leur dégoût des institutions démocratiques pour bien établir leur origine aristocratique. A Chicago, le consul est un fervent du *Petit Journal* ; il fulmine contre les ministères dreyfusards et compose des vers, qu'il expédie par ballots à tous les journaux de France et d'Amérique :

Tel qu'en la nuit deux brillantes étoiles,
Sur l'Océan deux sœurs, deux blanches voiles,
Au livre humain est un double feuillet
Daté : « Les quatre et quatorze juillet ! »

Est-ce l'amour qui règne, est-ce la haine ?
Vers le progrès où monte l'âme humaine,
Est-ce la brute, aux ongles acérés
Qui guide, ou les cœurs purs, même ulcérés ?

Les autres strophes sont à la disposition des personnes qui écriront une Histoire de la Poésie française.... en Amérique. Le Jour de l'Indépendance, le même consul de France prononçait un discours dans le même style, où il glorifiait « le *trio* du XIXe siècle, Victor Hugo, Musset, Lamartine et Balzac ». Il est très curieux que la République française entretienne des fonctionnaires d'un grade élevé pour la rendre si ridicule.

Il est encore plus singulier que la République française subventionne des entreprises de propagande anti-républicaine. Une Alliance française, composée de tous les débris de la réaction hypocrite, appelle aux Etats-Unis des agents royalistes et des propagandistes catholiques, pour diffamer la démocratie sous prétexte de propager la langue nationale. Elle promène dans les Universités américaines ces fossiles comme les vrais interprètes de la pensée française. L'ambassadeur de France, par snobisme ou pour affaires, s'affiche avec les chefs des *trusts* les plus impopulaires. La femme de l'ambassadeur de France explique aux journaux américains que la supériorité du goût français dans les modes féminines est une légende qui a fait son temps.

De même que les Orientaux se rient de la France, parce qu'elle subventionne et protège en Turquie les mêmes moines qu'elle combat sur son propre territoire, les Américains se moquent de la République française, payant de son propre budget ses plus perfides détracteurs.

L'enseignement de la langue française dans les

Universités et dans les autres établissements est organisé de la manière la plus bouffonne. On ne voit nulle part des Français qui enseignent le Chinois, l'Allemand ou le Javanais, mais on voit, aux Etats-Unis, des gens de toutes nationalités qui enseignent le français. Les résultats sont extravagants.

Presque partout, le chef du département français est allemand. A Chicago, allemand ; dans la bibliothèque du département, on trouve 50 à 60 périodiques allemands et 2 revues françaises ; les ouvrages même français sont achetés en Allemagne ou par l'intermédiaire de courtiers allemands !

A l'Institut de Technologie de Boston, professeur allemand ; à Harvard University, hongrois d'origine, anglais de nationalité. Or il est naturel et nécessaire que l'allemand soit enseigné par des Allemands ; mais il est naturel et nécessaire que le français soit enseigné par des Français.

Avec la meilleure volonté du monde, ces étrangers n'aiment pas notre langue, n'aiment pas notre littérature ; ils les connaissent très mal ; ils les sacrifient, ou fatalement ou systématiquement. Ils traitent la langue française comme une langue morte, qui aurait été parlée jadis par une nation disparue ; ils la dissèquent, en font un simple sujet d'études phonétiques ou philologiques ; ils mettent la littérature française dans la même catégorie que la littérature grecque ou latine ; quelques-uns l'arrêtent au XVIIIe siècle ou même au XVIIe siècle.

Naturellement ils ont tous des titres universitaires à revendre ; ils sont gradués de toutes ces Universités allemandes où l'on acquiert, en quinze mois, des doctorats à bon marché. Les Américains veulent des titres, des grades, des diplômes, et ils

n'ont aucune connaissance de leur valeur respective. Ils vénèrent un doctorat de Germanie comme ils vénèrent les « palmes académiques », que nous donnons chez nous aux concierges (janitors) des ministères, et dont les titulaires passent, aux Etats-Unis, pour des membres de l'Académie française.

La France devrait envoyer dans les Universités américaines, pour enseigner sa langue, sa littérature, sa pensée, des universitaires véritables, sérieux, instruits, travailleurs, qualifiés, qui trouveraient là une carrière honorable et très utile, au lieu de mourir de faim et d'ennui dans nos malheureux lycées de province.

Une tentative intéressante est faite en ce sens par deux hommes à qui la propagande française devra beaucoup : M. James H. Hyde, de New-York, et M. Maxime Ingres, Professeur à l'Université de Chicago. Il s'agit d'établir aux Etats-Unis une Ecole française, où des étudiants français se familiariseraient d'une part avec la langue et l'esprit du pays, d'autre part avec les meilleures méthodes pour propager la langue et la culture françaises.

M. James H. Hyde est un jeune homme qui dispose d'une fortune considérable et qui occupe une situation de premier rang dans le monde des affaire. Il est passionné des choses de France et il est à lui seul l'âme de la propagande française en Amérique. En conséquence, il est le point de mire de tous les faiseurs qui partent de France pour exploiter l'hospitalité américaine, et il est circonvenu par les coteries que nous considérons comme les ennemies de la France moderne. De sorte que, avec les meilleures intentions, il risque de nous fournir contre lui les plus justes griefs.

M. Maxime Ingres voudrait voir à Chicago l'Ecole française qu'il s'agit de créer : parce qu'il regarde

Chicago comme le véritable centre du monde américain. L'Université de Chicago, d'ailleurs, offre spontanément de grandes facilités pour la réalisation du projet. Le premier ministère français qui sera capable d'étendre ses vues au-delà du prochain scrutin parlementaire profitera avec empressement des sympathies du Président Harper et du dévouement de M. Ingres.

Il est grand temps de montrer au peuple américain qu'il y a en France autre chose que le « gai Paris » et les endroits où l'on s'amuse. Les artistes américains le savent déjà, surtout les architectes et les peintres. Le reste de la nation doit l'apprendre. Nous avons contre nous la perfidie intéressée et cauteleuse de nos rivaux ; mais ils sont dans leur rôle ; nous avons surtout contre nous notre insouciance. On ne nous prendrait pas notre place si nous l'occupions.

Rien ne serait plus facile que de concilier à la France l'amitié raisonnée d'un peuple dont le génie clair et vif présente tant de traits analogues à ceux du génie français. La science lumineuse et loyale, la logique exacte, la faculté d'abnégation et de désintéressement des Français leur vaudrait une meilleure place dans l'estime du peuple américain, s'ils en étaient mieux connus.

La nation américaine aura sûrement, au XXe siècle, de grandes destinées à remplir ; elle ambitionne de réaliser un type d'humanité parfaite ; elle se vante d'emprunter aux autres groupes humains leurs meilleurs éléments et de se les assimiler. Elle resterait fort au-dessous de son idéal, si elle ne s'affinait pas au commerce de la pensée française.

Puisqu'elle connaît, de la France, tant d'œuvres belles, fortes, nobles, elle doit bien supposer que

ces œuvres ne se sont pas enfantées toutes seules et qu'il y a chez nous, pour les produire, de belles intelligences, de nobles âmes, de fortes volontés.

XVII

LE NIAGARA. — CHICAGO YELLOWSTONE PARK

De New-York à Buffalo, de Buffalo à Chicago, paysages charmants : la Savoie, d'autres fois le Jura, de la verdure partout, des pâturages gras et fleuris, des bois, de petits lacs, de grands lacs, une immense région pittoresque et riche, pleine de mines, féconde en produits agricoles.

Et des villes de 300.000 habitants, de 600.000 habitants, de deux millions d'habitants : toutes pareilles d'aspect, exactement nivelées, construites sur le même plan, avec les mêmes rues coupant les avenues à angle droit, parcourues par les mêmes *cars* électriques, bordées des mêmes *Skyscrapers* à quinze ou dix-huit étages dans le quartier des affaires, et des mêmes habitations dans le quartier de résidence.

Les chutes du Niagara sont d'abord une déception. Le paysage a dû être grandiose, quand il avait pour cadre les forêts vierges. Maintenant, il est gâté par toutes sortes d'usines d'électricité et d'établissements industriels, par un pont métallique, par toutes les laideurs de la vie civilisée. D'autre part, la largeur de la cataracte diminue l'impression de hauteur. Il faut faire un effort d'imagination pour restituer au spectacle toute sa beauté. Dans les îles qui partagent le courant, on est ému

par l'énormité et par la continuité implacable de la masse d'eau, glissant vers l'abîme. Les gorges (cañon) et les tourbillons (Whirlpools), qu'aucun « embellissement » n'a encore gâtés et qu'un *car* électrique longe commodément sur les deux rives, valent aussi le voyage. Mais nous n'allons pas décrire le Niagara ! En route pour Chicago.

Voilà la ville américaine par excellence, le centre économique des Etats-Unis au XXe siècle, la grande cité *windy*, *dirty*, *busy*, *happy* (venteuse, sale, affairée, heureuse), dont les ambitions et les ressources n'ont pas de bornes, qui raille Boston, jalouse New-York, et compte régner bientôt sur le monde américan. Elle a deux millions d'habitants ; elle en aura quatre ou cinq millions au milieu du siècle ; la place ne leur fera pas défaut dans les « trous » qui séparent les quartiers actuels.

Il y a soixante ans, une partie du sol de Chicago était occupée par les eaux du lac Michigan ; sur le reste, marais et prairies, les trappeurs, les Indiens et les bisons (buffalos) prenaient librement leurs ébats. En 1881, il y avait 503.000 habitants ; en 1891, il y en avait 1.100.000 ; en 1901, il y en avait 1.700.000. Et maintenant, deux millions, travaillant dur, méprisant le reste du monde, créant sans relâche de la richesse, faisant sortir de terre au jour le jour une cité gigantesque.

Un climat terrible, qui consiste dans la collection de tous les climats connus, se succédant sans avis préalable et dans un ordre indéterminé, à quelques heures d'intervalle. On y vit tout de même. C'est ici qu'on a inauguré les *Skyscrapers*, avec d'autant plus d'audace que les fondations ne trouvent pas le roc comme à New-York, mais le sable mouvant. La hauteur de ces maisons est désormais limitée à soixante mètres, pour qu'on puisse aper-

cevoir un coin de ciel entre deux nuages de suie. Heureusement, les parcs municipaux sont nombreux, immenses, reliés par de grandes voies, et les bourrasques du lac Michigan se chargent de renouveler l'air.

Les Allemands sont installés à Chicago au nombre de trois cent mille ; les Français sont représentés uniquement par l'élément Canadien. Tous les « Jardins de bière », seule ressource de la population pour se distraire dans les soirs d'été, sont des établissements germaniques. Les Français, qui passent pour les amuseurs universels, feraient bien d'amuser Chicago : ils y auraient une belle chance de fortune. Quoi d'étonnant que les Chicagoans travaillent : ils n'ont que le choix de travailler à mort ou de mourir d'ennui.

Le musée est misérable ; il n'est gratuit qu'à certains jours. Les théâtres et les music-halls ne méritent pas une visite. Les femmes sont aussi fraîches, jolies, coquettes, gourmandes, intéressantes qu'on peut les souhaiter. Les grands magasins fourmillent dans State Street, très anxieux d'éclipser le *Louvre* et le *Bon Marché* ; mais non ; Marshallfield même, avec ses deux immenses *buildings* à treize étages, ses 5.200 employés, ses 52 ascenseurs toujours chargés de clientes, ses *tea rooms and grill rooms*, n'approche pas des modèles. Seulement, et partout, l'installation matérielle, la ventilation, les secours contre l'incendie, les téléphones, les procédés de comptabilité, sont infiniment plus pratiques que chez nous.

Le particularisme local est très prononcé. Le moindre avantage des indigènes dans leurs compétitions avec les gens de l'Est donne lieu à de grandes manifestations de joie. J'ai vu enregistrer orgueilleusement la victoire d'un jeune Chicagoan

sur les concurrents de l'Est dans un championnat de golf !... Et ce n'est pas un gage de succès pour les artistes à Chicago que d'avoir obtenu le suffrage de Boston ou de New-York : au contraire.

Mais on doit dire des gens de Chicago la même chose que de la nation américaine en bloc : ce qu'ils ont déjà réalisé est si extraordinaire qu'il n'y a point de présomption de leur part à escompter un prodigieux avenir. Ils ont conscience de leur force, de leurs ressources, de leur volonté ardente. La puissance vitale qui se dégage de tous les êtres, individuels ou collectifs, dans ce milieu, permet tous les espoirs.

La ville de Chicago est divisée administrativement en trente-cinq quartiers (wards), qui élisent chacun deux conseillers municipaux (aldermen). Le maire touche un traitement de 50.000 francs ; le *City clerk* et le *City attorney*, chacun un traitement de 25.000 francs ; les directeurs de chaque service, un traitement de 20.000 à 30.000 francs.

La grande curiosité de la ville, où l'on dirige d'abord les étrangers, c'est le gigantesque abattoir d'Armour and C°, les *Stock yards*. M. Bourget (de l'Académie française) les a suffisamment décrits. Il faut une âme d'académicien clérical et nationaliste pour se plaire à de telles horreurs. L'odeur de sang et de charogne qui s'échappe de l'établissement suffit au touriste vulgaire ; il n'en demande pas davantage.

Le spectacle de la mort infligée sans relâche, aveuglément, mécaniquement, à des milliers, à des millions de créatures ; le défilé de ces bêtes vers le couteau avec à peine un vague pressentiment de quelque chose d'anormal, la transformation immédiate de ces êtres sensibles en matière inerte, en viande de boucherie, boutons de corne, chaussures

de cuir, engrais, tissus, inspirent de trop mélancoliques réflexions. En quoi l'humanité diffère-t-elle des malheureux bestiaux des Stocks yards, dans la course vers la mort ? Si l'on nous poussait dans l'engrenage mécanique d'Armour and C° au lieu de nous mener aux abattoirs d'un Napoléon ou d'un Bismarck, nous serions demain métamorphosés de même en côtelettes, en souliers, en engrais à faire du blé, des choux et des fourrages. Dans cet empire de la mort, la conception de la vie individuelle disparaît. On ne voit plus que de la matière en mouvement, et les éléments de certains individus dispersés pour servir à constituer des individus nouveaux.

Alors, cette certitude et cet appétit d'éternité, auxquels des centaines de religions diverses tâchent de trouver une explication, ne sont que l'instinct profond de la matière vivante, unique, universelle ? Nous ne sommes qu'une agglomération fortuite de parcelles qui se désagrégeront pour s'agglomérer, au gré des vents, à de nouvelles formes ?

Il est bien répugnant d'aller aux *Stock yards* patauger dans le sang et respirer le fade relent des chairs mortes. Mais l'effet moral d'une visite en ce charnier doit être pire encore. A contempler cette destruction machinale des existences individuelles, cette application énorme de la loi qui pousse tous les êtres à s'entre-dévorer, ce sacrifice inouï de tant d'êtres vivants aux commodités d'une espèce particulière — de l'espèce humaine — parce qu'elle est mieux armée, comment ne pas douter de tout ce que nous avons cru ? Si l'on me dit, en face de l'extermination systématique des animaux, comme en face du champ de bataille couvert de cadavres humains: *Il le faut* — mon cœur a donc menti ? ma sensibi-

lité, ma pitié, mes scrupules sont donc absurdes ? Même, ils sont donc coupables, puisqu'ils vont contre la loi du monde ?

J'ai parlé de ce porc photographié aux *Stock yards*, si gras qu'il n'était pas incommodé par une colonie de souris vivant dans l'épaisseur de son lard. Quand il se secouait, la mère souris disait à ses enfants : « C'est un tremblement de terre ». Les explications cosmographiques et philosophiques qu'elle ajoutait, sur la création du cochon pour l'usage des souris, devaient rappeler de très près nos explications à l'égard de la terre. Et, sur la souris même, il y avait d'autres colonies de parasites...

Fuyons ces lieux.

De Chicago à La Crosse, jolies vues de Normandie. De La Crosse à Saint-Paul, l'admirable Mississipi : une nappe d'eau immense, glissant avec majesté parmi des milliers d'îles boisées, entre des horizons de douces collines. Quels couchers de soleil, là-dessus !... Puis, la prairie, vingt-quatre heures sans un arbre ; des champs de blé sans fin, des troupeaux sans nombre, ou le désert vallonné... Puis, dans le Montana, rien que des troupeaux, à l'état presque sauvage, toujours en plein air, sans gardiens, loin de toute habitation... Puis, le « mauvais pays » (Bad land), une agglomération, sur des milliers de milles carrés, de pyramides tronquées, de pétrifications bizarres, de falaises et de roches curieusement fouillées par les eaux, serrées les unes contre les autres, avec des colorations surprenantes. Enfin, Livingston, Cinnabar, Yellowstone Park.

Le Parc national de Yellowstone a contre lui deux choses : l'abominable poussière qui étouffe et aveugle le voyageur pendant la moitié de la route

circulaire; et les excès de l'admiration indigène. On dit des Anglais qu'ils n'admirent jamais rien; ils n'ont pas transmis cette impassibilité à leurs cousins d'Amérique. Devant les beautés de la nature américaine, les Yankees ont un vocabulaire admiratif d'une richesse excessive : « Oh! beauty!... beautiful!... It is just beautiful! just simply beautiful! is it not ? grand! splendid! lovely! magnificent! gorgeous! glorious! » etc. Outre l'éternelle question à l'étranger : « Avez-vous rien de pareil dans votre pays ? » Au lieu de vous laisser jouir tranquillement et profondément du spectacle, ils vous obligent à faire des comparaisons, à chercher ce qu'on a bien pu voir déjà de plus beau dans le même genre. Et l'on ne manque pas de trouver.

Dans le tour du Yellowstone Park, la gradation est habilement observée. D'abord, le paysage n'a rien de particulier; c'est la forêt de Fontainebleau, ou quelques parties du Dauphiné; toute l'attention s'attache aux phénomènes géologiques. Ils sont réellement diaboliques. On sent qu'on marche sur la paroi d'une chaudière, et qu'une explosion est toujours possible; il y a, par bonheur, quelques centaines de soupapes. Ce ne sont, de toutes parts, que sources bouillonnantes, montagnes rugissantes, jets de vapeur, geysers intermittents à des intervalles réguliers de quelques heures ou de quelques semaines, ou de quelques années, cavernes méphitiques autour desquelles s'accumulent les cadavres d'oiseaux et de serpents, lacs d'émeraude ou de saphir liquide, marais de soufre fondu, cuves de pâte rose où d'admirables fleurs se forment et disparaissent à chaque minute, grottes sinistres d'où s'élancent des jets de boue brûlante. Toutes ces eaux jaillissantes ou filtrantes sont

chargées de matières minérales dont le dépôt forme des terrasses colorées, des roches fantastiques... A quelques pouces des torrents d'eau glacée fument des étangs ou des sources d'eau bouillante. Au milieu même des eaux glacées d'un lac, l'eau bouillante s'élève à la surface par des conduits naturels... Tout est singulier, merveilleux. Jamais les Indiens n'avaient osé s'aventurer sur cette terre habitée par les mauvais esprits.

Les Américains en ont fait un territoire réservé, de trente lieues de long sur trente lieues de large, où la nature demeure à l'abri de toute profanation. Point de constructions, point de défrichement, point de chasses; deux compagnies de cavalerie, cantonnées aux limites du parc, y mettent des postes, y font circuler des patrouilles. Les touristes sont conduits sur d'horribles routes, dans des voitures commodes; les hôtels ou les camps offrent le maximum de confortable qu'on peut souhaiter en de telles conditions. Des familles passent une partie de l'été dans leurs propres tentes, au bord des ruisseaux, dans les clairières, transportant leurs ustensiles et leurs provisions à dos de mulet ou sur des chariots. On se donne l'illusion de la vie primitive, pour quelques semaines.

Les bêtes de toutes sortes pullulent, dans ce paradis terrestre; n'étant point traquées, elles sont pleines de confiance. Les grands elks s'écartent à peine au passage des caravanes. Les ours viennent prendre leur repas autour des camps et des hôtels en léchant le fond des boîtes de conserves; il suffirait d'étendre le bras pour leur serrer familièrement la patte; les gros ours bruns ont peur des petits ours noirs; mais ni les uns ni les autres ne s'occupent des photographes qui viennent leur braquer un Kodack sous le museau. Quand on s'é-

loigne de l'hôtel et qu'on les rencontre dans la forêt, ils se retirent au petit trot, d'un air timide de pauvre chien. Il ne faudrait que rester une semaine au même endroit pour les apprivoiser complètement. Les écureuils viennent se poursuivre jusque dans les jambes du promeneur. Le règlement protecteur du Yellowstone Park, édicté pour la conservation des beautés de la nature, aboutit ainsi à une leçon morale. Dès que l'homme veut bien n'être pas le bourreau des autres, toute la création l'accueille en frère.

A mesure que les étapes se succèdent, le paysage devient plus imposant. A 2.500 mètres d'altitude, un admirable lac reproduit quelques aspects du lac Majeur, mais du lac Majeur à l'état naturel, sans villas, sans hôtels, sans villages, entre des horizons de montagnes bleues à peine saupoudrées de neige, dans un cadre de forêts sévères. Les amateurs de pêche y perdent la raison : chaque ligne jetée ramène une truite à tous les hameçons ; ce n'est qu'un massacre de poissons, comme une séance des Stock yards ou comme une chasse présidentielle à Rambouillet. Un petit vapeur, le *Zillah*, fait sur ce lac une traversée de 56 kilomètres, et le capitaine, bien américain, déclare que son bâtiment est le meilleur de la marine des Etats-Unis. Alors, et l'*Orégon* ?

Du lac au grand cañon d'Yellowstone River, la route est admirable encore. On franchit une montagne qui est un bloc de soufre. On traverse de vastes landes fleuries, mélancoliques, d'une poésie calmante, qui éveillent la pensée du Moorland chanté par Thomas Hardy. Et, parmi de magnifiques forêts, on arrive aux chutes et aux gorges de la rivière. Elles ne sont pas de proportions gigantesques ; elles sont d'une beauté sans rivale.

Nous n'avons rien en Europe qui se puisse comparer au cañon du Yellowstone ; c'est une merveille qui paie toutes les fatigues du voyage. Les deux murailles, de trois à quatre cents mètres, qui enserrent le torrent étalent sur leurs pentes escarpées la plus étonnante gamme de jaunes, de rouges, de blancs, de violets, qu'ait jamais éclairée le soleil ; tous les rocs et toutes les couches de sable varient les nuances de ces couleurs, que les bouquets de pins enveloppent de leur cadre sombre, et que la rivière tranche de ses ondes cristallines.

Alentour, des rocs fantastiques figurent les ruines d'une immense forteresse féodale, tel que Victor Hugo n'en a jamais imaginé pour ses burgraves, ou que Gustave Doré n'en a jamais perché sur les sommets de ses sierras. Plus on regarde et plus on distingue les tours, les donjons, les poternes, les assises de pierres taillées, les machicoulis, les créneaux. Sur toutes les pointes inaccessibles, des aiglons s'essaient à voler autour de leur nid ; les aigles à tête blanche traversent sans relâche l'énorme ravin en jetant des cris aigus. C'est un spectacle éblouissant sous le soleil, un décor de rêve sous les rayons mystérieux de Phœbé.

XVIII

LES MONTAGNES-ROCHEUSES
TACOMA. PORTLAND. LA CALIFORNIE.
SAN FRANCISCO.
YOSEMITE VALLEY. LOS ANGELES.

A l'Ouest de Livingston, de nouveau la prairie aride et monotone. Mais voici les Montagnes-Rocheuses ; le paysage devient superbe : la grande montagne, avec de puissantes forêts, une flore merveilleuse, des « torrents » qui sont des fleuves larges et profonds. Au cœur de la chaîne, près de Sand-Point, un lac de 80 kilomètres de long sur 25 kilomètres de large étend ses eaux bleues et calmes ; la voie ferrée le traverse, dans sa partie la plus étroite, sur un pont de madriers aux méandres pittoresques. Il est venu d'abord des aventuriers français dans la contrée, car ce lac s'appelle « Pend d'Oreille » ; un peu plus loin, une petite ville a pour nom « Cœur d'Alène »... A Seattle, sur des baraques en planches, s'étalent aussi ces enseignes : « The Petit Théâtre » et « The Bon Marché » ; à Tacoma « The Louvre » et « The Bon goût »...

Auprès d'Helena, dans une petite station, des Peaux-Rouges viennent offrir des corbeilles, des peaux, des cornes de prétendus buffalos. Ils sont misérables, et d'une laideur repoussante. Mais,

dans la montagne, nous en surprenons une troupe en train de panser leurs chevaux et de se baigner sur le bord d'une rivière ; ils paraissent vigoureux, de haute taille, fortement musclés. Bientôt la ligne de partage des eaux est franchie ; le train se précipite sur la pente du Pacifique et, de la plate-forme du dernier wagon, le défilé des gorges, des torrents, des clairières fleuries, du ruban d'acier qui se déroule sous nos pieds est vertigineux.

Au bas de la descente, Tacoma, laid et curieux : c'est la ville américaine à sa naissance. Tout en planches, les gares, les maisons, les églises, les trottoirs, les chaussées ; point de place encore pour le bien-être, mais tout ce qu'il faut pour travailler : *cars* électriques, lumière électrique partout, des rails, des wagons, des wharfs. La richesse sourd du sol ; dans vingt ans, la vilaine bourgade sera une jolie ville ; à la place des cowboys qui galopent sur les planches glissantes, parmi les vaches et les poules, il y aura des *clerks* et des *girls* à la dernière mode de New-York.

Parti le soir pour Portland, je m'endors dans le wagon. Un cri nous réveille : « Vingt minutes ici ! » On descend : le train est en bateau. Les wagons énormes et la locomotive géante sont embarqués sur un ferry-boat qui traverse la Columbia river. Un projecteur électrique cherche dans la nuit le point d'atterrissage ; on aborde, les rails se raccordent, la locomotive reprend sa place en tête du cortège, et l'on roule. C'est tout de même plus solide sur la terre !

Portland, il y a vingt ans, devait être ce qu'est aujourd'hui Tacoma. Maintenant, une ville charmante, baignée d'une jolie rivière, la Willamette, entourée de collines du sommet desquelles l'œil embrasse un panorama délicieux. Au loin le mont

Hood entouré de nuages. Sur les quais, sur les wagons, sur les bateaux, des forêts séculaires sont couchées, en troncs bruts ou en madriers. Le bois est la matière première de toute construction. Les steamers, les locomotives, les usines dévorent le bois par monceaux. C'est un gaspillage fou, que des siècles ne répareront point.

Quand les forêts seront trop éclaircies, les fleuves magnifiques se changeront en torrents dévastateurs ; le climat sera gâté ; la riche végétation du Washington et de l'Oregon disparaîtra ; mais après nous le déluge... ou la sécheresse ! Enrichissons-nous ; la génération qui vient se tirera d'affaire.

De Portland à San-Francisco, trente-huit heures de chemin de fer : les Montagnes-Rocheuses dans le sens de la longueur, cette fois. Le train monte, redescend, serpente, et sa tête semble à chaque instant prête à mordre sa queue. Les forêts de pins, de chênes, d'eucalyptus, de palmiers, sont infiniment plus belles que celles d'Yellowstone Park. Les fruits de Californie se montrent bientôt ; la voie longe et traverse des vergers où des milliers d'arbres plient sous le faix des poires, des pêches, des prunes, des abricots, et d'immenses champs de céréales, et des *ranches* où vagabondent d'innombrables troupeaux de bœufs, de chevaux, de moutons, de porcs. De temps en temps, un coyote s'enfuit. Les cowboys qui sont des *boys* et ceux qui sont des *girls* galopent dans la plaine, peu soucieux de leur toilette, mais toujours pourvus de magnifiques gants à crispin.

Au mont Siskiyou, les spirales et les tunnels de la voie rappellent, en plus petit, les travaux d'art du Saint-Gothard. Puis une vallée dénudée, encadrée de montagnes aux délicieux coloris, s'allonge

jusqu'au Mont Shasta. Les arbres embaumés reparaissent. En s'élevant sur les pentes de terre rouge, on découvre de magnifiques horizons bleuissants sur une mer d'épis dorés. Dans les gorges du Shasta se cachent un hôtel thermal, des sources, des campements de touristes. Le train regagne la vallée, longeant avec prudence, avec une extrême prudence, des ravins escarpés. Une fois dans la plaine, on file en ligne droite sur Oakland-San-Francisco.

Laquelle est la plus admirable, de la rade de New-York ou de la baie de San-Francisco ? Peu importe ; le même peuple les possède toutes deux, et c'est le gage de ses extraordinaires destinées. Quinze fois j'ai traversé la baie de San-Francisco, à des heures différentes, sous une lumière différente, et je n'ai pu résoudre à quel moment je l'avais trouvée plus belle : sans doute quand le soleil éteint ses feux dans le Pacifique, au delà de la Porte d'Or, et que la silhouette des grands voiliers se découpe sur le ciel pourpre. Quelle merveille ! et quel passionnant sujet pour les peintres américains, lorsque l'Amérique aura des peintres ! Du sommet du Mont Tamalpaïs ou de la terrasse de Berkeley, de Cliff-House ou du pont des ferries-boats, le spectacle est incomparable.

San-Francisco compte 400.000 habitants ; il y en aura le double avant quinze ans. Le développement des relations avec l'Extrême-Orient et le percement de l'isthme accroîtront l'importance de son port ; mais surtout la mise en valeur de la terre de Californie lui assure une haute fortune. La Califorfornie est une terre à part, une terre des prodiges, dans cette prodigieuse Amérique. L'air qu'on y respire est si léger, si pur, si vif, le climat est tellement sain et clément, le sol est si prodigue, qu'on

ne peut concevoir comment toute l'espèce humaine n'y afflue pas.

La physionomie de la population, déjà, n'a plus rien d'anglo-saxon. A San-Francisco, l'animation de la rue, les visages ouverts, l'allure gaie, le rire plus clair, annoncent un monde nouveau. Le sol de la ville est aussi accidenté que celui de Chicago est plat, et les cars électriques font une perpétuelle partie de « montagnes russes ». Les magasins de Market Street, la promenade populaire de Cliff House, le parc de Golden Gate, montrent une foule toute parisienne ; je me demandais, en m'y promenant parmi les enfants qui faisaient des pâtés de sable et les bicyclistes en maillots de couleurs criardes, si c'était la peine d'avoir fait tant de chemin depuis le Bois de Vincennes et Joinville-le-Pont.

C'est un tout petit Paris, mais un tout petit Paris avec le Pacifique au pied des falaises, avec un air vivifiant, avec un cadre de parcs et de dunes boisées, avec des palmiers et des cactus géants, avec des oiseaux-mouches sur les fleurs, avec la Porte d'Or ouverte sur l'avenir.

La baie de San-Francisco sera bientôt l'une des bases de cette puissance navale que les Américains ont résolu de fonder. Elle est faite pour abriter tous les établissements maritimes, commerciaux ou militaires, dont les Etats-Unis auront besoin sur le Pacifique. Actuellement, il n'y a qu'un embryon d'établissement militaire, à Mare Island, où de petits ateliers procèdent à la réparation des petits bâtiments. L'île est surtout occupée par les habitations, les jardins, les métairies du personnel militaire, qui rêve paisiblement à ses gloires futures dans un nid de verdure, de fleurs, d'arbres odorants chargés de fruits merveilleux.

Du moins, la marine américaine est débarrassée des ouvriers-fonctionnaires qui encombrent nos arsenaux sans travailler, en attendant l'heure de la retraite. Les ouvriers libres sont inscrits, par ordre de mérite professionnel constaté, sur les registres de chaque spécialité ; les chefs de service préviennent par lettre missive ceux dont ils ont besoin ; ils sont payés à la journée, qui est de huit heures ; ils ont intérêt à fournir un bon travail pour obtenir un meilleur rang d'inscription. Ils ont quinze jours de congé par an à plein salaire.

Les véritables chantiers de San-Francisco sont une entreprise privée, les « Union Iron Works », qui construisent pour la marine de l'Etat aussi bien que pour le commerce ; l'outillage y est de premier ordre, l'organisation vraiment pratique, et l'activité significative.

San-Francisco renferme plus de 25.000 Chinois, arrivés avant les lois prohibitives ou nés dans le pays ; ils sont réunis dans le même quartier ; mais cette Chinatown est construite à la mode américaine ; un très petit nombre d'édifices y ont l'aspect chinois. Tout y est misérable et sale. On ne peut imaginer, avant de l'avoir vu et senti, de quelles nourritures abominables se délectent les Chinois ; les boutiques où s'étalent les viandes et les poissons écrasés, aplatis, fumés, déchiquetés, pourris, donnent le cauchemar. Les habitants du quartier marchandent longuement et gravement des débris de charogne qui feraient vomir un chien d'Europe. On assure, cependant, qu'ils ont le goût de la propreté. Ils sont apparemment privés d'odorat.

Dans leur face laide et terne pétillent des yeux pleins de malice. Ils travaillent dans les usines et manufactures, ou s'acquittent des besognes domestiques. Ce sont les meilleurs serviteurs que puisse

souhaiter une maîtresse de maison, mais ils exigent des gages élevés. Ils ont presque le monopole du blanchissage dans tous les Etats-Unis. On les voit au travail jour et nuit, méticuleux, consciencieux, avares. Et la Californie, qui manque de main-d'œuvre pour les travaux publics comme pour les travaux agricoles, regrette sans doute les lois restrictives de l'immigration.

Les temples chinois, avec leurs autels, leurs statues grotesques, leurs ex-voto, leurs cierges parfumés, ne sont pas plus ridicules que les nôtres. Au théâtre chinois, les pièces, tirées de vieilles légendes nationales, durent plusieurs mois de suite, à la manière des *Mille et Une Nuits* ; les rôles de femmes y sont remplis par des hommes ; l'acrobatie tient presque autant de place que le dialogue ; les passages importants y sont soulignés par un effroyable charivari de gong, de tam-tam et de hurlements. Les spectateurs occupent le parterre ; et les spectatrices fument impassiblement leur pipe aux galeries. Ce public paraît presque aussi indulgent que le public américain lui-même pour les extravagances de l'affabulation.

A City Hall sont exposés les plans et les croquis de San-Francisco en 1850, 1840, 1870 ; on y voit à peine quelques maisons décentes, entourées de baraques misérables et de campements sauvages, au milieu des dunes de sable, où se démènent en foule les Red Dog, Poker Flat, Col. Starbottle of Siskiyou, et autres héros des romans de Bret-Harte. Maintenant, les automobiles et les cars électriques circulent entre les *skyscrapers* et les résidences princières. San-Francisco n'a plus à redouter que l'œuvre de Bret-Harte lui fasse dans le monde une mauvaise réputation.

Les brigands de grand chemin, les joueurs prêts

à soutenir leurs tricheries le revolver au poing, les chercheurs d'or et d'aventures ont disparu ; ou bien ils ont pris figure de gentlemen. Dans la mauvaise humeur qu'inspirent ces vieilles histoires au public bourgeois de San-Francisco, il y a sans doute le sentiment des hommes qui ont changé de peau et qui n'aiment pas être reconnus.

Ceux qui ont réussi et qui ont multiplié leurs capitaux dans les chemins de fer et dans les spéculations de terrains vivent aujourd'hui en grands seigneurs. Ceux qui n'ont pas réussi gagnent le pain de leurs derniers jours comme employés de leurs camarades heureux. J'en ai vu, de ces anciens « desperados », dans les petits restaurants à vingt-cinq sous. La rude vie de passions et de périls qu'ils ont menée jadis ne leur a rien laissé d'héroïque ; ils ont oublié les épreuves passées, les batailles autour d'un filon de mine, d'une fille ou d'un jeu de cartes biseautées. Ils sont aussi insignifiants que nos vieux teneurs de livres de la rue du Sentier. Ceux qui ont amassé l'or par tonnes meurent d'ennui et sont ennuyeux au même degré. Vanité de nos agitations !

Mais voici les Chevaliers de Pythias, accourus de tous les Etats-Unis pour leur Convention, qui envahissent la ville. Grande kermesse, mascarades militaires, harangues sonores, illuminations charmantes, foule oisive dans les rues. Partons. Justement le *Bohemian Club* donne une fête nocturne dans sa forêt d'arbres géants, à quatre heures de la ville, sur les bords de la Russian river. A la lueur des torches, entre les troncs énormes de pins et de *big trees*, un opéra de circonstance, composé, exécuté, représenté par les membres du cercle, ressuscite les légendes indiennes. Des feux de Bengale embrasent le bois séculaire ; un auto-

da-fé monstre du hideux Souci clôt la cérémonie ; et le champagne qui coule à flots n'est pas de Californie.

La colonie française de San-Francisco est la plus nombreuse et la mieux organisée des Etats-Unis. Une partie de ses membres, établis depuis longtemps dans la ville, y possèdent une influence considérable. Les questions religieuses et politiques y ont naturellement créé les mêmes dissensions que dans la mère-patrie. Un journal commun à tous, le *Franco-Californien*, déploie beaucoup d'adresse et de dévouement pour écarter les causes de scission.

Le lien le plus solide de la colonie est l'Hôpital français, établissement modèle qui fait à juste titre l'orgueil de ses bienfaiteurs et de ses administrateurs. Quatre mille cinq cents Français y contribuent par des souscriptions régulières, en échange des secours médicaux gratuits. L'installation, l'outillage chirurgical, les procédés antiseptiques, le confortable de cet hôpital profitent immédiatement de toute nouvelle découverte. Les Américains y viennent chercher des soins en payant. Les hôpitaux de New-York et de Paris pourraient y prendre d'utiles leçons d'hygiène et de propreté. Bien entendu, la France officielle ignore cette œuvre, et n'a jamais daigné fournir même un livre à la bibliothèque. Les Jésuites de Beyrouth, les Capucins de Jérusalem et les Assomptionnistes de Constantinople accaparent la sollicitude de nos ministres « républicains ».

En route pour Yosemite Valley, par Merced. Cinq à six heures de chemin de fer (Santa-Fé R. R.), puis 150 kilomètres de voiture. D'abord, le désert, mais le désert californien, que la moindre irrigation métamorphose en terre de bénédiction ; à chaque

place où il a plu à quelques colons de planter leur tente, des moissons fantastiques sortent du sol, ou des forêts d'orangers, de poiriers, de pruniers, ou de riches vignobles. Plus loin, la plaine devient marécageuse ; des files interminables de hérons s'enlèvent au passage du train, et les herbes embrasées se consument lentement, accumulant des réserves d'engrais pour l'avenir. Après Merced, un océan de blé, dévasté par des millions de rongeurs, les *cheap monks*. De temps en temps, un ranch, une hacienda, cachée dans les palmiers et les lauriers roses ; ou bien, sur un monticule, un manoir féodal avec ses tours et ses bastions... en planches.

A mesure qu'on approche des Sierras, le désert se vallonne ; le gibier pullule : lapins, lièvres, jack-rabbits, cailles huppées, et des chiens des prairies, des chacals, des renards. Des plantations de 1.200 orangers, de 300 figuiers énormes. La diligence escalade les collines rocheuses, dévale au fond des torrents quelle passe à gué. Des nuées de cailles s'écartent du chemin ; la mère s'enfuit d'un côté, guidant les petits ; le père s'éloigne du côté opposé, dressant sa huppe, se faisant bien voir pour attirer le chasseur et sauver sa famille. Il y a des brutes qui ne voient, dans les animaux, que des machines ; ces machines-là ont des sentiments qui ne se retrouvent pas chez tous les hommes.

Mais quelle besogne sinistre s'accomplit au fond de cette gorge ? Le maigre torrent qui s'en échappe est souillé ; des masures borgnes et basses éveillent l'idée d'une embuscade. En effet. C'est une usine où l'on broie le minerai aurifère. Tous les crimes sortent de ce ravin.

A Coulterville, petit village de mineurs, une poussière atroce ensevelit les habitations de bois ;

mais à l'intérieur, tout est frais, propre, commode. Quelle différence avec nos sales auberges de campagne, avec les masures de nos paysans avares ! En plein désert, hommes et femmes sont habillés, peignés, rasés, lavés comme dans les rues de Chicago.

La route s'enfonce dans la montagne, à travers d'immenses forêts de toutes sortes d'essences, aux feuillages et aux baies parfumés. A chaque tournant, une belle échappée sur des vallons, des ravins, des horizons de montagnes bleues. Ici et là, un bouquet de *big trees* : une cinquantaine sur la route de Merced, presque une forêt sur la route de Mariposa. Quelques-uns mesurent cent mètres de haut et jusqu'à trente mètres de circonférence au pied. Ils sont aussi vieux que le règne végétal sur la face de la terre.

Enfin la Yosemite Valley : une gorge de 16 kilomètres de long, sur mille à quinze cents mètres de large, encaissée entre deux murailles à pic de mille à douze cents mètres. Un torrent, des cascades écumantes, une riche végétation en garnissent le fond et les flancs. La population est groupée en un petit hameau, autour de l'unique hôtel. Quelques Indiens survivent, gueux et mendiants ; il y a des serpents, et notamment des serpents à sonnette, en excessive abondance.

Les paysages du fond sont aimables ; mais on étouffe dans ce puits. Il faut gravir les parois, d'un côté vers Eagle Peak, de l'autre vers Glacier Point ; la seconde excursion, qui comporte un long tour parmi les forêts et les cascades, est l'épisode culminant du voyage. C'est, à la fois, la muraille de la Gemmi et le cirque de Gavarnie. En somme, beau paysage pyrénéen, sans la gaîté intense des Pyrénées. On en peut voir plusieurs exemplaires

entre Luchon et Pau. Les gens du pays affirment que la Yosemite Valley est la merveille du monde. Mais, en Auvergne, un patriote local m'affirmait aussi que le Plomb du Cantal est la plus haute montagne du globe et qu'il était inutile, après l'avoir gravi, de penser à voir autre chose dans le monde. Au Yosemite même, le guide d'Eagle Peak soutenait que l'ascension de Glacier Point n'offrait nul attrait, et réciproquement. Les gens de l'Arizona prétendent qu'on trouverait cent Yosemite Valley dans la moitié du grand Cañon : et ils ont bien raison... Le Yosemite est un joli endroit qui perdra beaucoup de son intérêt lorsqu'on y viendra sans peine, par tramway électrique, et que le voyageur y sera moins rançonné.

Mais quand donc les instituteurs, des Etats-Unis, de France, ou d'ailleurs, cesseront-ils de mentir aux enfants que le peuple leur confie ? Quand donc cesseront-ils d'enseigner que les montagnes, les fleuves, les hommes, les bestiaux, les fruits du pays sont les plus grands, les plus beaux, les meilleurs de la terre, et que les autres nations sont inférieures ? Quand donc leur imposera-t-on d'apprendre à leurs élèves que la nature et l'humanité, dans les mêmes conditions, obéissent partout aux mêmes lois ?

De San-Francisco à Los Angeles et San Diego, le long du Pacifique, par Del Monte, Santa Barbara, c'est la Côte d'Azur. Los Angeles, ancienne capitale de la Californie espagnole, est jalouse de San-Francisco ; il y a un quart de siècle, elle comptait 20.000 habitants ; elle en a 120.000 aujourd'hui et se flatte d'en recenser 250.000 en 1910. Mais elle est trop loin de la mer. La population est vive, aimable, bien méridionale. Les parcs et les environs ne sont qu'un énorme bouquet de pal-

miers, orangers, magnolias, eucalyptus, arbres à poivre, arbres à caoutchouc, arbres à camphre, sequoias, de fleurs gigantesques, de vergers regorgeant de tous les fruits, magnifiques et délicieux. Toutes les richesses abondent. Un quartier de belles résidences a été rasé pour le forage de puits à pétrole. Quelques cents mètres plus loin, on se croirait dans une cité de millionnaires. Partout une confiance, un entrain, une vitalité admirables.

L'excursion de Los Angeles au Mont Lowe, par Pasadena, offre un joli coup d'œil sur ce coin de plaine californienne. La traversée de San Pedro à Cathalina Island, dans le Pacifique, permet d'admirer les poissons volants aux ailes irisées, les bateaux à fond de verre qui dévoilent le paysage sous-marin, et les « tunas » de 200 et de 250 livres, dont la capture affole les pêcheurs à la ligne. Mais il ne faudrait pas venir d'Europe ou seulement de Chicago pour goûter ces petits amusements.

Le climat de la Californie est délicieux. Pendant la plus grande chaleur, les nuits sont fraîches et l'air reste vivifiant. L'hiver se passe dans les fleurs. Quand on a vu, dans la journée, un petit nuage ou quelque brume, les gens murmurent contre le mauvais temps. Les pauvres femmes de San-Francisco sont obligées d'invoquer la fraîcheur des soirs d'été pour mettre des fourrures : autrement, elles n'auraient jamais l'occasion d'en montrer !

En 1901, le seul Etat de Californie a produit 27 millions de livres de laine, 608 millions de pieds cubes de bois, 69.000 tonnes de betteraves à sucre, 30 millions de livres de beurre ; elle a expédié, par terre ou par mer, la charge de 84.000 wagons en fruits, vins et spiritueux ; sa récolte en blé varie de 40 à 60 millions de *bushels* ;

sa production minérale, autour de 150 millions de francs.

Isolée des centres industriels par d'énormes distances, elle a été obligée de se suffire, et elle en a trouvé les moyens. Le combustible lui manquait, Il y a cinq ans, la découverte des gisements de pétrole a ouvert d'infinies perspectives de richesse. Désormais, les matières premières seront mises en œuvre sur place ; les conserves alimentaires de viande, de fruits, de pâtes, seront préparées sur place ; les constructions métalliques de vaisseaux, de ponts, de matériel roulant, de charpentes, se feront sur place. Les locomotives, les chaudières de navires ou d'usines, le chauffage privé, commencent à utiliser le pétrole. Les chutes d'eau des Sierras fournissent l'électricité, c'est-à-dire désormais la lumière et la force motrice transportées aux plus longues distances. Le grand Etat agricole va devenir en même temps un grand pays industriel.

La main-d'œuvre manque. Les compagnies de chemins de fer et les compagnies de colonisation multiplient les facilités d'accès, les facilités d'établissement, les chances de succès pour les « home seekers », pour les travailleurs qui cherchent l'emploi de leurs forces. Les vallées de San Joaquin, San José, Santa Clara, Sacramento, les territoires de San Matteo, San Diego, Fresno, Merced, Oakland, Tulare, Stanislaus, appellent à grands cris des colons. Tel district réclame 10.000 ouvriers pour la moisson, leur garantissant un emploi rémunéré pour le reste de l'année. Toutes les cultures, tous les élevages sont possibles : céréales, olives, oranges, alfa, chevaux, bestiaux, vignes, fleurs pour la parfumerie. Le climat est délicieux ; la chasse et la pêche, miraculeuses.

Voici un exemple de ce que peut la coopération

agricole. En 1881, des Italiens de San-Francisco, pour occuper utilement leurs nombreux compatriotes immigrants qui ne savaient pas un mot d'anglais, entreprirent une exploitation vinicole sur un terrain de 600 hectares, à trois heures et demie de la ville. Ils y appelèrent des ouvriers italiens et suisses, leur offrant des gages de 150 à 200 francs par mois, avec le logement et la nourriture confortables, sous la condition de souscrire quelques actions de l'affaire, le prix des actions étant payable par une retenue de 25 francs sur les gages. On fit venir des plants de France, d'Italie, du Pays rhénan, de Hongrie. La colonie reçut le nom d'Asti. Les efforts furent laborieux, car le prix du raisin tomba rapidement de 150 à 40 francs la tonne, et le budget de l'entreprise en fut bouleversé. Mais les colons persistèrent, construisirent des caves, expédièrent eux-mêmes leur produit sans recourir aux intermédiaires. Aujourd'hui, la colonie est en pleine prospérité ; le vin d'Asti (Californie) se vend non seulement aux Etats-Unis, dans l'Amérique du Sud, au Japon, mais en Europe même.

Le paysan français, si âpre au travail, si soigneux, si économe, ferait promptement une honnête fortune sur cette terre privilégiée, au lieu de disputer au fisc et aux usuriers de France le maigre fruit de son labeur. Ce n'est pas à Madagascar ou dans l'Indo-Chine qu'il faut le diriger, pour le livrer en proie aux fièvres, aux bureaucrates, aux militaires coloniaux et aux moines : c'est en Californie.

XIX

LE GRAND CAÑON. — SAINT-LOUIS WORLD'S FAIR WASHINGTON. BOSTON. NEW-YORK

De Californie en Arizona, le grand désert américain : un infini de solitude et d'aridité. Dans le sable et les cailloux, une végétation rabougrie, tourmentée, perce avec peine ; les montagnes ne sont que des tas de pierres, sans un beau rocher, sans un brin d'herbe ; cependant les jeux de la lumière, la bizarrerie des horizons, l'écrasante immensité, donnent de l'intérêt au voyage.

Sur le Santa-Fé R.R., il n'y a pas de wagons-restaurants (dining cars) ; les repas se prennent aux buffets des gares, qui sont bons. Les Indiens profitent de ces arrêts pour vendre fort cher de prétendues curiosités ; les femmes portent leurs enfants sur leur dos et sont suivies de chiens indigènes : le seul animal domestique du Nouveau Monde avant l'arrivée des Européens. Les hommes travaillent à la voie ferrée, consolidant la puissance des blancs qui ont détruit leur race. Ils sont laids, avec un air doux et servile. Ils acceptent l'esclavage sur le sol où leurs pères vivaient librement ; ils ne méritent nul intérêt.

En quittant la grande voie à Williams, il faut

trois heures pour arriver à Bright Angel, sur le bord du Grand Cañon. C'est la nuit ; on va dormir sous une tente sans avoir rien vu, rien soupçonné. Au réveil, on a sous les yeux la merveille des Etats-Unis. Certes, ici, pas de déception. Rien de ce qu'on admire en Europe ne peut donner une idée de ce spectacle. Dans un énorme plateau, le Colorado s'est creusé un lit où les montagnes semblent des taupinières. Au fond de cet abîme, à dix-huit cents mètres au-dessous des forêts planes, le fleuve roule ses eaux épaisses, chargées de sables rouges. Le cañon s'allonge sur 350 kilomètres ; d'un bord supérieur à l'autre, la distance varie de 10 à 20 kilomètres ; dans cet espace s'entasse un invraisemblable chaos de monts et de rocs rongés, sculptés, fouillés par les eaux.

Les couleurs sont moins éclatantes et moins variées qu'au cañon de Yellowstone river ; toute cette partie de la croûte terrestre a été soulevée d'un bloc, et les couches successives de marbres, de sables, de granits, les colorations rouges, grises, jaunes ou verdâtres, sont parfaitement horizontales, comme leur couronne de forêts sombres. Ni la peinture, ni la photographie, ni la langue ne peuvent donner la plus faible idée de cet ensemble. Les littérateurs américains ont vainement accumulé les épithètes, les métaphores et les hyperboles ; ils ne sont pas même parvenus à diminuer l'impression du voyageur qui découvre le cañon, parce que la grandeur du spectacle est réellement surhumaine.

Les monuments de tous les âges et de toutes les civilisations, pyramides, sphinx, pagodes, mosquées, cathédrales, châteaux, citadelles de toutes formes, sont réunis pour la stupéfaction du peintre et de l'architecte. Que d'idées, que de leçons, que

de suggestions pour un artiste ! Le simple touriste admire, et se recueille.

Dans ses passionnantes *Lectures*, si populaires aux Etats-Unis, John L. Stoddard envie les impressions qu'aurait éprouvées l'homme, s'il avait pu contempler les convulsions géologiques, le travail des eaux et du feu qui ont enfanté de tels prodiges. Envions simplement la sensation des premiers pionniers qui, marchant sans défiance parmi les forêts, sur un terrain presque plat, sont arrivés soudain au bord du grand cañon. Quel choc!...

Il faut souhaiter qu'ici, comme au Yellowstone et au Yosemite Parks, le gouvernement des Etats-Unis prenne des mesures pour garder intactes les beautés de la nature. Tous les faux chefs-d'œuvre humains que les millionnaires américains réuniront dans leurs musées n'auront jamais la millionnième partie de la puissance du grand cañon pour enseigner l'art et pour exalter le sentiment artistique.

Mais il faut rentrer dans la société, quitter ces nobles déserts, ces paysages sublimes où l'âme s'apaise, où le cœur se purifie. Redescendons chez les hommes, dans la puanteur des villes, dans les batailles, dans la haine.

Après Williams, encore le désert, semé de collines escarpées et rases, aux flancs rouges. Les gares sont construites dans le style espagnol. Les villages indiens, avec leurs toits plats, leurs fenêtres étroites, leurs bandes de chiens à demi-sauvages, ressemblent aux villages arabes. Maintenant, les Indiens sont moins laids ; ils ont les pommettes saillantes, les yeux bridés ; leur type atteste que les Chinois avaient découvert l'Amérique avant les Européens.

A mesure qu'on avance vers l'ouest, par le Nou-

veau Mexique, le Colorado, le Kansas, la population redevient plus dense, la terre plus féconde ; dans le Missouri, les gras pâturages, les ombrages épais, les champs de maïs vastes comme des mers, témoignent d'une richesse illimitée.

Saint-Louis ! ce n'est plus le Grand Cañon. Non. C'est un petit Chicago. Encore un nom bien français ; encore une ville tout allemande. Les journaux proclament que les mots « Saint-Louis » ne doivent pas être prononcés « à la manière molle et efféminée des Français, mais avec l'expression virile et robuste qui convient aux idées Anglo-Saxonnes (! ! !) ». Sur un peu plus de 600.000 habitants, il y a au moins la moitié d'Allemands, et cinquante mille nègres. J'y arrive la veille du *Labor Day*, que j'ai décrit dans un précédent chapitre. Les ouvriers nègres célèbrent le Labor Day de leur côté, sans être mêlés aux travailleurs blancs. La fraternité socialiste des ouvriers américains, comme la fraternité chrétienne des Y. M. C. A., ne va pas jusqu'à rapprocher les fils de Japhet des fils de Cham. Et dans les cavalcades, les ouvriers en liesse traitent leurs chevaux comme ils se plaignent d'être traités par leurs patrons. Ce n'est pas *Labor Day* pour nos compagnons de misère !...

Dans les *slums* et même, la nuit, dans les rues de la ville, les nègres sont d'une tenue fort peu modeste. Au *Forest Park*, où défile le dimanche le cortège des élégances provinciales, les négresses en toilettes de perroquets vont montrer à leurs enfants les *coons* prisonniers dans des cages. Belle revanche ! Elle me fait songer au triste buffalo reclus dans l'île d'Yellowstone lake. Enchaîner, enfermer : suprême plaisir de l'homme, fût-il à peine sorti lui-même de captivité.

Saint-Louis est une ville ambitieuse. Elle se

vante de posséder « cinq mille fabriques, la plus grande gare de marchandises du monde, vingt-quatre têtes de lignes de chemins de fer, la plus grande fabrique de biscuits du monde, la plus grande plomberie et la plus grande briqueterie du monde, la plus grande quincaillerie et la plus grande manufacture de poêles du monde, les plus grandes usines de fer, de rails et de tramways du monde, les deux plus grandes manufactures de tabac et la plus grande droguerie du monde, le plus grand marché du monde pour les chevaux et les mulets, les plus grandes fabriques de boîtes et de cercueils du monde, etc. » L'énumération continue sur 13 pages in-16. Saint-Louis se contente du second rang dans le monde pour la production de la farine, et du troisième rang pour l'épicerie. Mais par pure humilité. Elle insiste pour qu'on la reconnaisse comme la ville « la plus entreprenante et la plus progressive dans le monde entier ». Elle se proclame le cœur du pays américain. Comment concilier ces « revendications » avec celles de Chicago ?

L'Exposition de 1904 a précisément pour but d'éclipser l'Exposition pan-américaine de Chicago (1893). Elle est organisée pour fêter le centenaire de la cession de la Louisiane aux Etats-Unis ; elle devait donc avoir lieu en 1903 ; mais les travaux commençaient à peine au milieu de 1902 ; on fera l'ouverture officielle en 1903, et l'Exposition réelle est ajournée à 1904.

Le programme est simple : faire tout plus grand qu'à Chicago. L'Exposition de Chicago couvrait 600 acres ; celle de Saint-Louis en couvrira 1.200. A Chicago, il y avait neuf grands bâtiments ; à Saint-Louis, il y en aura quinze, et les architectes ont dû s'engager à dépasser d'un nombre raisonnable de

pieds, dans chaque mesure de détail, les mesures correspondantes des constructions de Chicago.

Voici deux traits particulièrement intéressants du règlement :

I. — *L'Exposition sera fermée le dimanche.*

II. — *Dans l'intérieur de l'enceinte, on ne pourra boire que de l'eau.*

Il est vrai que l'eau de Saint-Louis constitue, à elle seule, une réelle curiosité, quand on la voit dans les baignoires, dans les cuvettes et dans les carafes. Elle contient environ deux tiers d'éléments terreux contre un tiers de particules aqueuses. Lorque les Baptistes, qui baptisent les catéchumènes par immersion, plongent des blancs dans ce liquide, ils en retirent des hommes de couleur. Un habitant de Boston, ayant entendu dire qu'il n'y avait pas d'eau potable en Europe, avait emporté avec lui, dans le Vieux Monde, une barrique d'eau bostonienne. Les Européens qui viendront à Saint-Louis feront bien d'apporter le liquide nécessaire pour la table et pour la toilette.

Avec les centaines de millions dont ils disposent, les organisateurs de la World's Fair accompliront nécessairement une œuvre grandiose. La direction artistique de notre compatriote, M. Masqueray, est un gage de bon goût.

L'Exposition de Saint-Louis fournit une explication du culte que les Américains professent pour Napoléon. La cession de la Louisiane française aux Etats-Unis, le 30 avril 1903, est regardée à bon droit, de l'autre côté de l'Océan, comme un des événements les plus considérables du XIXe siècle ; à dater de ce jour, les destinées des Etats-Unis furent fixées. La France abandonnait ce qui pou-

vait être l'instrument de sa grandeur ; les Etats-Unis devenaient maîtres du continent américain.

Le territoire que Bonaparte vendit à la nouvelle République pour 15 millions de dollars (75 millions de francs), forme à peu près un tiers de l'Union ; il est six fois grand comme la France métropolitaine ; il a constitué quinze grands Etats ou Territoires. Les propriétés imposables qu'il renferme sont évaluées actuellement à 33 milliards de francs ; il est habité par 17 à 18 millions d'hommes ; il en pourrait nourrir 200 millions, aux mêmes conditions que l'Europe occidentale. On y récolte déjà 300 millions de bushels de blé, 1.000 millions de bushels de maïs ; on en tire annuellement 25 millions de tonnes de charbon et 9 millions de tonnes de minerai de fer.

Le peuplement et l'exploitation de ce domaine auraient assuré à la France une prospérité sans égale ; il ne fallait qu'y envoyer la moitié des jeunes Français que le sinistre Corse fit égorger sur cinquante champs de bataille. Mais non ; Bonaparte vendit cet avenir prodigieux pour une misérable somme d'argent ; il dévasta l'Europe, épuisa pour jamais la vitalité française. Et maintenant, la France sacrifie encore des trésors et des milliers de soldats pour conquérir, à droite et à gauche, des lambeaux de pays malsains où les colons français ne peuvent ni ne veulent s'établir. La reconnaissance des Américains pour Bonaparte n'est que trop justifiée.

Le spectacle de la richesse invraisemblable qui s'étalera dans la World's Fair de Saint-Louis, en 1904, sera plus amer au cœur de tous les Français que le souvenir de n'importe quels désastres ; car on n'a jamais abandonné, sans combattre et par trahison pure, un pareil morceau de la France.

Toutes proportions gardées, le même phénomène se produit au sujet du canal de Panama. Cette entreprise française est tombée aux mains des Américains parce que les capitaux destinés à son accomplissement furent détournés par des coquins. Dans la presse française, les Américains ne connaissent et n'estiment que les écrivains dont la vénalité prépara le désastre de l'épargne française et le triomphe des combinaisons américaines.

Une dernière curiosité de Saint-Louis est le pont du Mississipi : on ne peut le franchir sans acquitter un péage de 5 sous. C'est le Moyen Age en Amérique. Autres noms français des environs : la rivière des Pères, la rivière Gasconade. Dans un pamphlet hostile aux souvenirs français, je lis cette expression : « They rendez-voused... ».

De Saint-Louis à Washington, par l'Ohio, la Pennsylvanie, le Maryland : des campagnes magnifiques, vallonnées, boisées, bien arrosées, ou des mines d'anthracite. Tous les éléments de la richesse. A Pittsburg, la ville du fer, des centaines de cheminées énormes vomissent la flamme, la fumée, la suie. Quel enfer ! une population de cyclopes se démène dans cette amosphère irrespirable pour forger de grosses fortunes particulières en même temps que la puissance de la nation.

A Washington, point d'usines, point de commerce; des politiciens et des bureaucrates pendant les sessions du Congrès ; des nègres paresseux le reste du temps; des rues paisibles, des parcs charmants, des environs superbes. Le palais du Congrès, ou Capitole, est un énorme Panthéon flanqué de deux Palais-Bourbon. La Bibliothèque du Congrès, par son luxe babylonien, semble plutôt destinée aux plaisirs d'un satrape qu'aux méditations des philosophes.

Ces monuments, dont les Américains sont si fiers, ne valent pas grand'chose à côté de la demeure de Georges Washington, à Mount Vernont. Dans un site de toute beauté, au bord du majestueux Potomac, c'est le plus délicieux petit Trianon qui se puisse imaginer. On y a conservé le mobilier *rococo* de l'époque, et rassemblé tout un bric-à-brac de reliques disparates. Dans la capitale même, le monument de Washington, un faux obélisque de 185 mètres en blocs de marbre, ne manque pas de caractère. La Maison Blanche, habitation du Président de la République, est d'une émouvante simplicité. Il faudrait qu'elle restât toujours ainsi, dans ce pays regorgeant de richesse insolente. La leçon serait belle. Mais j'ai déjà entendu des citoyens américains déclarer ce séjour indigne de leur chef. Ils lui construiront un de ces jours quelque palais de marbre, de jaspe et de porphyre, dans le style romano-grœco-œgypto-hindou, qui sera vanté comme le chef-d'œuvre de l'architecture.

A Baltimore, Philadelphie, Boston, la véritable Amérique anglo-saxonne déploie son activité, ses fortes vertus et ses vices. A Boston, grande ville par la richesse et par la population, les mœurs demeurent celles d'une petite cité puritaine et provinciale. Il ne reste pas plus de 20 000 descendants des vieux colons, noyés dans l'immigration irlandaise; mais ils suffisent à conserver les traditions et l'esprit local.

Nous avons énuméré plus haut les institutions qui font de Boston un foyer d'éducation dans tous les genres. Une Bibliothèque modèle, un musée médiocre, un « elevated R. R. » qui est souterrain sur une partie du parcours, de jolis environs, des réservoirs d'eau fort pittoresques, une affectation

de tempérance et d'austérité corrigée par des music-halls très décolletés et par une forte consommation de boissons alcooliques entre les repas, sont les principaux traits de Boston. La ville vieille, sur une colline écartée, ressemble à quelque bourg paisible d'Angleterre; elle conserve de jolis spécimens de l'architecture des XVIIe et XVIIIe siècles, élégante, froide, étriquée comme les habitants.

Faut-il décrire New-York? Ce serait absurde; d'abord, parce que tout le monde a vu New-York; ensuite, parce que New-York aura changé entre l'heure où ce volume est écrit et l'heure où il sera publié. C'est la ville en métamorphose continue.

La richesse y afflue de telle sorte que les millions n'y ont plus de valeur. D'immenses constructions presque neuves sont abattues pour faire place à d'autres. Des quartiers sont éventrés aussitôt que bâtis pour être rebâtis selon un nouveau plan. Le gaspillage de toutes les ressources est effroyable. Il y a des pays, en Europe, qui vivraient confortablement avec le rebut de New-York.

La misère de l'East Side n'est pas, à beaucoup près, sinistre et désespérée comme à Londres; elle ne semble affreuse que par comparaison avec le luxe idiot des divers Waldorf Astoria où tous les nouveaux enrichis affichent grossièrement leur opulence, parmi les aventuriers qui cherchent une fille à grosse dot, et les aventurières qui cherchent un millionnaire naïf.

Les éléments de pittoresque ont disparu; les anciens types yankees de Bowery n'existent plus; ils ont fait place aux immigrants italiens, slaves et sémites.

Les quartiers jadis effroyables sont nettoyés et presque policés. New-York est la grande ville cos-

mopolite, et tout Européen qui a voyagé le moins du monde y est chez lui du premier coup.

Les églises et les théâtres pullulent; l'art dramatique et la religion qu'on y débite sont d'un ordre très inférieur. Le grand Musée métropolitain, sous la direction d'un ancien barbier italien qu'on appelle « général », est d'une surprenante pauvreté, bien qu'il éclipse tous les autres dans le pays. Il y a des jardins et même des théâtres ouverts sur les toits. Les lieux de plaisirs sont gais comme un bal de notaires ; les hétaïres n'y montreraient pas leur cheville ; mais la brute humaine n'y perd rien ; c'est justement parce qu'elle est trop violente qu'on veille à ne pas la débrider en public. Elle se débride ailleurs.

Dans les îles de l'East river (Randall, Ward, Blackwell isl.) est relégué tout le déchet physique et moral de la grande cité : maisons de correction et de détention, asiles de vieillards et d'incurables, asiles d'aliénés, asiles de tuberculeux, hôpitaux, maternités, refuges d'enfants abandonnés, idiots ou corrompus. En général, tout ce qui dépend d'une administration publique est moins bien organisé que les institutions privées. Plusieurs établissements sont indignes d'une ville comme New-York. Cependant, il y a beaucoup de bonne volonté dans le personnel, et moins de bureaucratie que chez nous. J'ai noté plus haut quelques manifestations abusives de l'esprit clérical ; je dois citer en compensation une excellente instruction du Commissaire de l'Assistance publique (Commissioner of the Public Charities), M. Homer Folks, qui prescrit de ne renvoyer les malades que suffisamment rétablis pour se remettre au travail. L'Assistance publique de Paris ferait bien de s'en inspirer.

L'accumulation de tout ce résidu de la société

civilisée dans un seul district, à côté de la grande fournaise où se consument tant de richesses et de forces vitales, cause une impression d'horreur. Qu'est-ce que tous ces misérables êtres attendent encore de la vie ? Comment ne succombent-ils pas à la tentation de l'eau profonde et rapide qui les entoure ? Faut-il que la bête humaine tienne à sa souffrance ! Le spectacle des stock yards de Chicago est moins atroce que celui des hommes vieux et pauvres nourris en tas. Je suis sorti de Blackwell Island bien résolu, si je reste pauvre, à ne pas devenir vieux. Vieux mais riche, ou pauvre mais jeune, passe encore. Mais comment souffrir l'ignominie de la misère ajoutée à l'ignominie de la vieillesse ?

Le budget de New-York (greater New-York) pour 1902 s'élevait à 493 millions de francs($ 98.619.600). Le maire touche un traitement de 75.000 francs ; le président du bureau des *aldermen*, un traitement de 25.000 francs ; chacun des 73 *aldermen*, un traitement de 5.000 francs, et le *City Clerk*, 35.000 francs.

La municipalité actuelle de New-York est composée de jeunes hommes qui avaient consacré déjà beaucoup de travail aux œuvres sociales dans la métropole et qui ont entrepris de l'administrer en économistes, sans souci des intrigues politiciennes. Ce n'est pas une petite ambition que de prétendre à nettoyer les écuries d'Augias.

Le maire Seth Low et ses collaborateurs essaient d'introduire la probité, la décence et des méthodes pratiques dans une organisation terriblement gangrenée. Ils voudraient aussi substituer des fonctionnaires de carrière aux bureaucrates fantaisistes qui trouvent dans leurs fonctions le salaire de leurs services électoraux. La tâche est ardue. Quand on voit les policiers subalternes prendre leur retraite

avec plusieurs millions de francs d'économies, on peut juger de la corruption administrative, et des résistances terribles que rencontreront les réformateurs... si le corps électoral leur laisse le temps de réformer.

Les enterrements, à New-York, sont tout à fait symboliques. On ne voit pas de ces longues, lentes, lugubres processions, où les vivants attrapent des pleurésies, des bronchites et des pneumonies pour faire honneur au mort. Non. Le cercueil est placé dans une voiture vitrée qui l'emporte au grand trot. A la bonne heure ! Les morts n'encombrent pas les vivants ; ils ont eu leur tour ; à nous la place !

C'est avec cette désinvolture que le monde américain s'apprête à conduire les funérailles de la vieille Europe.

TABLE DES MATIÈRES

8767. — IMPRIMERIE DE CHOISY-LE-ROI

27

